A. HAMON

LE SOCIALISME

ET LE

CONGRÈS DE LONDRES





LE SOCIALISME

ET LE

CONGRÈS DE LONDRES

A LA MÊME LIBRAIRIE

Ouvrages déjà publiés
dans la Bibliothèque Sociologique :

1. — La Conquête du Pain, par *Pierre Kropotkine.* Un volume in-18, avec préface par *Elisée Reclus,* 5e édition. Prix. 3 50
2. — La Société Mourante et l'Anarchie, par *Jean Grave.* Un volume in-18, avec préface par *Octave Mirbeau.* (*Interdit.* — Rare 5fr.)
3. — De la Commune a l'Anarchie, par *Charles Malato.* Un volume in-18, 2e édition. Prix. . . 3 50
4. — Œuvres de *Michel Bakounine.* Fédéralisme, Socialisme et Antithéologisme. Lettres sur le Patriotisme. Dieu et l'Etat. Un volume in-18, 2e édition. Prix 3 50
5. — Anarchistes, mœürs du jour, roman, par *John-Henry Mackay,* traduction de *Louis de Hessem.* Un volume in-18. Prix. 3 50
6. — Psychologie de l'Anarchiste-Socialiste, par *A. Hamon.* Un volume in-18, 2e édit. Prix. 3 50
7. — Philosophie du Déterminisme. Réflexions sociales, par *Jacques Sautarel.* Un volume in-18, 2e édit. Prix 3 50
8. — La Société Future, par *Jean Grave.* Un vol. in-18, 6e édition.
9. — L'Anarchie. Sa philosophie. — Son idéal, par *Pierre Kropotkine.* Une brochure in-18. 2e édition. Prix . . . . 1 »
10. — La Grande Famille, roman militaire, par *Jean Grave.* Un vol. in-18, 3e édition. Prix. 3 50

Sous Presse :

Humanisme intégral, par *Léopold Lacour.*
Les Joyeusetés de l'Exil, par *Charles Malato.*
L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchique, par *Elisée Reclus.*
Le Socialisme en danger, par *Doméla Nieuwenhuis.*
Sous l'aspect de la révolution, par *Bernard Lazare.*
L'Etat, par *Pierre Kropotkine.*
L'individu et la Société, par *Jean Grave.*

BIBLIOTHÈQUE SOCIOLOGIQUE — N° 11

A. HAMON

LE SOCIALISME & LE CONGRÈS DE LONDRES

ÉTUDE HISTORIQUE

Amicus Plato, sed magis amica veritas.



PARIS
P.-V. STOCK, ÉDITEUR
(Ancienne Librairie TRESSE & STOCK)
8, 9, 10, 11, GALERIE DU THÉATRE-FRANÇAIS
PALAIS-ROYAL

1897

DU MÊME AUTEUR

HYGIÈNE

Etude sur les eaux potables et le plomb. Paris, 1884. Traduction turque, Constantinople, 1889.

Dell' uso dei tubi di Piombo per la condotta delle acque alimentari. Piacenza, 1889. — Traductions : polonaise et espagnole.

Traité de l'hygiène publique d'après ses applications dans les différents pays de l'Europe, par le Dr Palmberg. Traduction française, Paris, 1891.

SOCIOLOGIE

L'Agonie d'une Société. (En collaboration avec M. G. Bachot.) Paris 1889.

France sociale et politique. Année 1890, 2 volumes ; année 1891. Paris, 1891 et 1893.

Les hommes et les théories de l'Anarchie. Paris, 1893. Traductions : espagnole et italienne, Buenos-Ayres, 1894. Paterson 1896.

De la définition du crime. Lyon, 1893. Traductions : portugaise, 1893 ; espagnole, 1894 ; anglaise, 1895 ; italienne, 1896 ; Yeddish, 1896.

Patrie et Internationalisme. Paris, 1896. Traductions : espagnole, italienne, allemande, anglaise.

PSYCHOLOGIE

Psychologie du militaire professionnel. Paris et Bruxelles, 1894. Nouvelle édition, Paris, 1895. Traductions : italienne, 1895 ; allemande, 1896 ; Portugaise, 1896.

Psychologie de l'Anarchiste-Socialiste. Paris, 1895.

Il a été tiré à part, de cet ouvrage, 5 exemplaires sur papier de Hollande numérotés à la presse (1 à 5).

A MON PÈRE, L'INGÉNIEUR-INVENTEUR

A. HAMON

je dedie cet opuscule d'histoire, comme un modeste témoignage d'une vive et profonde amitié.

A. HAMON.

AU LECTEUR

Les incidents qui se sont passés au congrès international socialiste de Londres ont fait de ces assises un événement mondial d'une extrême importance dans l'histoire. Notre récit est impartial ; nous en avons puisé les éléments dans les gazettes anglaises et françaises. Bien qu'acteur dans ce congrès, nous avons tenu à en parler comme d'un événement auquel nous n'eussions point été mêlé. Nous nous sommes efforcé de garder la sérénité de l'historien. Le critique dira si nos efforts ont été couronnés de succès.

Il nous a paru utile de faire précéder le compte-rendu du congrès d'une courte digression sur la définition du socialisme et d'un bref exposé de l'état du socialisme dans le monde. Le compte-rendu du congrès eût été incomplet si nous n'avions étudié sa préparation et les événements qui l'ont précédé, si nous ne racontions les meetings, les conférences qui se tinrent pendant le congrès et en dehors de lui. Des conclusions, dans lesquelles nous montrons ce qui se dégage du congrès, terminent ce bref volume que nous avons écrit l'esprit dégagé de toute ardeur prosélytique. Puisse le lecteur reconnaître que nous avons le droit de dire avec Montaigne : « Ceci est un livre de bonne foi. »

A. HAMON.

Nota Bene. — Je ne veux pas terminer cet avis au lecteur sans lui adresser cette prière.

Pour mes études sociologiques, j'ai besoin de tous documents relatifs au socialisme.

Livres, brochures, journaux, placards, affiches, feuilles volantes quelconques, chansons, dessins, etc., en toutes langues se rattachant au collectivisme, au communisme, à la sociale démocratie, à l'anarchisme, seront donc les bienvenus à mon domicile, 3, boulevard Berthier, Paris, où je prie auteurs, éditeurs ou toute autre personne, de bien vouloir me les envoyer.

A. H.

LE SOCIALISME
ET LE CONGRÈS DE LONDRES

CHAPITRE I[er]

DE LA DÉFINITION DU SOCIALISME ET DE SES VARIÉTÉS

Qu'est-ce que le socialisme ? Il semble à priori, étrange de poser semblable question, puisque tant de gens parlent du socialisme, puisque tant d'autres se qualifient socialistes. Pourtant il est d'une absolue nécessité de déterminer les critères du socialisme de façon à connaître ce qu'on entend sous ce vocable.

Maintes personnes refusent le titre de socialistes à maintes autres qui tiennent à s'en parer. Nul ne cède, nul ne vainc. Il semblerait que c'est une épithète salvatrice, attirante des suffrages lors de quelconques élections. Au souci d'être nommé, on sacrifie tout. Et jeter le trouble dans l'esprit de la foule, rendre obscure l'histoire de notre époque, cela n'est d'aucune importance. Ce qui est important, c'est d'être élu et, pour ce, bravement, on accole l'épithète socialiste à

une autre épithète quelconque. Ainsi les uns sont radicaux socialistes tandis que d'autres sont seulement républicains socialistes ; aucuns sont socialistes chrétiens, certains socialistes étatistes ; d'autres encore...... Tout le monde enfin est socialiste. On ne s'y reconnaît plus ; c'est la confusion la plus grande parce que le mot n'a aucune signification précise.

Il est cependant possible de déterminer les critères de la qualité de socialiste, de rechercher les idées exprimées par ce terme : Socialisme. La définition des mots, comme maintes fois M. Brunetière l'observa, n'est pas libre quand ils ont une étymologie certaine. C'est le cas du vocable « socialisme ». Une définition doit être claire, précise, satisfaisante. Claire, afin que tous aisément la comprennent. Précise, car il importe que, sous le terme défini ne soient comprises que des choses liées par un ou plusieurs caractères communs : car il est nécessaire que, grâce au vocable déterminé, on distingue facilement les choses d'autres choses s'en différenciant quelque peu. Satisfaisante, car il faut que la définition convienne à toutes les choses communément qualifiées ainsi depuis que le terme est en usage.

La façon même dont le mot « socialisme » est formé indique son genre de signification. Le suffixe *isme* montre qu'il s'agit d'un système ou d'un ensemble de systèmes, ayant rapport aux sociétés comme le prouve le radical *social*. La formation même du vocable *socialisme* nous autorise donc à écrire :

Socialisme — système ou ensemble de systèmes relatifs aux sociétés.

Il importe alors de savoir le genre de ces systèmes, de connaître le ou les rapports communs qui les unis-

sent entre eux et permettent de les classer sous un même vocable.

Nous ne pouvons accepter des définitions aussi vagues que celles données par Proudhon : Le socialisme est toute aspiration vers l'amélioration de la société. Le socialisme étant ainsi entendu, tout le monde peut à bon droit se dire socialiste. L'épithète est inutile puisqu'elle ne différencie personne. Nous savons que cette conception du socialisme est très généralement admise maintenant. A chaque instant, le mot est employé dans ce sens dans les Revues, les journaux et même les livres. La signification d'un mot perd en effet de sa précision proportionnellement à son expansion. C'est un phénomène constant. Nous nous expliquons donc aisément l'imprécision, le vague du terme *Socialisme*. Et il en résulte multiples confusions, causes d'erreurs dans les polémiques des partis politiques, dans les études d'histoire, de sociologie. Il est donc de toute nécessité de délimiter avec soin la signification du mot « socialisme ».

Beaucoup de définitions ont été proposées depuis 1832, époque où P. Leroux inventa le mot. Un grand nombre sont obscures, très vagues, imprécises et ne peuvent être acceptées par tout homme épris de clarté et de précision. Ainsi sont à rejeter les significations du Socialisme données par K. Marx, Benoit Malon, Bakounine, Malatesta, J. Grave, L. Bertrand, Spies, L. Reybaud, Webster. En effet tous les systèmes sociaux, même les plus opposés, sans aucun commun caractère, répondent à ces déterminations. Celles-ci ne servent donc plus à distinguer certains systèmes sociaux d'autres systèmes et par suite elles sont inutiles.

Maints sociologues ou grammairiens, tels de Laveleye, Littré, etc., ont voulu déterminer le socialisme en fonction de l'Etat, ce qui était bien trop vague ou l'ont défini comme une science, ce qui était contraire à l'étymologie même. D'autres voulurent n'y voir qu'un système relatif à l'organisation du travail ; mais ils sont restés dans l'imprécision ne définissant pas de quelle organisation il s'agissait, ce qui était nécessaire, car tout système social implique une quelconque organisation du travail.

Toutes ces définitions sont ou obscures ou imprécises et vagues ; elles sont par suite mauvaises.

Il en est d'autres, plus nombreuses encore, qui ont été proposées par des socialistes, qui se rencontrent dans les manifestes et dans les décisions des congrès nationaux ou internationaux. Toutes ces déterminations ont un rapport commun qui est la socialisation des moyens de production.

Domela Nieuwenhuis comme Frédéric Engels, les Congrès des Social Democrates d'Allemagne comme ceux du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de France, Merlino comme J. Guesde, Sébastien Faure comme Henri Brissac, etc., ont dans leurs diverses définitions du socialisme, déterminé ce terme en fonction de la socialisation des moyens de production. C'est cette même signification que les Sidney Webb, les Leroy-Beaulieu, les Woolsey, les Bouillet, les auteurs de l'*Encyclopædia Britannica*, du *Standard Dictionary*, du *Century Dictionary*, les Winterer, les Fisher, les W. Morris, les Millerand, etc., ont donnée sous des formes variées.

Il ressort donc cette définition :

Socialisme — Système social ou ensemble de sys-

tèmes sociaux dans lesquels les moyens de production[1] sont socialisés.

Je ne pense point qu'aucun s'inscrive contre la clarté et la précision de cette notion du socialisme : elle satisfait en outre pleinement. En effet, toutes les doctrines qui, dans le passé ou dans le présent, ont été regardées communément comme socialistiques rentrent bien dans la classification ainsi faite. Il en est de même de toutes les utopies, de toutes les formes sociales décrites ou expérimentées comme socialistes.

Il suffit d'étudier ces doctrines et ces formes sociales pour s'en assurer. Tous les historiens, les sociologues considèrent comme socialistes les premiers pères de l'église, les Esséniens, les Vaudois, les Anabaptistes, Thomas Morus, Wiclef, Wat Tyler, Campanella, les Niveleurs, les sectes communistes des États-Unis, Mably, Morelly, Meslier, Restif de la Bretonne, Godwin, Babeuf, Fourier, Owen, Saint-Simon, Pecqueur, etc., etc. Et tous restent socialistes d'après la définition que nous donnons. Notre notion du socialisme satisfait dans le passé de même qu'elle satisfait dans le présent.

1. Les choses appropriables par l'homme peuvent se diviser en choses ou moyens de production et en choses ou objets de jouissance. Il faut noter que cette distinction est artificielle, faite dans le seul but de permettre une notion plus exacte du socialisme. En réalité toutes les choses sont moyens de production soit médiatement, soit immédiatement. De même, toutes les choses sont objets de jouissances. Nous faisons l'hypothèse que « moyens de production » s'entend du sol, sous-sol, eaux, immeubles de toute nature, machines de toute sorte, chemins de fer, en général tout l'outillage.

Les social-démocrates de tous les pays, le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire français, les communistes et collectivistes anarchistes de toutes les régions ; Le labour independant Party, la Fabian Society d'Angleterre, les Colinsiens, réclament au moins la socialisation des moyens de production.

Il ressort de cela que historiquement, dans le passé et dans le présent, la définition que nous avons donnée est satisfaisante. Nous avons vu qu'elle est claire et précise. Elle répond donc aux nécessaires conditions d'une bonne définition. Aussi, nous pouvons écrire :

Socialisme — Système social ou ensemble de systèmes sociaux dans lesquels les moyens de production sont socialisés.

Le caractère spécifique du socialisme est donc la socialisation des moyens de production.

Il y a des modes divers de socialisation de la propriété, aussi des termes différents ont été imaginés pour noter ces modes variés. Nous avons ainsi, par exemple, le collectivisme, le communisme. Ce sont des espèces diverses d'un même genre : le socialisme.

Le collectivisme peut être défini ainsi : Modalité du socialisme ; système social dans lequel les moyens de production sont possédés collectivement.

Le communisme est une modalité du socialisme, un système social dans lequel la propriété est commune.

Ces deux définitions nous semblent claires et précises. Elles satisfont certainement dans le passé comme dans le présent à tous les systèmes dénommés communément collectivistes ou communistes.

La différence qu'il y a entre le collectivisme et le communisme est : dans le premier, la formule de répartition des produits est « A chacun selon ses œuvres » ; dans le second « A chacun selon ses besoins ». Le saint-simonisme, la doctrine de Pecqueur, celles de la Fabian Society, de Colins, etc., sont du collectivisme. Le fouriérisme, les doctrines de Morelly, d'Owen, de Godwin, de Kropotkine, etc., sont des communismes.

On comprend aisément qu'étant donné cette conception du socialisme, bien des variétés peuvent exister suivant qu'on y adjoint des conceptions diverses relatives à Dieu, à la Famille, à la Patrie, à l'Autorité, à la Liberté. Ces variétés existent en effet. Il y a un socialisme athéistique et un socialisme théistique, un socialisme anarchique et un socialisme autocratique. On peut être à la fois socialiste et patriote ou antipatriote, socialiste et autoritaire ou libertaire. Il n'y a aucune antinomie entre ces termes et celui de socialisme. Toutes les doctrines sociales relatives à Dieu, à la Patrie, à la Famille, à la Liberté, à la Morale peuvent se combiner avec le principe fondamental du socialisme. Il se crée ainsi des variétés dans les espèces du genre socialisme.

Tant que les systèmes sociaux qui dérivent de ces diverses combinaisons admettent, au point de vue de la forme de la propriété, la socialisation des moyens de production, ils sont socialistiques. En effet, ils n'altèrent ni ne changent l'essence du socialisme qui est cette socialisation.

Le communisme et le collectivisme anarchiques sont donc des espèces du genre socialisme puisque ce sont des systèmes sociaux préconisant la communisa-

tion de la propriété ou la collectivisation des moyens de production. La démonstration de cette assertion tant au point de vue historique que rationnel, nous l'avons faite amplement, avec un luxe fatigant de preuves en une étude « un anarchisme, fraction du socialisme ? » qui eut l'honneur de paraître en même temps en plusieurs langues [1]. Des essais de réfutation furent faits. Ils furent vains.

Il n'y a pas à opposer le terme anarchie au terme socialisme, car ces deux termes ont des significations d'ordre différent, ne se contredisant pas mais pouvant se combiner, s'associer. La définition du socialisme montre qu'il s'agit d'ordre économique. La définition de l'Anarchie et de l'Anarchisme montre qu'il s'agit d'ordre politique et moral.

Si l'on étudie les notions de l'anarchie données par Spies, J. Grave, Fisher, D. D. Lum, G. Platon, l'*Encyclopædia Britannica*, A. Ranc, R. Mella, A. R. Parsons, Emile Gautier, M. Block, Proudhon, De Paepe, Merlino, Malatesta, le dictionnaire de Webster, etc., on constate qu'on peut légitimement définir ainsi l'anarchie et l'anarchisme :

Anarchie. — Etat de société sans gouvernement, sans pouvoir, sans autorité constituée. L'étymologie indique nettement la signification du mot : du grec αν (négatif, privatif, sans), αρχη (gouvernement, chef, autorité).

Anarchisme. — Système social ou ensemble de systèmes sociaux dans lesquels existe l'anarchie.

1. Cf. *Société Nouvelle*, février et mars 1896, Paris. — *Free Review*, Londres. — *Sozialistische akademiker*, Berlin. — *Ciencia social*, Barcelona.

L'essence de l'anarchie c'est d'être un état social sans gouvernement ; l'essence du socialisme c'est d'être un système social dans lequel les moyens de production sont socialisés. On voit qu'il n'y a pas antinomie entre ces termes. On conçoit qu'il y ait au contraire association de ces termes et formation d'un socialisme anarchique, c'est-à-dire formation d'un ou plusieurs systèmes sociaux dans lesquels il n'y aurait point de gouvernement en même temps que les moyens de production seraient socialisés.

La conception de ce socialisme anarchique est absolument rationnelle. Ajoutons qu'historiquement son existence ne peut être mise en doute. Les faits sont là qui ne peuvent être niés ; le lecteur curieux se reportera pour quelques-uns de ces faits à notre étude « un anarchisme, fraction du socialisme ? »

Le socialisme peut être considéré comme un genre auquel appartiennent les espèces Communisme et Collectivisme. Chacune d'elles se divise en variétés : Communisme autoritaire, Communisme anarchique et d'autres ; Collectivisme étatiste, Collectivisme anarchique et d'autres. Si l'on examinait les adeptes de ces variétés d'une même espèce, on constaterait encore des différences au point de vue de la tactique pour parvenir à la réalisation du système social dont ils sont partisans. Ainsi nous trouvons des collectivistes étatistes révolutionnaires et d'autres réformistes : des communistes anarchistes préconisant la propagande par la violence et d'autres la répudiant, etc., etc.

En fin d'analyse, si on veut toujours chercher à différencier, sous tous les points de vue les adeptes du socialisme, on trouve qu'il y a autant de variétés

que d'individus. Mais c'est là un travail parfaitement inutile lorsqu'il s'agit d'une classification à faire. Il faut au contraire chercher les rapports communs liant tous ces individus et alors alors on arrive aux déterminations que nous avons données. Volontairement dans ces notions nous avons négligé l'examen des moyens pour arriver à la réalisation de l'idéal, car ils différencient plus qu'ils n'assimilent. Ils ne peuvent être considérés que comme créateurs de sous-variétés et en aucun cas ne peuvent provoquer l'exclusion d'une variété dans l'espèce et par suite dans le genre. Les moyens pour réaliser le système social préconisé ne sont nullement spécifiques de ce système social qui n'est même pas fonction de ces moyens.

Donc, le caractère spécifique du socialisme est la socialisation des moyens de production ; celui du communisme est la communisation de toutes les choses appropriables par l'homme ; celui du collectivisme est la collectivisation des moyens de production ; celui de l'anarchie est un état social sans gouvernement.

L'admission de ces caractères spécifiques fait disparaître toute confusion. L'histoire du passé, les luttes quotidiennes s'éclairent. Sous ces mêmes vocables s'entendent partout les mêmes doctrines, qu'elles soient professées en Australie ou en France, en le Sud Amérique ou en Allemagne.

Point d'obscurité dans les événements, point d'erreurs d'interprétation dans les faits, une classification aisée et immédiate, tels sont les avantages de l'adoption par tout le monde de ces définitions claires, précises, exactes, légitimes.

CHAPITRE II

LA SITUATION DU SOCIALISME DANS LE MONDE

Le socialisme comprend diverses doctrines unies entre elles par le commun caractère de la socialisation des moyens de production. On conçoit donc que dans chaque pays l'on rencontre des adeptes de ces doctrines variées. Il se forme ainsi des partis socialistes divers se différenciant quelquefois encore plus par la tactique pour arriver au but que par le but lui-même. C'est la situation de ces partis que nous allons rapporter en examinant successivement chaque pays.

France. — L'évaluation exacte des socialistes français est difficile sinon impossible. En se basant sur les élections parlementaires, on obtient des chiffres qu'on doit considérer comme très approximatifs. Plusieurs raisons valent pour cela. Il nous semble que le nombre des socialistes dépasse le chiffre des voix (600.000) données aux candidats socialistes en 1893. Si on recherche ce nombre en se basant sur la quantité totale d'ouvriers, on arrive à un effectif

beaucoup plus important, trop important même (Appendice, note 1). Je pense toutefois qu'on peut évaluer justement l'armée socialiste française à un effectif flottant entre quinze cent mille et deux millions d'hommes. Chaque jour qui s'écoule est un jour qui renforce l'armée socialiste française en lui amenant de nouvelles recrues, en rendant les anciennes de plus en plus conscientes du but poursuivi.

Il existe en France divers partis socialistes : Parti ouvrier socialiste révolutionnaire ; Fédération des travailleurs socialistes de France ; Parti ouvrier français ; les Communistes anarchistes ; le Comité révolutionnaire central ; les Indépendants.

Le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (P. O. S. R.), est connu sous le nom de « fraction allemaniste ». Il est divisé en fédérations diverses : Fédération de l'Est, fédération du Sud-Ouest, fédération des Ardennes, etc. ; Union fédérative du centre. Chacune des fédérations est administrée par un comité fédéral composé d'un délégué par groupe adhérent au parti. Il y a un secrétariat général du parti composé de délégués des fédérations. Son siège est à Paris. C'est dans les Ardennes, à Paris, dans le Jura que les Allemanistes sont le plus nombreux. Ils sont encore fortement établis dans certains départements (Loire, Aube, Côte-d'Or, Maine-et-Loire). Leur nombre total dépasse certainement deux cent mille. Certains groupes parisiens, tout en étant dénommés Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, n'adhèrent plus à l'union fédérative du centre. Ce sont des dissidents, peu nombreux, quelques milliers, qui ont deux conseillers municipaux à Paris MM. Berthaut et Faillet; et deux députés MM. Dejeante et Grous-

sier. Cette scission faillit un moment provoquer une dislocation de tout le parti.

Le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire est discipliné, mais le commandement au lieu de partir du centre pour arriver à la périphérie part de celle-ci pour arriver au centre. Les membres des groupes se font obéir de leurs délégués et non ceux-ci de ceux-là. Les individualités en vedette dans ce parti sont MM. Jean Allemane, Faberot, Lavaud, Renou, Toussaint, Weber, Joindy, etc. Le Parti a trois députés MM. Faberot, Renou, Toussaint qui abandonnent fraction de leurs appointements (5000 fr. sur 9000 fr.) pour la propagande. Ces députés ayant le parcours gratuit sur les chemins de fer sont envoyés fréquemment en province faire des réunions publiques et propagander. Le Parti possède diverses feuilles hebdomadaires ou bi-mensuelles : *Parti ouvrier* (Paris), *Rappel des Travailleurs* (Dijon), *Emancipateur* (Charleville), la *Montagne* (Saint-Claude), etc. Le Parti tient chaque année un congrès national ; il a aussi des congrès régionaux.

Les tendances de cette fraction socialiste sont très révolutionnaires. La plupart de ceux qui en font partie n'acceptent le parlementarisme que comme un moyen d'agitation et non comme un moyen de prise de possession du pouvoir. Ils sont tous ou presque tous ardents défenseurs de la grève générale. Ils sont communistes et « adversaires acharnés des propagandistes d'un collectivisme d'état, qui serait plus terrible que l'Etat ploutocrate nous régissant.» (*Parti ouvrier*, 10 juillet 1896). Le programme du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire est formel ; il affirme l'idéal communiste qui ne peut être réalisé que par l'émancipation éco-

nomique des travailleurs. Cette émancipation ne peut sortir que de l'action révolutionnaire ; tout mouvement politique doit être subordonné à cette émancipation économique.

La Fédération des Travailleurs socialistes de France (F. T. S.) ou « fraction Broussiste » est moins importante. Sa force numérique peut être évaluée à une cinquantaine de mille. C'est Paris sa grande citadelle fortifiée par quelques points dans l'Ouest (Maine-et-Loire), dans le Centre (Indre-et-Loire.) Ils ont divers députés : MM. Lavy, Prudent Dervillers, etc., et des conseillers municipaux de Paris ou d'autres villes. M. Paul Brousse est le principal leader de cette fraction. Elle tient des congrès régionaux et un congrès national annuel. Elle possède quelques organes à Paris et en province, tel l'*Eclaireur*, à Tours. La propagande de ce parti est moins active, moins bruyante que celle de la fraction allemaniste.

La tendance révolutionnaire y est fort atténuée, sinon même disparue. Ce sont des « possibilistes » qui veulent la conquête des pouvoirs publics et administratifs dans la commune, le département et l'Etat. C'est un parti parlementaire bien organisé qui poursuit, comme les social-démocrates, un but immédiat: l'amélioration de la vie des ouvriers; la réglementation des conditions du travail au point de vue de la durée, de son prix, de ses conditions d'hygiène et de sécurité; la transformation en services publics des chemins de fer, mines, etc.

Le Parti Ouvrier français (P. O. F.), section Guesdiste, a des tendances fortement autoritaires, au moins comme tactique. C'est le parti social-démocrate français, ayant la même tactique que les social-démocrates

de tous pays. Elle se résume en la conquête légale des pouvoirs publics de façon à conquérir le pouvoir économique. Depuis quelques ans, ses leaders se sont fort assagis; ils ont, dans leurs articles, leurs discours, leurs déclarations, répudié les formes violentes de la révolution. Les hommes de ce groupement sont MM. Jules Guesde, Gabriel Deville, Chauvin, députés; Paul Lafargue, Ferroul, Dereure, Zevaes, Mme Aline Valette, etc. Les social-démocrates français sont fort bien organisés, très bien disciplinés. Le parti est dirigé par un conseil national siégeant à Paris. On peut évaluer le nombre de ses adhérents à plus de deux cent mille. C'est dans le nord que le parti a ses plus fortes assises, puis dans le sud-est et le sud.

Leur propagande est la plus bruyante de toutes; aussi, pour beaucoup, ils semblent représenter le socialisme français. Ils ont des députés et un assez grand nombre de conseillers municipaux; ils possèdent même quelques municipalités en province dans le nord et le sud. Ils ont des conférenciers qui vont, quotidiennement, pour ainsi dire, porter la bonne parole un peu partout. Ce qui fait la plus grande force des social-démocrates français, c'est qu'ils possèdent le seul journal socialiste quotidien de Paris : la *Petite République*. Dans cette feuille écrivent bien des socialistes blanquistes et indépendants; mais la plus grande place est tenue par les Guesdistes. Ceux-ci possèdent encore le *Peuple*, organe quotidien lyonnais, puis le *Socialiste* hebdomadaire de Paris et Lille, enfin diverses feuilles paraissant chaque semaine à Bordeaux, Toulouse, etc. Deux revues mensuelles, la *Jeunesse socialiste* (Toulouse), le *Devenir*

Social (Paris), combattent pour la sociale démocratie. A Paris et dans le nord, ils ont créé des Maisons du Peuple, local spécial pour des meetings, des conférences, des fêtes.

Le Parti Ouvrier français est un parti politique moins mêlé que les autres fractions socialistes au mouvement syndical-corporatif. Il tend de plus en plus à l'acquisition des votes de la petite bourgeoisie et, pour cela, abandonne parfois les principes du socialisme. Il tient périodiquement des congrès régionaux et nationaux. En relation permanente avec les social-démocrates du monde entier, il participe régulièrement à tous les congrès internationaux. L'action de ce parti devient de plus en plus réformiste, de moins en moins révolutionnaire.

Les Communistes anarchistes sont en nombre assez considérable, au moins soixante mille, peut-être même cent mille. C'est dans Paris, la Seine, le sud et le sud-est, l'est, le sud-ouest et enfin le nord qu'ils sont le plus nombreux. Dans l'ouest, certaines villes comme Brest, Angers, Cherbourg ont des groupes importants de communistes anarchistes. Leurs journaux sont hebdomadaires et se publient principalement à Paris : Les *Temps nouveaux*, la *Sociale*, le *Libertaire*. Il y a aussi des feuilles qui naissent en province, y vivent quelques semaines, puis meurent. Les revues qui défendent les théories communistes anarchistes sont surtout la *Société nouvelle*, une très importante revue de langue française, l'*Art Social*, puis la *Revue Blanche*. Les anarchistes font surtout la propagande au moyen de brochures; ils en ont publié et en publient une quantité considérable. Le groupe l'Art social va même créer un théâtre dans le

but de propager la bonne parole. Les communistes anarchistes ont pour idéal le communisme libertaire, sans gouvernement, sans autorité. La plupart d'entre eux sont révolutionnaires et veulent faire table rase de la société actuelle pour établir le communisme. Ils se différencient des socialistes allemanistes simplement par la tactique, car ils n'acceptent pas comme ces derniers le parlementarisme comme moyen d'agitation. Ils forment des groupes épars dans la France ; mais ils ne sont ni centralisés comme les social-démocrates, ni fédérés comme les adhérents au Parti Ouvrier socialiste révolutionnaire. Ils font de fréquentes réunions publiques, mais n'ont ni congrès régionaux, ni congrès nationaux. En 1893, ils prirent part à un congrès international à Chicago, mais en 1889, 1891 et 1893 ils furent exclus des congrès internationaux socialistes de Paris, Bruxelles, Zurich. Les hommes les plus en vue du communisme anarchique sont P. Kropotkine, Jean Grave, Elisée Reclus, E. Pouget, Sébastien Faure, Ch. Malato, A. Hamon, Malatesta.

Le Comité Révolutionnaire Central, (C. R. C.) connu sous le nom de Parti Blanquiste, est un parti dont l'organe directeur porte ce même nom. Ses membres principaux sont : MM. Vaillant, Argyriadès, Breton, Dubreuilh, etc. Ses traditions, qu'il tient du grand révolutionnaire Blanqui, sont toutes révolutionnaires, nuancées de jacobinisme, c'est-à-dire d'autoritarisme. Toutefois, le parti est maintenant plus parlementaire que révolutionnaire. Il adopte, dit sa déclaration, tous les modes d'activité : économique, politique et sociale, électorale et révolutionnaire. Il est représenté au parlement par MM. Vail-

lant, Chauvière, Baudin, et dans les conseils municipaux de Paris et autres villes. Sa force numérique est d'environ cent mille, répartis dans Paris, la Seine et le centre. Communistes, pour la plupart, les Blanquistes recherchent la conquête des pouvoirs publics afin de conquérir le pouvoir économique. Ils viennent de fonder un journal hebdomadaire à Paris, *la Carmagnole*; plusieurs d'entre eux, MM. Degay, Turot, Vaillant, Dubreuilh écrivent à la *Petite République*. Ils ont deux ou trois journaux dans le centre. A Paris, M. Argyriadès publie une revue mensuelle, la *Question Sociale*, ouverte, d'ailleurs, à toutes les écoles socialistiques.

Nombre de socialistes ne font partie d'aucun groupement déterminé. Il y en a qui sont collectivistes autoritaires; d'autres, communistes libertaires; les uns sont réformistes, d'autres révolutionnaires Ils ont ces points communs qu'ils protestent et luttent contre la société capitaliste actuelle et préconisent la socialisation de la propriété. Cette masse de socialistes indépendants est éparse dans toute la France. On peut difficilement l'évaluer, mais elle dépasse le nombre de ceux adhérents à des partis déterminés. En France, on n'aime pas à s'enrégimenter. Les leaders des indépendants sont : MM. Millerand, Jaurès — de plus en plus ils s'inféodent aux social-démocrates — Gérault-Richard, Rouanet, députés; MM. Fournière, A. Veber, conseillers municipaux; G, Renard, Jaclard, Pioger, etc. La *Petite République* est un de leurs organes; ils ont encore la *Revue socialiste*, qui paraît mensuellement, et nombre de journaux locaux en province.

L'*Intransigeant* leur donne un concours actif à

cause de la *Ligue intransigeante socialiste*, dont les tendances sont très révolutionnaires et antiparlementaires, communistes. La jeunesse socialiste a aussi formé une fédération n'adhérant à aucune des fractions socialistes et à tendances très antiparlementaires.

Tant par leur nombre que par la valeur intellectuelle de certaine quantité de leurs membres, les indépendants ont une grande action dans le parlement, la presse et le grand public. Dans les milieux ouvriers proprement dits, leur influence est moindre. Ils ont quelquefois donné des représentations théâtrales au Théâtre Social dans un but de propagande. Ils publient des brochures, mais en petit nombre, et vont souvent conférencier un peu par toute la France.

Il importe de ne pas oublier que toutes ces fractions du socialisme français s'enchevêtrent les unes dans les autres, en province surtout. Beaucoup de socialistes sont adhérents à des groupements inféodés à une des fractions, parce qu'en la région cette fraction seule a des branches. D'une façon générale, en France, la tendance la plus répandue parmi les socialistes est révolutionnaire, antiparlementaire et libertaire. On put le voir lorsque se créa la *Verrerie Ouvrière*, en novembre 1895, et lors du congrès de Londres.

Parallèlement au mouvement socialiste pur se place le mouvement corporatif, dont l'importance va grandissant. Ces deux mouvements ne sont pas indépendants; ils se pénètrent mutuellement, s'identifient maintes fois. Les ouvriers d'un même métier se forment en syndicats. Les syndicats de même métier en une région se fédèrent en fédération régionale. Ces fédérations de métiers semblables se réunissent dans

la nation en une fédération nationale. Pour les gantiers et professions annexes, il existe une fédération internationale. En chaque ville, les syndicats divers s'agrègent en Bourse du Travail ou en fédération de syndicats analogues aux Bourses. Celles-ci, associées entre elles, forment la fédération des Bourses du Travail, dont le siège est à Paris.

Au 1er juin 1896, il existait 48 Bourses du Travail, 17 fédérations de syndicats. La fédération des Bourses en comprend 46, comptant 780 syndicats et à peu près 250,000 membres. Les Fédérations de syndicats sont en voie de transformation en Bourses; elles ont un effectif de 150,000 syndiqués. Environ 650 syndicats, comptant 100,000 ouvriers, sont sans liens fédératifs. Il faut observer que, chaque année, la Fédération s'accroît et que de nouvelles Bourses se forment. Cet organisme est en plein fonctionnement; et aux Bourses existantes adhèrent de plus en plus les syndicats régionaux. Les Bourses les plus importantes sont : Paris, Lyon, Nantes, Toulouse, Bordeaux, Saint-Etienne; puis Marseille, Béziers, qui ne sont pas fédérées. Leur fonction est de s'occuper du placement des ouvriers, de statistiques, et de les organiser pour la lutte économique. Les locaux qu'elles occupent servent de lieu de réunion. Elles sont administrées par un conseil général élu.

Le syndicat est administré par une chambre syndicale formée de délégués des syndiqués. Il y a des fédérations nationales de syndicats très fortement organisées : telles sont la Fédération des syndicats des mineurs, le Syndicat des employés et ouvriers de chemin de fer, Fédération des verriers, Fédération des métallurgistes, Fédération française de l'industrie tex-

tile, Fédération des chapeliers, F. des cordonniers, F. des lithographes-imprimeurs, F. du Bâtiment, etc., etc. Il s'est créé des syndicats de paysans dans la Champagne, la Bourgogne, le Jura et la Loire-Inférieure ; là ils sont le plus solidement établis sous le titre « Union des Colons de vigne à complant et des agriculteurs du.... ». Leur organisateur fut un armateur nantais M. Ch. Brunellière.

Tous les membres des Syndicats sont socialistes, adhérents aux fractions socialistes, principalement au Parti ouvrier socialiste révolutionnaire. Les tendances de ces syndiqués sont antiparlementaires, et communistes. Ils n'ont point confiance dans les politiciens, veulent se faire eux-mêmes. Souvent ils aiment autant ne pas avoir de subventions gouvernementales pour leurs Bourses et cherchent toujours à être absolument indépendants. Les membres les plus influents du mouvement corporatif sont souvent ignorés du grand public français et à fortiori de l'étranger. Ils ont cependant une influence bien plus considérable que maints députés. Ce sont MM. F. Pelloutier, Eugène Guérard, Braun, Baumé, Stroobant, Hamelin, Girard Dubois, F. Guérard, Keufer, Simon, Proust, etc. etc.

Il y a environ 1500 sociétés coopératives, la plupart de consommation, fonctionnant bien ; leurs adhérents sont 130.000. Paris seul compte 250 sociétés dont les plus importantes sont la Bellevilloise, l'Egalitaire, la Moissonneuse, etc. La verrerie ouvrière d'Albi est une coopérative de production avec répartition des bénéfices partie aux ouvriers, partie aux groupes actionnaires avec obligation de leur emploi pour la propagande non électorale. C'est donc un essai de communisme partiel.

Tous ces groupements corporatifs tiennent des congrès régionaux, nationaux et prennent part aux congrès internationaux soit socialistes, soit corporatifs. Chaque année il y a un congrès national des Bourses du Travail et un congrès de tous les syndicats et groupes corporatifs. Depuis 1893 à Marseille, ces congrès se sont prononcés pour la grève générale. Ce fut à Nantes en 1894 l'objet d'une vive discussion et d'une scission de la minorité appartenant à la fraction socialiste du Parti ouvrier français (social-démocrate, guesdiste). Les Allemanistes, les anarchistes et partie des Indépendants sont partisans de la grève générale qui a pour adversaires les Guesdistes, fraction des Broussistes, des Blanquistes et des Indépendants.

Il existe donc en France diverses écoles socialistiques. La grande majorité est communiste : la minorité étant collectiviste. Au point de vue des moyens pour parvenir à la réalisation de l'idéal commun, il y a des sectes variées. Parmi elles il y a deux grandes tendances : Prédominance de la conquête des pouvoirs publics sur la lutte économique; ou *vice versa*. Il semble que la majorité des socialistes français préconise la lutte économique de préférence à la conquête des pouvoirs publics. Une certaine fraction, les social-démocrates, veulent cette conquête à l'exclusion d'autres moyens; elle constitue pour eux une nécessité. Il semble aussi que la majorité des socialistes sont des opposés à tout autoritarisme et ont des apirations vers la liberté de plus en plus grande. En résumé il me paraît probable que les tendances de la majorité des socialistes est vers le communisme libertaire, vers l'autonomie individuelle, la solidarisation des individus et la fédération des groupes soit politiques, soit corporatifs.

Grande-Bretagne. — Il n'y a que quelques ans que le socialisme a pénétré dans la classe ouvrière d'Angleterre, d'Ecosse, de Galles et d'Irlande. Encore en cette dernière région, peut-on dire que le nationalisme en a empêché le développement. C'est seulement en 1896 qu'il a été décidé à Dublin la formation d'un Parti socialiste irlandais. Avant 1889 le socialisme était localisé dans la classe bourgeoise.

On note actuellement l'existence de divers groupements adhérents au socialisme. Ce sont, l'Indépendant Labour Party, la Social Democratic Federation, la Fabian Society, la Hammersmith Socialist Society, les Communistes anarchistes, la Labour Church (Eglise du Travail), la Brotherhood Church (Eglise de la Fraternité), etc., enfin les nationalisateurs du sol (Land nationalisation Society et English Land Restoration League).

Les groupements corporatifs ou trade unions, analogues aux syndicats français sont très fortement organisés ; quelques-uns sont très riches. Jusqu'en 1889, ils furent assez rebelles au socialisme ; mais depuis cette époque beaucoup d'unions sont venues au socialisme. Citons notamment la Gasworkers and General Labourers Union (union des ouvriers du gaz) l'union des Dockers, la National Amalgamated Sailors and Firemen Union of great Britain and Ireland, etc. L'esprit socialiste a peu à peu pénétré les milieux ouvriers dans les tissages, les mines, la métallurgie, les fabriques de dentelles, etc. Nombre d'unions dont les chefs restent inféodés au libéralisme ou au radicalisme comptent quantité d'ouvriers adhérents au socialisme. Il y a environ 1.200.000 ouvriers anglais faisant partie des Unions. Sur cette masse, près de

300.000 appartiennent au Néo Trade Unionisme, c'est-à-dire aux Unions nettement socialistes. On peut sans crainte d'erreur évaluer à 200.000 le nombre des unionistes socialistes faisant partie des trade unions dirigés par un état-major libéral ou radical. Ce nombre augmente sans cesse et on peut prévoir le jour où les unions de Grande-Bretagne seront toutes socialistes.

L'Independant Labour Party (I. L. P.) a un effectif de 40 à 50.000 membres. Aux élections de 1895, ses 28 candidats ont recueilli 44.594 voix. Il s'étend en toute l'Angleterre, l'Ecosse, le pays de Galles. C'est surtout dans le nord de l'Angleterre et le sud de l'Ecosse qu'il est le plus fort ; il faut noter qu'il a été fondé en 1893 seulement. Les groupes locaux ou branches sont fédérés entre eux ; il y en a 381 autonomes ; l' I. L. P. tient un Congrès annuel. La propagande est active dans les milieux ouvriers par la parole, la brochure, le journal. M. Keir Hardie, est éditeur du *Labour Leader* qui paraît toutes les semaines, de même que le *Clarion* édité par M. Blatchford avec l'aide principale de M. A. Thompson. Le *Clarion* quoique indépendant et non inféodé à l' I. L. P. en défend la politique avec ardeur. C'est le journal socialiste ayant la plus grande circulation ; celle du *Labour Leader* est un peu moindre. L' I. L. P. est administré par un « national administrative Council » de neuf membres qui a pour président M. Keir Hardie et pour secrétaire général M. Tom Mann. Ce parti présente des candidats lors des élections ; il n'a aucun député mais possède 4 County Councillors, 35 Conseillers municipaux. Il est opposé à l'alliance avec les autres partis politiques et veut se préserver indemne de toute compromission. L' I. L. P. de-

mande la socialisation des moyens de production (moyens de distribution inclus), il est donc en général collectiviste. C'est par l'éducation de la masse et son organisation économique et politique que l' I. L. P. veut réaliser le socialisme. Les tendances ne sont pas révolutionnaires. Par contre, elles sont libertaires et autonomistes, fédéralistes. Les personnes les plus en vue de ce parti qui compte dans son sein tant d'ouvriers syndiqués sont MM. Pete Curran, Dr Pankhurst, Mrs Pankhurst, F. Brochlehurst, J. Bruce Glasier, Grant Allen, Miss Enid Stacy, Frank Smith, Ben Tillet, etc.

La Sociale Démocratic Federation (S. D. F.), de fondation plus ancienne (1883) que l'I. L. P. a un nombre bien moindre d'adhérents, au plus 4,000. Elle est divisée en de nombreuses branches locales qui peuvent, dans un même district, former, à l'aide de leurs délégués, un comité central local. La S. D. F. est dirigée par un conseil général se réunissant tous les trois mois. Il y a un conseil exécutif composé de 12 membres. Chaque année, il est tenu une grande conférence de tout le parti. Parmi ces leaders, citons MM. Hyndmann, le chef très autoritaire et incontesté de cette fraction, Herbert Burrows, Hunter Watts, G. Lansbury, Quelch, miss E. Lanchester, H. W. Lee, William Thorne. Plusieurs membres de la S. D. F. sont conseillers municipaux ou font partie des conseils des écoles (School Board). L'objet de ce groupement socialiste est « la socialisation des moyens de production, de distribution et d'échange qui doivent devenir propriété collective ou commune ». La S. D. F. réclame la législation par le peuple, la nation armée, la distribution et la production des ri-

chesses réglées par la communauté dans l'intérêt de ses membres. Comme palliatif, elle demande les huit heures, des règlements du travail, etc., etc. Elle présente des candidats aux conseils paroissiaux, municipaux, scolaires, etc. au parlement. La S. D. F. est d'une grande orthodoxie marxiste et a, de ce chef, beaucoup de rapports avec les social-démocrates continentaux. Ils attendent tout de la lutte politique, entendant par ce mot la conquête des pouvoirs publics. Ils excommunient les socialistes qui ne pensent pas comme eux. Les tendances de ce groupe sont, en général, très autoritaires, ce qui est, pensons-nous, une des causes de son peu d'accroissement. M. Hyndmann est l'éditeur d'un journal hebdomadaire, *Justice*, qui a une petite circulation. Plusieurs des membres de la S. D. F. ont publié et publient des brochures de propagande. De nombreux meetings sont tenus chaque année.

La Société Fabienne (Fabian Society) est fort peu nombreuse : 700 membres. Elle jouit cependant d'une notable influence comme groupe d'étude. Elle a publié beaucoup de brochures, en général très bien faites, et qui ont une assez grande circulation. « Son objet est de déterminer le peuple anglais à démocratiser entièrement sa constitution politique et à socialiser ses industries ». Le socialisme d'Etat est celui préconisé par la Société Fabienne. Nombre de desiderata formulés par ce groupe seraient en France considérés comme faisant partie d'un programme radical. Beaucoup de Fabiens font partie de l'I. L. P. et quelques-uns de la Hammersmith Socialist Society. Les individualités les plus marquantes de ce groupement sont : MM. Sidney Webb, Sydney Olivier,

Bernard Shaw, Graham Wallas, Dryhurst, Mme Sidney Webb, etc. La Fabian Society a créé l'année dernière (1895) un collège des sciences sociales et politiques à Londres. La propagande est surtout faite par de nombreuses brochures.

La Hammersmith Socialist Society est un petit groupement local fondé par Willam Morris, l'illustre poète anglais. Elle a peu de membres. Son objectif est le communisme libertaire; mais sa tactique est le parlementarisme. Parmi ses membres, citons : Mme May Sparling, la fille de Willam Morris, MM. Steele, Cobden Sanderson, etc.

La Bloomsbury Socialist Society est un groupe infime, mais célèbre, car son leader est le Dr Aveling, dont la femme est la fille de Karl Marx. Un humouriste Fabien, Bernard Shaw, prétend qu'à eux deux ils forment toute la Société socialiste de Bloomsbury. Mme Eleonor Aveling et son mari étant des social-démocrates très orthodoxes et très autoritaires, la Bloomsbury Socialist Society est sociale-démocrate et autoritaire.

Les communistes anarchistes sont épars en toute l'Angleterre et l'Ecosse. Il y en a surtout sur la côte est de l'Ecosse (Aberdeen, Dundee, Edimburgh), puis à Glascow, dans les midlands quelque peu, et davantage dans les comtés est de l'Angleterre (Norfolk). A Londres, dans l'East End, les juifs russes forment un groupe important; dans la banlieue de Londres, on rencontre aussi des communistes anarchistes. Ils sont en tout quelques milliers, trois ou quatre, probablement. Quelques personnalités parmi eux ont une influence considérable, notamment Pierre Kropotkine. Ils ont plusieurs journaux : *Freedom*, édité

par Cantwell et où écrivent Tcherkesoff, Malatesta, Kenworthy, etc.; *Liberty*, édité par Tochatti avec la collaboration d'A. Henry, Duncan, Presburg, etc.; *Commonweal*, édité par Nicoll; *Alarm*, édité par Banham, Reece, Quinn; le *Worker's friend* (Ami des Ouvriers) publié en yeddish par les juifs russes anarchistes. Ces feuilles ont une circulation de quelques milliers. Les C. A. publient de nombreuses brochures. Ils forment des groupes qui ne sont pas unis entre eux. Ils tiennent des meetings hebdomadaires, comme tous les autres groupements socialistes, et, parfois, quelques conférenciers font une tournée dans les provinces ou dans l'Ecosse. Ils se mêlent au mouvement ouvrier et certaines des unions nouvelles sont communistes anarchistes.

Les socialistes religieux forment en Grande-Bretagne de petits groupements : Labour Church, Brotherhood Church, etc., etc. Chacun de ces groupements est peu important; mais leur ensemble n'en joue pas moins un certain rôle dans ce pays où l'esprit religieux subsiste. Dans l'Eglise presbytérienne d'Ecosse (Church of Scotland), il se rencontre quelques prêtres socialistes, transformant leurs églises en lieux de prêche du socialisme. Quelques-uns de ces groupements chrétiens publient des brochures, des feuilles, volantes, des revues mensuelles, tel *Brotherhood*, *Labour Prophet*. Les tendances de ces groupes sont généralement communistes libertaires, mais avec répudiation de la violence. MM. John Glasse, Kenworthy, Morrison Davidson, etc., etc., sont parmi les plus notables des leaders de ces groupes.

La Land nationalisation Society et les Land Restoration leagues d'Angleterre, et d'Ecosse ont pour but

la nationalisation du sol et adoptent les doctrines socialistiques d'Henry George. Le grand naturaliste Russell Wallace est un des champions de ces sociétés dont les membres vont de plus en plus vers le collectivisme ou le communisme. Elles font une propagande très active au moyen de brochures et feuilles volantes. Chaque année elles font faire des tournées de meetings; les orateurs voyagent en des voitures rouges (red vans). Il y en a une demi douzaine opérant dans les régions agricoles de l'Angleterre (Midland et Sud-Ouest). A Glasgow, la ligue écossaise publie un organe mensuel, *the Single Tax*. Le secrétaire général de la ligue est M. Verinder.

Les socialistes, à quelque école qu'ils appartiennent n'ont pas d'organe quotidien. En dehors des journaux dont nous avons parlé, nous devons dire que les feuilles radicales hebdomadaires *Reynolds Newspapers*, *Weekly times and echo* publient presque chaque semaine des articles socialistes. Il existe aussi un Magazine *To Morrow* (Demain) qui est vraiment socialiste; *Free Review* (Revue libre) qui est de direction radicale offre un asile à beaucoup d'articles socialistes. Deux artistes de grand talent Walter Crane et Cynicus (M. Anderson), ce dernier surtout satirique, aident à la propagande des idées par leurs dessins qu'ils publient en des magazines, en des journaux ou hors texte.

En résumé, le socialisme anglais est en pleine période de développement. La sociale démocratie avec sa discipline militaire et son autoritarisme autocratique ne peut progresser, car elle est contraire au caractère anglais, imbu d'individualisme, épris d'indépendance. Par nature les Anglais, les Ecossais, les Gallois,

les Irlandais sont des libertaires ; le réveil des nationalités les pousse vers le fédéralisme. Les tendances du socialisme en Grande-Bretagne sont donc nécessairement libertaires, fédéralistes. Les socialistes pour la très grande majorité ne sont pas révolutionnaires. Ils savent la puissance irrésistible de l'opinion publique et c'est sur elle qu'ils comptent pour la transformation sociale. Ils sont le plus souvent évolutionnistes même parmi les anarchistes. Les éléments qui tendraient le plus vers la révolution violente sont les Irlandais. Dans l'I. L. P. il commence à se montrer deux tendances au sujet de la tactique, l'une ultra modérée et très exclusive, l'autre plus radicale et plus tolérante. Cette dernière fraction pourrait quelque peu être comparée à notre Parti ouvrier socialiste révolutionnaire. La fraction modérée peut s'assimiler plus justement encore à la fraction parlementaire des Indépendants français.

Belgique. — Les ouvriers belges sont le plus souvent syndiqués et la plupart des syndicats sont adhérents au Parti ouvrier belge. Ceux mêmes qui n'y sont pas affiliés ont sur les questions économiques les mêmes réclamations ; ils marchent d'accord avec le Parti ouvrier. Comme en France, ces syndicats se fédèrent dans la même ville. Ceux de même métier forment des fédérations régionales, nationales. Les principales fédérations sont celles des métallurgistes, des mineurs, des travailleurs du bois, des peintres, des cigariers, des tailleurs, des carriers. Les syndiqués ont des congrès annuels. La solidarité est fort grande, nous dit M. Paul Deutscher dans *Free Review*. La coopération a atteint un grand développement en Bel-

gique. Il existe plusieurs centaines de sociétés coopératives, de consommation pour la plupart. Toutes fonctionnent fort bien. Affiliées au Parti ouvrier, il en est une cinquantaine seulement. Mais beaucoup de coopérateurs des autres sociétés sont socialistes. La plus importante société coopérative socialiste est le Vooruit de Gand, puis on peut citer après la Maison du Peuple de Bruxelles. Il existe des boulangeries coopératives à Jolimont, Liège, Verviers, Anvers, Malines, Louvain, Charleroi, etc. On trouve de même d'autres sociétés d'alimentations, des magasins de confection, etc. etc. Le succès est complet et chaque année le nombre de ces sociétés croît. Elles sont non un but, mais un moyen de propagande socialiste et d'organisation ouvrière. Les bénéfices qu'elles donnent — j'entends celles affiliées au Parti ouvrier — sont utilisés pour la propagande. Ainsi chaque année plus de cent mille francs sont consacrés à des subsides aux journaux, bibliothèques, ouvriers en grève, propagande électorale, etc. Les coopératives ont permis la création de Maisons du peuple et par suite la possession de locaux pour réunions, conférences, etc. Il y a quelques coopératives de production (cigares, métallurgie, fabriques de confection). Un notable avantage de ces coopératives, signalé par les socialistes belges tous grands prôneurs de ce moyen de propagande, est qu'elles sont un refuge assuré pour les propagandistes chassés de leur emploi par leur patron.

Tous les socialistes, à l'exception d'indépendants rares et des communistes anarchistes, sont adhérents du Parti ouvrier belge (P. O. B). Il est composé de fédérations autonomes formées d'unions constituées en un même district. Tous les membres adhèrent au pro-

gramme et aux statuts du P. O. B. et adoptent sa tactique. Un conseil général élu par l'annuel congrès administre les affaires du Parti et exécute les décisions du congrès. P. O. B. n'est pas aussi despotique que le sont les Partis ouvriers français, espagnols, etc. Il a une largeur d'esprit plus grande et une tolérance complète.

Le P. O. B. est collectiviste présentement, mais en considérant le communisme comme l'étape suivante de l'humanité. Il réclame « l'appropriation collective des agents naturels et des instruments de travail ». D'après son programme, « le socialisme doit poursuivre simultanément l'émancipation économique, morale et politique du prolétariat. Néanmoins le point de vue économique doit être dominant. » Le Parti affirme que « dans leur lutte contre la classe capitaliste, les travailleurs doivent combattre par tous les moyens qui sont en leur pouvoir et, notamment, par l'action politique, le développement des associations libres et l'incessante propagation des principes socialistes.

La propagande électorale occupe une place prépondérante dans le prosélytisme des socialistes belges, qui sont réformistes plus que révolutionnaires. Un progrès en appelle un autre, a dit justement M. Louis Bertrand à ce sujet. Il ne semble pas, cependant, que le P. O. B. voit dans le parlementarisme, la panacée universelle. Il use de ce moyen; mais n'exclut pas les autres. Il fait une propagande très active par meetings dans la rue, conférences, brochures. Il publie quatre journaux socialistes quotidiens : le *Peuple* (Bruxelles), l'*Echo du Peuple* (2 centimes, Bruxelles), le *Vooruit*, le *Werker;* le *Laboureur*, le *Land bouwer*,

spécialement dévoués à la propagande dans les campagnes, sont hebdomadaires, de même que la *Justice*. Chaque année, il paraît au moment de l'appel sous les drapeaux le *Conscrit*, la *Caserne*, le *Lovteling*, organes publiés par les jeunes gardes socialistes contre le militarisme et la guerre. Il y a une revue mensuelle l'*Avenir social*. A Charleroi existent le *Journal de Charleroi*, quotidien socialiste à nuance moins social-démocrate que le *Peuple* et l'*Etoile socialiste* ouverte à toutes les écoles du socialisme. Tous ces journaux ont une importante circulation. L'*Echo du Peuple* dépasse 40,000 par jour et le *Vooruit* (de Gand) 14,000. Le P. O. B. ne néglige pas les questions de littérature et d'art; aussi, aux Maisons du Peuple, est une section d'art qui organise des conférences, des représentations théâtrales, etc. Il est difficile d'évaluer les forces du P. O. B.; en se basant sur les élections, on peut les estimer à environ 350,000 voix. En y joignant les indépendants, les communisnistes anarchistes, il me semble qu'on peut dire qu'en Belgique l'armée socialiste se compose de 3 à 400,000 personnes. Le P. O. B. a 30 députés au Parlement, 2 ou 3 sénateurs et des conseillers municipaux. Parmi ses leaders citons : MM. L. Bertrand, E. Vandervelde, Demblon, Defuisseaux, G. Degreef, Hector Denis, Anseele, Defnet, A. Delporte, E. Picard, Lafontaine, etc.

Les socialistes indépendants ne sont pas groupés. Il y en a qui sont colinsiens, d'autres qui sont collectivistes ou communistes, mais non affiliés au P. O. B. Ils sont d'ailleurs en petit nombre. Ils ont les revues la *Question Sociale* (colinsienne), la *Philosophie de l'Avenir* (colinsienne), le *Coq Rouge*, revue littéraire,

la *Société Nouvelle*, dont nous parlâmes en étudiant le socialisme en France. Nous devons ne pas oublier la Nouvelle Université Belge, créée par Edmond Picard et autres. Cette Nouvelle Université est socialiste réellement ; ses professeurs y sont : Elie et Elisée Reclus, G. de Greef, Vandervelde, E. Picard, Verhaeren, E. Ferri, de Roberty, etc., etc. Elle a créé l'Extension universitaire, qui a pour but de faire des cours dans des localités diverses de la Belgique. Comité, corps professoral et auditeurs sont socialistes.

Les communistes anarchistes ne sont que quelques milliers en Belgique, surtout en le bassin de Charleroi. Ils sont opposés à toute tactique électorale : ils sont très exclusifs à cet égard. Ils publient souvent des journaux, qui vivent peu, tués par les condamnations. Ils éditent de même des brochures de propagande ; actuellement, à Bruxelles, il en paraît une série sous le titre de « Bibliothèque des Temps nouveaux ». Les journaux anarchistes français se lisen en Belgique. En 1896, il y a eu la *Débâcle sociale*, l'*Insurgé* ; mais ces feuilles sont mortes. De même, en langue flamande, il n'existe plus de journaux. Il importe de noter que, dans le P. O. B. se trouvent d'assez nombreuses personnes qui ne se différencient guère d'avec les communistes anarchistes, surtout parmi les jeunes gens. De même beaucoup d'indépendants parmi les intellectuels (scientistes ou artistes), sont réellement des communistes anarchistes. La seule différence est que maints de ceux-là sont moins intransigeants sur la question du parlementarisme et considèrent cela comme un moyen qu'ils ne louent pas, mais qu'ils ne réprouvent pas. D'ailleurs, d'une façon générale, dans le socialisme belge il y a moins

d'antagonisme, plus de tolérance entre les fractions socialistes que nous n'en trouverons en Allemagne, en France, Espagne, Hollande.

Pays-Bas. — Il existe en Hollande deux groupements politiques : La Fédération des socialistes (Socialistenbond), puis le Parti Ouvrier social démocrate, auxquels il faut joindre les Communistes Anarchistes. Parallèlement à ces organismes politiques se trouve le secrétariat national du travail, sorte de fédération de groupements corporatifs.

Le Socialistenbond est administré par un comité exécutif ; il comprend plus de cent sections, autonomes. La grande masse des socialistes hollandais est communiste avant tout. « Ils ont en vue une transformation radicale de la Société et veulent substituer à la propriété privée des moyens de production et de consommation la propriété sociale. Ils sont encore pour l'immense majorité antiparlementaires en ce sens qu'ils considèrent le parlement bourgeois comme incapable d'être un instrument d'émancipation pour la classe ouvrière ». C'est la lutte économique que le Socialistenbond juge importante à mener. Cependant des sections et des membres de cette fédération peuvent prendre part et participent en effet à la lutte électorale, surtout dans un but d'agitation et de propagande. Le zèle prosélytique des adhérents s'exerce donc pour répandre les principes communistes, pour miner la puissance des classes possédantes, pour constituer les nouveaux organismes producteurs qui dans une société libre communiste seraient chargés de la distribution des différents objets et denrées. Nous ignorons le nombre des affiliés au Socialistenbond ;

mais il est certain que ce groupement comprend la très grande majorité des socialistes hollandais : la plupart des ouvriers syndiqués adhèrent à cette fédération ou marchent d'accord avec elle. L'activité du Socialistenbond est grande ; il s'intéresse à toutes les grèves, lockouts, etc. Il tient masse de meetings en plein air et dans des salles, envoyant des conférenciers porter la bonne parole dans les campagnes et les villes. Il a suscité un mouvement pour le refus de l'impôt, mouvement qui a eu du succès. Il publie des journaux : *Recht voor Allen* (droit pour tous), trihebdomadaire à Amsterdam, puis dix journaux hebdomadaires, tels le *Volksvriend* (Ami du peuple) à Arnehm, *De Arbeider* (le Travailleur) à Sappemeer, etc. Il paraît encore un illustré littéraire hebdomadaire, *Morgenrood* et une revue mensuelle *De Sociale Gids*. Pour la propagande antimilitaire se publie d'une façon intermittente *De wappens neder* (A bas les Armes). Nous devons ajouter que la Fédération des socialistes édite encore des brochures de propagande. Parmi les leaders citons MM. Domela Nieuwenhuis, Christ Cornelissen, etc.

Le « Social Demokratische Arbeiders-partij » S. D. A. P. (Parti Ouvrier Social Démocrate) est de formation toute récente (août 1894). Il compte, selon le rapport sur sa situation, un effectif de 24 sections avec mille membres. C'est une minorité très petite par rapport au Socialistenbond. Le S. D. A. P. est inféodé complètement à la sociale démocratie allemande ; il en reçoit des subsides. Il considère la conquête du pouvoir politique comme moyen principal de l'émancipation des travailleurs. Il est l'adversaire tacite déclaré du mouvement syndical ainsi

que cela ressort du rapport sur la situation du parti. Les adhérents de ce groupe social démocrate font des conférences, publient des brochures, deux journaux hebdomadaires (*De Social-Democrat* à Utrecht; *Volkstribruun* à Maestricht) et une revue mensuelle: De *Nieuwe Tijd*. Leurs principales notabilités sont MM. Van Kol, Polak, etc. L'organisation du S. D. A. P. est autoritaire comme en Allemagne; la direction part du centre.

Les communistes anarchistes sont moins nombreux que les membres du Socialistenbond, mais ils sont en plus grand nombre que ceux de l' S. D. A. P. Leur idéal est le même que celui des premiers, leur tactique en est peu différente. Quelques sections se sont, il y a quelques ans, séparées de la Fédération des socialistes pour former des groupes anarchistes. Leur propagande se fait par la parole (meetings), par la plume (journaux et brochures). C'est surtout des brochures que les communistes anarchistes éditent; ils publient un journal *An-Archie*, tout petit hebdomadaire et ont publié *De Anarchist* qui meurt et reparaît, remeurt et reparaît. MM. Van Der Voo, Methofer, etc., sont le plus en vue dans le mouvement anarchiste communiste.

Le mouvement corporatif est assez important. Les ouvriers sont groupés par corps de métier; ces syndicats ou unions adhèrent pour la majorité au secrétariat national du travail qui en 1895 comptait 31 fédérations et associations ouvrières ayant ensemble 18,700 adhérents. Parmi les organisations corporatives importantes, citons l'association typographique *Vorwaarts* (En avant), le syndicat des hommes de peine (Nieuw Leven), les chambres syndicales des

charpentiers, des ouvriers en tabac, des maçons, des travailleurs de chemins de fer, etc. Ces syndicats publient 9 organes spéciaux de métier (peintres, métallurgistes, diamantaires, etc). Les ouvriers en grande majorité ou sont adhérents au Socialistenbond ou marchent d'accord avec lui. Nous avons donc en Hollande un mouvement socialiste en grande partie communiste, libertaire et accordant à la lutte économique le pas sur la conquête des pouvoirs publics. La sociale démocratie y est très faible, ne représentant pas le vingtième de la population socialiste nérleandaise.

Pays scandinaves. — Le mouvement socialistique est récent en Suède et il est encore à l'état embryonnaire. Il n'y a pour ainsi dire qu'un parti, le social-démocrate qui a agité en faveur du suffrage universel, qui poursuit des réformes simplement radicales. Il a l'intention de suivre la tactique du parti ouvrier belge qui a usé de la grève générale dans le but d'avoir le suffrage universel; aussi le parti ouvrier suédois pousse à l'organisation des syndicats. En 1895 la fédération suédoise des mineurs et des travailleurs du fer s'est créée dans les districts miniers. Le parti social démocrate a au Folkriksdag (Parlement du peuple) 35 à 40 représentants. Avant mai 1896 il n'y en avait point. D'adhérents au parti on compte environ 12,000 membres payants, mais il y a nombre de gens sympathiques au parti qui n'y sont point affiliés. Les social-démocrates ont deux journaux : l'*Arbetet* et le *Social-demokraten*. Les centres du mouvement socialistique sont Stockholm, Malmo. Naturellement le parti se développe surtout dans les mi-

lieux ouvriers. Il tient un congrès annuel pour déterminer la marche du parti, dirigé par un conseil national.

En Danemark, le mouvement socialistique étant plus ancien est plus prononcé. La sociale démocratie est représentée par un parti qui a même organisation, (Conseil général directeur de vingt-huit membres) même tactique que dans les autres pays. Il tient un congrès annuel, a sept journaux, (*Social démocraten*, 35,000 exemplaires, quatre quotidiens) des députés au parlement (18 au Folkething, 2 au Landsthing, 94 dans les conseils communaux); il est surtout parlementaire. L'Union sociale démocrate danoise compte vingt-trois mille membres (239 sections dont 154 à la campagne). Il existe des socialistes indépendants. Ils présentent peu de différence d'avec les anciens socialistes indépendants d'Allemagne qui maintenant s'appellent socialistes anarchistes. Ces socialistes indépendants ont des journaux et une tactique, autre que celle des social-démocrates; ils n'attachent que peu d'importance à la question électorale. Les communistes anarchistes ne se différencient des précédents que par le nom; ils sont peu nombreux, épars dans toutes les classes sociales et ont un organe *Proletaren*. Le mouvement communiste anarchiste danois ne fait que commencer : il semble croître de même d'ailleurs que le mouvement social démocrate. L'organisation économique est aussi en pleine croissance; 720 syndicats, 42,000 membres; 31 fédérations (680 syndicats), un organe *Samarbeidet* (14,000 exemplaires).

Allemagne. — Le socialisme en Allemagne est, pour ainsi dire, tout entier synthétisé dans la sociale

démocratie. Les socialistes anarchistes et les socialistes indépendants sont quelques milliers seulement. Le mouvement syndical, quoique en voie de développement, n'a pas les moyens d'affirmer sa puissance comme en d'autrespays, la France, l'Angleterre, etc.

Le Social Demokratischen Arbeiter Partei (S. D. A. P.) (Parti Ouvrier Social-Démocrate) a une organisation forte. Tous les membres sont disciplinés et suivent ponctuellement les décisions prises dans les congrès annuels ou par le comité directeur, qui est obéi le plus souvent comme un général par ses soldats. Dans un Etat tel que l'Allemagne, toute lutte économique, disent les social-démocrates, est en même temps une lutte politique. Aussi, le S. D. A. P. a donné la prépondérance à la lutte politique, à la conquête des pouvoirs publics. Toute son activité prosélytique se porte sur les élections. Il y a remporté des succès. Dans le Reichstag, la minorité sociale-démocrate est forte et compte des hommes de valeur : Liebknecht, Bebel, Auer, Volmar, Singer qui, par sa fortune, — il est gros industriel — joue un rôle important. Dans les parlements de Saxe, de Bavière, de Wurtemberg, de Bade, etc., le S. D. A. P. a des représentants. Il en a aussi dans nombre de municipalités. C'est d'ailleurs pour les élections que le parti donne le plus d'efforts. Si l'on évalue son effectif en se basant sur le nombre, 1,700,000 environ des voix qu'il obtient, on constate qu'il est le plus grand parti socialiste de l'Europe. Mais ce serait là une évaluation inexacte. En effet, aux divers parlements, les élus social-démocrates sont de véritables radicaux et non point des socialistes. Leur action se borne à agir

comme en France, dans le parlement, agissent les républicains radicaux. Il suffit de suivre les débats du Reichstag ou de lire les rapports qu'eux-mêmes, social-démocrates, font sur leur action pour s'assurer qu'il en est ainsi. Cette tactique était nécessaire, car elle correspond à l'état d'âme des électeurs. Bonne partie de ceux-ci, quoique votant pour des socialistes, ne sont pas socialistes. Ce sont de petits bourgeois (ouvriers ou paysans) qui vraiment sont des radicaux votant pour les social-démocrates, mais ne désirant nullement la socialisation des moyens de production. Il nous semble probable qu'en Allemagne le nombre des socialistes est inférieur à celui des socialistes français. Sauf une dizaine de mille, tous sont affiliés au S. D. A. P.

Ce parti a une presse très florissante : 39 quotidiens, 40 autres organes politiques hebdomadaires ou mensuels, 53 feuilles de syndicats ouvriers. Le *Vorwaerts* (En Avant) est l'organe principal du parti. Il donne des bénéfices. La *Neue Zeit* (Nouveau Temps) publiée chaque semaine à Stuttgart est la revue scientifique dirigée par Kautsky. Il y a deux feuilles humoristiques, le *Wahre Jacob* (Vrai Jacob) et le *Süddeutscher Postillon* (Le Postillon de l'Allemagne du Sud) et enfin le *Neue Welt* (Monde Nouveau) illustré hebdomadaire d'éducation et de récréation. Le S. D. A. P. édite encore quantité de brochures dont le tirage maximum est 40,000 exemplaires. Le parti est riche : ainsi en 1894-95, en un an, il a eu 310,000 francs de recettes ; il a un budget de dépenses équilibrant les recettes. La sociale-démocratie allemande ne continue à avoir une vie active que grâce aux persécutions permanentes du gouvernement impérial.

C'est là le plus solide ciment de cet aggloméat qu'est le S. D. A. P., formé d'hommes aux tendances diverses, à l'idéal différent. Les persécutions ne manquent pas : ainsi, en onze mois, de 1894-95, il a été distribué aux social-démocrates 83 ans de prison! Il y aurait certainement dislocation du parti sans ces poursuites ininterrompues, car de Volmar atténue de plus en plus son programme, car Kautsky et Mme Zetkin protestent contre la tactique rurale proposée par Liebknecht, Bebel, qui est contraire au principe du socialisme : Socialisation des moyens de production.

Le parti est formé de groupes qui n'ont pas d'existence légale, car la loi défend les groupements politiques; ils prennent part, au moyen de délégués, à un congrès annuel et aux congrès internationaux. Le comité directeur, avec MM. Singer, Liebknecht, Bebel, etc., etc., est le véritable maître de la sociale-démocratie allemande, organisme d'ailleurs parfaitement adapté au milieu allemand autocratisé et militarisé. Outre la propagande électorale, outre la presse et les brochures, le S. D. A. P. propagandise par de nombreuses conférences, par des fêtes, des réjouissances familiales, etc.

Le mouvement syndical est, en Allemagne, gêné par les lois prohibitives. D'après le rapport de M. C. Legien, président du comité central des syndicats professionnels de l'Allemagne, le chiffre total des ouvriers groupés en association à tendances réellement socialistes s'élevait à 260,000 en 1895. Ces syndicats se développent beaucoup. Il y a 51 fédérations, dont les plus importantes sont celles des imprimeurs, des travailleurs du bois, des maçons, des métallurgistes, des cordonniers, des ouvriers en tabac, des ouvriers

de l'industrie textile. Chaque fédération se réunit à date fixe annuellement ou tous les deux ou trois ans. Il y a eu, en 1892, le premier congrès national des syndicats professionnels de l'Allemagne. Un deuxième congrès a eu lieu, en 1896, à Berlin; 139 délégués y assistaient. Ces congrès ne s'occupent pas de politique, la loi le leur interdit. Chaque fédération a ses statuts; les cotisations varient suivant les unions. Celles-ci ont, en général, plusieurs réunions par mois. Les fédérations sont reliées entre elles par la Generalkommission (Comité central). Ses fonctions, déterminées par le congrès, sont de propagander pour amener les ouvriers à s'organiser en syndicats, de réunir et d'établir des statistiques, de publier un journal hebdomadaire, d'entretenir des relations internationales. Les syndicats publient 47 feuilles hebdomadaires pour la plupart, mensuelles, ou même trihebdomadaires, comme le journal des typographes. Tous ces ouvriers syndiqués sont affiliés au S. D. A. P.

Les socialistes anarchistes sont en petit nombre, 7 à 10,000; mais ils semblent peu à peu pénétrer dans les milieux ouvriers. Ceux-ci commencent à écouter les propagandistes, à lire leur journal hebdomadaire *Der Sozialist*. C'est un parti jeune, qui n'a point d'argent, mais beaucoup d'énergie. Il a des adeptes qui vont tenir des réunions, qui publient des brochures. Les persécutions ne manquent pas à ces hommes, qui s'appellent Dr Gumplowicz, G. Landauer, B. Kampfmeyer, W. Spohr, etc. La plupart des anarchistes allemands sont communistes, mais il en est de collectivistes. Ils préconisent l'organisation corporative et coopérative comme en Belgique. Ils propagent le groupement et l'association libre, l'absence d'auto-

rité, l'indépendance et le bien-être pour tous. Une revue mensuelle, le *Sozialistische akademiker* n'est pas spécialement anarchiste, mais elle publie beaucoup d'études d'anarchistes socialistes.

En résumé, en Allemagne, il y a un grand parti socialiste, le Parti Ouvrier social-démocrate, très réformiste, à tendances simplement radicales, très autoritaire et très soucieux de son hégémonie sur le socialisme mondial. Il y a un petit mouvement socialiste anarchiste commençant à s'épandre, mais rencontrant des difficultés, dues à sa pauvreté, aux persécutions gouvernementales qui cimentent la sociale-démocratie. Cependant, l'autoritarisme et l'exclusivisme de celle-ci produit une réaction qui permettra aux socialistes anarchistes d'accroître leurs adhérents.

Suisse. — En ce pays, le mouvement socialiste est le prolongement direct du mouvement social démocrate allemand. Il est en réalité plus une branche ou section de ce Parti Ouvrier social démocrate qu'il n'est un parti séparé, autonome, maître de sa tactique. Cependant, la sociale démocratie suisse porte le nom de « Parti Ouvrier ». Ce parti est formé de sections qui sont fédérées entre elles. Un comité central dirige le P. O. qui est le plus solidement établi dans la Suisse allemande. La propagande se fait par des journaux : *Arbeiter Stimme* (Voix des travailleurs à Zurich), *Berner Tagwacht*, le *Peuple de Genève*, etc., puis par des brochures très nombreuses surtout en langue allemande, des réunions en plein air ou dans des salles, des fêtes, etc. Chaque année, le P. O. tient un congrès. L'action électorale est très préconisée par les social démocrates ; ils ont des représentants

dans le grand conseil de Genève, dans le conseil fédéral, dans des conseils municipaux, etc. Malgré cela, on constate en Suisse une diminution des votants socialistes et un accroissement du nombre des socialistes.

L'organisation corporative est fortement faite en Suisse. Les ouvriers sont syndiqués ; dans une même ville, il y a des unions de syndicats, parfois même une Bourse ou Chambre du Travail comme à Bâle. Les syndicats de même métier sont fédérés, tels la fédération du Bâtiment, la fédération suisse du personnel des entreprises de transport, la Fédération suisse des Ouvriers sur métaux, etc. Tous les syndicats forment un groupement général sous le nom de Fédération des syndicats professionnels ; ils tiennent un congrès annuel. A celui de 1896, il y avait 11 fédérations et 142 sections de représentées. La Fédération nationale est administrée par un comité central formé d'une douzaine de membres. L'action des syndicats et fédérations est purement économique ; elle a été assez grande pour faire modifier la législation suisse en influant sur le gouvernement qui a créé le secrétariat du travail géré par un socialiste. Les syndicats et fédérations publient des organes de métiers. La société le Grutli est une union ouvrière comprenant beaucoup d'ouvriers dans la Suisse allemande et dans la Suisse romande. Elle est composée de sections, plusieurs centaines comptant quelques dizaines de mille adhérents. La direction vient d'une commission centrale; l'organisation est toutefois plus fédérative que centralisatrice. Cette société publie sous le même nom deux journaux *le Grutli*, l'un en langue française, l'autre en langue allemande. C'est l'organisme le plus puis-

sant du mouvement socialiste suisse ; il se tient de préférence sur la question économique et la plupart de ses sections adhèrent au P. O. Les hommes en vue dans le socialisme suisse sont MM. Keel, Seidel, Greulich, Burkli, Heritier, J. Sigg, etc.

Les communistes anarchistes sont à peine quelques milliers, répartis dans les cantons français de Neufchatel et Genève, puis à Zurich pour ceux de langue allemonde. Il semble d'ailleurs que le nombre des adhérents à leur doctrine croît bien que leur tactique ne soit pas approuvée. Ils n'ont pas de journaux ; ils publient des placards, des manifestes et quelquefois des brochures. A Zurich, circule *Der Sozialist*, et il vient de se créer une maison d'édition Sanftleben qui a livré au jour la traduction allemande de la *Conquête du pain*, de Kropotkine. Le mouvement suisse est en résumé social démocrate, mais l'autoritarisme allemand y est moins accentué et la tendance générale est de réagir contre l'hégémonie allemande, bien qu'elle soit encore fortement subie. Les socialistes suisses sont chauvins et n'aiment pas les étrangers.

Autriche, Bohême. Pologne. — Dans l'empire austro-hongrois, il y a des nationalités diverses se différenciant par le langage, les coutumes. Les parties allemandes de l'Empire sont industriellement parlant les plus développées. Parmi les tchèques, la grande industrie croît lentement mais graduellement. Dans les provinces alpines, la petite tenure est la forme la plus ordinaire de la propriété paysanne. Le prolétariat industriel et agricole de Pologne est dans la plus grande ignorance. Les slovènes, serbocroates

sont la proie du cléricalisme. Ces différenciations ne permettent point l'unification de la sociale démocratie. Il y a un Parti Ouvrier autrichien, un P. O. tchéco-slave, un P. O. polonais, etc. Cependant ces P. O. se sont fédérés en 1896. Chaque grand groupe national a un comité exécutif particulier. Ces divers comités coopèrent à la formation d'un comité général du parti social-démocrate de tout l'empire. Il y a actuellement 65 journaux et périodiques social-démocrates en six langues ayant une circulation totale de 230,000 exemplaires. Un des journaux est quotidien, c'est l'*Arbeiter Zeitung*. Etant donné l'état politique de l'empire, la sociale démocratie a le but immédiat de conquérir le suffrage universel et autres droits politiques pour le prolétariat. La lutte dans ce but a été fort vive; le gouvernement par ses persécutions a accru le nombre des adhérents au parti. Il veut avant tout, cette conquête des droits politiques, base essentielle, dit-il, qui permettra au prolétariat d'entreprendre la lutte économique. C'est donc comme en Allemagne, etc., un parti dont les revendications actuelles sont plutôt radicales que socialistiques. Bien que poursuivant surtout la conquête des droits politiques la sociale-démocratie autrichienne incite à la création de syndicats et autres groupements corporatifs. Il y en a actuellement 750, comptant environ 90,000 membres. Ce mouvement s'accentue avec une grande rapidité. Un comité des syndicats et un secrétariat unifient les efforts de ces groupements.

Chez les tchèques, les principaux centres sont Prague, Kladno, Pilsen, Budweis, Brünn, etc. Le parti est organisé en groupes locaux, provinciaux et de

districts. Il y a un congrès national annuel et aussi un congrès annuel des nationalités diverses. L'action se confine en une agitation pour les droits politiques (suffrage universel, etc.). A Prague se publient le *Social-Démocrate*, *Pravo Lidu* et *Kovodelnik*. Le P. O. tchèque développe autant qu'il peut les groupements corporatifs. Les travailleurs du bois, ceux textiles, les mineurs, les typographes, les gantiers, etc., sont syndiqués. En Autriche, comme en Bohême et Moravie, il y a des anarchistes socialistes, mais ils sont peu nombreux et peu influents. Etant données les conditions politiques de ces régions, le plus souvent ces anarchistes sont très nationalistes. Ce sont presque des anarchistes-chauvins, surtout en Bohême et Moravie. D'ailleurs, les social-démocrates de ces régions sont très nationalistes.

Le parti socialiste polonais est, lui aussi, très chauvin et il revendique énergiquement la constitution d'une République polonaise démocratique indépendante. Il s'est formé en Pologne russe aussi bien que prussienne et autrichienne des groupes socialistes. Il se publie des journaux, (En Galicie 6 hebdomadaires ou mensuels dont le *N. Robotnik*, le *Naprzod*, etc; en Pologne prussienne la *Gazetta Robotnicza*). Les persécutions russes sont continues; de 1893 à 1896 il y a eu 65 ans de prison avec travaux forcés, 407 ans d'exil en Sibérie, sans jugement, par voie administrative; par jugement 38 ans de travaux forcés; un ouvrier fut condamné à perpétuité. L'union des socialistes polonais à l'étranger publie en français le *Bulletin officiel du parti socialiste polonais* et en polonais le *Przedswit* qui est introduit en Pologne. En Russie tout est clandestin. A Varsovie, il y a une imprime-

rie secrète d'où sortent des proclamations, des manifestes, feuilles volantes partout réparties et le *Robotnik* avec 1500 abonnés. Le parti publie des brochures nombreuses, assez souvent traduites de l'allemand, du français et introduites en Pologne (36,000 exemplaires en 1894). Il existe des socialistes anarchistes, mais en tout petit nombre, non groupés et sans influence.

Russie. — Ce n'est que depuis quelques ans que le socialisme s'est réellement répandu dans les milieux ouvriers de Russie. Il y avait autrefois un mouvement révolutionnaire, terroriste, connu communément sous le nom de nihilisme et dans ce mouvement étaient des libéraux, des républicains radicaux aussi bien que des socialistes d'écoles diverses. Il y a quelques années, les socialistes russes, social-démocrates demeurant en Suisse, en Angleterre, en France se sont occupés de créer un mouvement socialiste en Russie, dans le peuple, la masse des ouvriers et pour cela, ils ont dû abandonner momentanément les revendications politiques pour préconiser les revendications économiques.

Les difficultés ont été grandes. Arrestations, déportations administratives, condamnations, etc., ont atteint tout ce qui en Russie semblait vouloir penser et agir par lui-même. Entre les Révoltés et le Gouvernement c'était, c'est une lutte quotidienne. Malgré ces persécutions en 1895, les divers groupes social-démocrates purent se fédérer en une Ligue de combat pour l'émancipation de la classe des travailleurs. Le but était l'organisation de syndicats, de recueillir l'argent pour des grèves, de propagander au moyen de manifestes, feuilles volantes, brochures, etc. C'est naturellement une organisation secrète. Elle agita vio-

lemment le monde ouvrier, préconisant le maintien ou l'élévation des salaires, la diminution des heures de travail, l'exécution stricte des lois existantes par les patrons d'usines, etc. En 1895 et 1896 les grèves ne cessèrent pas, pas plus que les arrestations qui ne désorganisèrent pas la ligue. A Pétersbourg, l'immense avantage des grèves fut de remuer l'opinion publique, de montrer à l'ouvrier qu'il doit gagner la liberté politique. Il gagna quelques avantages immédiats, ce qui lui donna courage et confiance dans le mouvement social démocrate.

A Moscou, le Comité Central de la Ligue du Travail lança de nombreux manifestes de même que les Ligues social-démocrates de Nijni Novgorod, d'Ekaterinoslav. Tous les adhérents ont des réunions secrètes et au moment des grèves il y a parfois des meetings en plein air. Chez les juifs, à l'ouest de la Russie, la propagande est aussi active ; elle se fait, comme partout, par des feuilles volantes, des manifestes, des brochures qui sont écrites en leur jargon, le yeddish. La propagande en Russie a lieu avec des imprimés sortant des presses secrètes ou venant de l'étranger. Les arrestations, les perquisitions, les déportations, l'exil, les coups, la mort, rien n'arrête le mouvement socialiste ouvrier. Il est embryonnaire, mais chaque jour qui s'écoule aide à son développement. La direction de ce mouvement appartient à la sociale démocratie, aux Russes social-démocrates résidant à l'étranger : G. Plekhanoff, Vera Zassoulitch, etc.; les communistes anarchistes russes n'ont pas d'influence dans ce mouvement socialiste.

Espagne-Portugal. — Les ouvriers espagnols sont

groupés en sociétés de résistance, groupes corporatifs qui se fédèrent en sections locales, puis en fédérations régionales ou nationales d'un même corps de métier. Nous citerons les travailleurs de la voie ferrée qui forment l'Union general de Obreros empleados en los ferrocariles de Espâna. Administrée par un comité national, cette union vient de se transformer en Syndicat général des travailleurs de la voie ferrée d'Espagne. Il existe nombre de ces fédérations, telle la Fédération des Travailleurs agricoles d'Espagne, etc. Ces groupements corporatifs tiennent des congrès ou annuels ou tous les deux ans. Ils publient des feuilles ou hebdomadaires ou bimensuelles comme la *Traccion Ferroviaria* (San Martin de Provensals), *El Campesino* (Le Paysan, à Barcelone et Vendrell), etc.

La Fédération nationale des Travailleurs est, parmi les socialistes, l'association la plus réactionnaire d'Espagne. Elle est en pleine décadence et donne à peine signe de vie, c'est une succursale du Partido Socialista Obrero (P. S. O. Parti socialiste ouvrier). Sa fin unique est l'amélioration des salaires et la réduction des heures de travail.

Le Parti socialiste ouvrier compte comme membres actifs environ 7,000 membres et comme membres passifs ou ayant des sympathies environ 17,000. C'est dans la province de Biscaye qu'est le centre de la puissance du P. S. O. Ce parti est en réalité peu important dans le socialisme espagnol. Il est formé de sections groupées entre elles et dirigées par un comité national siégeant à Madrid. Sa force principale vient des ouvriers très peu socialistes. Son programme est celui de tous les partis social-démocrates. Il fait les plus grands efforts pour envoyer des siens dans les

corps élus. Il n'a pu réussir à pénétrer dans les Cortès, mais à Bilbao il a conquis deux sièges de conseillers municipaux, au Ferrol un siège, à Mataro un siège. A Salamanca il y a bien un socialiste dans le conseil municipal, c'est le professeur de droit Pedro Dorado, mais il n'est pas adhérent au P. S. O. et aurait plutôt des tendances libertaires et fédéralistes. La propagande électorale et pour les réformes partielles absorbe toute l'activité des membres du parti. Le P. S. O a six organes hebdomadaires : *El Socialista* (Madrid), *La Lucha de clases* (Bilbao), *El Grito de Pueblo* (Le cri du Peuple, Alicante) ; *La Republica Social* (Mataro); la *Voz del Obrero* au Ferrol ; *El defensor del Trabajo* (Linarès). Le parti publie en outre une bibliothèque socialiste composée de brochures, le plus souvent traduites de l'allemand et du français. Les leaders du P. S. O. sont Pablo Iglesias, Dr Jaime Vera, Paniagua, Quejido, etc.

Les socialistes anarchistes sont de beaucoup les plus nombreux. On peut évaluer leurs membres actifs à au moins 26,000, et les membres passifs ou sympathiques à 54,000. C'est dans l'Andalousie et la Catalogne que le socialisme anarchique recrute le plus d'adhérents Il a des organes hebdomadaires comme l'*Idea libre*, à Madrid, *El Corsario,* à la Coruna. Avant les dernières explosions de Barcelone, il paraissait en cette ville une revue mensuelle de sociologie, la *Ciencia social*, elle est momentanément morte. En outre, à Saragosse, à Valence, à Reus, etc., des groupes publient de temps à autre des journaux qui meurent vite, sous les poursuites du gouvernement. Les socialistes anarchistes ont publié et publient un très grand nombre de brochures traduites de l'italien,

du français, ou faites par des Espagnols. Citons quelques-uns des socialistes anarchistes les plus connus : Ricardo Mella, Anselmo Lorenzo, l'ingénieur Fernando Tarrida, Enrique Borrel, Jose Prat, Ernesto Alvarez, les ingénieurs Celso Gomis et Marsal Anglora, Firmin Salvochea, etc.

Dans le socialisme anarchique, il y a deux tendances : celle des communistes, coquetant avec l'individualisme, et celle des collectivistes. Ceux-ci sont de beaucoup les plus nombreux. Au point de vue de la tactique pour la lutte, les premiers sont partisans de l'action individuelle et opposés à tout lien fédératif. Les seconds sont partisans de l'organisation et de l'action concertée. Les communistes anarchistes négligeaient les réalités et s'adonnaient à un amour démesuré des abstractions. Ces tendances s'atténuent et sont en voie de disparition, car les communistes anarchistes préconisent maintenant de plus en plus, comme les anarchistes collectivistes, l'action concertée et l'organisation syndicale. Dans l'Andalousie, c'est dans le milieu paysan que se recrute le socialisme anarchique; en Catalogne, c'est dans le milieu industriel. Le tempérament est partout très révolutionnaire; les conditions de milieu sont en opposition complète avec les aspirations des ouvriers agricoles ou industriels. On comprend que la propagande par la violence, soit collective, soit individuelle, se soit jointe à la propagande du journal, de la brochure ou des meetings ou du théâtre, car, à Barcelone, un théâtre libre s'était créé en 1895. Dans l'Andalousie, on est anarchiste surtout par tempérament; dans la Catalogne, surtout par conviction consciemment élaborée. La jeunesse scientifique et littéraire a gé-

néralement des tendances anarchistes communistes.

En Espagne, les tendances naturelles du peuple, aussi bien du nord que du midi, sont libertaires et fédéralistes. Ainsi s'explique le succès du socialisme anarchique, car l'autoritarisme et la centralisation des social-démocrates n'étaient pas, ne sont pas en harmonie avec l'essence du peuple.

Le socialisme anarchique espagnol a exercé son influence à Cuba, où ont existé plusieurs journaux, dans le nord et le sud Amérique, comme nous le verrons ci-après.

La situation du socialisme est la même en le Portugal qu'en Espagne. Il est un reflet du mouvement espagnol, et ce que nous avons dit de l'un, on peut le répéter de l'autre. Le Parti Ouvrier portugais est moins important que le parti socialiste anarchique. Les persécutions gouvernementales à la suite de propagande individuelle, par la violence, ont un peu désorganisé ce parti. Il n'a plus de journaux mais publie des feuilles clandestines très violentes et des brochures et des volumes. Soit par tempérament, soit par suite des circonstances, la propagande des socialistes anarchistes portugais semble plutôt être individuelle et opposée à l'action concertée; de même elle semble tendre à recourir volontiers à la violence. Actuellement, la loi portugaise interdit de parler de l'anarchie. La jeunesse littéraire et scientifique de Coimbre, Porto, Lisbonne est plutôt favorable au socialisme anarchique.

Les ouvriers sont syndiqués et fédérés en union de syndicats. Ils publient des organes corporatifs, comme *A obra* (l'Œuvre, organe des charpentiers), *O chapeleiro* (le Chapelier), *A voz do operario* (la Voix de

l'ouvrier, organe des ouvriers en tabac), etc., ou même un organe des associations fédérées et du peuple travailleur en général : *A federaçâo* (la Fédération). Il faut noter que les syndicats sont fédérés par région ; il existe aussi une confédération métallurgique. Toutes les associations et les fédérations forment la Confederaçâo Nacional das Associaçóes de Classe, qui tient un congrès annuel et possède un secrétariat général. Les social-démocrates font beaucoup de propagande dans ces syndicats, tandis que les négligent les communistes anarchistes, amoureux d'abstractions. Jusqu'ici, cette tactique de ces derniers ne s'est pas modifiée et ils gagnent peu ou perdent même des adhérents dans les milieux ouvriers.

Italie. — Les persécutions du ministre Crispi ont, en ces dernières années, aidé au développement du socialisme. Il se fractionne en le parti socialiste italien, en les socialistes anarchiques auxquels il faut joindre grand nombre de socialistes révolutionnaires qui ne se disent pas anarchistes, mais sont sympathiques à cette tendance du socialisme.

Les ouvriers sont groupés en associations professionnelles comme nos syndicats ou bien en coopératives. Dans une même ville ou dans une même région, ces associations se fédèrent pour former une Camera del Lavoro (Chambre du travail). Il en existe à Bologne, Brescia, Cremone, Firenze, Milano, Monza, Napoli, Pavia, Parma, Piacenza, Roma, Torino, Venezia. D'autres sont en voie de formation. Toutes voient leurs membres s'accroître ; la Chambre de Bologne en 1895 avait 8,000 adhérents. Ces Chambres réunies entre elles forment la « Federazione italiana delle Camera del Lavoro » administrée par un comité cen-

tral dont le siège est à Bologne et dont le secrétaire est R. Mingozzi. L'objet des Chambres du travail est l'organisation corporative, le maintien ou l'accroissement des salaires, l'observation des lois sur les usines, habituer les ouvriers à la solidarité, à l'appui mutuel. A côté des fédérations de syndicats divers dans une même ville ou région, il y a quelques fédérations nationales des syndicats de même profession. Le mouvement corporatif italien est en pleine croissance. On peut évaluer à une centaine de mille les adhérents aux groupes corporatifs.

C'est parmi eux que les socialistes recrutent leurs disciples, mais le Parti socialiste italien (P. S. I) est peu favorable au mouvement professionnel.

Le P. S. I. est formé par des membres adhérents personnellement et non plus par des groupes et associations affiliés. Un Conseil national, formé d'un membre élu par chaque région, le groupe parlementaire composé des députés, le bureau central exécutif (5 membres élus par le Congrès) dirigent le parti.

Chaque région, chaque province a son comité respectif. Toutes les années au moins se tient un congrès pour chaque région et un congrès national. Le siège de la direction est à Milan. On peut évaluer les forces du parti à 450 organisations avec 21,000 adhérents, inscrits personnellement, cotisant. Il faut doubler ce nombre si on veut avoir les sympathiques au P. S. I. Le groupe parlementaire est composé de 22 députés MM. Turati, Ferri, Berenini Bertesi, Agnini, Prampolini, Costa, Badaloni, de Felice, etc. La presse socialiste dispose de 27 journaux, la plupart hebdomadaires ; *Lotta di classe* (Milan), *Grido del Popolo* (Turin), *Giustizia* (Reggio Emilie) *Domani* (Firenze),

Asino (illustré, Roma), *Avanti* (Naples) etc. La *Critica sociale*, bimensuelle revue scientifique paraît à Milan. Beaucoup de revues telles que la *Rivista de Sociologia*, la *Riforma sociale*, sans être socialistes publient des travaux défendant les théories socialistiques de toutes les écoles. C'est en Lombardie, le Piémont et l'Emilie que se rencontrent le plus d'affiliés au P. S. I. Dans les Romagnes, la Sicile, la tendance est plus révolutionnaire et plus vers le socialisme anarchique.

L'effort du parti se porte surtout vers la propagande électorale ; c'est là où les affiliés dépensent leur activité. Il ne rejette pas les institutions corporatives, bien qu'en tant que sociétés elles soient mises hors du parti, mais il n'a point confiance en ce mouvement et préconise surtout la lutte politique, parlementaire principalement. Comme tous les partis social-démocrates du monde, inféodés à la politique du nucléus de la sociale démocratie, l'Allemagne, il considère l'action corporative comme une illusion. Au récent congrès de Florence (1896), il l'a affirmé nettement bien qu'il voie dans le mouvement économique le contingent nnmérique du socialisme.

Les socialistes anarchistes en Italie sont plutôt communistes que collectivistes. Leur nombre est important dans les Romagnes, la Sicile, la Napolitaine et en général le sud de l'Italie. Dans le nord et l'ouest, les adeptes de ces doctrines sont plus épars. Ils avaient autrefois de nombreux journaux, que les persécutions ont tué. Quand elles survinrent, nombre de ces feuilles, comme celles des communistes d'Espagne, coquetaient pour la propagande avec l'individualisme et s'oubliaient loin du peuple en l'amour des abstractions

quintessenciées. Cette tendance s'efface, pour laisser place à l'ancienne tactique par groupements. Il existe actuellement quelques feuilles socialistes anarchistes : l'*Avvenire sociale* (Messine), la *Lotta umana* (Ancône), etc. A Tunis, il se publie une revue mensuelle du communisme anarchique, la *Protesta umana*. Les socialistes anarchiques font paraître, en outre, des placards, des manifestes, des feuilles volantes, ils éditent des brochures de toute sorte. Les hommes en vue de cette fraction socialistique sont E. Malatesta, A. Cipriani, Sergio de Cosmo, S. Merlino etc., etc.

Dans les Romagnes, la Sicile, très grand nombre de socialistes révolutionnaires ne se disent pas anarchistes, mais sympathisent avec eux. D'ailleurs, dans ces régions, entre les membres du P. S. I et les anarchistes socialistes, il n'y a pas l'antagonisme qu'on rencontre dans les autres pays entre ces diverses fractions du socialisme. La tipografia editrice sociale de Rome, qui est une maison d'édition socialiste, publie des livres et brochures d'auteurs social-démocrates, aussi bien que d'anarchistes communistes. Dans les journaux, brochures et volumes sont recommandés quelle que soit l'opinion de leur auteur.

Le mouvement socialiste en Italie présente donc deux tendances : dans le nord, celle des social-démocrates, surtout parlementaires; dans le centre et le sud, celle des révolutionnaires et des socialistes anarchistes. Toutefois, l'antagonisme entre ces fractions n'est pas aussi prononcé qu'en Allemagne, en Espagne ou en France.

Grèce. — Roumanie. — Serbie. — Bulgarie. — Dans ces pays, le socialisme est à l'état absolument

embryonnaire. Il y a des socialistes de diverses écoles, épars en diverses villes; mais ils se comptent par quelques centaines, le plus souvent, quelques milliers au plus.

En Grèce, il n'y a pas de parti social-démocrate; il y a seulement des social-démocrates, puis des communistes libertaires. M. Stavros Kallergis publie, à Athènes, le *Socialistès*, qui a pour collaborateurs Sébastien Faure, Jean Grave, Argyriadès, Cipriani, etc. Il s'intitule organe socialiste communiste cosmopolite, et est hebdomadaire. Les socialistes ont présenté des candidats au parlement, entre autres M. Platon Drakoulès. Quelques brochures et livres traduits du français aident à la propagande écrite.

En Serbie, il y a quelques groupements ouvriers, mais point de parti social-démocrate organisé. La tendance du petit nombre des socialistes est plutôt révolutionnaire, anarchiste. De même en Bulgarie; là, c'est surtout parmi la jeunesse des écoles que se recrutent les social-démocrates et les socialistes anarchistes.

En Roumanie, le mouvement est un peu plus développé. Le milieu est plus industriel et commerçant. Les social-démocrates sont les mieux organisés, les plus forts. Ils ont quelques députés et leur propagande est purement réformiste, électorale. Ils ont une presse, un journal quotidien, *Lumea Noua* (Monde nouveau) dirigé par Joan Nadedje, en lutte permanente avec *Adeverul illustrat* hebdomadaire, dissident de la sociale-démocratie, dirigé par M. Const. Mille. A Jassy il y a une autre feuille dissidente, *Lumina*. Citons encore la *Munca*, la *Democratia sociala*, à Ploeste, etc. La tendance de ce parti est réellement plus radicale que socialiste; il a accentué l'atténuation du

parti social-démocrate allemand. Le centre du mouvement social-démocrate est à Bucharest ; c'est là que réside le conseil général, dont l'autocratie est très grande. Il met à l'index journaux, brochures et livres qui lui déplaisent, expulse les membres qui ne pensent pas comme lui. Rien ne doit être fait sans son autorisation. Sa fin est la conquête des pouvoirs publics par la voie légale, l'élection. Il y a des organisations ouvrières et coopératives, mais de peu d'importance ; c'est chez elles que se recrutent les social-démocrates, et aussi chez les étudiants. Parmi les paysans, où la misère la plus grande règne, l'esprit de révolte est plus développé et ils ont plutôt des préférences vers le socialisme révolutionnaire. C'est, d'ailleurs, une aspiration, et non pas une conviction sciemment élaborée.

Les juifs sont assez nombreux en Roumanie, et dans une situation misérable. Il s'est créé, depuis 1895, des groupes socialistes juifs, et ils publient en yeddish le *Réveil* et en roumain *Lumina* (la Lumière), journaux mensuels ou bimensuels.

L'antagonisme des chefs social-démocrates contre le socialisme anarchique est très intense. Ils interdisent souvent la lecture des brochures que les socialistes anarchistes publient, traduites du français, de l'italien. Ceux-ci agissent surtout dans les campagnes.

En réalité, dans le mouvement socialiste mondial, le mouvement de la Grèce, Serbie, Bulgarie et Roumanie est négligeable, tant il est encore dans l'enfance, tendant d'une part vers le radicalisme, d'autre part vers la révolte pure et simple, inconsciente d'un nouvel état social.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE. — Ce pays renferme des

peuples d'origine différente, ayant des langues, des coutumes diverses. Les conditions économiques varient, en ces immenses contrées où le climat est combien différent. Il résulte de tout cela des tendances diverses dans les fractions politiques qui sont socialistes, dans les hommes qui forment ces partis. Chaque nationalité forme des sociétés, des unions corporatives, des groupes socialistes. Il y a des petites communautés qui se sont formées pour vivre dans le communisme, telles la Nouvelle Icarie, l'Altruist Community de M. Longley, les Shakers, etc.

Parmi les ouvriers, environ 500,000 sont syndiqués, et on peut évaluer le nombre des salariés à 20 millions. C'est donc une infime minorité qui est groupée en unions. Elles forment, dans un même métier, des fédérations nationales, telles la National Tobacco Worker's Union of America, la National Seamen's Association (marins), la Brewery worker's National Union (ouvriers brasseurs), etc. Ces unions nationales, les fédérations d'état ont des conventions ou congrès annuels. Les ouvriers syndiqués sont tous groupés dans l'American Federation of Labour (A. F. L.) dont le président actuel est M. Samuel Gompers. Ces unions publient des journaux corporatifs, comme le *Cigar makers journal*, *the Carpenter* (le Charpentier), *the Baker's journal* (Journal des Boulangers), le *Brauer zeitung* (le Journal des brasseurs), en allemand et en anglais, le *Saturday union record*, etc. Dans l'A. F. L. il y avait, avant la fin de 1895, deux tendances, comme nous l'avons vu dans le Trade unionisme anglais. D'une part, les unionistes étaient opposés à toute action politique en tant que groupes; ils ne voulaient lutter que sur le seul terrain écono-

mique sans avoir un but socialiste, démocrate ou républicain. D'autre part, maints unionistes voulaient une affirmation socialistique de groupements engagés dans la lutte électorale. Les partisans de l'ancien et du nouveau trade unionisme se livrèrent à un acharné combat à la convention annuelle tenue en décembre 1895. Il y eut scission ; l'A. F. L. déclara qu'elle restait indépendante de tout parti politique, agissant sur le simple terrain économique. Ses leaders sont : MM. Bride, W. C. Pomeroy, J. E. Mac Neill. Certains socialistes, sous la conduite de MM. L. Sanial et Daniel Loeb, dit Daniel de Leon, se retirèrent et formèrent le Socialist Trade and Labor Alliance of United States and Canada (S. T. and L. A. U. S. and C.). Ce nouveau groupement avait pour but de faire des syndicats composés seulement de socialistes, et de les opposer aux unions de l'A. F. L. Cet objet de S. T. and L. A. U. S. and C. souleva de vives polémiques parmi les socialistes qui voulaient rester dans les anciennes unions, et les personnes furent mises en cause plus que les principes. Dans le Socialist Labor Party, il y eut des dissensions à ce sujet, et tandis que le conseil national approuvait MM. Sanial et de Leon, il y eut des sections d'Etat qui les condamnaient. Le S. T. and L. A. U. S. and C. a des sections de district, une convention annuelle. Il est dirigé par le General Executive Board. Encore dans la période d'enfance, il aura beaucoup de difficultés à se développer, les socialistes membres de syndicats préférant rester dans les anciennes unions où ils peuvent propager leurs idées.

Les Knight of Labor (Chevaliers du Travail, K. L.) sont en décadence ; ils ont des rapports assez intimes

avec l'A. F. L. et, comme elle, veulent que les questions électorales ne s'introduisent pas dans le sein de leur association. Leur grand maître est J. H. Sovereign; le secrétaire général trésorier est J. W. Hayes; le General executive bureau est composé de MM. Ch. B. Maguire, H. B. Martin, J. M. Kenney, Ch. A. French. Cette association a des tendances socialistiques; mais elle n'est pas, à proprement parler, socialiste; elle a des affinités avec le parti populiste, puissant dans l'ouest, et qui réclame l'adoption de mesures socialistiques et qui est favorable au mouvement d'Henry George. Les K. L. publient une feuille hebdomadaire, le *Journal of the Knights of Labor* (Washington). L'A. F. L. et les K. L. sont contre les politiciens dans leurs gazettes et leur propagande.

Les social-démocrates ont formé le Socialist Labor Party (S. L. P.) qui a 200 sections en 25 états (New-York, New Jersey, Massachusetts, Pensylvania, etc). Dans la cité de New-York siège le National exécutive committee. Il y a en outre dans 11 états, un comité statal. Chaque année il y a une convention nationale et des conventions d'état. La propagande électorale est ce qui importe le plus au S. L. P. qui tient à s'affirmer parti politique, en face des Républicains, des Démocrates et des Populistes. Lors du dernier vote ses candidats ont obtenu 43.000 voix, en augmentation de 36 °/₀ du vote précédent. A Paterson M. Mathew Maguire a été nommé membre du Board of Aldermen (Bureau des Aldermen); à Holyoke (Mass.) M. Connor a été choisi comme membre du Conseil municipal. Le S. L. P. a un progamme municipal analogue au programme de la F. S. d'Angleterre, des social-démocrates d'Europe. Il possède beaucoup de jour-

naux : le *People*, le *Vorwaarts*, (En avant) sont les organes officiels hebdomadaires en langues anglaise et allemande publiés à New-York ; les sections ont souvent des feuilles officielles comme le *Saint Louis Labor*. Citons encore *The Socialist* (San-Francisco) *The Coming Age* (L'âge qui vient) à San-Francisco, le *Philadelphia Tageblatt* en allemand quotidien, *The NonPartisan* à Los Angeles, etc., etc. Le S. L. P. publie grand nombre de brochures, de feuilles volantes, de livres ; donne des meetings dans des salles et en plein air. Les groupes de langues diverses publient des journaux, des feuilles volantes, des brochures en allemand, yeddish, italien, scandinave. Il existe des branches, composées de socialistes de ces pays, adhérents au S. L. P. La circulation totale de tous ces journaux mensuels, hebdomadaires quotidiens atteint environ 60,000. C'est parmi les Allemands que la sociale démocratie s'étend le plus. Elle ne semble pas appelée à un grand succès parce que les conditions du milieu social ne s'adaptent pas à l'autoritarisme qui l'imprègne. En Amérique du Nord, la liberté politique est grande et la discipline militaire des S. D. d'Allemagne ne peut convenir qu'aux Allemands émigrés encore tout empreints de leurs mœurs, de leurs tendances nationales et de race. Le S. L. P. tend principalement à la conquête du pouvoir politique par les voies légales et prétend que la lutte sur le terrain économique conduit à une défaite ; aussi combat-il avec acharnement les partisans de cette lutte. Les leaders du S. L. P. sont M. Mathew Maguire, De Leon, Sanial, J. S. Tobin, Jacob Franz, etc.

Les socialistes anarchistes sont épars dans tout le Nord-Amérique. Ils forment des groupes de langues

diverses Dans les milieux italiens, espagnols surtout, les socialistes anarchistes font partie de groupements corporatifs ; parmi les Français, les Anglais et Yankees, les Allemands, il y en a moins surtout de ces derniers. Le président de la coopérative Tailors Society et de la Journeymen Tailors Society of America siégeant à Boston est l'anarchiste communiste C. W. Mowbray.

Les Espagnols sont surtout dans les états de New-York, de la Floride et du Texas. Ils publient *El Esclavo* à Tampa (Floride), *El Despertar* (Le Désespéré) à New-York. Les Italiens ont un centre actif dans les états de New-York, New Jersey, Vermont, Californie. Ils publient *La Questione Sociale* à Paterson, *Lo Scalpellino* (Le tailleur de pierres) à New-York. L'avocat Pedro Gori a fait cette année (1896) une tournée de conférences dans tout le Nord Amérique. Fort éloquent, il eut un succès considérable dont parlèrent les gazettes trade unionistes ou autres. Il organisa la Federazione Socialista Anarchica dei Lavoratori Italiani nel Nord America. Cette fédération est formée de groupes, Allianza socialista anarchica, adhérents. Le programme est communiste ; le secrétariat est purement administratif. La fédération a des sections dans tous les centres italiens.

On trouve un journal anarchiste français à Charleroi (Pensylvanie), c'est la *Tribune Libre*, hebdomadaire ; puis *The Rebel* à Boston (mensuel), *The Firebrand* (Le Flambeau), à Portland dans l'Orégon. Les Juifs éditent mensuellement en yeddish la *Freie Gesellschaft* (Société Libre) à New-York. Les Tchèques publient à Brooklyn, *Volne Listy* (mensuel), à New-York, *Delnicke Listy* (hebdomadaire), à Chicago,

Duch Volnosti (mensuel). Les Allemands ont la célèbre *Freiheit* (Liberté), qui paraît chaque semaine à New-York, la *Sturmglocken* (Chicago), la *Freie Wacht* (Philadelphie), tous hebdomadaires. Les socialistes anarchistes les plus notables résidant dans le Nord Amérique sont MM. Johann Most, William Holmes, Van Ornum, J. H. Edelmann, James Kelly, H. Addis, Louis Goeziou, Pedro Esteve, Harris Mindlin, Baginski, mesdames Voltairine de Cleyre, Emma Goldmann, Bianca Gaffé, etc. Les socialistes anarchistes publient des placards, des brochures en allemand, anglais, italien, espagnol, yeddish... A Columbus Junction, M. Fulton édite mensuellement une bibliothèque anarchiste. La propagande est surtout contre les politiciens ; certains pénètrent dans les milieux corporatifs (ouvriers en tabac, tailleurs, mineurs, etc.,) et sont adversaires des social-démocrates.

En somme, le socialisme n'est pas très développé dans le Nord Amérique, mais il est en voie de croissance parce que les circonstances économiques y aident. Là, comme partout, dans le sein du socialisme il y a lutte entre la liberté et l'autorité, la centralisation et la fédération. Il paraît probable, étant donnés les milieux sociaux, climatériques et ancestraux que la tendance libertaire, fédérative est appelée à triompher. En effet, les éléments imprégnés d'autoritarisme se modifient assez rapidement dans ce milieu de liberté politique.

Etats-Unis du Brésil. — Là encore le socialisme est à l'état embryonnaire. C'est dans les provinces du Sud, San Paulo, Rio grande del Sul qu'il croît le plus, grâce à l'émigration italienne et allemande. A

Santos il y a une Uniao operaria (union ouvrière), un Partido operario (P. O. Parti ouvrier) qui sont social-démocrates. En 1895, quelques hommes de lettres et de science ont fondé un Centro Socialista, groupe qui est aussi social démocrate mais fortement influencé par les œuvres de Benoît Malon que M. Magalhaes Lima a répandues en ces régions. Ce groupe publie en portugais un journal bimensuel, *A Questao Social*. Les hommes les plus en vue de la sociale démocratie brésilienne sont MM. Silverio Fontes, Soter de Araujo, Carlos de Escobar, Esperidiâo de Medicis, Mariano Garcia, Cyrillo Costa, Benedicto Ramos, etc. Il y a des groupements ouvriers allemands (Union générale des travailleurs) dans la province de San Paulo. Ils forment le noyau du Parti ouvrier. Il se publie dans la province, en quatre langues, un journal hebdomadaire, social démocrate, *O Socialista*.

Les socialistes anarchistes ont été fort persécutés depuis trois ans. Ils n'ont plus de journal ; mais ils éditent des brochures, des reproductions ou des traductions. Les Italiens fournissent le plus fort contingent au socialisme anarchique. La plupart sont communistes.

République Argentine. — Uruguay. — Le mouvement, quoique bien plus développé que dans les Etats-Unis du Brésil, est encore réellement dans l'enfance. Il croît d'ailleurs chaque jour. Les ouvriers sont groupés en sociétés de résistance, de syndicats qui se fédèrent dans la province et aussi dans une même profession. Il y a des unions d'ouvriers boulangers, de charpentiers, d'ouvriers en tabac, de ma-

çons, etc. Les syndicats ou les fédérations publient des feuilles corporatives, la *Union gremial*, l'*Obrero panadero,* à tendances anarchistes socialistes, *el Mecanico,* qui est social-démocrate, etc.

La plupart des ouvriers syndiqués des langues espagnole, italienne et française sont socialistes anarchistes, le plus souvent communistes. Ils forment de nombreux groupes, et ayant chacun peu d'adhérents. Ils publient un très grand nombre de feuilles qui naissent, vivent quelques numéros, et meurent et renaissent. Toutefois, la revue mensuelle la *Questione sociale* (en italien et en espagnol) paraît depuis longtemps; de même le journal *el Oprimido,* dirigé à Lujan par le Dr Creaghe. Citons encore l'*Avvenire,* à Buénos-Ayres, l'*Anarquia,* à la Plata, la *Verdad,* à Rosario, le *Derecho a la Vida,* à Montevideo, etc. Il paraît un nombre considérable de placards, manifestes; puis des brochures en italien et en espagnol, reproductions d'auteurs français, italiens, russes, espagnols. Un éditeur de Buénos-Ayres publie la traduction espagnole de livres de Grave, Hamon, Sébastien Faure, etc. Les socialistes anarchistes se mêlent au mouvement ouvrier, font des meetings en plein air et dans des salles. On peut évaluer leur nombre à une dizaine de mille. Ils défendent la grève générale et conseillent la lutte sur le terrain économique.

Les social-démocrates ont formé le Partido Obrero (Parti Ouvrier), qui marche tout à fait dans l'orbite des Partis Ouvriers d'Europe et spécialement d'Allemagne. Les Allemands ont une société *Vorwarts* (En avant) qui est riche et a un organe hebdomadaire, le *Vorwarts*, dont la circulation est de 1,000 exemplai-

res à peine. Le Centro Socialista obrero, groupe espagnol, publie la *Vanguardia*, qui a une circulation de 1,500 exemplaires au plus. Les Italiens ont un groupe, mais pas d'organe, de même que les Français et Belges. Le nombre total des social-démocrates ne dépasse pas 3,000 dans toute la République Argentine. Il y a des centres d'agitation à Buénos-Ayres, Barracas, Tucuman, Rosario, Cordoba. Le P. O. est dirigé par un comité exécutif, composé de MM. le Dr J. B. Justo, Elias Anenti, Adrian Patroni, Jose Ingegneros, Jose A. Lebron, Schaepfer, le directeur du *Vorzwaertz*, etc. Il publie des brochures traduites de l'allemand, du français, principalement. Le P. O. tient un congrès annuel; comme tous les social-démocrates, il donne la première place à la conquête légale des pouvoirs publics et il est autoritaire. Il attire peu les Argentins, les Italiens, les Espagnols et se recrute surtout parmi les Allemands.

Australasie. — Le trade unionisme est assez développé en Australie, mais le socialisme l'est peu. Il y a une Australian Socialist League, une Social Democratic Federation of Australia (S. D. F. A.), un Socialist Labour Party (S. L. P). Dans les parlements du South Australia, Queensland, New Zealand, Victoria et New South Wales, il y a plus de cent membres du S. L. P. Mais les revendications de ces partis sont bien plus radicales que socialistiques. Quelques mesures de socialisme d'Etat ont été prises (8 heures de travail, minimum de salaire). Les habitants de l'Australie ont le referendum. L'Australian Worker's Union (W. G. Spence, secrétaire général) qui est une fédération des groupes de syndicats,

compte 1,800 membres. Elle publie à Sydney *the Worker*, hebdomadaire, socialiste, de même que *the Socialist* (Sydney) *the Worker* (Queensland Brisbane), *the Melbourne Champion*. Les communistes anarchistes sont en nombre infime; quelques Anglais à Melbourne, quelques Allemands à Adélaïde; quelques Français à Sydney. J. A. Andrews écrit, traduit des articles, imprime, broche la revue mensuelle *Reason*.

Le mouvement se différencie suivant la région. Dans le Queensland, le New Southwales la presse a plus de tendances socialistiques qu'en Victoria. En le South Australia, les protagonistes sont surtout allemands. Le nouveau trade unionisme est très socialiste; c'est parmi la bourgeoisie que se développe l'anarchisme.

En somme, le mouvement socialiste en Australie est encore dans l'enfance, plus radical que socialistique.

Résumé. — Dans le mouvement socialiste mondial on voit que, numériquement, la France tient la tête; l'Allemagne viendrait ensuite. Mais nous pensons que le développement politique de la Grande-Bretagne, de la Belgique et de la Hollande fait que le socialisme est réellement plus grand dans ces nations qu'en Allemagne; l'Autriche, l'Espagne, l'Italie, la Suisse viennent ensuite. C'est en ces nations que les diverses fractions du socialisme sont réellement fortes et appelées sans cesse à croître, plus rapidement que dans les autres Etats d'Europe, du nord et du sud Amérique.

Si l'on considère dans son ensemble le socialisme

mondial, on voit deux écoles se le partager : la sociale-démocratie, le socialisme anarchique. Entre elles, des intermédiaires se trouvent, qui les unissent et font qu'insensiblement on passe de l'une à l'autre. *Natura non fecit saltus*. La sociale démocratie préconise un socialisme édulcoré, atténué, petit bourgeois, comme dit Domela Nieuwenhuis ; le socialisme anarchiste est protagoniste d'un socialisme intégral, obtenu révolutionnairement le plus souvent. La sociale démocratie est autoritaire, le socialisme anarchique est libertaire. Là sont les différences, car, dans l'idéal théoriquement poursuivi par ces deux écoles socialistiques, la différenciation est véritablement quasi nulle, plus logomachique que réelle. Où la différence apparaît, entre ces deux fractions du socialisme, c'est dans la tactique. Là se voit la lutte que les sociétés humaines ont toujours vue : la lutte entre l'autorité et la liberté, le fédéralisme et la centralisation. C'est la lutte ancienne de Marx et de Bakounine, à laquelle chaque jour nous assistons, se livrant en France et au nord Amérique, en Allemagne et en Italie, partout enfin. Il y a, dans cette lutte, des influences de races et de nationalités. Les Allemands prétendent partout à l'hégémonie; ils veulent imposer leur tactique et leur manière de voir. Très militarisés par leur éducation, très féodaux, dans l'est surtout, leur esprit n'a pas encore conquis l'indépendance que nous trouvons chez les peuples plus politiquement développés, tels que les habitants de la Grande-Bretagne, les Belges, les Français. Ce désir de dominer en tout et par tout le monde socialiste est peut-être aussi, pour une part, dû à la race. Si on étudiait les chefs de la sociale démocratie allemande,

on retrouverait sans doute la trace de l'influence de la race conquérante d'antan, les dolichocéphales blonds. Quoi qu'il en soit, le monde socialiste semble ne pas vouloir accepter l'hégémonie germaine. En Grande-Bretagne, surtout sous l'influence des Celtes d'Ecosse et d'Irlande, en France, en Espagne, etc., la révolte est nette contre cette prédominance de l'élément allemand. Elle ne peut être niée, on la rencontre partout.

L'antagonisme entre les adeptes de la sociale démocratie et du socialisme anarchique ne revêt la forme aiguë que dans les pays de langue allemande. Ailleurs, il existe bien, mais le plus souvent atténué, soit par les naturelles tendances du peuple, soit par les fractions socialistes intermédiaires. C'est le cas en Belgique, Grande-Bretagne, France, etc.

Si l'on considère le monde socialiste au point de vue de l'esprit révolutionnaire, on constate qu'il est le moins vivace chez les Anglais et Ecossais dont l'éducation politique est faite, et qu'il est le plus vivace dans les peuples de l'Espagne et de l'Italie du sud. Là se montrent des influences de climat, d'éducation, de milieu politique plus que de milieu économique.

CHAPITRE III

AVANT LE CONGRÈS

Le 11 août 1893, la section anglaise du Congrès International Socialiste des Travailleurs, de Zurich, décidait d'inviter le congrès à tenir le prochain congrès à Londres. Cela fut accepté unanimement le 12 août et la date en fut fixée à 1896.

La section anglaise nomma un comité pour l'organisation préliminaire de ce congrès et pour s'entendre dans ce but avec le Parliamentary Committee of the trades Union Congress (Comité parlementaire du Congrès des Trade Unions) (note 2). D'août 1893 au 12 février 1895, ce comité eut douze réunions, la première le 30 août 1893, la dernière le 4 février 1895. Au cours de ces dix-huit mois, il essaya d'obtenir que le comité parlementaire des Trade Unions se joignît à lui. La question fut soumise aux congrès annuels des Trades Unions de Dublin (1893), de Norwich (1894). Enfin des relations s'établirent entre ces deux comités; une réunion collective eut

lieu le 15 janvier 1895, et une entente se fit. Elle fut confirmée dans une réunion suivante le 18 janvier. Ces deux comités (comité parlementaire des Trades Unions et comité de Zurich) se partagèrent les frais préliminaires et décidèrent de proposer un nouveau titre pour le congrès : International Socialist Workers and Trade Union Congress (Congrès International Socialiste des Travailleurs et Chambres syndicales ouvrières). Une lettre fut envoyée aux organisations continentales pour avoir leur opinion sur le changement de titre (note 3). La nouvelle appellation fut agréée par des organisations d'Allemagne, Autriche, France (Parti Ouvrier) (note 3 bis) Belgique, etc. Le 4 février, une nouvelle réunion chargea un comité exécutif de 12 membres d'organiser le congrès et fixa définitivement son titre, celui indiqué ci-dessus (note 4). Ce comité tint sa première séance le 6 février 1895. Il envoya, quelque temps après, une circulaire aux travailleurs de tous les pays pour les inviter à prendre part au congrès qui aurait lieu probablement en août 1896. Cette invitation rappelait la résolution suivante du congrès de Zurich :

« Toutes les Chambres syndicales ouvrières seront » admises au congrès ; aussi les Partis et organisations » socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'orga- » nisation des travailleurs et de l'action politique. Par » action politique on entend que les organisations des » travailleurs cherchent, autant que possible, à em- » ployer ou à conquérir les droits politiques et le mé- » canisme de la législation, pour amener ainsi le » triomphe des intérêts du prolétariat et la conquête » du pouvoir politique » (note 5).

La circulaire disait formellement : « En accord avec cette résolution, notre invitation est adressée à toutes les Chambres syndicales ouvrières et à toutes les organisations socialistes qui reconnaissent la nécessité de l'organisation des travailleurs et de prendre part à l'action politique. Nous demandons à toutes les organisations ouvrières adhérentes dans les deux catégories ci-dessus de nous envoyer leur adhésion avant le 1er janvier 1896 ainsi que leurs résolutions et propositions qu'elles désirent voir figurer à l'ordre du jour. »

L'application de la résolution de Zurich telle que la commission d'organisation la comprenait excluait les groupes politiques socialistes qui étaient opposés à la conquête des pouvoirs publics. Une agitation s'en suivit pour protester contre la prétention de la commission composée surtout de social-démocrates et de trade unionistes parlementaires. Les communistes anarchistes de Londres commencèrent, eurent des réunions, envoyèrent un manifeste et aboutirent enfin à la formation d'un London Anarchist Committee nommé en un meeting le 26 décembre 1895 (note 6). L'écho de ces protestations fut faible hors d'Angleterre. Toutefois quelques feuilles ouvrières ou communistes anarchistes d'Espagne, du Nord Amérique (*El Porvenir Social* de Barcelone, *The Rebel*, Boston), souhaitaient l'union, l'esprit de tolérance pour toutes les écoles socialistiques.

Le comité d'organisation du congrès avait eu soin de n'envoyer la circulaire d'invitation qu'aux groupes politiques connus pour admettre la conquête des pouvoirs publics. Mais il l'avait envoyée à grand nombre de groupes corporatifs pensant que, comme l'écrivait

4

W. Thorne secrétaire général du comité d'organisation, « toutes les trade Unions reconnaissent la nécessité de l'action politique ». L'avenir montra qu'il se trompait.

Le London anarchist committee ne restait pas inactif ; il entrait en rapport avec les groupes de province, avec certaines Trade Unions. En Hollande le Socialistenbond (Fédération des Socialistes) adressait à la Commision d'organisation une protestation contre son exclusivisme qui n'était pas dans l'esprit de la résolution de Zurich commentée par une déclaration de Bebel, insérée dans le protocole du congrès de Zurich (note 7). Le *Labour Leader* (Londres) inséra cette lettre à laquelle M. Villiam Thorne répondit que les protestataires pouvaient en appeler au congrès. En Allemagne, aux Etats-Unis un mouvement se dessinait pour s'opposer à cette exclusion de tous les socialistes antiparlementaires (note 8).

Cette agitation des socialistes antiparlementaires et anarchistes eut son contre-coup dans le sein du Comité organisateur du congrès (note 9). Nous en trouvons la preuve dans la nouvelle circulaire qu'il lança en février 1896 (note 10). Il rappelait la résolution de Zurich et disait : « Nous sommes nécessairement forcés... d'appliquer cette résolution ». Il établissait un règlement provisoire, mais avait soin d'indiquer que « le congrès est souverain et, en dernier lieu, décide de toutes les questions à propos du règlement et de l'ordre du jour ». Il invitait les organisations à envoyer leur adhésion *avant* le premier juillet, mais reconnaissait d'ores et déjà qu'il pouvait y avoir quelques exceptions à cette règle. Il prévenait que « le 1er mai 1896 est la limite accordée pour l'envoi des vœux et résolu-

tions qui seront portés à l'ordre du jour. Passé cette date les vœux et résolutions ne pourront plus être acceptés par le Comité d'organisation. »

Le règlement élaboré par le comité d'organisation était en somme très autoritaire malgré quelques atténuations. Il était fait de telle sorte que la direction entière du congrès appartenait à ce comité organisateur. Aussi le London anarchist committee ne désarma point. Il continua ses meetings (note 11) pendant que le *Clarion* par la plume de W. M. Thompson signalait le mécontentement causé en France par l'attitude du comité et que le *Labour Leader* s'érigeait en défenseur de l'admission des socialistes antiparlementaires et anarchistes. Naturellement le mouvement protestataire ne se localisait pas en Grande-Bretagne. En Espagne, une commission provisoire s'était formée à Barcelone pour provoquer l'adhésion au congrès. Elle lança des circulaires s'élevant contre l'exclusivisme du comité organisateur (note 12). Elles eurent un écho dans la presse, mais l'œuvre entreprise fut arrêtée net par l'attentat de Barcelone, à cause des persécutions qui suivirent et désorganisèrent tout le parti socialiste anarchiste (note 13).

D'autre part, la sociale démocratie entière s'agitait pour faire maintenir la résolution de Zurich. Liebknecht, malgré ses 70 ans, faisait une tournée de conférences en Angleterre, allant à Manchester, Glasgow, Edimbourg, Londres, etc. Partout il excommuniait les communistes anarchistes (note 14). L'objet de ses meetings, organisés par les soins du comité organisateur du congrès, était « de dissiper la mésentente, de propager la vérité, de resserrer les liens de la solidarité parmi les opprimés des différentes contrées et

de promouvoir cette *unité* qui est nécessaire pour les travailleurs de *toutes* les nations aussi bien que pour les travailleurs de chaque nation ». On voit en ces lignes extraites d'une lettre de Liebknecht le but unitaire, autoritaire poursuivi par la sociale démocratie allemande, but qu'elle cherche à imposer au monde entier et pour la réalisation duquel elle organisait réellement le congrès, voulant en exclure tous ceux qui n'étaient pas social-démocrates. En Allemagne d'ailleurs, en Autriche la sociale démocratie décide de maintenir énergiquement la résolution de Zurich dans le sens que lui avait donné le comité d'organisation. Les socialistes anarchistes de ces régions tenaient de leur côté des réunions pour s'élever contre cet exclusivisme et décider d'envoyer quand même des délégués. La Social Democratic Fédération (S. D. F.) organisait fortement son adhésion au congrès en même temps que par la voie de son organe, *Justice*, elle protestait contre toute admission des anarchistes-socialistes, affirmant, par ignorance ou mauvaise foi, que « leur seul objet était de créer le désordre, d'empêcher le congrès » (note 15). L'Independant Labour Party (I. L. P.) ne partageait pas la manière de voir de la S. D. F. Aussi un de ses leaders, Keir Hardie, écrivait dans son organe, le *Labour Leader* : « le congrès doit être ouvert à tous les socialistes qui acceptent le principe de la propriété commune et agréent à l'organisation économique ou politique comme un moyen de réaliser ce but ». Et pour accentuer son attitude, il publiait un supplément consacré aux anarchistes-socialistes (note 16). Un fabien connu, Bernard Shaw pronostiquait sur le congrès, ne croyant pas à l'exclusion des antiparlementaires et anarchistes socialistes

pour la raison qu'ils n'admettaient pas l'action politique. Des trade unions se trouvaient dans le même cas et c'était une idée folle que d'accepter les unes et de refuser les autres (note 17).

Les Italiens se divisaient. Pendant que le congrès du P. S. I. décidait de maintenir énergiquement la résolution du comité d'organisation, les groupes ouvriers voulaient, au contraire, sa disparition. La Chambre du travail de Rome, la Federazione del Camere del Lavoro donnaient mandat de voter pour l'acceptation au congrès des adversaires de l'action parlementaire (note 17 *bis*). C'était le même mandat qui était donné par les groupements d'étudiants et anciens étudiants socialistes de Belgique affiliés au P. O. et par la fédération bruxelloise du P. O. A la Havane, la fédération ouvrière, Société Générale des Travailleurs de la Havane, émettait le même désir de voir accepter toutes les écoles socialistiques.

En France, plus on approchait du 27 juillet, plus les socialistes s'occupaient de s'y faire représenter et de mandater leurs délégués. Le P. O. F. se remuait fort. Il tenait congrès sur congrès à Langoiran, à Beauvais, à Loos, et enfin à Lille, partout s'occupant du congrès de Londres et partout appuyant la résolution de Zurich pour l'exclusion des socialistes opposés à la conquête des pouvoirs publics. Le conseil national de la Fédération des syndicats et groupes corporatifs ouvriers de France, dont le secrétaire est M. Pedron, groupement social-démocrate, lançait des circulaires invitant les syndicats adhérents à se faire représenter (note 18). Le congrès régional Blanquiste à Commentry appuyait, lui aussi, la décision de Zurich; mais, selon l'opinion de M. Vaillant,

les délégués des groupes corporatifs n'étaient pas en cause (note 19). Le Comité Central Révolutionnaire proclamait la nécessité, l'excellence, la conquête du pouvoir politique (note 20) pendant qu'un groupe dissident de la jeunesse Blanquiste, à la suite d'un rapport du député Bonnard, se prononçait pour l'action économique. Dans la *Revue socialiste*, M. Renard tentait en vain de demontrer que les anarchistes communistes et collectivistes n'étaient pas socialistes, reconnaissant pourtant qu'ils avaient des origines communes avec les socialistes (parlementaires). Cet article, nullement démonstratif, était écrit en vue du congrès pour soutenir la résolution de Zurich, qui motivait la non-adhésion au congrès du groupe des Etudiants Socialistes Révolutionnaires Internationalistes. Cela n'était pas du goût du groupe des étudiants collectivistes, et il s'en suit une courte et acerbe polémique au moyen d'ordres du jour que quelques feuilles insèrent (note 21).

Le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire se préparait activement au congrès. Les groupes se cotisaient pour envoyer des délégués et discutaient les mandats à donner. L'Union Fédérative du Centre lançait une circulaire aux syndicats, montrant que le P. O. S. R. était opposé à toute exclusion des adversaires de l'action électorale (note 22). Chez les syndiqués, la préparation est non moins active. Le comité fédéral de la Fédération des Bourses du Travail de France et des Colonies consacre plusieurs séances à l'examen des questions à l'ordre du jour et à l'étude « des projets d'exclusion que médite la commission du congrès à l'égard d'une fraction de socialistes communistes ». Il se résout à donner à son délégué mandat d'admet-

tre les délégués de toute organisation ouvrière, valablement constituée, et de n'exclure que les perturbateurs (note 23). Les Bourses et les syndicats, de leur côté, examinaient les questions à soumettre au congrès et rédigeaient les mandats, pour la plupart impératifs, qu'ils donnaient à leurs délégués (note 24). La Fédération du Bâtiment prend, contre l'exclusion des antiparlementaires, une nette résolution que publient nombre d'organes corporatifs (note 25).

Le conseil municipal de Paris avait voté une subvention de 10,000 francs à la Bourse du Travail de Paris pour que les syndicats envoient 50 délégués au congrès de Londres (note 26). Le ministre de l'Intérieur, M. Barthou, fit annuler ce vote et l'argent ne fut pas versé. Cela n'empêcha point des syndicats parisiens d'être représentés au congrès de Londres.

Le comité organisateur dudit congrès continuait, d'ailleurs, à faire des siennes. Il oubliait d'inviter le P. O. S. R. et les Bourses ou syndicats français à désigner un orateur pour les représenter à la grande manifestation qui devait avoir lieu à Hyde-Park le 26 juillet. Aussi, ces groupements se plaignaient (note 27) de cet oubli qu'ils estimaient volontaire, observant que le P. O. F. n'était pas, lui, oublié, pas plus que le groupe socialiste de la Chambre des députés. Le comité oubliait de même de publier dans l'*Agenda* ou *ordre du jour* les résolutions prises par le P. O. S. R., bien qu'elles lui eussent été envoyées avant le 1er mai. Et le parti s'étonnait peu de cet oubli, car les résolutions étaient en contradiction avec celles du P. O. F. et du Comité Révolutionnaire Central qui figuraient dans l'*Ordre du jour* (note 28).

Le Comité de la Grève Générale envoya son adhé-

sion et le comité d'organisation de l'aviser qu'il aurait à se conformer à la résolution de Zurich. Le comité de la Grève Générale crut qu'on l'expulsait, d'autant plus que la carte provisoire n'était pas envoyée à ses deux délégués. Alors il proteste sous une forme un peu vive, a-t-on raconté. Il se moquait de la décision du comité d'organisation, qui n'avait qu'à s'occuper de chercher des locaux pour le congrès, et pas du tout à le régenter. Ses deux délégués seraient au congrès quand même. D'ailleurs, le comité de la Grève Générale était une création corporative et rentrait dans la catégorie des groupements qui n'avaient pas à être interrogés, conformément à la résolution de Zurich.

Pour contrôler les adhérents au congrès et empêcher les anarchistes de s'y introduire, sans doute, le comité d'organisation avait imaginé un système assez compliqué de cartes, dans les trois langues officielles du congrès (anglais, français, allemand). D'ailleurs, tout était publié en ces trois langues. Donc, il y avait sur carton blanc une « carte préliminaire de délégué; » sur carton rouge, une « carte provisoire de délégué; » sur carton jaune, une carte de membre, (note 29). La carte préliminaire devait être remplie, envoyée au secrétaire, W. Thorne, qui réexpédiait une carte provisoire, qu'on échangeait contre la carte de membre, après validation des mandats. Malgré la complexité de ce système, il était en somme assez simple et permettait une statistique facile. Cependant, les organisations et groupes ne comprirent point ou plutôt ne se soucièrent pas de tout ce formalisme. Fort peu de cartes préliminaires revinrent de l'étranger; ainsi, au 16 juillet, le comité d'organisation du congrès était avisé de la nomination définitive de 43

délégués français seulement, alors qu'il comptait en avoir bien plus. Le même phénomène se passait en Belgique. Le comité d'organisation manifesta son mécontentement par une lettre de M. A. Smith, qui avertissait : « ceux qui n'auront pu donner leur carte préliminaire au secrétaire général ne pourront pas entrer au congrès ». Deux jours après, le comité envoyait partout un avis imprimé relatif aux cartes, en renouvelant l'avertissement ci-dessus. Cette menace d'ostracisme contre quiconque n'aurait pas la carte rouge motiva des observations de la *Petite République* (21 juillet), qui écrivait :

« Nous espérons qu'aucune difficulté ne sera soulevée à ce sujet et nous sommes persuadés que les délégués, munis de pouvoirs réguliers, pourront obtenir à Londres la carte provisoire nécessaire »

Toutefois, le congrès s'annonçait comme un succès sans précédent. Plus de 400 délégués anglais avaient adhéré au congrès. Tout faisait prévoir beaucoup de délégués français, belges, allemands. Aussi le comité dut abandonner le local de Saint-Martin's town Hall et louer Queen's Hall, dans Langham-Place.

Entre temps, le comité anarchiste s'était dissous et avait été remplacé par un « anarchist socialist and antiparlementary committee ». Il organisait un meeting monstre pour le mardi 28 juillet et une réunion privée pour le dimanche 26 afin de discuter la conduite que les socialistes antiparlementaires tiendraient au congrès pour protester contre la résolution de Zurich (note 30). Les communistes anarchistes, dans les *Temps nouveaux*, le *Libertaire*, *Liberty*, la *Tribune libre* se félicitaient de voir les anarchistes socialistes aller au congrès. Domela Nieuwenhuis adjurait le

congrès de n'exclure aucun socialiste en un article qui se terminait ainsi :

« Honte à ceux qui excluront, à ceux qui diviseront au lieu d'unir. Le monde verra une répétition de la lutte entre Marx et Bakounine en 1872. Ce sera une nouvelle lutte entre l'autorité et la liberté. Imaginez de tels hommes comme Kropotkine, Reclus, Malatesta, Tcherkesoff, Cipriani et beaucoup d'autres exclus du congrès et vous devez admettre que ce ne serait plus un congrès socialiste, mais seulement un congrès parlementaire, un congrès réformiste des social-démocrates, — un congrès d'une secte. Choisissez ce que vous voulez être ! — un congrès de socialistes sérieux qui discutent toutes les questions qui intéressent les socialistes, ou un congrès de sectaires qui ont exclu comme hérétiques beaucoup d'hommes qui ont combattu et souffert pour la cause du peuple. »

E. Malatesta publiait dans le *Labour leader*, une feuille italienne, une sorte de manifeste qui paraissait aussi en français dans le *Parti ouvrier*, contresigné par A. Hamon. C'était pour affirmer que les communistes et collectivistes anarchistes étaient socialistes, pour demander l'union et non la division, l'excommunication (note 31).

La presse quotidienne s'occupait du congrès et signalait l'attitude des anarchistes comme un recul (*Matin*, 20 juillet). On annonçait la présence certaine au congrès de Paul Reclus, délégué d'une chambre syndicale française, de Pietro Gori, venu d'Amérique, etc. Les délégués des groupes corporatifs seraient en majorité allemanistes ou anarchistes, lisait-on dans l'*Eclair* du 3 juillet, et la *Libre Parole* du 24 disait :

« Jusqu'ici, la plupart des mandats émanant de

groupes corporatifs français invitent leurs délégués à protester contre toute exclusion des socialistes qui n'acceptent pas la conquête des pouvoirs publics. A de rares exceptions près, les syndicats et Bourses du travail ont donné mandat de voter la grève générale. Quelques groupements se prononcent pour la grève militaire, c'est-à-dire la grève des soldats en cas de guerre. Tous sont pour la suppression des armées permanentes. Au sujet de la question agraire, la plupart ont donné mandat de combattre la petite propriété individuelle et de maintenir intacts les principes socialistes ».

La présence possible d'anarchistes délégués de syndicats inquiétait les socialistes parlementaires. Ainsi, répondant à un article d' « un syndiqué » dans la *Libre Parole*, article reproduit dans le *Labour leader* qui signalait l'hégémonie, l'intolérance allemandes et l'autocratie de M. et Mme Marx Aveling, M. le député G. Rouanet écrivait dans la *Petite République* (15 juillet) :

« Le congrès de Londres est la suite des congrès internationaux précédents, dans lesquels la *démocratie socialiste* des Deux-Mondes se donne rendez-vous pour y discuter les points importants de politique générale, y échanger les vues des divers partis socialistes et arrêter dans ses grandes lignes l'action *politique* du prolétariat. . . . .

» Le congrès est socialiste : ne sont donc convoqués à s'y rendre que les *socialistes*, *c'est-à-dire ceux qui poursuivent la conquête du pouvoir par le prolétariat*. C'est bien clair et très logique, n'est-ce pas?...

» Les organisateurs du congrès de Londres ont fait appel aux socialistes, non aux anarchistes. Quoi

d'étonnant que ces derniers, dont les doctrines sont à l'antipode des nôtres, ne soient pas compris dans la convocation? Quand les anarchistes ont tenu des congrès, il n'est pas venu à l'idée des socialistes d'y prendre part pour l'excellente raison que « socia-« lisme » et « anarchie » sont deux termes qui s'excluent.

» On voudrait, aujourd'hui, les réunir, en faire deux proches parentes issues d'une doctrine commune, ce qui est inexact. Les socialistes ne sauraient se prêter à ce rapprochement impossible. »

Cet article plein d'assertions erronées lui attira dans le *Paris* (24 juillet) une réplique de M. A. Hamon dont nous extrayons ces lignes : « Les socialistes parlementaires ne veulent point admettre au congrès les anarchistes-communistes ou collectivistes. Pour atteindre ce but, certains d'entre eux défigurent l'histoire et allèguent doctoralement des contre-vérités. D'ailleurs, cette tactique les conduit à d'amusantes contradictions. Ainsi M. Rouanet prétend que les doctrines du socialisme — lequel? — et de l'anarchisme-communiste ne sortent pas d'une doctrine commune. M. G. Renard affirme le contraire, et c'est lui qui a raison . . . .

« Les socialistes libertaires gênent donc bien les socialistes parlementaires en leur besogne de régentement du socialisme universel! Tant pis, car ces derniers peuvent être certains que tous les socialistes antiparlementaires, c'est-à-dire les adeptes de la socialisation de la propriété non partisans de la conquête des pouvoirs publics, sont décidés à ne pas se laisser excommunier comme des hérétiques. Ils sont socialistes, ils ne veulent pas qu'on les exclue du socia-

lisme. Ils iront à Londres; ils prétendent rester au congrès et ils y resteront. »

Le congrès ouvrait le 27, mais le 26 il y avait manifestation à Hyde-Park, aussi nombre de Français partaient le 25. C'est donc le 24 au soir qu'eut lieu la réunion des délégués corporatifs décidée par le comité fédéral de la Fédération des Bourses du travail de France et des colonies en sa séance du 5 juin précédent. Cette réunion eut lieu à la salle Maubert 123, rue Vieille du Temple. Environ soixante délégués étaient présents. Nous empruntons à la *Libre Parole* le compte rendu absolument exact de cette séance à laquelle nous assistâmes.

« La discussion fut courtoise; les orateurs brefs étaient écoutés en silence. Quelques étrangers étaient présents.

» La première question examinée était celle de l'admission au congrès de tous les groupes socialistes, quelles que fussent leurs opinions, au sujet de la conquête du pouvoir public.

» Après avoir entendu sur ce sujet MM. E. Guerard, Pelloutier, Faberot, Hamon, Gaule, Bourderon, Remy, F. Guérard et madame Bonnevial, il a été décidé que, au nom des groupes corporatifs de France, la proposition suivante serait présentée au congrès de Londres pour remplacer la décision de Zurich .

» Toutes les organisations syndicales ouvrières
» quelles qu'elles soient, sont admises au congrès,
» ainsi que toutes les organisations socialistes du
» monde entier qui reconnaissent la nécessité d'orga-
» niser les travailleurs pour la défense de leurs droits

» et suivant leurs besoins et par les moyens qu'elles » croient utiles » (note 32).

» La question examinée ensuite fut celle de la grève générale. MM. Lavaud, Allemane, Tortelier, Girard prirent la parole et la grève générale fut votée. Un sujet très important fut alors soulevé, il s'agit de la question agraire.

» Une longue discussion s'engagea entre MM. Pelloutier, Allemane, Hamon, Lorcin, Gumplowicz, Tortelier, Pouget, Bourderon, Faberot; il ressortit de cette discussion qu'il est de toute nécessité de propagander dans les campagnes, que des paysans peuvent assez facilement être conquis au communisme et qu'il faut maintenir les principes du socialisme. »

CHAPITRE IV

LE MEETING A HYDE-PARK ; LA JOURNÉE DU 26 JUILLET.

Le comité d'organisation avait créé d'autres comités pour la réception des délégués, pour l'organisation des fêtes, etc. Aussi à l'arrivée, en gare, les délégués étrangers trouvaient des congressistes parlant allemand, français, qui les recevaient, les guidaient même, si besoin était, les menant dans des hôtels, des Boarding house. Le comité fit en plus distribuer un programme avec une carte de Londres, programme donnant tous les renseignements nécessaires aux congressistes. Toute cette partie administrative était en somme bien organisée et les étrangers doivent remercier à cet égard le comité d'organisation. (note 33).

Le programme de la démonstration de Hyde-Park avait été minutieusement établi. Le rendez-vous avait été fixé à 12 h. 1|2 sur les quais de la Tamise et le départ à 1 h. 1|2. Pour se rendre au lieu de rendez-vous, trente-cinq lieux de. réunion avaient été indi-

qués çà et là dans Londres avec des heures différentes (note 34). M. William Thorne comme « chief marschal » (chef ordonnateur) avait la police de toute la procession. Le nombre des plates-formes d'où les orateurs parleraient avait été fixé à 12; les orateurs avaient été choisis et leurs noms publiés dans les journaux et le programme officiel. Naturellement les orateurs anglais étaient le plus nombreux, et ensuite les français représentés par trois députés MM. Millerand, Guesde, Jaurès et un ancien député M. Lafargue. Les Allemands n'avaient que deux orateurs MM. Bebel et Liebknecht (note 35). Les discours devaient commencer à trois heures 1/2 et se terminer ponctuellement à cinq heures. A ce moment, au son du bugle (sorte de cor), sur toutes les tribunes devait être mise aux voix, et adoptée naturellement, la résolution suivante.

« Les membres du meeting international des travailleurs :

» Considérant que la paix entre les nations du monde est la base essentielle de la fraternité internationale et du progrès humain; que les guerres ne sont pas désirées par les peuples mais causées par l'avidité et l'égoïsme des gouvernants et des classes privilégiées dans l'unique but de s'assurer un contrôle sur tous les marchés du monde pour leur seul intérêt et contre les intérêts des travailleurs;

» Déclarent :

» Qu'il n'existe aucun dissentiment entre les travailleurs des différentes nations, leur ennemi à tous étant la classe capitaliste et propriétaire; que par conséquent le seul moyen d'empêcher les guerres fu-

tures et d'assurer la paix consiste dans le renversement du système capitaliste et propriétaire dans lequel la guerre a ses racines, et dans son remplacement par la socialisation des moyens de production, de distribution et d'échanges;

» Que jusqu'à la réalisation de cette réforme il est nécessaire que tous conflits entre nations soient dénoués par un arbitrage et non plus par la force brutale des armes;

» Que l'établissement international de la journée de travail, réduite à huit heures pour tous les travailleurs, est le premier pas à franchir pour arriver à leur émancipation complète; qu'ils doivent donc agir sur leurs gouvernements respectifs pour obtenir partout par une loi la fixation de la journée de travail à huit heures.

» Enfin que le prolétariat, ne pouvant assurer son émancipation sociale et économique que par la conquête du pouvoir politique aujourd'hui entre les mains de la classe capitaliste, que dans plusieurs pays beaucoup de travailleurs et toutes les femmes sont privés du droit de vote, ce meeting des travailleurs s'engage à employer tous les moyens pour conquérir partout le suffrage universel. »

Conformément au programme, tous les manifestants se massent peu à peu sur les quais où stationnent des marchands de gingerbeer, de limonade, de sodawater où l'on vend *Justice*, *Labour leader*, le programme officiel et un placard, dessin contre John Burns avec ce titre : Judas Burns trahissant le christ du travail.

Le ciel est gris, chargé de nuages, menaçant; mais

la foule sans cesse arrive, se classe dans la longue procession avec méthode, les étrangers : Allemands Français, Belges, Italiens, etc., en tête. Par groupes, on stationne et on cause tandis que dans des breaks qui défilent s'aperçoivent MM. les députés Bebel, Singer, Millerand, Jaurès, Guesde, Deville, etc. Aucuns estiment que ce n'est point très égalitaire. Les syndicaux français discutent et se plaignent que le comité n'ait désigné aucun des leurs pour parler à Hyde-Park. C'est une insulte gratuite à tous les ouvriers français, estime-t-on, et on engage M. Eugène Guérard le secrétaire général du syndicat des chemins de fer à essayer de prendre la parole au nom de tous les groupements corporatifs de France.

Cependant il est une heure et le cortège s'ébranle. En tête marchent à cheval vingt marschals avec écharpe bleue. Ils sont chargés de la police du cortège ; ce sont des ouvriers. Deux journaux français très sérieux ont pris ces ordonnateurs pour des maréchaux ferrants !! Mais des policemen précèdent la police particulière des manifestants qui traversent des quartiers riches où sont les aristocratiques clubs (Pallmall, Saint-James street, Piccadilly). Chaque contingent a sa bannière ; cela est nécessaire aux anglais, surtout aux londonniens. Pour la plupart ces bannières sont des quadrilatères de soie gommée (15 mètres carrés environ), montées sur des bâtons, des vergues plutôt. Elles sont illustrées de scènes peintes en une manière plus ou moins naïve et portent des devises, des maximes. Il y en a de toutes sortes: Les soldats tuent pour de l'argent, l'assassin tue pour de l'argent. Quelle différence y a-t-il ? (Ebénistes). — Le travail est la source de toute richesse, donc c'est au travail que re-

vient toute la richesse. (Vernisseurs de meubles). — Pas de maître, ni en haut ni en bas. — Les juifs capitalistes sont pour la guerre, les juifs ouvriers sont pour la paix. — Etc., etc. Il en est de toute sorte, car il y a là des représentants de clubs radicaux, de sociétés de tempérance, etc., qui ne sont pas toujours socialistes. Il y a même des chars qui rappellent nos mascarades. Ainsi l'Union des marins et chauffeurs a une voiture où se pavanent Neptune, Amphitrite et leur cour, costumés et grimés. Tous les cent mètres environ le cortège est coupé par des musiques, fanfares de sociétés corporatives, des fifres, etc. Et les manifestants ouissent chemin faisant la Marseillaise, la valse de Faust, etc. Des Clarion Cyclists Scouts (Eclaireurs cyclistes du Clarion) — ce sont des sociétés de socialistes qui font de la bicyclette — éclairaient la marche du cortège qui comprenait selon le *Journal des Débats* environ 30,000 hommes, selon le comité organisateur une soixantaine de mille et au moins cent mille selon le *Temps*. Nous pensons que ce journal est dans le vrai.

Malheureusement, la pluie commença à tomber juste comme la tête de la procession entrait dans Hyde-Park. Il était deux heures. Moins de trois quarts d'heure après, la pluie tombait à flots et les manifestants arrivaient sans cesse, s'égrenant en route toutefois. Ils espéraient une éclaircie, jetant des regards anxieux vers le ciel qui, hélas! restait couvert, lançant des torrents d'eau. Tant bien que mal, plutôt mal que bien, les orateurs parlaient de leurs plates-formes. Ils se couvraient de parapluie, parlaient à des parapluies. Mais la bonne volonté des socialistes dut céder à ce déluge. On s'abrite sous les arbres, on se met

sous les plates-formes, on renverse les bannières et on s'en sert comme d'une tente. Mais enfin il fallut fuir, sous la pluie, au milieu de Hyde-Park transformé en un lac. Et hommes, femmes, enfants en longues théories dans les allées, à pas rapides filaient, bombant du dos, les cols relevés, les mains dans les poches, car beaucoup n'avaient ni parapluies ni manteaux. C'était lamentable.

La résolution fut, paraît-il, votée, sans doute par une centaine d'auditeurs qui n'avaient rien entendu. A vrai dire, cela ne faisait rien à l'affaire, tous les manifestants connaissaient la résolution proposée et l'approuvaient. Ainsi se termina sous un déluge et dans la boue cette imposante manifestation qui, au dire des Anglais était la plus nombreuse démonstration socialiste qu'on eut encore vue à Londres. Pour les Français, elle était à la fois grandiose et grotesque. Grandiose par son calme, son ordonnance parfaite, son libre acheminement au milieu des voies les plus aristocratiques de Londres ; grotesque par la naïveté de certaines bannières, la mascarade de certains chars et le déguisement de certains trade unionistes (note 36).

Le soir il y avait réception officielle des délégués à Horse Shoe Hotel (Hôtel du Fer à cheval) situé dans Tottenham court Road, non loin du carrefour d'Oxford street. Ce ne fut que tard dans la soirée que les congressistes arrivèrent. Beaucoup rentrés mouillés, trempés avaient dû faire sécher leurs vêtements pour sortir ou en emprunter à des amis. La réception consistait simplement en une réunion dans des salles ; il y avait bien un buffet, mais chacun consommait à ses frais. Le Président du comité d'organisation, W. B. Steadman, se borna à souhaiter la bien-

venue en quelques mots. Le *Labour Leader* signale parmi les présents : MM. Lucien Sanial et Mat. Maguire, Pollak (Hollande), Jaurès, Lafargue, Guesde et Vaillant (France), Bebel, Singer et Liebknecht « avec les membres bien disciplinés de leur délégation ». Grand nombre de délégués anglais étaient là et, parmi eux, la charmante madame May Morris Sparling, la fille de William Morris qui en ce moment terminait sa convalescence sur les côtes de Norwège.

Pendant que se tenait l'officielle réception, les délégués antiparlementaires et ceux qui avaient mandat de voter leur admission au congrès se réunissaient au National Italian Club dans Frith street pour étudier ensemble ce qu'il convenait de faire et décider de la conduite à tenir pour le lendemain. Il y avait là des trade unionistes anglais, des délégués de syndicats, de bourses du Travail de France, des Hollandais, des Italiens représentants des groupes politiques ou corporatifs. La discussion fut fort obscure, bien que tout se passa tranquillement. Aucune résolution ne fut prise et rien ne se dégagea de ce meeting. Les délégués étrangers apprirent seulement que le comité d'organisation avait refusé l'admission du groupe anarchiste communiste Freedom. Il avait poussé l'intolérance jusqu'à refuser de délivrer une carte de journaliste à un rédacteur du *Freedom*. Il avait de plus voté un blâme à Tom Mann pour la sympathie qu'il avait montrée aux anarchistes et antiparlementaires.

A la même heure, les membres de l'I. L. P. tenaient un meeting pour décider de leur attitude envers « ceux des socialistes qui, demandant leur admission au congrès, ne pratiquent pas l'action politique, mais qui

n'empêchent pas les autres d'être parlementaires. » Keir Hardie, qui préside, est d'avis de les admettre. J. Burgess voudrait que l'I. L. P. défendît l'entrée du congrès à ceux qui ne reconnaissent point la nécessité de l'action parlementaire. Tom Mann s'oppose à cela et « *prévient que probablement une tentative serait faite lundi matin pour enlever l'ordre du jour sans discussion*, ce qui aurait pour effet d'exclure des hommes capables de nous apprendre beaucoup sur le socialisme ». Il s'en suit une discussion générale et la motion de M. Burgess est rejetée à une grande majorité. Il est décidé qu'on entendrait la discussion du congrès avant de prendre une décision. Avant de se séparer, l'I. L. P. se résolut à voter pour les candidats de la S. D. F. quand il n'aurait pas lui-même de candidats « bien qu'il n'y eût pas à espérer que la S. D. F. votât pour les candidats de l'I. L. P. — ce que les événements du lundi prouvèrent », ajoute le *Labour Leader*.

CHAPITRE V

LE CONGRÈS

Le lundi matin 27 juillet les délégués se réunissaient à neuf heures dans des salles spéciales, suivant leurs nationalités respectives. Quelques délégués faisaient partie à la fois de plusieurs nationalités. Ainsi le Dr Aveling, délégué anglais de l'Union des travailleurs du gaz, était délégué des socialistes australiens et formait, à lui tout seul, une nationalité : l'Australie. M. Fernand Pelloutier, délégué de la Fédération des Bourses du travail de France et des Colonies, était aussi mandaté par la Federazione delle camere del lavoro d'Italie. M. E. Malatesta représentait à la fois un syndicat français, des groupes italiens et des syndicats espagnols. Chaque nationalité se réunissait pour examiner la validité des mandats. Nous ne relaterons que les séances particulières des Anglais et des Français, car elles seules eurent une véritable importance. Les délégués belges et hollandais étaient trop peu nombreux, de même que les italiens. La déléga-

tion allemande obéissait au doigt et à l'œil de MM. Singer, Bebel, Liebknecht, de sorte que ces débats étaient sans intérêt, les dissidents, au nombre de six, étant en trop petite minorité pour obliger à compter avec eux.

Lundi 27 juillet.

Section Anglaise. — *Séance du matin.* — Elle se réunit à neuf heures du matin, dans une salle de Saint-Martin's town Hall, où, primitivement, devait se tenir le congrès. Le président élu fut James Maudsley, un trade unioniste, membre du comité parlementaire des trade unions. M. Tom Mann, qui était candidat, fut battu parce que tous les membres de l'I. L. P. n'étaient pas là, alors que tous ceux de la S. D. F. étaient présents (note 37). L'élection du secrétaire donna lieu à du désordre, parce que J. R. Macdonald (I. L. P.) ayant été proclamé, les membres de la S. D. F. crièrent que le compte des voix était faux. Il fallut procéder à un nouveau vote qui accentua la victoire de l'I. L. P.

Sur la suggestion du Dr Aveling, alors qu'il manquait plus de 140 membres, l'assemblée décida de discuter immédiatement ce que devait faire la section relativement à la résolution de Zurich excluant les anarchistes. Shaw Maxwell (I. L. P.) soutenu par Arthur Field (T. U.) soutint qu'on devait voter la résolution de Zurich, parce que les socialistes antiparlementaires ou anarchistes étaient opposés aux principes, au but du congrès. Ils n'avaient donc pas le droit

d'y prendre part. Tom Mann (I. L. P.) s'opposa fortement à la résolution. Il ne s'agissait pas de l'admission des anarchistes individualistes, mais bien des anarchistes communistes qui ont le droit de prendre part au congrès, car ils agréent avec ses principes et son but, qui n'est pas uniquement parlementaire. On procéda au vote et, par 223 voix contre 104, il fut décidé que la section anglaise voterait pour le maintien de la résolution de Zurich. Il est à remarquer que si la section eût été au complet, le résultat eût peut-être été changé. La section choisit ensuite ses délégués au bureau du congrès comme vice-présidents quotidiens. Ce furent MM. Keir Hardie (I. L. P), J. Hodge (T. U. Parliamentary Committee), H. M. Hyndman (S. D. F.), Shaw Maxwell (I. L. P.), Parnell (T. U., mais il est aussi de l'I. L. P.) (note 38).

Section Française. — *Séance du matin.* — Ce ne fut guère qu'à neuf heures et demie que la section française commença à délibérer. Elle nomma à l'unanimité son bureau : M. Vaillant, président, M. Pedron, secrétaire (P. O. F.), et choisit la commission de vérification des mandats. Ce sont : MM. Dormoy (P. O. F.), F. Pelloutier, Dubreuil (Comité Révolutionnaire Central), Faillet (P. O. S. R.), Allemane (P. O. S. R.), Guérard (Ferdinand), G. Deville (député), Dubois, Dalle (F. T. S.). La commission n'avait pas commencé à examiner les mandats que M. Gabriel Deville réclamait que la délégation française, avant de ratifier les mandats, prie chacun des délégués de déclarer s'il accepte ou non la résolution de Zurich. M. V. Dalle répond que cette question serait prématurée, puisque de nombreux amendements à la

résolution étant proposés, le congrès peut la modifier ou même la supprimer. M. Allemane estime que la commission doit borner sa tâche à la vérification pure et simple des mandats, c'est-à-dire constater que les groupes déléguants ont une existence réelle, classer les mandats réguliers et irréguliers, et dresser de tout un procès-verbal, sur lequel se prononcera la délégation française. C'est aussi une simple constatation que je demande, observe M. Deville. En ce cas, répond M. Allemane, je propose qu'il soit posé à chaque délégué cette seconde question : Votre groupe est-il pour ou contre les évictions ? M. Deville accepte cela. Mais M. Ferdinand Guérard combat ces deux propositions parce que, ainsi, la commission sortirait de son rôle, qui est de vérifier les mandats, et non de juger les mandants. M. Faillet exprime la même opinion. La proposition G. Deville est repoussée par 5 commissaires contre 4.

M. Deville se retire aussitôt de la commission, qui commence son travail. La séance est suspendue. A la reprise, M. Deville explique sa démission et demande à la délégation de se prononcer. Alors s'engagent des colloques, des discussions chaudes et vives auxquelles prennent part MM. Jaurès, Faberot, etc. M. Guesde motionne : La section française, respectueuse de la résolution de Zurich, décide de l'appliquer. Plusieurs délégués gesticulent et parlent à la fois. M. Allemane observe, justement, que la section n'a pas autorité pour se prononcer, puisque ses mandats ne sont pas encore vérifiés.

On passe à l'ordre du jour et la commission de vérification des mandats, dont le président est J. Allemane et le secrétaire Ferdinand Guérard, énumère

tous les noms des délégués. Tous sont acceptés; la commission signale quatre citoyens qui n'ont pas déposé de mandats. Ce sont MM. les députés Gérault-Richard, Jaurès, Millerand, Viviani. Ils déclarent que leur titre de député leur confère un mandat suffisant, supérieur à tout autre. Cette prétention fut l'origine d'une discussion orageuse. M. Eugène Guérard demande que les députés déposent un mandat de leurs électeurs. Qu'ils télégraphient à leurs électeurs pour cela; nous accepterons ces mandats avant qu'ils nous soient parvenus.

Au nom de ses collègues, M. Millerand refusa cette combinaison catégoriquement. « Nos électeurs, dit-il, substantiellement, nous ont donné un mandat supérieur à tout autre; c'est en vertu de ce mandat que nous venons faire ici de l'action socialiste internationale. » Alors M. E. Guérard de dire qu'il faut un mandat spécial pour assister au congrès. Le mandat de député ne suffit pas, car il se peut que les électeurs et les élus aient cessé d'être en communion d'idées. M. Jaurès intervient : ses électeurs, qu'il a visités dernièrement, l'ont chargé de les représenter. Son mandat de député est permanent. On crie : Il faut déposer un mandat pour que la commission puisse le vérifier! Quand avez-vous consulté vos électeurs? Quel mandat vous ont-ils donné sur l'ordre du jour du congrès?

Et les députés de répondre : Nous n'avons pas à les consulter. Notre programme électoral nous tient lieu de mandat.

M. Allemane fait observer que c'est là une théorie qui permettrait à tous les élus de se présenter sans mandats aux congrès. — Parfaitement, c'est ce que nous voulons, dit M. Jules Guesde. — Cela ne peut

s'admettre, continue M. Allemane, qui affirme parler sans animosité. Et M. Lafargue de crier brutalement : C'est faux!

Le bruit s'intensifie. M. Faberot parle dans le même sens que M. Allemane, puis M. Millerand riposte qu'une circonscription électorale vaut bien un cercle d'études sociales. Et des altercations. On entend M. Guesde crier que le titre de député vaut mieux qu'un mandat syndical. Qu'est-ce, le plus souvent, qu'un syndicat? Un groupement de sept personnes qui, moyennant vingt-cinq sous, s'est procuré un timbre en caoutchouc!

Cela soulève une légère tempête. Les délégués de syndicats protestent. Aucuns crient : Vous en savez quelque chose, vous avez assez fait de groupes par ce procédé. Enfin, un peu de calme. Et M. Dalle exprime l'avis que les députés se conforment aux habitudes des congrès. Non, crient MM. Jaurès et Guesde; pendant que M. Millerand accentue son refus d'agréer la proposition E. Guérard, en affirmant que tout élu a le droit de venir sans mandat. La motion de M. Guérard ne fut cependant pas mise aux voix par M. Vaillant, qui fit voter sur l'admission des 4 députés sans mandat. Elle fut votée par 61 voix contre 40, mais il était entendu que cela ne créait pas un engagement pour les congrès futurs et que c'était par considération pour les personnalités en cause, toutes très connues, qu'on les acceptait ainsi. La délégation française approuve ensuite l'ensemble du rapport de la commission de vérification des mandats. M. Gérault-Richard déposa un mandat aussitôt après ce vote (note 39).

Ces quatre députés admis, la discussion reprend sur la proposition de M. G. Deville. Il veut qu'on

questionne *tous* les délégués, aussi bien des syndicats que des groupes politiques, au sujet de la résolution de Zurich. Ceux qui se déclareront contre seront exclus.

Une longue et vive discussion s'engage. M. Eugène Guérard dit que l'on n'a pas à interroger les représentants des syndicats, leur opinion *personnelle* n'est pas en cause, mais bien celles des organisations qu'ils représentent. Les syndicats n'ont pas à faire de déclarations politiques. On doit se borner à exiger de leurs délégués un pouvoir régulier. M. Gros déclare que si les organisations ouvrières avaient dû, pour entrer au congrès, se prononcer préalablement en faveur de la résolution de Zurich, beaucoup de celles qui sont représentées ici n'auraient pas envoyé de délégués. Et M. Rouanet de dire : Elles auraient aussi bien fait. Divers délégués corporatifs parlent et prétendent que leur mandat leur interdit formellement de répondre à semblable demande. D'ailleurs, la résolution de Zurich met hors cause les délégués de syndicats. Ce n'est pas l'avis de M. Deville qui prétend que la virgule qui figure dans le texte de la résolution (voyez note 5) est de trop. Y avait-il ou n'y avait-il pas de virgule? Après quelque échange de paroles, parfois vives, cette question fut résolue par l'affirmative et les délégués de syndicats, pas plus que les autres, d'ailleurs, ne seraient interrogés sur leur opinion au sujet de la conquête des pouvoirs publics. La majorité était de 8 voix (56 contre 48). (Applaudissements).

L'heure était avancée ; le congrès était en séance générale et les Français n'avaient pas encore désigné leurs délégués au bureau du congrès. A l'unanimité, MM. Vaillant et Eugène Guérard furent élus pour sié-

ger au bureau et la séance fut levée pour aller en séance générale (note 39 *bis*).

I. *Séance plénière.* — Les séances plénières du congrès étaient tenues dans Queen'sHall, Langham Place, immense salle de concert dont l'acoustique était parfaite. Le grand parterre était à l'usage exclusif des délégués, les galeries étaient ouvertes au public. Le prix était de un shelling par séance ou trois sh. pour toutes les séances. De longues tables avaient été dressées; sur leurs côtés étaient les sièges. Chaque nationalité était massée ; les Anglais se divisaient en T. U.; I. L. P., S. D. F. et les autres groupements socialistes. Les Anglais occupaient le centre et la gauche (du président), les Français venaient ensuite, puis les Allemands, avec les Autrichiens. Les Suisses, Belges, Hollandais formaient la droite. Tout à fait sur le côté, à l'extrême droite étaient les Espagnols, les Italiens et les petites nationalités : Pologne, Bohême, Roumanie, Bulgarie, etc. L'Australie, elle, était au bureau en la personne du Dr Aveling.

Il y avait, au bureau, pour l'Allemagne MM. Singer et Liebknecht, pour l'Autriche M. Adler; pour la Belgique MM. Hardijns et Vandervelde; pour la France, MM. Vaillant et E. Guérard. Sur la plate-forme trônait le portrait de K. Marx entouré de lauriers. On eut dit d'un Dieu! Il y avait plus de 750 délégués.

La première séance fut présidée par M. Edward Cowey de la Fédération des mineurs anglais et président du Comité parlementaire des trade unions (note 40). Elle fut ouverte à 11 heures et demie bien que les Français ne fussent pas en la salle. Le président remercia le congrès de l'honneur qu'on lui avait fait,

Il était vraiment heureux de se trouver parmi les représentants des différentes nations du globe dont le but était d'améliorer et d'élever la position des ouvriers du monde. Nous différons dans nos vues et nos moyens pour accomplir ce grand œuvre, mais nous n'avons qu'un but tous et il est beaucoup de voies pour y arriver. Je suis trade unioniste depuis 35 ans, mais cela ne m'a pas empêché de peser les vues des autres qui travaillaient pour réaliser la même fin. J'espère que nous nous efforcerons de supprimer tout sentiment d'hostilité, que nous ne ferons pas de personnalité. Nous ne devons pas perdre de vue, autant qu'il est possible avec notre nature humaine, la fin que nous poursuivons afin d'arriver à des conclusions qui nous aident à la réaliser. Une maison divisée contre elle-même ne peut subsister. J'espère que ce congrès arrivera à une action bien déterminée, bien concertée. Nous ne sommes pas ici pour parler, mais pour travailler. Il termina en souhaitant la bienvenue aux étrangers au nom de la section anglaise.

Au nom des délégués allemands, M. Singer remercia le président de sa cordiale bienvenue. Tous étaient ici pour travailler loyalement, tous ensemble. Après un mot de regret à Frédéric Engels, il continua ainsi : Les ouvriers allemands croient à la fois dans le trade unionisme et dans l'action politique. Mais le chemin le meilleur pour la réalisation de leur idéal était l'emploi de l'action politique. Les socialistes allemands n'ont rien de commun avec les partis bourgeois de quelque nationalité que ce soit. Chacun des congrès a servi de pierre milliaire sur la route du progrès ; celui-ci ne fera pas exception à la règle.

Le représentant de la France devait parler, mais

comme les Français discutaient entre eux encore, ce fut un Belge M. Vandervelde qui remercia au nom des travailleurs de France et de Belgique, liés entre eux par des liens d'amitié. Nous sommes ici pour affirmer la fraternité des hommes. Comme M. Vaillant était arrivé sur la plate-forme M. Vandervelde termina court son speech.

M. Vaillant dit qu'il avait été choisi comme représentant de la section parlementaire du parti français et que M. E. Guérard le secrétaire du syndicat des travailleurs du chemin de fer qui était avec lui représentait les syndicats français. Il désire que le congrès, que tous les socialistes s'efforcent d'établir sur les ruines du capitalisme un nouveau monde d'amour, de fraternité, de paix. Il tient à remercier les Anglais de leur gracieuse bienvenue. Hier il y a eu un inoubliable spectacle auquel il était possible d'assister seulement dans un pays libre, libre comme nulle part ailleurs. Les Anglais ont conquis leur droit et une des principales raisons qui le leur a permis était l'absence du militarisme. L'œuvre des délégués est de vaincre césarisme et militarisme.

Des applaudissements divers émaillèrent ces discours. Terminés, M. Aveling donna connaissance de divers messages de sympathie de William Morris, de social-démocrates de Saxe, de syndiqués de Nauenheim, de socialistes hongrois et de juifs roumains, des ouvriers de Johannesburg. M. William Thorne eut la parole pour lire diverses protestations de syndicats et groupes de France, Belgique, etc., qui n'avaient pas vu leurs résolutions insérées dans l'ordre du jour. Le secrétaire général du comité expliqua qu'elles étaient arrivées après le 1er mai, trop tard (note 41).

C'est alors que la séance devint intéressante en même temps que fort bruyante.

Le président se lève et appelle l'attention des délégués sur ce que, d'après l'article 11 (voyez note 10) du règlement provisoire de l'ordre du jour, aucun amendement audit ordre du jour ne pourra être discuté ou accepté après le lundi. Son acceptation rendait inutile une commission qui devait fonctionner l'après-midi. Les Allemands, aidés de social-démocrates anglais tentent alors d'enlever le vote sans discussion (voyez p. 96). Ils le demandent bruyamment. Mais les délégués anglais et les français, etc. protestent non moins bruyamment. C'était la mort sans phrases, l'étouffement pour tous ceux opposés à l'action parlementaire, électorale. Alors des cris se croisent dans l'air. Il en est en toutes langues : allemand, français, italien, espagnol ; mais les Anglais dominent avec leur : order, chair, prononcé vigoureusement. Un délégué anglais, M. Parnell, qui est au bureau, motionne que la discussion soit remise à demain mardi. La motion est soutenue par un autre Anglais. Mais le président ne la met pas aux voix et propose, au contraire, la ratification immédiate du règlement. Le bruit s'intensifie, car les Français, les Hollandais, les Italiens, etc., opposés à l'article 11, n'ont pas compris la motion Parnell, qui empêchait l'étouffement de la discussion. Grand nombre d'orateurs sont inscrits et veulent prendre la parole. Le président ne la leur accorde pas. M. Chretien Cornelissen, délégué hollandais, veut parler de la plateforme, un étudiant français, M. Bouillon, qui remplit le rôle d'interprète, y ajoute volontairement celui de commissaire chargé de l'ordre, sur ladite plate-

forme, et il reconduit, avec quelque violence, M. Cornelissen, qui peut enfin parler de sa place. Il le fit d'une voix aiguë, vibrante, qui imposa le silence. Il combattait le vote immédiat, car il fallait qu'on pût discuter, s'éclairer, et non pas étouffer la discussion par un vote subtilisé. A quoi servait d'avoir proposé des amendements au règlement si on l'acceptait dans son entier sans discussion? M. Cornelissen traduisit lui-même son discours en anglais et en allemand. Mais, pendant ce temps, dans les galeries, il y a des altercations, des exclamations et vociférations contre le bureau. Dans la salle, M. E. Malatesta veut parler, mais il prononce à peine une douzaine de mots, luttant en vain contre la cloche présidentielle, une cloche qui était quasi un bourdon. Le tumulte s'accroît d'un nouvel incident sur la plate-forme. M. Delesalle, délégué d'un syndicat français, veut parler et, pour ce, monte sur la plate-forme. A ce moment, M. Bouillon avait une altercation avec un étudiant français, M. Marchand, qui lui reprochait d'avoir le matin, dans la section française, voté contre son mandat. L'altercation était vive et les deux personnes très excitées, surtout M. Bouillon, de caractère violent, emporté. A cet instant donc, M. Delesalle, d'aspect malingre, monte sur la plate-forme. M. Bouillon l'interpelle, puis, devant l'insistance de M. Delesalle, il est pris de colère et saisit à bras le corps le malheureux syndiqué et le jette violemment au bas de l'escalier (5 à 6 marches). Ce n'est qu'un cri dans le coin gauche (côté des Anglais). J'étais là et, comme tous les assistants, je croyais M. Delesalle blessé assez gravement. Des Anglais se précipitent sur la plate-forme et menacent M. Bouillon qui, pâle, a enfin conscience

de son acte. M. Frank Smith (I. L. P.) le traite de brute et de lâche (note 42); Mme Pankhurst (I. L. P.) Miss Forter, M. Bruce Glasier et d'autres s'exclament contre une telle brutalité. Heureusement, M. Delesalle n'avait rien que des contusions sans importance.

Tout le temps la cloche sonnait, les exclamations s'entrecroisaient dans l'air. Alors, le propriétaire de la salle envoie un message dont le président donne connaissance : Si l'on continue ainsi à se livrer à un scandale, il fermerait la salle, car il l'avait louée pour qu'on y délibérât, non pour qu'on s'y battît. Il s'ensuit un moment de calme; une tentative de vote est faite, mais le bruit reprend. Les protestations, les cris sont tels qu'ils couvrent le bruit de la cloche. Liebknecht, qui n'était pas inscrit pour prendre la parole, se la voit cependant accorder par le bureau (note 43). Du haut de la plate-forme, il parle, écouté silencieusement. Il demandait le vote immédiat du règlement; aussi, lorsqu'on traduisit en français et en anglais, ce furent des protestations nouvelles. Enfin, M. Cowey voyant qu'il ne pouvait ni obtenir le silence, malgré sa cloche, ni faire voter quoi que ce soit, se leva, il était près de deux heures, renvoyant la séance au lendemain mardi. Tous les antiparlementaires applaudirent alors. La motion Parnell était en fait acceptée, bien qu'elle n'eût pas été votée.

SECTION ANGLAISE. — *Séance de l'après-midi* — M. Maudsley, qui préside, observe qu'il y a, dans la délégation anglaise, deux sections : celle des socialistes, et celle des trade unions. Pour les commissions, il serait peut-être bon que les trade unionistes élisent

7

un des deux commissaires et les socialistes l'autre. « Vous devez vous souvenir, dit-il à la S. D. F., que si vous avez ici beaucoup de délégués, vous ne représentez réellement qu'un petit nombre au dehors, qui n'est rien auprès de l'importance des trade unions ». Ces mots soulèvent « un hurlement de rage » écrit ce même M. Maudsley ; un tumulte considérable, narre le *Labour leader*. Cet avis n'est pas écouté, pas plus que celui de M. James Sexton (I. L. P.), qui demande ironiquement que, pour gagner du temps et éviter le trouble, on charge la seule et unique S. D. F. de l'élection des officiers du congrès. On procéda alors à cette élection ainsi qu'à celle des commissaires, et la séance fut levée (note 44).

Section Française. — *Séance de l'après-midi.* — Ouverte à trois heures, sous la présidence de M. Vaillant, la séance fut longue et souleva de graves incidents. Aussitôt M. Deville déclara qu'il fallait discuter l'article 11 et l'accepter ou le rejeter. Les adversaires de cet article étaient, à ce moment-là, assez inquiets, car nombre d'entre eux étaient absents, tandis que les délégués du P. O. F. et du C. R. C., qui en étaient partisans, étaient là bien groupés, en majorité momentanée. M. Gros prétendit qu'on n'avait pas à revenir sur ce sujet : le matin même, la délégation s'est prononcée en rejetant l'article 11 puisqu'elle a décidé de ne pas interroger les délégués. Il n'y a pas à revenir sur ce vote. M. Delory, à qui son mandat donne ordre de sortir si les anarchistes sont acceptés, riposte qu'on n'a rien décidé sur l'article 11. Il faut le faire. Puis il critique les anarchistes qui ne veulent pas d'organisation, veulent mettre le désor-

dre, désorganiser les syndicats. Ce qui lui attire une réponse très brève de M. Parsons, affirmant que les anarchistes acceptent et veulent une organisation. M. Keufer invite à la tolérance et à ne pas transformer le congrès en concile ; il ne faut pas imposer l'action politique, car ce serait diviser le prolétariat, et l'article 11 doit être rejeté. C'est aussi l'opinion de M. Lavaud, qui ne peut admettre qu'on exclue des syndicats parce qu'ils sont adversaires de l'action politique. M. Turot, au nom de quelques amis et au sien, dit que ce matin ils se sont abstenus parce qu'ils étaient insuffisamment éclairés sur la question. Il propose que la section française accepte l'article 11, étant entendu que les syndicats sont hors cause. M. Jaurès défend les socialistes d'avoir jamais songé à restreindre l'action syndicale. Ils demandent seulement que le prolétariat n'abandonne pas l'action politique que, personnellement d'ailleurs, il ne restreint pas à l'action parlementaire. Il craint que l'action purement syndicale, qui peut se faire à l'ombre du patronat, aboutisse à une consécration du capital et, conséquemment, de l'Etat capitaliste, et c'est pourquoi l'action corporative seule lui paraît dangereuse. Si cependant les anarchistes, qui ont considérablement évolué, sont entrés dans les syndicats pour en faire des groupements révolutionnaires et anarchistes, qu'ils le disent. Et, pour cette raison encore, nous repousserons les organisations qui les ont délégués, car nous n'admettons pas les théories anarchistes. L'action politique s'impose. On ne peut pas admettre que les syndicats n'aient pas à se prononcer dessus, car alors on ouvre le congrès aux syndicats réactionnaires.

On fait toute sorte d'actions, observe M. Allemane,

et tout syndiqué, même d'un syndicat réactionnaire, fait œuvre révolutionnaire, qu'il le veuille ou non. La conquête des pouvoirs publics ne peut pas émanciper le peuple ; on peut s'en servir comme moyen, mais il faudra se servir d'autres pour exproprier le capitalisme. Il ne faut donc chasser quiconque est délégué de syndicat. M. Faberot trouve cette discussion absolument étrange. Comment se fait-il que des socialistes parlent d'exclusion ? Les syndicats, au dire de M. Tortelier, ne veulent pas faire de parlementarisme, ils veulent être libres.

La discussion traîne en longueur, sans qu'on s'échauffe beaucoup, et les adversaires de l'article 11 s'en réjouissent car, peu à peu, ils voient les retardataires arriver. Un des délégués du P. O. F. définit le socialiste : tout partisan des pouvoirs publics par le prolétariat. Et un syndiqué de protester : on peut être socialiste sans être partisan de l'action électorale.

La discussion devient académique. Et c'est avec la plus grande attention que M. Fernand Pelloutier est écouté. Il s'affirme anarchiste et socialiste, puisque communiste. Il est, d'ailleurs, délégué par la Fédération des Bourses du Travail, qui n'est pas anarchiste. Elle a voulu dire, en le déléguant, que le mouvement économique doit l'emporter sur le mouvement électoral. M. Jaurès le sait bien, que les ouvriers ne veulent à aucun prix que leur argent serve à l'action électorale. Cela, il l'a entendu dire maintes et maintes fois à la Verrerie Ouvrière. Il s'étonne, d'ailleurs, des projets d'exclusion caressés par certains, d'autant plus que ceux-là, MM. Guesde, Deville, Rouanet ont été anarchistes. Notre mandat est formel, nous ne voulons pas d'exclusion, quelle que soit l'école so-

cialiste dont le délégué ou le groupe se réclame.

Son speech soulève quelque bruit et M. Rouanet, pour prouver qu'il n'a pas été anarchiste, fait appel à M. Tortelier, qui riposte : Non, mais vous l'étiez presque (note 45).

M. Deville veut intervenir, mais M. Delory a la parole. Les anarchistes sont, selon lui, les adversaires de toute organisation, et on vient ici pour s'organiser, pour s'entendre sur une action commune, il n'est donc pas admissible qu'on les accepte. C'est à M. R. Lavigne à parler, et aussitôt il revient à la question, au fameux article 11. L'action corporative seule est puérile; il faut l'action politique. D'ailleurs, en l'espèce, il s'agit de questions de personnes. (Non! non! Si! si!) « Vous nous reprochez de ne préconiser l'action parlementaire que pour nous emparer de sièges de députés. Eh bien! moi, j'ai été mis en faillite pour avoir rendu service à un ami; je suis donc inéligible et, malgré cela, un partisan énergique de l'action parlementaire. Vous vous imposez au nom de la liberté, mais en réalité ce que vous voulez, c'est entraver la nôtre. »

A ce moment, des interprètes viennent prévenir que toutes les commissions sont réunies et attendent les commissaires français. D'aucuns crient : la clôture! d'autres : qu'elles attendent! M. Deville parla quelques instants contre la clôture, qui fut repoussée. On tenait tous à s'expliquer, à vider la question.

M. Boicervoise s'étant prononcé énergiquement contre l'exclusion, M. Deville protesta qu'il n'avait jamais été anarchiste. Il en prenait à témoin le citoyen Malatesta. Il est prêt, si on le désire, à reconnaître les erreurs passées. Il a connu les deux premiers

anarchistes français : l'un était russe et l'autre italien. M. Malatesta voulut dire quelques mots (note 46) mais on cria : A la question ! et M. Bourdet eut la parole.

« S'il est, dit-il, des anarchistes investis de la confiance des syndicats, c'est sans doute qu'ils ont témoigné de leur dévouement aux intérêts de la classe ouvrière. Pourquoi donc les repousser ? De quel droit ? Est-ce donc qu'on craint leurs théories ? Si d'ailleurs on arrivait à les exclure, on n'aurait obtenu d'autre résultat que d'écarter plus encore de l'action politique les groupements ouvriers qui, sans professer leurs opinions, les ont envoyés ici. Mon syndicat (ouvriers de l'industrie florale) compte un certain nombre d'anarchistes qui n'y ont jamais apporté le trouble. »

M. Dalle prétend, contrairement à M. Deville, que la résolution de Zurich ne concerne que les groupes politiques et pas du tout les syndicats. D'ailleurs, elle ne spécifie même pas quelle forme doit revêtir l'action politique ; il convient donc d'attendre, pour la rendre applicable, que le congrès en ait apprécié le sens. M. Guesde prononce alors un bref discours : Il ne s'agit pas d'un congrès corporatif, mais bien d'un congrès socialiste. L'action corporative se cantonne sur le terrain bourgeois, elle n'est pas forcément socialiste et elle existait avant que le socialisme fût organisé. La classe ouvrière ne peut pas se désintéresser du gouvernement. C'est au gouvernement, c'est-à-dire au cœur, qu'il faut frapper. L'action parlementaire est le principe socialiste par excellence. Il n'y a pas de place ici pour ses ennemis. Ce n'est pas de l'action corporative qu'il faut attendre la prise de possession des moyens de production. Il faut d'abord prendre le gouvernement, qui monte la garde autour

de la classe capitaliste. Ailleurs, il n'y a que mystification; il y a plus, il y a trahison. Ceux qui rêvent une autre action n'ont qu'à tenir un autre congrès (note 47). Toute cette éloquence est bien inutile, remarque M. Gros, puisque les syndicats ne peuvent pas faire de politique, d'après la loi de 1884. MM. les députés, qui font les lois, ne devraient pas l'ignorer.

M. Keufer se demande quel résultat on poursuit en demandant des évictions. Veut-on obliger les délégués des syndicats à se retirer pour organiser un congrès corporatif? Qu'on le dise! Dans les milieux ouvriers, il y a deux opinions bien tranchées sur l'action politique : les uns la jugent dangereuse pour les syndicats et tiennent à s'en écarter, même s'ils y participent dans les groupes d'études sociales ; les autres la condamnent. Veut-on donc, en l'imposant, créer une nouvelle scission?

M. Lavaud constate que, si les anarchistes présents, ainsi que le dit M. Delory, sont bien résolus à n'accepter des décisions du congrès que celles qui leur seront favorables, — le même reproche peut être fait à certains socialistes. Ceux-ci, en effet, ont abandonné le secrétariat national du travail, parce qu'ils n'avaient pu s'en emparer. Ceux-là quittèrent le congrès de Nantes, parce que la majorité y était pour la grève générale.

E. Guérard revient à l'article 11 et observe que son maintien empêche la discussion de tous les amendements au règlement, c'est pour cela qu'il est contre. Il estime que les délégués des syndicats ne doivent pas être interrogés et que, si on les interroge, ils n'ont pas à répondre. S'ils doivent se retirer, ils le feront, certes, sans haine. M. Faberot s'élève énergiquement

contre toute exclusion, contre la prééminence des politiciens. « Partout, surtout dans les campagnes, j'irai crier, dit-il : Méfiez-vous des politiciens ».

Enfin la discussion se clot et M. Vaillant explique qu'il s'agit de voter sur l'article 11, que cela ne remet pas en question l'admission des délégués; cela a été admis ce matin, il n'y a pas à y revenir.

Pas du tout, interrompit M. Deville, l'article 11 maintenu c'est l'exclusion des syndicats qui n'agréent pas l'action politique. M. Vaillant affirme encore le contraire et ouvre le vote. Il a lieu nominalement par oui et non. Il est six heures Au dépouillement du vote, il se trouve qu'il y a 55 *oui* et 53 *non*, c'est-à-dire 55 pour l'article 11 et 53 contre. Ce résultat semble étrange et la minorité s'étonnait, lorsque tout à coup, M. Pouget remarque que son nom n'avait pas été appelé à la vérification. C'est vrai, crient d'autres, ni le mien non plus et *chose étrange*, il y avait une liste de 5 délégués dont 4 *non* et un *oui* qui avait été égarée sous les papiers, dit un des scrutateurs, un délégué partisan du parlementarisme, M. Dormoy (note 48). La majorité était changée et l'on avait 56 *oui* contre 57 *non*. On relit tous les noms et on annonce à nouveau ces chiffres (note 49). L'article était repoussé par 57 voix contre 56.

Bruit. Vous faites une révolution à la majorité d'une voix, dit M. Jaurès. Et M. Rouanet d'ajouter : c'est celle d'un représentant officiel du gouvernement. Il visait ainsi M. Keufer qui fait partie du Conseil supérieur du travail.

Le résultat est bien certain, indéniable. Alors M. Salembier motionne : « J'engage tous nos amis qui ont voté pour le maintien de l'article 11 à se

retirer pour aviser. » Aussitôt — on eut dit qu'ils attendaient ces mots — une partie de la minorité se lève et se retire.

Il est difficile de donner une idée parfaite de ce qui se passa, car les incidents sont multiples et simultanés. Sur la plate-forme, M. Vaillant est debout et objurgue ses amis de ne pas se retirer. Ceux-ci MM. Guesde, Jaurès, Viviani, Millerand, Chauvin, Jourde, Gérault-Richard, Delory, Lafargue, Salembier, etc., en tout 46, s'en vont. La majorité est en partie debout. D'abord étonnée, puis ce sont des cris : Comme à Nantes ! Comme à Saint-Etienne! (note 50). Quelques délégués blanquistes (note 51) se lèvent et essayent de ramener la minorité. Tout est vain. M. Vaillant, toujours au bureau, réclame le silence. M. Pedron secrétaire se retire et sur la plate-forme on se bat quelque peu. M. Dormoy en s'en allant veut emporter tout le dossier des mandats. Il les saisit entre les mains du secrétaire de la commission de vérification des mandats M. Ferdinand Guérard, qui *régulièrement* devait les garder, celui-ci tente de les reprendre et pour ce lui décoche un coup de poing dans le visage pendant que M. Eugène Guérard reprend les mandats qu'il agite triomphalement (note 52).

« La séance continue, s'écrie M. Vaillant. Il y a des citoyens qui, ayant voté pour le maintien de la réglementation de Zurich, ont cru devoir se retirer pour protester contre le rejet de cette réglementation. D'autres, qui avaient voté dans le même sens, ont cru devoir se soumettre au vote de la majorité, et ils ont montré ainsi leur respect pour l'assemblée. La séance n'est pas suspendue et nous allons nommer des délé-

7.

gués pour les différentes commissions » (Applaudissements).

Auparavant, on élit un nouveau secrétaire, M. J. B. Lavaud, puis on décide de choisir un des commissaires parmi la minorité, car on espère, on désire qu'elle revienne. Toutefois, sur la proposition de M. Sembat, on décide de nommer un suppléant pour que la France ait ses deux commissaires, au cas où celui de la minorité ne voudrait pas siéger. Après avoir procédé à l'élection (note 53), la séance est levée, il est près de sept heures et demie du soir (note 53 *bis*).

Mardi 28 juillet.

II. *Séance plénière du matin.* — Les Français de la majorité, en arrivant le matin au congrès, apprennent que la minorité s'est réunie le lundi soir à Horse shoe hotel (note 54) et qu'elle a accouché d'un manifeste, d'après lequel elle rompt complètement avec la majorité (note 54 *bis*). Il existait aussi un manifeste de la minorité restée avec la majorité, des blanquistes (note 55).

La séance ouvre à dix heures vingt, sous la présidence de M. Singer. M. Keir Hardie est vice-président.

Le président déclare que le bureau a décidé que le congrès discuterait l'ordre du jour. Pour maintenir l'ordre, la police n'a pas été appelée, mais des commissaires ont été choisis parmi les délégués. Au sujet de l'article 11, le bureau a décidé qu'il y aurait deux orateurs pour, deux contre. Ils parleront chacun dix minutes; le congrès votera ensuite par nationalités.

M. Singer demanda que le congrès acceptât la proposition du bureau, ce qui fut fait à l'unanimité. Les délégués ignoraient les noms des orateurs, aussi ce fut avec une stupéfaction bien compréhensible qu'après un appel à la tolérance de M. Keir Hardie, les Français entendirent *désigner* M. Jaurès pour parler en faveur de l'article 11 (note 56).

« Nous sommes tous animés, dit-il, de l'esprit de tolérance auquel Keir Hardie vient de faire appel. *C'est pour cela* que je vous demande de maintenir formellement la décision essentielle du congrès de Zurich, c'est-à-dire la nécessité absolue de l'action politique. Lorsque nous recommandons l'action politique, ce n'est pas que nous songions à combattre l'action corporative et syndicale. Nous ne songeons pas davantage à renfermer les travaux du congrès dans une formule étroite, ni à contester l'utilité capitale de l'action syndicale. Je sais que c'est dans cette organisation que le prolétariat puise les meilleurs éléments de son éducation économique, mais je me refuse à reconnaître la supériorité de l'action syndicale au point de vue de l'émancipation du prolétariat. Il faut poursuivre l'organisation de l'action politique, parce que le pouvoir public est aux mains de la classe capitaliste. En voulez-vous une preuve ? il ne me faudra pas la chercher bien loin. Je la trouverai dans les souvenirs de cette grève de Carmaux, où nous avons été brisés parce que nous opposions au pouvoir politique de la classe capitaliste seulement l'organisation corporative et syndicale. Ce m'est une joie du cœur de rappeler ici cette grève de Carmaux pour vous remercier, vous tous travailleurs anglais, du concours que vous nous avez apporté par vos sympathies

et vos secours en argent. Mais que s'est-il passé ? Nous étions vaincus à l'avance, parce que la classe capitaliste détenait le pouvoir politique, parce qu'elle disposait des gendarmes pour nous arrêter, de la police pour s'opposer à l'exercice de nos droits, de ses magistrats pour nous condamner par avance et nous ruiner pour nous punir d'avoir attaché notre vie à l'émancipation des travailleurs. Si donc nous considérons aujourd'hui comme nécessaire l'organisation de l'action politique, c'est parce que le pouvoir politique est aux mains de la classe capitaliste, et que nous devons nous en emparer pour en faire l'instrument nécessaire de la libération.

M. Jaurès fut très applaudi par tous les social-démocrates. M. Tom Mann, qui lui succéda, le fut encore plus.

« Je ne suis pas anarchiste, je suis collectiviste. Mais je crois devoir vous conseiller de voter contre la décision du congrès de Zurich et d'admettre les anarchistes à vos travaux. Vous croyez à l'action politique et parlementaire, moi aussi, mais ceux-là qui ne pensent pas comme nous sont cependant des hommes respectables qui ont le droit de parler, et que vous avez le devoir d'entendre. Parce qu'ils ne partagent pas notre avis sur ce point, ce n'est pas une raison pour ne pas avoir de relations avec eux. D'ailleurs, vous ne sauriez agir contre leur présence, car vous êtes un congrès socialiste et non pas seulement un congrès collectiviste. On a répandu ici le bruit que les anarchistes ne s'étaient introduits dans notre congrès que pour en empêcher les délibérations en faisant du bruit et en causant du scandale. On les a calomniés. Quand ils sauront que leur opinion est

admise ici, ils seront aussi intéressés que nous au maintien de l'ordre, et ils vous y aideront. J'en appelle aux souvenirs de nos camarades anglais. Il fut un temps où nous étions persécutés, dispersés, mis en prison, un temps où nous n'avions ni le droit de parler, ni celui de nous réunir ou d'écrire. Avons-nous assez protesté alors contre la tyrannie qui nous opprimait? Et maintenant que nous avons conquis le droit de discuter nos intérêts, allons-nous dire aux anarchistes que nous leur refusons à notre tour les droits que la société capitaliste s'est résignée à nous accorder ? Allons-nous devenir les oppresseurs de nos camarades ? Non, et il n'y aura plus de trouble dans ce congrès, lorsque chacun sentira qu'il a une même part de liberté dans les discussions ».

M. Jaurès avait parlé de sa place dans l'hémicycle, M. Tom Mann du haut de la plate-forme, car il était du bureau. Son discours fut couvert d'applaudissements, sauf lors de la traduction allemande (note 57).

M. Hyndman a la parole :

« Je ne m'attendais pas, dit-il, *quand le bureau m'a demandé* de prendre la parole, à donner mon avis sur cette question. Voyons, pourquoi sommes-nous ici ? Pour écouter des discours ou pour faire les affaires de nos mandants ? Moi je prends mon mandat très au sérieux, et je sais quels devoirs il m'impose. Je suis membre d'un congrès organisé par des chambres syndicales et je ne vois pas pourquoi nous irions recevoir ici des anarchistes, c'est-à-dire des gens qui n'ont rien à voir ici, puisqu'ils n'admettent pas qu'on les représente ni qu'on parle en leur nom (Protestations). Le camarade Tom Mann nous a dit de fort jolies choses sur la tolérance, sur la liberté

des opinions, sur les dispositions conciliantes des anarchistes venus à Londres pour ce congrès, et il nous a rappelé les persécutions dirigées naguère contre les socialistes anglais. Eh bien! à cela je n'ai qu'un mot à répondre. Qui donc s'est toujours allié contre nous à la bourgeoisie capitaliste et à la police, si ce n'est les anarchistes ?

» Mais j'assistais au congrès de Paris en 1889 et je n'ai pas oublié le discours dont nous y régala M. le docteur Merlino. Personnellement je suis un ami de Merlino. Mais il ne s'ensuit pas que je juge possible de traiter avec lui les intérêts de la classe ouvrière. Savez-vous ce qu'il fit à Paris? Il parla environ une demi-heure, et conclut ainsi : « Je ne suis venu ici que pour culbuter un tas d'imbéciles. » (La section française proteste, bruit). D'ailleurs, finissons-en, n'est-ce pas ? Cette discussion a déjà trop duré. Finissons-en et occupons-nous de nos affaires. L'anarchie c'est le désordre ; elle ne peut pas être à ce congrès. »

C'est au tour de M. Domela Nieuwenhuis : « En parlant contre la résolution je ne pense pas que même adoptée, elle exclue ceux que l'on désire exclure. Deux délégués sont déjà exclus quoiqu'ils aient des mandats d'organisations ouvrières (il s'agit de l'exclusion par les nationalités) alors qu'il y a dans la salle des membres du parlement qui ne représentent personne. Il est nécessaire de connaître une interprétation correcte de la résolution de Zurich. Les organisateurs d'un congrès ont le droit d'établir un règlement pour leur congrès. Mais ici les règlements ont des interprétations variables. Selon la résolution de Zurich, nous n'aurions pas le droit d'être ici, mais suivant l'addition de Bebel nous avons ce droit. J'en fais

appel à Bebel lui-même; qu'il ose me démentir. Nous n'avons pas besoin de reconnaître la nécessité de l'action politique, pour être ici. Le protocole de Zurich est formel à cet égard. Nous ne sommes pas ici pour troubler l'ordre ; nous voulons une organisation et c'est nous calomnier sciemment ou non que de dire le contraire. Il est vrai que le congrès n'est pas un congrès anarchiste, mais il est vrai aussi qu'il n'est pas un congrès social démocrate. Tout socialiste a le droit de venir. Vous ne contesterez pas, je suppose, que les communistes anarchistes sont des socialistes. Je sais bien que tel n'est pas l'avis de tout le monde ici. M. Jules Guesde a dit un jour que Kropotkine et Elisée Reclus étaient des espèces de fous, des « hurluberlus » dont les travaux sont sans valeur...

— M. J. Guesde : Où ai-je dit cela? — M. Domela Nieuwenhuis : Dans une interview du journal le *Matin*. Le niez-vous? – M. Jules Guesde : Montrez-moi le numéro. — M. Domela Nieuwenhuis : Niez-vous? — M. Jules Guesde : Apportez-moi les preuves.

M. Domela Nieuwenhuis n'obtenant pas une négation catégorique dit : — « Niez donc. Voici de quoi vous confondre » et il continua son discours : « Ce que nous demandons au congrès c'est de dire qu'action politique signifiera désormais action parlementaire. (Applaudissements.) Ce sera net. Je suis anxieux de savoir si les socialistes qui avant-hier ont fait une magnifique manifestation en faveur de la paix, vont expulser la délégation hollandaise si la résolution de Zurich est acceptée. L'action internationale est seulement possible sur le terrain économique. Sur le terrain politique, on se sépare. Nous, nous voulons l'union. Si la résolution est acceptée, il y aura deux

partis socialistes, un gouverné par la liberté, l'autre par l'autorité. Si la résolution de Zurich est acceptée, les syndicats hollandais se retireront ; les Pays-Bas seront alors représentés seulement par les social-démocrates, succursale des Allemands, subsidiés par les Allemands. »

Le discours du socialiste hollandais ne recueillit des applaudissements que de la majorité française et d'un grand nombre de l'I. L. P. Lors de la traduction anglaise une erreur a lieu et le président Singer refuse à M. Domela de la rectifier malgré les protestations de la Hollande et de la France.

Les quatre orateurs *désignés* par le bureau ont parlé, il reste à procéder au vote, mais auparavant M. Singer et après lui M. Vandervelde déclarèrent et expliquèrent que « dans la pensée du bureau, l'acceptation de l'article 11, ayant pour effet de consacrer la décision du congrès de Zurich, ne concernait en rien les syndicats. Leurs délégués sont acceptés sans aucun examen d'opinion » (note 58). On se rappelle que chaque nationalité avait discuté la question et voté sur ce sujet. Aussi le bureau *voulut* non pas faire voter dans le congrès mais énumérer les votes pris par chaque nationalité. Ce fut l'objet de protestations très vives chez les Anglais. En voici la raison. Le vote avait été *subtilisé* dans la nationalité anglaise le lundi matin, en l'absence de plus de 140 délégués. Aussi ce sont des cris : Order! Cheers (vivats) ! Keir Hardie au bureau dit qu'après la discussion, peut être les opinions sur l'article 11 ont changé. Quelques-uns de ceux qui n'avaient pas voté lundi matin crient : « Est-ce que nous ne sommes pas des délégués ? » Cependant le Dr Aveling annonce que la Grande-

Bretagne est en faveur de la résolution. A ce moment M. Tom Mann crie : « M. le Président, je proteste et je continuerai à protester » (note 59). Le président ne l'écoute pas et l'on continue gravement au bureau à lire les votes des nationalités pris le lundi matin ou soir. Pendant ce temps, la salle est houleuse. En toutes les langues, on crie et s'interpelle. Les membres de l'I. L. P. et des Trade unions qui étaient absents lundi matin la « trouvent mauvaise ». Les Français et grand nombre d'autres se demandent à quoi il a servi d'entendre quatre discours puisque aussi bien avant on pouvait lire les votes des nationalités. « C'est une farce; c'est grotesque ! » entend-on dire un peu partout; surtout lorsqu'on ouit la réponse des nationalités telles que la Pologne, la Bulgarie, la Bohème, l'Australie ! ! Enfin on sut que le congrès par 18 nationalités contre 2 s'était prononcé pour l'article 11 (note 60). Par suite la résolution de Zurich était endossée et la commission I n'avait plus aucune raison d'être. La séance fut levée après que M. W. Thorne eut annoncé que les cartes permanentes seraient à la disposition des délégations (note 61). La séance suivante était fixée à l'après-midi du même jour, à trois heures.

III. *Séance plénière de l'après-midi.* — M. Singer préside encore. On passe à l'examen des rapports de chaque nationalité sur les mandats. L'Allemagne ouvre le feu. Madame Clara Zetkin lit le rapport d'une voix claire, mais un peu criarde. Il y a 52 mandats, dont 46 réguliers, et 6 qui ne le sont pas. Ceux-ci sont ceux de MM. Landauer, Kampffmeyer, Gumplowicz, etc., qui sont des anarchistes. Ils ont bien déclaré qu'ils acceptaient l'action politique, mais ils sont

connus comme y étant hostiles. M. G. Landauer a la parole pour protester contre la décision des social-démocrates allemands. Ils sont socialistes anarchistes et, au nom de la tolérance, demandent à être admis. S'ils ne croient pas dans l'action parlementaire, ils ne veulent pas empêcher d'autres de s'en servir. La traduction anglaise est alors faite par madame Marx Aveling. *Elle falsifie les paroles de M. Landauer.* Alors ce sont de vives protestations. D'aucuns crient : menteuse! D'autres veulent qu'un autre traducteur continue, que le président fasse une rectification. *M. Singer s'y refuse*, (note 62) et donne la parole à M. Fisher, qui estime que la question a été vidée ce matin et que les anarchistes n'ont qu'à s'en aller. M. Singer propose qu'il n'y ait qu'un orateur de chaque parti, ce qui est accepté. On vote sur le rapport des Allemands social-démocrates, qui est accepté par la grande majorité du congrès (note 63). La majorité française et hollandaise vote contre. Tout le temps nous verrons ces deux nations voter contre toute expulsion.

M. P. Curran lit le rapport de la Grande-Bretagne. Il y a 475 délégués anglais (note 64). Un seul mandat est contesté, celui d'un délégué du Berckshire (note 65). Le rapport de la délégation anglaise est adopté.

M. Finck, au nom de la Belgique, relate que 19 délégués sont présents (note 66) et que tous les mandats sont réguliers. Approuvé.

Le rapport de M. Matthew Maguire sur les 7 délégués des Etats-Unis du Nord Amérique donne lieu à une discussion. Un est contesté, c'est M. Wilstone délégué de l'union des cochers de fiacres et des propriétaires de fiacres de New-York. Le délégué en

cause déclare que l'on a admis dans la section anglaise des groupes de cochers placés dans la même situation. Son association, loin d'être contraire au socialisme, permet à ses membres d'opposer au patronat une plus grande somme de résistance que les cochers qui louent leur fiacre. M. Sanial combat la validation, parce que le délégué n'a jamais figuré dans les conseils du travail. En outre, ce matin, il a dit qu'il voterait pour ou contre la résolution du congrès du Zurich, suivant que la délégation américaine l'admettra ou non (Rires). De M. Bernard Shaw cette demande : Est-ce une objection valable à un mandat que d'émaner d'une organisation bourgeoise? Si c'est un délégué socialiste, il ne saisit pas sur quoi l'objection repose; si c'est un délégué de syndicat, il la comprend alors. M. Havelock Wilson demande si la société en question est dirigée par les ouvriers seuls ? M. Wilstone : C'est une union de petits propriétaires qui travaillent tous pour un et un pour tous. Le congrès repousse le rapport de la majorité américaine et accepte les sept mandats.

Au nom de la Suisse, M. Greulich annonce la présence de 12 délégués réguliers; deux contestés. L'un est mandaté par un groupe anarchiste de Zurich, l'autre par un club socialiste de libre discussion (Genève). Ce club n'est pas connu, il est composé d'étrangers et son titre semble indiquer des tendances anarchistes. Le délégué (Genève) proteste contre son éviction. Celui de Zurich, M. Sanftleben, fait de même. Le congrès ratifie la décision de la majorité suisse, la France et la Hollande votant contre.

La Bulgarie envoie quatre délégués : tous social-démocrates et réguliers, suivant le rapporteur. Adopté

par le congrès. La Serbie n'a aucun délégué. La Roumanie en a un seul et, naturellement, il s'est validé lui-même ce qu'approuve le congrès (note 67). Le Portugal est dans le même cas et son unique délégué se valide et est accepté par le congrès; ce que fait aussi l'unique délégué d'Australie, M. Aveling. Au tour de la Russie, dont le rapporteur est M. Plekhanoff, un social-démocrate. Sept délégués de groupes social-démocrates russes sont agréés. Deux délégués sont contestés : l'un, parce qu'il est représentant d'un groupe de 5 proscrits russes, résidant à Berne, c'est M. Rapoport; l'autre, M. Serebryakov, parce qu'il est délégué de l'ancienne organisation la Narodnaia Volya (la Volonté du peuple). Le congrès ratifia la décision de la majorité russe (note 68).

Enfin la France est appelée. Son rapporteur, M. Ferdinand Guérard, déclare : « La délégation française, voulant faire preuve de la plus grande tolérance, a validé tous les mandats qui lui ont été soumis. Elle a poussé cet esprit de tolérance jusqu'à admettre trois citoyens non mandatés » (note 69). (Rumeurs dans la délégation anglaise, rires dans la section française). Les noms! demande M. G. Lansbury (S. D. F.), et M. F. Guérard de répondre : « Ce sont trois députés, les citoyens Millerand, Jaurès, Viviani. » Ce sont les anarchistes qui les ont admis, crie un Français. Le bruit augmente. Les Anglais gesticulent, montent sur leurs fauteuils, crient : Pas de privilèges pour les députés. Tous les délégués sont égaux.

M. Jaurès a la parole : « Je désire faire connaître ce qui s'est passé dans la délégation française. Des anarchistes, entrés dans ce congrès sous le couvert d'associations syndicales, ont prétendu que nous n'a-

vions pas le droit d'être ici, n'ayant pas de mandat (note 70). Or, c'est précisément parce que ces anarchistes combattent l'action politique, que nous avons voulu venir ici, non pas à titre de délégués de groupes plus ou moins sérieux, mais en qualité de représentants du socialisme français. Nous ne représentons pas seulement ici les ouvriers des villes, les travailleurs organisés, nous représentons aussi les paysans, venus au socialisme par notre propagande, mais qui, n'ayant pu s'associer, se syndiquer, seraient, sans nous, sacrifiés aux travailleurs industriels. Nous sommes des élus socialistes et nous avons davantage le droit de venir dans un congrès que lorsqu'on est mandaté par des syndicats insignifiants de quatre ou cinq personnes ».

Ces mots soulèvent d'unanimes protestations dans les sections françaises et anglaises. Un délégué anglais crie : « Alors John Burns pourrait, lui aussi, venir au congrès »! M. Faberot crie et gesticule ; la cloche sonne. Et il continue : « J'ai aussi bien le droit de parler qu'un autre... » Et toute la majorité française scande moitié riant : « Parlez! c'est un député, lui aussi! » Alors le président Singer lui accorde la parole. M. Faberot parla avec véhémence : « Quoique député, je ne crois pas que mon mandat me donne entrée au congrès. Je me suis soumis à la règle commune. Les chambres syndicales ont le droit de choisir qui elles veulent comme délégués, et nul n'a droit d'inquisition sur elles. Je proteste contre la voie dangereuse où l'on voudrait entraîner les travailleurs et je refuse aux députés le droit de dicter une ligne de conduite à la classe ouvrière. Nous voulons nous affranchir des autoritaires bourgeois, ce n'est pas pour

nous mettre sous la coupe de nouveaux chefs. Nous ne voulons pas que les députés nous imposent une discipline. Je dénoncerai toujours ceux qui voudront imposer leur autorité aux masses. Nous sommes pour la liberté! » (Applaudissements prolongés dans la section française, majorité). La traduction anglaise, très abrégée et affaiblie, est accueillie par des applaudissements. Quant à la traduction allemande, elle ne fut pas faite. Madame C. Zetkin déclara qu'elle n'avait pas pu suivre le discours. « Naturellement! » crièrent les Français en ricanant.

Mais M. G. Lansbury est debout et motionne : « Le rapport de la section française est adopté, sauf les trois délégués sans mandats! » Le bruit s'intensifie. La minorité française et les Allemands violemment protestent. M. Millerand veut parler. Il ne le peut car deux orateurs ont parlé pour et contre, et au commencement de la séance, le bureau a décidé que ce serait là la règle. D'ailleurs, les Anglais, debout, crient : Order! La votation est réclamée. Le silence se rétablit quelque peu. On vote par nationalités. La presque unanimité des Anglais vote la motion Lansbury. Elle est même acceptée par le congrès, aussi le président Singer affirme que la votation n'a pas donné de résultat et il annonce que la minorité française demande au congrès l'autorisation de se constituer en section distincte, avec représentation particulière au bureau et dans les commissions (Tumulte). Les Français de la majorité n'en furent point trop surpris. Ils le savaient depuis près d'une heure. Les Anglais sont stupéfaits et protestent avec véhémence. Le président Singer lève la séance sans qu'une décision soit prise (note 71) et annonce que la séance du mercredi aura

lieu l'après-midi pour que les commissions puissent travailler (note 72). Les Anglais, indignés, clament leurs protestations. M. Paul Campbell, debout sur un fauteuil, motionne « que Keir Hardie (il est vice-président) prenne la présidence et termine le vote. » Cependant la séance est définitivement close, il est sept heures passées et on se disperse en commentant les événements du jour et en présumant ceux du lendemain (note 73).

Mercredi 29 juillet.

IV. *Séance plénière.* — Elle est ouverte à deux heures, sous la présidence de M. Hyndman (note 74) qui propose que les orateurs parlent seulement cinq minutes. On demande dix minutes pour les rapporteurs et cinq pour les autres, ce qui fut accepté par le congrès. Alors M. Hyndman (S. D. F.) qui parle les trois langues officielles du congrès dit en chacune d'elles : hier M. Lansbury (S. D. F.) a déposé un amendement tendant à l'exclusion des délégués français sans mandat, M. Jaurès et ses amis. Depuis ces délégués ont déposé leurs mandats entre les mains du bureau. Je propose qu'une commission spéciale de trois ou quatre membres vérifie ces mandats ; la section française ayant admis les délégués.

Un délégué : Cette question a été élucidée hier (note 75). Le président : Elle n'a pas été décidée. Je dois dire aussi que les trois délégués Jaurès, Millerand et Viviani avaient, à ce moment, leurs mandats dans leurs poches (Oh ! oh ! c'est honteux, côté

des Anglais). Je propose que le congrès examine ces mandats. (Interruptions).

Herbert Burrows (S. D. F.) : Pourquoi ces mandats n'ont-ils pas été déposés hier à la section française ? Il faut leur demander des explications à ce sujet; la commission doit faire un rapport là-dessus. Le président Hyndman : Je suis surpris de cette motion; l'attitude de M. Herbert Burrows n'est pas sociale-démocrate.

M. Atmasin, délégué roumain, est étonné que la question revienne sur le tapis. Elle a été close hier. On a accepté la motion Lansbury; c'est une déplorable perte de temps de revenir sur ce sujet. M. Keir Hardie demande que les mandats soient examinés par les Français, sinon le congrès semblerait traiter les députés comme des hommes différents des autres. D'ailleurs, le règlement est formel à ce sujet, le congrès ne peut plus y faire d'exceptions (Applaudissements de la Hollande, de la France et de l'Angleterre). J. Connell (I. L. P.) soutient la motion. « Un grand nombre de membres du congrès, dit-il, pensent que les trois députés ont voulu se livrer à une manœuvre. En tout cas, s'ils ont le droit de s'être crus suffisamment mandatés par le titre qu'ils ont reçu du corps électoral, ils ne peuvent avoir eu la prétention d'imposer cette thèse au congrès. La délégation française, en les admettant sans mandat, s'est montrée fort aimable pour eux; par conséquent, les mandats qui viennent d'être déposés doivent être examinés par la France. » La clôture est demandée, l'amendement Keir Hardie mis aux voix est accepté à une énorme majorité; seuls, les Allemands votèrent contre. Donc les mandats de MM. Jaurès, Millerand, Viviani fu-

rent renvoyés à l'examen de la section française (note 76).

M. Sydney Olivier (F. S.) motionne qu'on passe aux rapports des commissions. Ceux-ci ne sont pas prêts et on continue la vérification des mandats. M. Jodko rapporte au nom de la Pologne. Il y a 14 délégués, un est repoussé parce qu'il est en relations avec un notoire agent de police. Invité à s'expliquer dans la nationalité polonaise, ce délégué s'y est refusé. Là, en séance générale, M. Michalkowsky demande la parole; mais il doit attendre qu'un photographe, placé au balcon, saisisse le congrès. Alors, observe justement M. Bernard Shaw dans le *Star*, les attitudes changent. « Subitement tous prennent l'aspect de philosophes, poètes et hommes d'Etat ». Enfin le photographe a terminé et l'on ouït M. Michalkowsky. Il remarque que les mêmes qui l'accusent ont dit de Stepniack qu'il était un mouchard. Il a refusé de s'expliquer devant la délégation polonaise, parce qu'il ne la considère pas comme régulièrement mandatée. Il se justifiera par une lettre de P. Lavroff, qu'il prie le citoyen Vaillant de lire. Celui-ci s'avance pour la lire, mais le président Hyndmann s'y oppose; il est approuvé par le congrès, surtout par les trade unionistes anglais qui se plaignent amèrement, (Miss G. Dew surtout) de la perte de temps du congrès. On procède au vote et, par 12 nationalités contre 7, M. Michalkowsky est exclu du congrès comme délégué polonais. Lorsqu'on lui donne l'ordre de sortir, il répond imperturbablement qu'il était aussi délégué français et, comme tel, capable de siéger (note 77). Le rapporteur de l'Autriche annonce 7 délégués, tous en règle, et le congrès ratifie. La

Bohême compte deux délégués. Ils se sont réunis et, au bénéfice de l'âge, paraît-il, l'un, social-démocrate, fut nommé rapporteur; il propose l'exclusion de son collègue, qui est un anarchiste nationaliste, chauvin; le congrès doit l'évincer. C'est un éclat de rire général dans la salle. M. Groussier parle au milieu du bruit et demande si l'on se moque du congrès en créant des nations qui n'existent pas : la Pologne, la Bohême, l'Australie, etc. Il motionne : les deux mandats de la Bohême sont renvoyés à la délégation autrichienne. M. Adler vient alors expliquer que, s'il y a en Autriche-Hongrie une seule sociale démocratie, il y a quatre langages qui forment quatre nationalités, trois sont seulement représentées au congrès. Le rapport de la majorité tchèque (*un contre un*) est mis aux voix et adopté au milieu de rires de nombreux délégués qui disent : C'est une farce!

On approuve les rapports de la Hongrie (trois acceptés, un refusé parce que nationaliste), du Danemark (sept acceptés, un refusé parce que anarchiste), de la Suède (deux délégués) et l'on passe à l'Italie. Le rapporteur est M. Enrico Ferri. Il y a, dit-il, vingt délégués dont dix social-démocrates et dix anarchistes. Cette égalité de voix aurait empêché tout débat, si sept des anarchistes délégués par des groupes politiques n'avaient convenu que la confirmation par le congrès de la résolution de Zurich annulait leurs mandats. Les trois derniers représentent des groupements ouvriers sérieux et leur délégation est valable. Mais l'un d'eux étant déjà délégué français, la délégation italienne demande qu'il soit mis en demeure d'opter pour l'une des deux nations (note 78). M. P. Gori, au nom des sept anarchistes exclus

demande la parole. Elle lui est refusée. Un long conciliabule a lieu entre les membres du Bureau, puis M. Hyndman déclare qu'en raison du maintien de la résolution de Zurich, les délégués des groupes anarchistes ne peuvent rester au congrès. Alors M. Gori dépose un pli sur le bureau en disant : « Puisqu'on m'exclut comme délégué de groupes politiques, je reste comme délégué de groupements ouvriers. Voici mon mandat. » L'incident est clos et le rapport de la délégation italienne est adopté.

En présentant le rapport de l'Espagne, M. Pablo Iglésias dit en espagnol (la traduction française fut faite par M. Lafargue) qu'il propose l'exclusion de deux délégués, tous deux anarchistes ; il y en a sept d'acceptés. Dans un congrès socialiste, tout le monde doit avoir les mêmes idées. L'un des délégués contestés, M. Malatesta a alors la parole. Il fut écouté en un religieux silence. Il a reçu d'Espagne tout un paquet de documents et un mandat collectif, émanant de plusieurs sociétés de résistance (syndicats) dont l'existence est certaine. Mais il n'insiste pas, reconnaissant que ce mandat n'a peut-être pas toute la régalarité désirable. De même, est le mandat des travailleurs des chemins de fer d'Espagne. Il en a fait l'observation à ceux qui le déléguèrent, mais les événements récents d'Espagne ont empêché la régularisation de ces mandats. Sans les malheureux événements de Barcelone que des anarchistes attribuent aux jésuites et que le gouvernement attribue aux anarchistes sans qu'on connaisse qui a raison, des camarades seraient venus de là-bas au congrès. Ils n'ont pu envoyer que ces mandats de forme irrégulière. Mais il en est un, très régulier, qui émane des tailleurs de

pierre de Barcelone ; il s'agit d'un syndicat et l'adoption du rapport du citoyen Iglésias en m'évinçant serait la violation par le congrès de la résolution de Zurich confirmée ici hier même. Le rapport de la majorité espagnole est mis au voix et adopté. M. Malatesta formule une énergique protestation qui se perd dans le bruit.

Au nom de la Hollande M. Cornelissen présente le rapport. Il y a treize délégués, tous admis même ceux d'un petit groupe de parlementaires social démocrates. « Après l'approbation du rapport de la délégation espagnole, ajoute-t-il, et l'exclusion qui en résulte d'un délégué d'organisation ouvrière uniquement parce qu'il est anarchiste... »

Le président Hyndman : — Le vote précédent ne concerne que les délégués qui ont une délégation non conforme à la résolution de Zurich. Il ne concerne donc pas Malatesta.

Malatesta : — Vous entendez, Iglesias : Je ne suis pas exclus. (Rires et applaudissements.)

Cornelissen : —... il reste au congrès à se prononcer sur le cas des délégués, également munis de mandats de chambres syndicales, mais qui déclarent être venus ici à titre de communistes antiparlementaires. C'est le cas de la majorité des délégués hollandais et cette majorité attend sur son rapport l'opinion du congrès. »

Le président dit qu'il ne lui semble pas qu'il y ait une opposition, il propose donc d'accepter le rapport. Au vote, il semble être repoussé. M. Singer réclame le vote par nationalité, au milieu du bruit ; mais M. Hyndman s'y refuse : Les délégués hollandais représentant des syndicats ont droit de présence

au congrès. On ne peut mettre cela en discussion. La délégation hollandaise est acceptée sauf par l'Allemagne et la minorité française.

Le congrès est alors constitué (note 79). Le président annonce que M. Millerand, au nom de 47 français demande à former une section spéciale, votant comme une nationalité particulière, pour se séparer de la section française représentant les opinions anarchistes. (Bruit. Interruptions). M. Parnell demande si la motion est réglementaire. Le président observe qu'aucune division ne peut être faite sans la permission du congrès. Mais la délégation française considère que c'est le seul moyen pour éviter une rupture publique. Tumulte chez les Anglais. M. Dew demande l'ordre du jour. M. Bernard Shaw motionne: Le congrès a des affaires sérieuses à s'occuper, à l'ordre du jour. M. Hyndman observe que si le congrès passait à l'ordre du jour il en résulterait que la délégation française entière quitterait la salle. (Non, non, crie la majorité française tandis que la minorité crie, oui ! oui !) Il donne donc la parole à M. Millerand contre l'ordre du jour. Celui-ci monte sur son siège. (Applaudissements, order! order ! Sit down (assis) ! M. Bernard Shaw réclame l'ordre du jour avec énergie ; des Anglais crient que M. Millerand n'a pas le droit de parler, son mandat n'ayant pas été vérifié, Le président constate que l'objection est valable ; il ne désire empêcher personne de parler, mais M. Millerand ne le peut pas. Et c'est un tonnerre d'applaudissements dans la majorité française, pendant que la minorité française proteste avec la plus grande violence, particulièrement M. Lafargue. Le tumulte est à son comble, un suisse injurie

toute la délégation française de la majorité, un délégué américain proteste contre ce règlement présidentiel. Enfin le calme se rétablit un peu et M. Singer discourt : Il ne faut pas oublier que le congrès est international. Je ne comprends pas qu'une nation cherche à imposer son opinion aux autres. Toutes les nationalités ont des manières différentes de procéder. Osez donc expulser Millerand et ses amis ! Pour son honneur, le congrès doit accorder la parole à Millerand sinon une partie de la délégation française se retirera.

M. Bernard Shaw refuse d'accepter l'ultimatum de M. Singer et réclame à cause de cela même avec plus de véhémence le passage à l'ordre du jour. Tumulte. M. Lafargue se fait remarquer par ses clameurs, dit le *Daily chronicle*. M. Parnell appuie M. Shaw et parle contre la division de la France. Il est rappelé à l'ordre par le président : Nous ne voulons pas de maître ! Ordre du jour ! M. Millerand redemande la parole. M. Singer propose le vote par nationalité. On y procède pour savoir si on doit donner la parole à Millerand. La délégation française à l'unanimité vote *pour*. La majorité du congrès se prononce dans le même sens ; les Anglais avaient voté contre. La parole est à M. Millerand : « Je remercie le congrès de m'avoir permis de parler. Je ne viens point agiter une question personnelle, mais une question de principe vitale pour les délégués de la minorité. Aussi demandons-nous qu'il nous soit fait une situation claire et nette. Par 57 voix contre 56 (en réalité 55), la délégation française a repoussé la décision de Zurich, c'est-à-dire qu'elle accepte que les anarchistes puissent venir discuter dans un congrès socialiste. Nous nous refusons formellement à avoir

la moindre promiscuité avec eux ; ayant été battus nous nous sommes retirés, car nous ne voulons pas nous prêter à la comédie qui a été jouée ; des anarchistes se sont glissés ici en se procurant je ne sais comment des mandats de syndicats ; mais ils ne viennent ici, ainsi qu'ils l'ont déclaré au sein de la délégation française, que pour faire œuvre anarchiste et je les félicite de cette franchise. (Protestations dans la délégation française, majorité. Quel mensonge ! dit M. Marcel Sembat). Le socialisme ne peut être qu'à la condition de rester lui-même et de ne pas se solidariser avec l'anarchie. En nous retirant, nous n'avons pas condamné l'action corporative, nous ne voulons pas la subordonner à l'action politique ; nous l'avons recommandée au même titre que l'action politique. Vous ne pouvez nous obliger à prendre devant le parti socialiste, international et français la responsabilité d'arrêter des décisions en commun avec des anarchistes et de laisser dire que nous avons fait avec eux œuvre socialiste. Nous n'acceptons pas de conférer dans notre section avec les anarchistes et leurs alliés qui sous le couvert des syndicats font de l'anarchie (Protestations dans la délégation française). Leur moniteur officiel l'a dit nettement. Telle est la question posée. Qu'on noûs permette de constituer une section à part ou bien nous nous retirons. » (Note 80) (Applaudissements des Allemands.) M. Allemane demande la parole. Bruit. M. Vaillant veut parler au nom de la majorité de la délégation française. M. Hyndman la refuse. Le bureau a décidé qu'un orateur pour et un contre parleront seuls. La parole est à M. Vandervelde. (Bruit dans la majorité française qui veut qu'un des siens parle). « C'est ignoble! dit

l'un, c'est une comédie, une farce ! crient d'autres; quels sales gens ! clame M. Sembat! La Navarre qui se sépare de la France!! ripostent d'aucuns. Et pendant ce temps M. Bernard Shaw d'une voix forte : « Je renouvelle ma motion. » Les Anglais appuient, mais le président ne s'en soucie point. On a dit au bureau, dit M. Hyndman, que la section française tout entière consentait au fractionnement. (Non ! non ! crie la majorité). M. Keir Hardie motionne : Je propose l'ajournement jusqu'à demain ; les deux sections françaises s'entendront entre elles. (Il est près de sept heures du soir). La motion est repoussée. M. Vandervelde peut enfin parler.

« Le point de vue du congrès doit être celui de l'unité. Le citoyen Millerand a entendu soulever une question de principe; c'est sur ce terrain que je veux me placer. Malgré la sympathie qu'en Belgique nous avons pour les citoyens Jaurès, Millerand et leurs amis, il nous est moralement impossible d'accepter la proposition de vos amis de France. Je parle au nom de la Belgique entière...

Une voix au bureau : Non ! pas tous.

M. Vandervelde :.. de la majorité, de la très grande majorité des Belges (Bruit parmi la minorité française). La proposition française de M. Millerand est une prime à la division. Toutes les autres nationalités peuvent faire la même demande. Nous verrons l'Italie dont la délégation est égale dans chaque opinion se séparer en deux, l'Angleterre en trois, etc. Nous nous refusons à entrer dans un semblable vote, à diviser la France en parlementaires et antiparlementaires (Bruit, tumulte dans la minorité française).

— Non! non!!

M. Lafargue. — Vous nous trahissez!

M. Vandervelde —... La fraction dissidente prétend que dans la majorité il n'y a que des anarchistes et des alliés d'anarchistes; je vois cependant parmi elle des membres du parlement, des membres de syndicats puissants qu'on ne peut suspecter d'anarchisme...

— Jésuite! crie M. Raymond Lavigne.

M. Vandervelde : — Revenez sur votre décision, nous oublierons les injures que vous nous avez dites.

— Quelles injures? crie la minorité.

M. Vandervelde : — Je viens de m'entendre dire jésuite! n'est-ce pas dans l'intention de m'injurier. Revenez sur votre décision; nous avons déjà oublié les injures et rappelez-vous...

M. Lafargue. — Nous n'oublierons jamais, nous!...

— que la minorité doit s'incliner devant la majorité. »

Le bruit est intense. Tous s'interpellent. Il y a des altercations. Tous parlent et veulent parler. La discussion est close et au milieu du bruit M. Allemane déclare que la majorité française est d'accord avec la proposition belge : maintien de la France en une seule nationalité.

On procède au vote par nationalités et dit le *Daily Chronicle* comme les Allemands donnent le mot d'ordre, il y aura deux délégations françaises. L'Angleterre par 114 voix contre 110 repousse la proposition Millerand. On vote à mains levées, la carte de membre en mains et des scrutateurs passent compter dans les travées. C'est la seule fois qu'on procéda ainsi. Le vote est accueilli par des applaudissements. L'Amérique se prononce pour « la séparation des socialistes et des anarchistes. » MM. M. Sembat, Turot, Du-

breuilh, Argyriadès protestent violemment. M. Turot (s'adressant à la minorité). — Voilà votre œuvre! (à M. Vaillant qui siège au bureau) mais protestez donc!

M. Sembat. — Menteurs!

La Belgique, l'Italie, la Hollande se prononcent contre. La France aussi. Mais l'Australie, la Bulgarie, le Portugal, la Bohême, la Pologne, etc., se prononcent pour. La France est déclarée sectionnée en deux nationalités (France et Navarre! crie-t-on) par 14 nations contre 5.

M. Tom Mc Carthy. — Je motionne que l'Australie soit sectionnée en deux (M. Aveling est le seul délégué d'Australie).

Un Italien. — Je demande la division de l'Italie. M. Shaw : Je demande à former la section nationale d'Irlande.

La séance est levée au milieu de critiques vives. « C'est fou, tout à fait fou, dit M. Bernard Shaw! » « C'est une grotesque farce, crient nombre de Français. » « C'est une œuvre honteuse, clame M. Herbert Burrows. » Et Keir Hardie de lever les épaules : « c'est stupide et demain je relèverai la question, car le congrès ne pouvait pas voter cela » (Note 81).

Section Française. *Séance du soir.* — Quoiqu'il soit sept heures, la majorité française se réunit aussitôt dans son local. M. Argyriadès est nommé président, M. Ferdinand Guérard secrétaire. Le président ouvre la séance en disant : « Il faut protester avec énergie contre ce parlementarisme dégénéré et en finir avec ces autoritaires! »

M. Marcel Sembat. — Tout en respectant les théories anarchistes, je ne veux pas être déclaré anar-

chiste. Je ne suis pas non plus disposé à laisser dire que la section française est anarchiste. C'est faux. D'ailleurs il n'y a pas lieu de s'indigner comme la minorité l'a fait de siéger à côté d'anarchistes. Millerand et les autres députés siègent à côté de panamistes comme Rouvier et ils ne s'indignent pas. D'ailleurs, tout cela est la suite d'un plan combiné d'avance. Ça a commencé par l'affirmation mensongère que la décision de Zurich regardait les syndicats, affirmation de MM. Guesde et Deville. Le bureau du congrès lui-même a déclaré le contraire. Il y a eu là tromperie voulue. En votant avant-hier pour la résolution, je votais selon l'interprétation de Victor Dalle (Syndicats hors cause); si j'avais cru l'interprétation de Guesde exacte, j'aurais voté contre. Tout à l'heure l'orateur français (Millerand) a altéré sciemment la vérité, il a trompé le congrès en prétendant que les anarchistes avaient déclaré qu'ils étaient venus pour exposer leur doctrine. Il faut rétablir la vérité. Je propose la rédaction d'une protestation nette qui exposera les faits sans commentaires et qui sera distribuée en trois langues. » M. Hamon appuie cette motion et demande la rédaction immédiate. M. E. Guérard propose l'adjonction des noms, des organisations et des délégués. M. Museux demande l'envoi d'un télégramme de protestation à Paris. M. Hamon fait connaître que, à l'ouverture de la séance de demain, M Keir Hardie rouvrira la question de la division de la France en deux nationalités. Au nom de l'I. L. P. il montrera qu'il y a eu violation de l'article 11 du règlement qui stipulait qu'aucune modification ne pourrait plus être faite après la séance du mardi, article adopté par tout le congrès sauf deux nations (note 82).

Les propositions de M. Sembat et Guérard sont adoptées. La commission de rédaction est composée de MM. Faillet, Eugène Guérard, A. Hamon et Marcel Sembat; elle doit se réunir le jeudi matin à sept heures. Un vœu présenté par M. Ferrer en faveur des Cubains, Crétois, Macédoniens et Arméniens qui luttent pour leur indépendance est accepté à l'unanimité. La séance est levée, à sept heures et demie (note 83).

Jeudi 30 juillet.

Section française régulière. — *Séance du matin.* — A neuf heures la séance est ouverte, sous la présidence de M. Vaillant, M. Lavaud étant secrétaire. M. Vaillant explique ce qui s'est passé la veille et l'avant-veille : « Le bureau du congrès a décidé que je prendrais la parole aujourd'hui. Mais tout s'est fait en des conciliabules secrets et un président à poigne fut nommé. Hier soir après la séance, au bureau, j'ai dit mon opinion, fermement. Je n'avais pas voulu agir devant le congrès parce que je ne suis pas un agent de désordre. Permettez-moi de me retirer pour aller au bureau, voir s'il n'y a pas d'intrigues nouvelles. » M. Vaillant part et est remplacé à la présidence par M. Museux. La déclaration élucidée par la commission est lue et acceptée après quelques modifications (note 84). La séance est levée (note 85).

Section Anglaise. — *Séance du matin.* — Elle se réunissait pour étudier les rapports des commissions M. Keir Hardie propose qu'il ne soit pris de décision

que dans le congrès même. M. Hyndman s'oppose à cette motion parce que ce serait une perte de temps. Il l'emporte. Après des observations de MM. Pankhurst, Keir Hardie, J. H. Wilson, il est décidé de soutenir le rapport de la majorité de la commission agraire. M. Lansbury demande qu'on discute le rapport de la commission sur l'action politique. Comme il n'est pas encore imprimé, la motion est repoussée. Un mécontentement considérable est exprimé pour la perte de temps, causée par la validation des rapports sur les mandats. M. Sydney Olivier motionne que la section anglaise propose une commission des mandats qui serait chargée du rapport. Accepté. M. Herbert Burrows propose que le président demande si les trois députés français ont produit leurs mandats ou s'ils ont été exclus. M. Hyndman : Ils avaient leur mandat en poche. M. Sidney Webb : Il ne faut pas rouvrir la question des Français. Adopté. La séance est levée et renvoyée à une heure (note 86).

V. *Séance plénière du matin.* — La séance est ouverte à dix heures sous la présidence de M. Vandervelde. « Le bureau, dit-il, donne la parole aux citoyens Vaillant et Allemane qui veulent dissiper les malentendus crées par les incidents d'hier. Les membres du congrès penseront tous qu'il faut écarter les préférences personnelles et reconnaître les sacrifices qu'ont faits les travailleurs pour nous envoyer ici. C'est pourquoi au lieu de nous diviser sur le terrain national, nous chercherons à nous unir sur le terrain international. » Il termine en proposant une protestation contre la suspension de Delory, maire de Lille, (adopté) et en annonçant que la seconde section française a délégué au bureau MM. Millerand et Pédron.

9

« Je ne ferai ni ne dirai rien, dit M. Vaillant, qui puisse contredire à l'union des socialistes; mais je dois formuler aujourd'hui contre la division de la nationalité française la protestation que je déposai hier au bureau. Il est étrange que la majorité de la délégation ait pu être, hier, jugée et condamnée sans qu'il ait été permis à un seul de ses membres de se faire entendre; il est extraordinaire qu'aucun d'eux n'ait pu répondre à l'accusation formulée par M. Millerand sur la composition anarchique de cette délégation. En réalité, à aucun moment, il ne fut émis dans la nation française un seul vote anarchiste. On y a seulement déclaré que la résolution de Zurich ne concernait pas les délégués des syndicats, et cette déclaration était juste, puisque le congrès l'a confirmée. Dire donc que ce vote a donné à la majorité française le caractère d'une délégation anarchiste, on affirmait une chose que l'on savait fausse et qu'en langage parlementaire je qualifierai de contraire à la vérité. » M. Vaillant donne lecture du manifeste rédigé par lui et ses amis en réponse au manifeste de la minorité et il conclut : « Si l'on avait voulu éviter ce qui s'est passé, il fallait décider non pas un congrès d'organisations corporatives et politiques, mais seulement un congrès d'organisations politiques. Cela n'ayant pas été fait, il faut en subir les conséquences et se soumettre » (note 86 bis).

La parole est à M. Allemane : « Hier nous avions fait dire au bureau que la majorité de la délégation française était de l'avis du Parti ouvrier belge. C'était donc bien indiquer que, contrairement au bruit répandu, la majorité était contre la division en deux nationalités. La délégation régulière française proteste

contre la perte de temps que nous ont fait subir des querelles nationales qui n'intéressaient pas la démocratie internationale. Nous déclarons en outre que beaucoup d'entre nous ont été trompés par l'interprétation que donnèrent MM. Guesde et Deville de la résolution de Zurich, interprétation contraire au sentiment qui anima le congrès de Zurich et que le congrès de Londres, à son tour, a condamnée. Nous déclarons enfin que la majorité a montré la plus large tolérance en réservant à la minorité une place sur deux dans toutes les commissions. Nous regrettons donc ce qui s'est passé et déplorons le temps précieux que nous a fait perdre la minorité. Vive la Révolution Sociale! »

L'incident clos, on aborde l'examen des rapports des commissions et M. Enrico Ferri prend la présidence pendant que M. Vandervelde rapporte pour la commission agraire : « La première commission propose que chaque nation soit laissée libre de s'organiser comme elle le jugera utile pour la propagande agraire, mais à condition qu'aucune d'elles ne rompe l'unité du but socialiste qui est la transformation de la terre de propriété individuelle en propriété sociale. Les moyens de tactique diffèrent nécessairement, on l'a vu au congrès socialiste allemand de Breslau, suivant les mœurs et les coutumes. Il nous paraît donc impossible d'établir actuellement une tactique commune. Nous sommes dans la période de l'enfantement; nous devons donc nous borner aujourd'hui à indiquer le but collectiviste, réservant pour plus tard, bientôt sans doute, l'unité de moyens, car nous sommes certainement tous d'accord pour ne porter aucun intérêt à ces classes sociales intermédiaires qui sont

destinées à disparaître dans la bataille de la révolution contre la grande propriété. »

M. Pearson, parlant au nom de la minorité de la commission, déclare qu'il accepte les résolutions de la majorité, mais pour les rendre plus fécondes, il voudrait y voir ajouter quelque chose (rires) d'immédiatement pratique, par exemple, la socialisation des chemins de fer, puis l'intervention de l'Etat en faveur des ouvriers agricoles sans travail. Il prie le congrès de ne pas demeurer dans le domaine des abstractions, mais de présenter des projets actuellement réalisables. M. Paul Lafargue fait remarquer qu'au congrès de Lille, le parti socialiste (P. O. F) n'a abandonné ni les petits fermiers ni les petits propriétaires; il a au contraire dressé à leur intention un programme et les résultats obtenus par la propagande faite dans les campagnes sont si bons qu'il y a ici le délégué d'une commune de soixante-sept habitants gérée par un conseil municipal socialiste. M. Schœnlanck estime que le remède n'est pas dans la nationalisation des moyens de transport qu'il ne combat pas, mais qui n'a donné en Allemagne aucun résultat. Il est également opposé à l'établissement de colonies agricoles. Une contre-proposition est déposée par M. Léon Parsons : « Considérant que l'action du socialisme scientifique est basée sur l'expérimentation et, par cette raison ne doit pas opposer de barrières à la disparition fatale de la petite propriété, le congrès socialiste international décide que, seule, la population agricole prolétarisée peut l'intéresser comme force révolutionnaire. » M. Seidel observe que la résolution de la commission n'est pas identique en français et en anglais; il demandait qu'on maintienne le texte

ang'ais. Le congrès adopte le rapport de la commission modifié par deux amendements de M. P. Lafargue (note 87). Le rapport de la minorité de la commission ne fut ni discuté ni mis aux voix. Et la séance fut levée (note 88).

Section Anglaise. — *Séance de l'après-midi.* — A une heure, la délégation anglaise se rencontre pour discuter les rapports sur l'action politique et sur l'éducation. M. Hennessey (trade unioniste) motionne que l'on doit laisser aux travailleurs la liberté de s'allier avec les partis bourgeois. Le président M. J. Maudsley empêche la discussion : il est inutile de présenter des amendements, il faut mieux ou rejeter ou accepter le rapport entier. M. Keir Hardie présente un amendement au sujet du rapport sur l'éducation. Il est accepté, mais à ce moment les vieux trade unionistes protestent violemment contre le règlement présidentiel. Un d'eux crie : « Je constate que les trade unions sont traités d'une façon scandaleuse. » Les trade unionistes se plaignent de la tyrannie des socialistes, ils sont si furieux que la séance est levée au milieu d'un bruit intense, du désordre le plus grand. Et les trade unionistes décident de se réunir le soir même à l'issue de la séance plénière du congrès (note 89).

VI. *Séance plénière de l'après-midi.* — On adopte une proposition de la délégation anglaise flétrissant le juge Grantham qui a grossièrement injurié les trade unions. On adopte ensuite une protestation contre le despotisme du gouvernement russe et déclarant la Russie le dernier foyer de la réaction. M. Turot craint

que la forme de cette proposition ne paraisse délivrer un certificat de libération aux autres gouvernements. Il dépose une protestation collective contre tous les rois et empereurs qui est également adoptée, M. Doméla Nieuwenhuis : « Au nom de la Fédération socialiste et des treize chambres syndicales ouvrières de la Hollande, considérant que le congrès tend à s'écarter de plus en plus du domaine des discussions économiques ; que malgré ses demandes réitérées, la Hollande n'a pu savoir si la résolution de Zurich restait ou non accompagnée de la déclaration dont ses auteurs la firent suivre, je déclare qu'il ne nous est plus possible de rester dans ce congrès. Nous nous retirons ne voulant pas participer plus longtemps à une comédie jouée par la sociale démocratie pour le plus grand profit de quelques ambitieux. Nous laissons la minorité hollandaise, le Parti social démocrate qui est une succursale de la sociale démocratie allemande et qui n'a en aucune façon le droit de représenter le socialisme hollandais. »

M. Van Khol : — Bon voyage ! (Rumeurs, protestations). M. Sliegen a la parole au nom de la minorité hollandaise : « La minorité, elle, reste à ce congrès et assistera aux congrès futurs. Si la Hollande n'a été représentée dans aucune commission, c'est que la majorité n'a jamais convoqué la minorité. Nous acceptons d'être une succursale du socialisme allemand qui représente le mouvement international. Notre parti est petit, mais nous avons l'espoir qu'il grandira et pourra occuper dans le mouvement international une place personnelle. »

Alors M. G. Lansbury donne lecture du rapport de la commission de l'action politique :

« 1. Le congrès entend par l'action politique la lutte organisée, sous toutes les formes, pour la conquête du pouvoir politique et son usage législatif et administratif, dans l'état et la commune, par la classe ouvrière pour son émancipation.

» 2. Le congrès déclare que la conquête du pouvoir politique est, pour les travailleurs, le moyen par excellence par lequel ils peuvent arriver à leur émancipation, à l'affranchissement de l'homme et du citoyen, par lequel ils peuvent établir la République socialiste internationale. Il fait appel aux travailleurs de tous les pays et les invite à s'unir en un parti distinct de tous les partis politiques bourgeois, et à revendiquer *le Suffrage universel de tous les Adultes; le Droit de Vote pour chaque Adulte; le Scrutin de Ballottage; le Droit d'Initiative et le Referendum, Local et National.*

» 3. Le congrès déclare aussi que l'émancipation de la femme est inséparable de celle des travailleurs et il fait appel aux femmes de tous pays à l'effet de s'organiser politiquement avec les travailleurs.

» 4. Le congrès se déclare en faveur de l'autonomie de toutes les nationalités. Il exprime sa sympathie aux travailleurs de tous pays, souffrant actuellement sous le joug du despotisme militaire ou national et de tout autre despotisme; et il fait appel aux travailleurs de tous les pays pour combattre côte à côte avec la classe ouvrière de tous les pays et s'organiser avec elle, afin de jeter bas le capitalisme international, afin d'instituer la démocratie socialiste internationale.

» 5. Le congrès déclare que, quel que soit le prétexte, religieux ou soi-disant civilisateur, de la politique coloniale elle n'est que l'extension du champ

d'exploitation capitaliste, dans l'intérêt exclusif de la classe capitaliste. »

A ce projet de résolution, la minorité de la commission oppose la déclaration suivante dont M. Tortelier donne lecture :

« Pendant longtemps, les travailleurs français ont combattu par les moyens politiques qu'ils ont toujours confondus avec le parlementarisme. Le mouvement corporatif était alors subordonné au mouvement politique dont le but était la conquête du pouvoir. Aujourd'hui, tout en étant plus socialistes et plus révolutionnaires, les organisations ouvrières se désintéressent de la politique, qu'elles considèrent comme une source de divisions. Ne voulant plus être la proie des politiciens, les socialistes se dérobent à leur domination et veulent se consacrer entièrement à l'organisation libre et autonome des forces corporatives ; et leur but n'est plus la conquête, mais la suppression de tout pouvoir. Et cela afin d'arriver à délivrer les travailleurs de toutes les oppressions capitalistes et gouvernementales, et d'instaurer une société d'hommes affranchis de toute servitude politique et économique, par la possession commune des richesses sociales et l'organisation rationnelle du travail. »

Et M. Tortelier continuant : « Dans la commission M. Vaillant a reconnu qu'il existe plus de groupes ouvriers que de groupes politiques et il a demandé qu'on n'admît désormais dans les congrès que les syndicats qui acceptent l'action politique. Les Français ont trouvé que ceux des leurs qui entraient au parlement oubliaient leurs promesses (Applaudisse-

ments prolongés en France et en Angleterre). Or nous sommes contre l'autorité, contre les législations, contre l'amélioration par l'Etat. Les travailleurs doivent arracher eux-mêmes à la société capitaliste les améliorations qu'ils désirent. Et cela ne tardera pas. Déjà la majorité des ouvriers de France et de Hollande est antiparlementaire ; la moitié des travailleurs italiens l'est devenue ; le mouvement gagne l'Espagne. D'ici à quelques années, toutes les nations latines auront abandonné l'action politique. Il faut agir par la grève générale, la grève des loyers, la grève militaire : toutes les formes de la Révolte enfin ».

Le président au nom de M. Vaillant déclara que, contrairement au dire de M. Tortelier, les groupes politiques en France sont plus forts que les groupes syndicaux. Les membres de ceux-ci font de la politique en dehors de leur organisation syndicale. M. Jaurès a la parole au nom de la section « Navarraise » pour protester contre les dires de M Tortelier :

« — Non, s'écrie-t-il, la classe ouvrière, en France, ne déserte pas le champ de bataille politique. La preuve, c'est que dans les dernières élections municipales le nombre des suffrages socialistes a été plus élevé que jamais ; c'est que partout les candidatures socialistes se multiplient. Depuis trois ans, depuis que le parti socialiste est constitué à la Chambre, toutes les fois que nous avons mené la lutte contre la réaction capitaliste et gouvernementale, nous avons eu avec nous les masses ouvrières.

» Comment est-il possible qu'on vienne déconseiller l'action politique au nom de cette classe ouvrière qui a vu les libertés corporatives et syndicales menacées par les pouvoirs bourgeois ? Il n'y a pas de

garantie pour la liberté syndicale, si ce n'est dans la conquête du pouvoir par le prolétariat !

» Le citoyen Tortelier a parlé des politiciens qui trahissent leur mandat. Il y a des traîtres dans les parlements comme il y en a dans les syndicats. Ces traîtres, qu'on les exécute ! Mais la trahison essentielle, ce serait de livrer le peuple sans combat à la toute-puissance politique du capitalisme.

» Le citoyen Tortelier ne conçoit pour le peuple qu'un moyen d'affranchissement : la grève des loyers ajoutée à la grève des bras. La grève, nous savons qu'elle est trop souvent nécessaire ; quand elle éclate, nous sommes avec les exploités contre les exploiteurs pour lutter contre les brutalités policières, contre l'arbitraire patronal. Les ouvriers sont le plus souvent, dans les grèves, condamnés à la défaite ; car leurs ennemis occupent toutes les positions dominantes. Nous voulons, nous, conduire le prolétariat à cette hauteur du pouvoir, d'où il pourra enfin écraser son ennemi. Oui, le peuple, quoi que vous lui disiez, se saisira du pouvoir, non au bénéfice d'une classe, mais pour l'abolition de toutes les classes, par l'organisation sociale de la propriété et du travail. »

M. D. Hennessey soutient un amendement pour la suppression du paragraphe « et les invite à s'unir en un parti distinct de tous les partis politiques bourgeois ». Il ne s'explique pas les scrupules qu'ont les partis socialistes en matière d'alliance politique. S'il était dans un parlement, il serait tout simplement radical et représentant du travail. Il propose donc la pleine liberté des alliances. M. Steadman soutient l'amendement et affirme qu'il ne voit pas de différence entre les libéraux de la bourgeoisie et les bourgeois

membres de l'I. L. P. (Protestations, applaudissements). M. Hodge demande la clôture (Protestations). M. Tom Mann s'y oppose. Un vote à mains levées décide la continuation de la discussion. M. Pete Curran (I. L. P. et trade unioniste) a la parole. Il constate avec regret que la commission ne demande rien de plus que ce qu'ont demandé jusqu'ici les congrès corporatifs. On s'est souvent allié aux partis bourgeois, qu'en a-t-on obtenu ? Rien. Il aime mieux, certes, un bourgeois socialiste qu'un renégat ouvrier (Longs applaudissements). On a essayé toutes sortes d'alliances ; toutes ont fait faillite. On a *épinglé des ouvriers à la queue de la redingote des bourgeois* pour les faire entrer dans le parlement, et, entrés sous le manteau libéral, ils sont restés sous le manteau libéral (M. Wilson veut parler ; bruit). M. Pete Curran ne comprend donc pas que le précédent orateur estime indifférent, pour le développement du mouvement ouvrier, que les socialistes s'allient ou non aux partis bourgeois. Le parti du travail ne peut exister qu'à la condition d'être indépendant. Il faut suivre le glorieux exemple des socialistes de France et d'Allemagne (Applaudissements). M. Bebel a la parole et dit qu'il n'a plus rien à dire après l'éloquent discours de Jaurès : « Je citerai seulement, dit-il, les résultats obtenus en Allemagne. Depuis que nous avons le suffrage universel, le groupe socialiste, formant un parti politique absolument distinct, a considérablement grossi ; aux dernières élections, nous avons eu un million 750,000, plus que chacun des autres partis. Loin de dire aux ouvriers, comme les anarchistes : « Ne votez plus ! » je leur dirai : Votez encore, votez toujours ! Car s'ils suivaient les conseils anarchistes

les libéraux leur sauteraient au cou. Je prie donc le congrès de voter intégralement le rapport. »

En ce qui concerne l'assertion de M. Tortelier sur l'Italie, M. Enrico Ferri proteste, car, malgré les lois de réaction et les persécutions, le P. S. I. a obtenu 95,000 suffrages et fait élire cinq députés. Il dépend des socialistes de punir les traîtres. L'un des nôtres vota une fois pour le ministère. Il dut comparaître au congrès de Florence et se soumettre (Il s'agit de M. Giuffrida de Felice). Que partout existe cette discipline et nous constituerons un parti socialiste puissant. La clôture est demandée et votée, malgré M. Wilson qui aurait voulu parler et faire remettre la suite des débats à vendredi. Le président fait connaître qu'un certain nombre de délégués français (P. O. S. R.) demandent la division, car s'ils acceptent l'article 1, ils repoussent l'article 2, qui présente la conquête du pouvoir comme le moyen par excellence.

L'article 1 est adopté; l'article 2 aussi, de même que l'ensemble de tout le rapport. La séance est levée à plus de six heures (note 90).

Section Anglaise. — *Séance du soir.* — M. Steadman (trade unioniste) préside et dit que les délégués de trade union sont réunis pour blâmer ce qui se passe. Un délégué estime que beaucoup de ses camarades ne sont pas mécontents de ce qui se passe. Un autre délégué, secondé par M. Tillett, propose l'ajournement du meeting. M. Parnell se plaint de la conduite de M. Maudsley (président de la section anglaise). Cela doit être débattu hors d'ici, dit un délégué. Will Thorne et une douzaine d'autres, de toutes parts, veu-

lent parler à la fois (Tumulte). Le président met aux voix la motion Tillett, qui est acceptée (Grand tumulte). On décide de scrutiner avec les cartes des délégués. Un délégué objecte que M. Maudsley est absent et il proteste amèrement contre la façon dont les socialistes ont traité les trade unions. M. Burrows : « Il n'y a aucun doute qu'il existe un sentiment fort contre la S. D. F. et l'I. L. P. ». M. Howes proteste contre les agissements socialistes ; pas un des trade unionistes n'a été élu. Quand on aura besoin d'argent, les trade unions en refuseront. La séance est levée (note 91).

Vendredi 31 Juillet

Section Anglaise. — *Séance du matin.* — Elle s'ouvre à neuf heures, sous la présidence de M. Maudsley. On discute au sujet de l'amendement Hennessey, qui n'avait pas été étudié dans la section (séance du jeudi). La confusion et le trouble règnent. Cela continue au sujet du rapport de la commission sur l'action économique et industrielle. On se sépara sans décisions (note 92).

VII. *Séance plénière du matin.*— M. Vaillant préside et exprime ses regrets pour l'inexactitude des comptes-rendus faits par la presse capitaliste. Chaque délégué représente une organisation militante et il ne faut pas attacher une trop grande importance à la perte de temps des précédentes séances, car elle a eu pour résultat d'assurer le succès et l'ordre des congrès futurs. On a dit que certains délégués représentaient des or-

ganisations qui ne comptent qu'un président et un secrétaire. C'est une grosse calomnie. On a dit que la délégation anglaise était divisée. Cela est faux. Il n'existe chez elle aucune des divisions dont parle la presse capitaliste (note 93).

M. Sidney Webb est rapporteur pour la commission d'éducation et de développement physique.

« En présentant, dit-il, son rapport au congrès, la Commission d'Education et de développement physique désire exprimer son avis quant à l'importance énorme qu'elle attache à cette question, soit au point de vue du mouvement socialiste, soit au point de vue du bien-être des classes travailleuses du monde entier. Dans le système actuel d'exploitation capitaliste, les enfants des masses sont arrêtés dans leur croissance physique, dépourvus de tout loisir sain, conditions expresses d'un développement harmonieux, enfin privés de toute accession à l'éducation et aux connaissances scientifiques, héritage commun de toute la race humaine. Dans les circonstances actuelles, les parents de la classe prolétarienne luttent en vain pour assurer à leurs enfants les conditions de nourriture et autres sans lesquelles ne sont possibles ni la saine vie de famille, ni une société bien organisée.

En outre, l'emploi par le patron capitaliste, du travail des enfants et des adolescents dans le but de remplacer le travail des adultes est une menace sérieuse aux conditions d'existence des ouvriers, même les mieux organisés, parce que en réduisant le taux des salaires il n'en résulte aucun avantage même pour les familles que cela concerne. Enfin, considérant que le bien-être futur de la Société dépend de la découverte constante de nouvelles vérités scientifiques surtout

dans le domaine de l'organisation économique, industrielle et sociale, les socialistes de tous les pays sont invités à appliquer leurs meilleurs efforts à promouvoir des recherches et des investigations scientifiques de la plus haute portée. Ils sont aussi invités à demander que les moyens nécessaires à semblable travail proviennent des fonds publics.

Les résolutions suivantes sont soumises au Congrès :

1° Le congrès, tout en reconnaissant pleinement la valeur de l'expérimentation individuelle en matière d'éducation, déclare qu'il est du devoir primordial des pouvoirs publics de chaque pays d'établir un système complet d'éducation, sous le contrôle démocratique public, système allant depuis les jardins d'enfants jusqu'à l'université et comprenant un enseignement physique, scientifique, artistique et technique (travaux manuels); le tout sera accessible à chaque citoyen par la gratuité absolue (et par des bourses d'entretien);

2° L'organisation scolaire comprendra un repas en commun par jour, ainsi que cela se fait dans les *cantines scolaires* sans distinction individuelle entre riches et pauvres; des mesures précises seront prises pour l'entretien intégral et l'éducation, selon les meilleures méthodes, de tous les orphelins ou de tous les enfants abandonnés;

3° L'âge minimum auquel les enfants seront exemptés de toute présence à l'école et légalement autorisés à être employés dans les fabriques, la petite industrie, comme aussi dans l'industrie domestique, sera porté, graduellement, aussi vite que possible et dans tous les pays, à seize ans accomplis;

4° L'emploi de tout enfant au-dessous de dix-huit ans sera absolument et légalement interdit dans toute profession malsaine ou dangereuse;

5° Dans le but de continuer l'éducation de l'enfant et pour restreindre l'usage illégitime par les capitalistes du travail infantile, il ne sera permis à aucun employeur de se servir d'un garçon ou d'une jeune fille de moins de dix-huit ans, ni dans les manufactures, ni dans l'industrie domestique, pendant plus de vingt-quatre heures par semaine (système du demi-temps). L'enseignement complémentaire sera obligatoire;

6° En ce qui concerne les enfants, en tout cas, la législation industrielle de tous les pays devrait être fixée uniformément par voie d'entente internationale.

Le congrès constate que les divers gouvernements n'ont nullement tenu les engagements solennellement pris par eux à la conférence de Berlin en 1891, le gouvernement britannique en particulier, puisqu'il autorise encore le travail des enfants depuis l'âge de onze ans.

Pour la protection et l'éducation des enfants dans les centres industriels, il est absolument nécessaire que le travail industriel fait à la maison soit inspecté effectivement et réglé autant que le travail fait dans les manufactures.

Si un employeur capitaliste, pour échapper à la législation industrielle, donne à faire du travail au dehors, le congrès déclare que celui-ci doit être responsable, légalement, de ce que ce travail soit fait dans des conditions sanitaires ou autres, au même titre que si le travail était fait dans sa propre manufacture. »

Il propose l'adoption du rapport sans les amendements de l'I. L. P et de la S. D. F. qui veulent l'entretien de tous les enfants par la nation, ce qui n'est ni pratique, ni désirable (note 94).

M. Keir Hardie voudrait qu'au lieu de réclamer l'établissement de bourses scolaires, le congrès se prononçât pour l'entretien et l'éducation de tous les enfants aux frais de la nation. Ce projet selon M. Webb, coûterait environ cent millions de livres sterling et, comme c'est le peuple qui les paierait, les bourgeois n'y perdraient rien. C'est possible, mais le progrès intellectuel accompli par cette dépense amènerait la réduction des armées et il y aurait compensation. Et puis comment admettre que les bourses soient réservées aux élèves exceptionnels? n'est-ce pas perpétuer la rivalité, la concurrence que le socialisme a précisément pour but de supprimer? Tous les enfants doivent avoir les mêmes droits, quelle que soit la différence des conditions sociales; je suis convaincu que les trade unionistes partageront cet avis.

Madame Clara Zetkin, M. Herbert Burrows soutiennent l'amendement Keir Hardie. Ils s'adressent à tous les socialistes et affirment qu'il ne faut pas perpétuer le favoritisme. Tant que nous n'aurons pas conjointement le droit à l'instruction et le droit à l'entretien, nous n'aurons rien.

M. Sidney Webb: « La commission est également favorable à l'égalité de l'entretien pour tous les enfants; mais en ce qui regarde l'éducation universitaire, elle pense qu'eu égard à l'inégalité des aptitudes, on ne peut la donner qu'aux enfants capables d'en tirer profit. »

— Qu'entendez-vous par le mot : capables? crie M. Keir Hardie.

— On ne donne pas, continue M. Sidney Webb, à un couteau plus de fil qu'il ne peut recevoir. Les enfants ne naissent pas tous avec un cerveau suffisamment ouvert pour les rendre dignes de l'éducation universitaire. La commission ne peut donc accepter la demande d'entretien de tous les enfants jusqu'à vingt et un ans. »

M. Keir Hardie maintient son amendement. M. S. Webb demande le vote par nationalités. L'amendement est agréé par quatorze nations contre six. (Les mots entre parenthèses dans le § 1er sont remplacés par ceux-ci : « et par l'enseignement aux frais de l'Etat.) »

M. Argyriadès s'étonne qu'alors que le congrès de Bruxelles (1891) a décidé que l'entretien intégral de l'enfant serait à la charge de la nation, on vienne aujourd'hui proposer des restrictions. « Nous savons bien, dit-il, que l'on voudrait aller loin dans la voie des concessions; pourtant nous espérons que, sur ce point, les socialistes n'oseront pas se déjuger. D'ailleurs il y a longtemps que la proposition est mûre puisque, dès 1872, des bourgeois la proposèrent. » M. Delory préférerait qu'on inscrivît seulement : « En attendant que la société prenne à sa charge les enfants... » et que l'article 2 fût adopté. (Rumeurs, protestations). Opportunistes! Renégats!

Le texte de la commission (article 2) est repoussé par toutes les nations, sauf l'Allemagne et la section de la minorité française.

L'article 2 est ainsi enlevé des résolutions et n'est point remplacé. L'ensemble du rapport ainsi modifié est adopté (note 95).

Section Anglaise. — *Séance de l'après-midi.* — M. Maudsley résigne ses fonctions de président, puisque l'assemblée semble mécontente de son attitude. La S. D. F. offre cette place à M. Hodge, qui est absent, puis à M. C. Hobson, qui la refuse. Tous deux sont des trade unionistes. M. W. Thorne prit alors la présidence.

M. Herbert Burrows motionne que la section recommande la constitution du prochain congrès sur une base exclusivement sociale démocrate, les trade union et les anarchistes n'étant pas admis. M. B. Shaw seconde cette motion alors que M. Lansbury motionne que cela soit renvoyé au samedi matin. On lui objecte en vain que le bureau a réclamé les résolutions avant deux heures ce jour. Désordre et séparation sans rien décider, au milieu d'un bruit intense.

Aussitôt les trade union et l'I. L. P. décident de tenir un meeting séparé et d'envoyer des résolutions pour leur propre compte au bureau. L'I. L. P. se réunit dans la salle même du congrès, et les T. U. dans la galerie. Le meeting du T. U. fut bruyant, sous la présidence de M. Allan Gee, et le président du meeting de l'I. L. P. fut deux ou trois fois obligé de réclamer le silence des T. U. pour s'entendre au meeting de l'I. L. P. Les trade unionistes (T. U.) résolurent qu'ils n'iraient pas au prochain congrès s'ils n'avaient pas un délégué par mille mandants ou par chaque cinq mille, dans le cas des conseils de trade union. L'I. L. P. fut d'avis que le congrès consiste seulement en socialistes et trade unions se déclarant en faveur de la socialisation des moyens de production et d'échange. D'aucuns, M. Brocklehurst, entre autres, demandaient l'exclusion de tous les commu-

nistes anarchistes et voulaient une déclaration des adhérents en faveur de l'action politique. MM. Keir Hardie, Pankhurst, Sexton, parlèrent contre. Les deux meetings se séparèrent ensuite (note 96).

VIII. *Séance plénière de l'après-midi.* — M. C. A. Gibson (S. D. F.) présente le rapport de la commission d'organisation, qui repousse la publication d'un journal international « à cause du prix, et du fait que beaucoup de journaux socialistes existants contiennent des nouvelles sur le mouvement social des autres pays ». Le rapport (note 97) est adopté sans observation. Pour le siège du comité international, la commission propose Londres. M. Sanial demande la Suisse. Un premier vote à mains levées adopte Londres, ce que confirme le vote par nationalités (15 voix contre 4). Quelques Allemands et la minorité française votent contre le siège à Londres. On *oublie* de nommer le comité restreint dont parle l'article 2.

Le rapport de la commission de la guerre est présenté par M. E. Wurm (note 98). La commission n'a pas cru pouvoir accepter la grève militaire (proposition du P. O. S. R. soutenue par le citoyen Lavaud), non plus que la suppression des armées permanentes (proposition Boicervoise, au nom de la Ligue intransigeante socialiste). Elle a également repoussé une résolution aux termes de laquelle « la guerre doit être combattue par les moyens révolutionnaires ». Ce n'est là, en effet, qu'un moyen empirique ; le seul réel, c'est la suppression du mode capitaliste de production. M. Pankhurst demande l'addition du mot « simultanée » (art. 1). Elle est adoptée, après quelques mots d'approbation de M. Lansbury :

« Pourquoi une nation déposerait-elle ses armes ? Ce serait se mettre à la merci des capitalistes des autres contrées. Est-ce que l'empereur d'Allemagne se soumettrait à la décision d'un tribunal arbitral, si cette décision lui était contraire et s'il savait ses adversaires incapables de l'appliquer ? »

M. Allemane désire l'abolition des armées permanentes et l'armement général du peuple. Il demande que cela soit substitué (art. 1) aux mots « organisation de la nation armée » car, le peuple armé, on respecterait mieux ses droits. Adopté. M. Belfort Bax ne voudrait pas que les questions de guerre et de paix soient, *quant à présent*, soumises au vote populaire. Les socialistes ne sont qu'une minorité. Les gouvernements savent fomenter des agitations chauvines. Quel aurait été le verdict du peuple anglais, en janvier 1896, lors de la lettre de Guillaume II au président Kruger ? L'article 3 est adopté.

L'article 2 donne lieu à des modifications. *Un tribunal* est substitué à « tribunaux », et la mention « nommés par le peuple » est ajoutée sur la proposition de M. Gérault-Richard. Madame Stanton Blatch propose au congrès d'exprimer son désir qu'un traité d'arbitrage soit conclu entre l'Angleterre et l'Amérique. Repoussé. M. Sanial estime que l'arbitrage est de « la mélasse pour la bourgeoisie ». Les gouvernements ne recourent à l'arbitrage que lorsqu'ils ont plus de profit à la paix qu'à la guerre.

M. Gros dépose un amendement : « Considérant que les guerres existeront aussi longtemps que subsisteront les frontières, et qu'il est nécessaire que toutes les démarcations de pays soient abolies ; que, pour qu'il en soit ainsi, il est nécessaire de faire une pro-

pagande active auprès des patriotes inconscients pour les débarrasser du chauvinisme stupide qui les anime et qui est contraire aux intérêts de l'humanité tout entière ». Cet amendement est repoussé par tout le congrès, y compris la minorité française, à l'exception de la majorité française. L'Angleterre déclare qu'elle le repoussait *uniquement* parce que la propagande demandée s'imposait et que, par suite, il n'y avait pas lieu de la recommander.

Samedi 1er aout

IX. *Seance plénière.* — Elle s'ouvre à neuf heures et demie, sous la présidence de M. Sigg (Suisse). On vote une adresse à un congrès social-démocrate qui se tiendra le 2 août, à Sofia. La délégation italienne exprime ses regrets des événements dont Zurich vient d'être le théâtre. Le président demande aux délégués d'approuver désormais sans débat toutes les propositions qui émaneront du bureau. Il importe de finir vite. On décide d'inscrire à l'ordre du jour du prochain congrès la situation économique des marins.

Le rapport de la ɪvᵉ commission, action économique et industrielle est lu par M. Molkenbuhr (note 99), qui fait remarquer que la nationalisation de toutes les industries pourrait être avantageuse si l'Etat était socialiste, mais est impossible dans les circonstances actuelles. Ainsi, par exemple, on propose le monopole municipal ou national sur le tabac, sur le pain, etc. En Angleterre, cela pourrait être avantageux. Mais

c'est justement ce que le gouvernement allemand demande contre l'opposition des socialistes. Si le gouvernement allemand obtient le contrôle sur les tabacs, cinquante mille ouvriers seront immédiatement sans emploi, et les soixante-dix mille restants seraient placés sous un despotisme qui rendrait toute organisation impossible.

M. E. Guérard au nom de la minorité de la commission présente un rapport (note 100) déclarant que la question d'une grève générale et nationale n'ayant pas été suffisamment étudiée dans les différents pays, les travailleurs de tous les pays, et plus spécialement les trade-unions, devraient être invités à étudier cette importante question au prochain congrès.

Il explique que le rapport de la minorité vient plutôt en supplément qu'en opposition au rapport de la majorité. Beaucoup pensaient qu'une grève générale était quelque chose d'épouvantable et pourrait mener à une révolution; M. Guérard, pour son compte personnel, ne pense pas que cette objection fût un argument suffisant.

M. Lazari s'oppose entièrement à la discussion de la grève générale.

Le rapport de la majorité est mis aux voix et adopté bien que les Anglais réclament auparavant le vote sur les amendements.

Ceux-ci sont, sur la proposition des Anglais, mis aux voix sans discussion. La majorité française proteste vainement contre cette proposition.

C'est ainsi que le congrès vote divers amendements (note 100 bis).

Sur la proposition des délégués russes, le congrès décide que dorénavant la manifestation du 1[er] mai

sera à la fois une manifestation contre le militarisme et pour la journée de huit heures.

Le congrès se déclare aussi contre le travail à domicile, toutes les fois qu'il sera possible de le supprimer; contre l'immigration d'ouvriers en temps de grève.

Enfin, le congrès rejette le rapport de la minorité, pour lequel vote la majorité française. Il se déclare en faveur de l'abolition des bureaux de placement, de l'amnistie des prisonniers politiques, de l'association des ouvriers de nation à nation, aussi bien que dans chaque nation. Il condamne les manœuvres provocatrices de la police, destinées à discréditer les ouvriers.

M. Argyriadès proteste contre le bureau qui détient sans le mettre aux voix un ordre du jour en faveur des Cubains, des Arméniens et des Macédoniens. Le président agite sa sonnette, M. Argyriadès persiste, parle dans le bruit et finalement, obtient que sa motion soit discutée après le rapport de la dernière commission.

On le lit ce rapport (note 101) et on le vote sans discussion en oubliant de faire exécuter la décision de cette commission, formellement exprimée dans le dit rapport. On est pressé.

M. F. Pelloutier transmet au bureau une motion pour qu'une collecte soit faite en faveur de la verrerie ouvrière de Carmaux-Albi. La motion est adoptée, mais la collecte n'eut pas lieu vu la rapidité avec laquelle le congrès se sépara. Cependant avant, on entend la proposition du bureau présentée par M. Liebknecht sur le prochain congrès. Il propose une ville d'Allemagne, New-York est trop loin. Il demande l'exclusion des anarchistes à quelque titre qu'ils se

présentent; il faut prendre toutes les mesures nécessaires pour écarter également les ennemis de droite et les ennemis de gauche.

Un délégué anglais qui propose l'adoption du texte de la S. D. F. voit sa motion repoussée pendant qu'un autre délégué anglais demande si le congrès veut être aussi intolérant que les bourgeois. Diverses demandes sont faites au bureau, mais le président M. Sigg observe que le congrès est éclairé et que pour gagner du temps, on pourrait voter de suite en supprimant les onze orateurs inscrits. M. Malatesta proteste contre cet abus de pouvoir, mais la cloche couvre sa voix et le rapport Liebknecht (note 102) est mis aux voix et adopté, au milieu de rires et de brocarts de la majorité française. La motion Argyriadès est ensuite votée; le président remercie la délégation anglaise au nom des étrangers et déclare le congrès clos.

Les assistants poussent trois hourras en l'honneur de la solidarité internationale des travailleurs. Sur la plateforme, tous les délégués au bureau font la chaîne en croisant les bras (main droite à main droite du voisin), les allemands font de même. Tous entonnent la *Marseillaise des travailleurs* sauf la majorité française qui chante la *Carmagnole* (note 103).

Soirée à Crystal Palace. — La délégation anglaise offrait un dîner aux étrangers dans Crystal Palace où il y avait feu d'artifice comme tous les samedis. De nombreux délégués vinrent à ce banquet cordial qui se termina par des toasts de MM. Singer et Gérault-Richard. M. Aveling imita les cloches à la grande joie de tous les français qui crièrent *bis* vainement. On entendit M. Ghesquière chanter fort bien et un chœur

allemand, etc. Il y avait une sorte de table d'honneur à laquelle étaient MM. Singer, Liebknecht, Adler, Millerand, Aveling, Smith, Gérault-Richard, madame Aveling M. et madame Ferri, mais MM. Vaillant et Eugène Guérard n'y figuraient point; la délégation régulière française n'y était donc pas représentée. L'I. L. P. n'avait non plus aucun des siens à cette table d'honneur. La soirée fut remplie agréablement par le feu d'artifice très beau, une illumination *a giorno* d'une partie des jardins où jouait une musique militaire anglaise.

CHAPITRE VI

AUTOUR DU CONGRÈS

Tandis que le congrès international socialiste tenait ses quotidiennes séances, des congrès corporatifs tenaient leurs assises. Ainsi les lithographes, les métallurgistes, les travailleurs du bois, les ouvriers brasseurs, etc., se réunissaient pour discuter leurs intérêts professionnels ; les boulangers tenaient eux un meeting simplement.

Meeting anarchiste et antiparlementaire. — Le comité socialiste anarchiste et antiparlementaire avait, comme nous l'avons dit, organisé une réunion monstre avec un très grand nombre d'orateurs (note 30). Il eut lieu le mardi soir 28 juillet dans la grande salle de Holborn town Hall. L'assistance était si nombreuse qu'on dut diviser le meeting en deux et une partie du public émigra à une grande salle du Working'smen Club and Institute. Les assistants étaient quelques milliers. M. J. Presburg, occupant la prési-

dence, lut des lettres de sympathie de Robert Blatchford, rédacteur en chef du *Clarion* (note 104), de Walter Crane le grand dessinateur anglais, de William Morris l'illustre poète. Le premier orateur fut Keir Hardie. Il avait été honoré de l'invitation que le comité lui avait faite de venir ici souhaiter la bienvenue à tous les délégués anarchistes. Il n'est pas anarchiste, mais il admet qu'on le soit et il veut la solidarité entre tous ceux qui ont une commune foi : le socialisme. Le crime des anarchistes c'est d'être la minorité. Il croit dans l'utilité de l'action politique, mais il comprend qu'il est d'autres personnes qui préfèrent suivre une autre voie. Si la sociale démocratie est la vérité, elle triomphera dans la société future. Si c'est le communisme anarchique, ce sera lui qui l'emportera. Nul ne peut assurer qu'il détient seul la vérité (Applaudissements prolongés).

MM. Elisée Reclus et Christ Cornelissen parlèrent ensuite aux applaudissements de tous, puis la parole fut donnée à Tom Mann. « Mes sympathies, dit-il, sont très fortes vers les communistes anarchistes et les anarchistes antiparlementaires, aussi est-il heureux de prendre la parole ce soir. Il n'est cependant pas anarchiste ; mais quand une majorité, simplement parce qu'elle est une majorité opprime ainsi une minorité, ses sympathies vont vers cette minorité. Les anarchistes sont avec les collectivistes membres d'une même école : le socialisme ; et chacun, suivant ses moyens, s'efforce à démolir le capitalisme. Il est excessivement peiné de l'intolérance des collectivistes et avoue que relativement à la tactique, il ne diffère pas beaucoup matériellement d'avec eux, anarchistes. Après quelques paroles de mademoiselle Louise Mi-

chel, M. J. C. Kenworthy (*Brotherhood Church*) déclare que le prolétariat abandonnera l'action politique pour venir vers l'anarchie, qui est une fraction du socialisme, car ce terme n'est pas la propriété particulière d'une secte. Divers autres orateurs, Kropotkine, Tortelier, Pietro Gori, Malatesta, D. Nieuwenhuis, etc., parlèrent encore aux applaudissements répetés de l'assistance (note 105).

Conférence anarchiste-socialiste. — Nous avons vu que le congrès socialiste international avait expulsé des socialistes anarchistes allemands, suisses, italiens, etc. Joints à des anglais et français et aux socialistes antiparlementaires de Hollande ils organisèrent une conférence socialiste anarchiste qui tint ses assises les mercredi 29, jeudi 30 et vendredi 31 soir, dans Saint-Martin's Town Hall. Les questions à l'ordre du jour étaient au nombre de dix : Le mouvement anarchiste et antiparlementaire dans les différents pays ; le socialisme anarchique et le socialisme étatiste ; l'action parlementaire et ses mensonges ; la grève générale ; guerre et grève militaire, etc. Le programme fut si chargé que toutes les questions ne purent être discutées.

Le mercredi soir, M. Fernand Pelloutier dit que les syndiqués français perdent peu à peu leur foi dans la politique et de plus en plus inclinaient vers la grève générale. Les social démocrates (Guesdistes) ont fait de vains efforts pour s'emparer des syndicats ; de là leur amère opposition d'aujourd'hui. Ils ne peuvent oublier qu'en 1894 au congrès de Nantes, ils luttèrent en vain pendant trois jours pour empêcher l'adoption de la grève générale. Battus ils se retirèrent comme

ils l'ont fait dans la section française au congrès, avant-hier. En 1895 au congrès de Limoges, les parlementaires tentèrent encore de faire repousser la grève générale. Ils furent battus. L'idée libertaire a pénétré beaucoup de syndicats, mais la grande majorité n'est encore qu'antisociale démocrate, voulant d'instinct se tenir sur le terrain économique et n'ayant pas grande confiance dans la lutte électorale. MM. Delesalle et Tortelier dirent quelques mots et la première séance fut levée.

La deuxième soirée (jeudi) fut consacrée à la question agraire. Domela Nieuwenhuis dit : « Les paysans souffrent des mêmes maux que les ouvriers des villes : la propriété privée du sol et du capital. Les partis social démocrates d'Allemagne, de France et de Belgique ont peur d'effrayer les collecteurs paysans et ils proposent de petites réformes au lieu d'expliquer aux petits propriétaires qu'ils ne peuvent lutter contre la grande propriété et l'intérêt qu'ils auraient à s'unir pour cultiver en commun. Nous devons leur expliquer le communisme, leur en montrer les avantages, les pousser à former des syndicats de paysans pour résister aux propriétaires et proposer la tenure commune de l'avenir. »

M. Parsons dit que la prolétarisation des paysans est nécessaire pour qu'ils acceptent les idées du socialisme libertaire. Il faut que la grande propriété se soit peu à peu accrue de tous leurs lopins. M. Hunter Watts (S. D. F.) soutient les mesures politiques. M. Tochatti lui réplique et M. Pouget parle longuement sur les paysans : « La question agraire est très importante, car il n'y a de révolutions efficaces que celles qui ont l'appui des paysans. Il faut donc pro-

pagander dans les campagnes. C'est moins difficile qu'on ne suppose. D'instinct le paysan est presque anarchiste; le gouvernement n'entre guère en contact avec lui que par le gendarme et le percepteur. Il est conséquemment assez aisé de lui faire comprendre que le rouage gouvernemental est inutile et nuisible et doit être « fichu au vent ». Quant à la question économique, il faut lui expliquer qu'on veut libérer sa terre du loyer et de l'impôt. Il faut lui montrer la maigreur de son lopin de terre et l'énormité des propriétés des accapareurs, des couvents. Il comprendra. Quant à l'exploration en commun, expérimentalement peu à peu, il s'assurera de la supériorité de cette culture et la substituera à l'autre. »

M. E. Malatesta soutient la même thèse. Les marxistes ont abandonné les théories de Marx et les anarchistes les conservent trop précieusement. Les théories sont surannées en beaucoup de points. Pourquoi attendre la prolétarisation des paysans qui n'aura peut-être jamais lieu? Les conditions économiques qui tendent vers la prolétarisation et dans les villes et dans les campagnes peuvent changer; elles sont à la merci d'une découverte, d'une invention. La centralisation individuelle peut faire place à l'individualisation de l'industrie, si un moteur nouveau est trouvé. Donc il ne faut pas attendre que les paysans soient dépossédés pour propagander chez eux, leur montrer la nuisance de l'Etat qui leur prend avec l'impôt le plus cher de leur récolte. »

M. Landauer défendit les petites cultures. Les grandes fermes sont une forme de socialisme d'Etat. La culture intensive conduit aux petites tenures, les cultivateurs groupés en libres groupes autonomes. Il

motionne : « Les anarchistes rejettent la théorie marxiste qui déclare que l'extension du capitalisme et l'élimination des petits producteurs sont les conditions nécessaires de la réalisation du socialisme. Sur la question agraire les anarchistes déclarent : 1° Nous rejetons l'aide de l'Etat... parce que chaque intervention de l'Etat conduit à la perpétuation de l'Etat et à son exploitation ; 2° nous voulons répandre les principes du socialisme libertaire parmi les travailleurs et paysans ; 3° nous désirons que les petits propriétaires empêchent leur prolétarisation en s'associant avec leurs ouvriers, pour former des coopératives agricoles et ainsi empêcher l'accroissement de la grande propriété et créer des organismes qui pourraient être le nucleus d'une société socialiste. »

Le vendredi, se tinrent deux séances, l'une l'après midi, l'autre le soir. La discussion sur la question agraire épuisée, M. D. Nicoll parla des mineurs d'Angleterre, qui offrent un beau champ pour la propagande et sont disposés à la grève générale. M. Guérard, soutenant le trade unionisme comme le précédent orateur, déclara qu'en France les travailleurs des chemins de fer étaient eux aussi pour la grève générale. M. Sanftleben décrivit une coopérative de distribution combinée avec le syndicalisme et il espérait que ce mouvement se développerait même avec des coopératives de production. Louise Michel défendit la grève générale et un Russe fait une proposition (note 106), qui est pratiquement endossée par la conférence bien qu'il n'y eut pas de temps pour une longue discussion. M. Domela Nieuwenhuis soutint cette motion. « L'action politique ne se borne pas au parlementarisme comme le prétendent les social dé-

mocrates, elle comprend aussi bien l'assassinat du czar de Russie que l'abolition de l'Etat. Il propose une résolution d'après laquelle : le but principal du mouvement ouvrier doit être l'émancipation économique et sociale; toute action politique doit lui être subordonnée ; la conférence se prononce contre toutes les tentatives de transformation du mouvement socialiste en simple mouvement électoral et légal qui ne peut que diviser les travailleurs... » M. J. C. Kenworthy s'étend sur la nécessité d'abolir la violence et de moraliser le mouvement. « Le vrai programme, dit-il, du socialisme libertaire ou anarchisme est la conquête de l'organisation de l'industrie, accomplie par la coopération libre des socialistes... Le gouvernement par la force doit finir. Notre mouvement est un mouvement des caractères; il peut seulement être poussé par le développement de l'individu lui-même et l'accroissement des qualités morales de chaque homme et de chaque femme. » Le Dr Gumplowicz discourt : « La politique signifie la lutte pour la domination. Nous anarchistes nous ne luttons pas pour la domination, nous ne voulons pas remplacer celle qui existe par une nouvelle forme de domination. Nous ne voulons pas de lois... Nous devons refuser nos services à l'Etat et préconisons de les refuser, mais nous ne pouvons pas opposer pouvoir violent à pouvoir violent de notre part, parce que cela conduit à un nouveau règne de la force et non de la liberté. » MM. A. C. Burn de l'I. L. P. et Gros (bourse de Marseille), exprimèrent leur joie d'avoir suivi ces conférences et M. Gori lut une lettre de souhaits fraternels des anarchistes condamnés au domicilio coatto (Italie). Elle était pour le congrès officiel,

mais étant donné son intolérance, il la lisait à cette conférence libertaire. La conférence fut close après qu'on eut distribué un appel des révolutionnaires arméniens. Toutes les séances où assistaient généralement deux à trois cents auditeurs se passèrent avec la plus grande tranquillité (note 107).

Meeting des Elus. — Le mardi soir 28, à Queens-hall, les élus socialistes c'est-à-dire les députés, conseillers municipaux, généraux, les membres de School Boards, etc., tenaient une réunion. Il y avait des représentants de France, Espagne, Autriche, Belgique, Allemagne, Suède, Danemark, Pologne, Italie et Grande-Bretagne. Mesdames Gray, Pankhurst, Despard et MM. Hickmott, Lansbury, Brooks, Chandler et Hawkes représentaient cette dernière. Pour la France on voyait MM. Vaillant, Jaurès, Guesde, Jourde, Toussaint. Les promoteurs de cette réunion étaient les Allemands. M. Liebknecht ne se dérangea pas et la présidence fut donnée à M. Vaillant. Le but était l'entente entre les députés socialistes du monde entier pour unifier leur action. Cette entente et cette unification, il faut qu'elle existe aussi entre les conseillers généraux et municipaux socialistes. La discussion, à laquelle prirent part un délégué danois, MM. Heckmott, J. Guesde, Lansbury et un autre français, fut courte. Elle se termina par le vote d'un bureau international parlementaire, d'un bureau semblable pour les divers corps (municipal, école, etc.). Ces bureaux devaient être des centres d'échange d'idées, etc. Une commission formée d'un délégué de chaque section fut chargée de déterminer l'action des bureaux. Les

élus n'eurent à notre connaissance que cette seule réunion (note 108).

Meeting Social démocrate. — Le jeudi soir dans Queens Hall, les social démocrates avaient organisé un grand meeting. Les orateurs annoncés étaient nombreux; les organisateurs avaient négligé d'inviter l'I. L.P à s'y faire représenter. M. J. Maudsley présidait. Après un discours de M. Greulich, ce fut à M. Jaurès de parler : Ce qu'il admirait le plus dans le vaste congrès c'était l'unité qui s'y étalait malgré la très grande disparité de coutumes, langues et manières. C'est que tous avaient mêmes aspirations, mêmes espoirs, même foi, même doctrine. Les classes ouvrières croissent intellectuellement. La bourgeoisie, elle, est en décadence. La fin de sa puissance arrive; elle est incapable de réforme.

M. H. Wilson député trade unioniste au parlement anglais proteste contre certaines allégations de M. Jaurès et il en résulte un certain trouble que calment des chants d'un chœur allemand. MM. Millerand, Bebel, Liebknecht, Ferri, Adler, Hyndman furent vigoureusement applaudis lorsqu'ils célébrèrent la sociale démocratie, l'union du trade unionisme et du socialisme combattant côte à côte, lorsqu'ils affirmèrent la victoire sûre, inévitable. L'assistance était relativement peu nombreuse, peut-être à cause du prix (o fr. 60 et o fr. 30) (note 109).

Meeting pour l'amnistie. — Le dimanche 2 août, en plein air, à Trafalgar Square, nous assistâmes à un meeting en faveur de l'amnistie pour MM. Charles, Cailes et Battola. Ils sont depuis quatre ans (avril 1892)

en prison et sont condamnés à dix ans de « penal servitude » comme complices dans un complot organisé par un mouchard. Le président était M. Pete Curran, les orateurs furent MM. Domela Nieuwenhuis, mademoiselle Louise Michel, MM. Bruce Glasier, C. A. Gibson, Daniel Irvine, qui protestèrent, aux applaudissements du millier d'assistants, contre l'injustice de tenir en prison des hommes coupables d'avoir obéi aux suggestions d'un agent du gouvernement.

CHAPITRE VII

CONCLUSIONS

On a pu, dans les pages précédentes, suivre les événements qui préparèrent le congrès, les séances qui se tinrent, les incidents qui, au jour le jour, se produisirent dans les assemblées plénières, dans les réunions de nationalité.

Quantité d'incidents ne vinrent que de l'ignorance mutuelle des coutumes. Ainsi les deux plus graves, dont l'un dégénéra en rixe, n'auraient point eu lieu si les Français et les Hollandais eussent su que l'on parlait de sa place, et non de la plate-forme. D'autres provinrent de l'inconvénient qui résulte toujours des traductions. Un proverbe italien dit : *Traduttore traditore* (traducteur, traître); jamais il ne fut plus vrai que dans ce congrès. Nécessairement, il devait y avoir des protestations, quand on constatait que les discours étaient tronqués, atténués ou même défigurés complètement lorsque madame Marx Aveling traduisait. Ces protestations étaient vaines et le tumulte

s'en accroissait. Tout se fut passé tranquillement si les traductions eussent été franches et honnêtes, ainsi que cela eut lieu à la conférence socialiste anarchiste. D'autre tumulte eut pour origine la spéciale géographie imaginée à l'usage de la votation par nationalité. Ce furent d'abord des rires, puis des protestations et des sarcasmes lorsqu'on entendait appeler l'Australie, la Bohême, la Pologne; lorsqu'on voyait les délégués bulgares, roumains, faire échec à la France, à l'Angleterre, à la Hollande. Bien du tumulte eût été évité si l'on eût voté par délégués, ou mieux encore par milliers d'individus représentés ainsi que cela se fait dans les congrès internationaux corporatifs. Nous savons que la Bohême, tout en faisant partie de l'empire austro-hongrois, a un mouvement socialiste séparé du mouvement autrichien ; que la Pologne a, elle aussi, son mouvement différent de celui de la Russie. Mais, malgré cela, il est contraire à la raison que les quelques mille socialistes de Pologne, de Bohême, viennent équilibrer le vote de toute la nationalité française avec ses centaines de mille socialistes. Tout le monde au congrès comprenait le grotesque du vote par nationalité et sa continuation fut une cause permanente de bruit. Une autre cause, chez les Anglais, fut l'ignorance presque complète où étaient les trade unionistes de la question du socialisme anarchique. Ils ne purent être éclairés pendant tous les débats, car les traductions anglaises laissaient trop à désirer. Ils votèrent toujours les exclusions, se figurant exclure des anarchistes individualistes, ennemis de toute organisation, de tout ordre. Je crois même qu'aucuns se figuraient chasser des dynamiteurs, des bandits. Aussi tous les délégués des trade unions soutenaient

le bureau dans son autoritarisme, lorsqu'il voulait empêcher les anarchistes ou les antiparlementaires de s'expliquer. Et de là s'accroissait le tumulte, car ceux-ci ne se laissaient étrangler qu'après avoir crié.

Il semblait qu'on eût dressé les mots anarchie, anarchistes, comme un épouvantail de la majorité trade unioniste anglaise et alors, pour étouffer la discussion, on — je veux dire la sociale démocratie — transformait tous les opposants en anarchistes. Ils étaient anarchistes, les Vaillant, les Sembat, les Faberot, les Allemane, les Lavaud, les Domela Nieuwenhuis, les Cornelissen, et combien d'autres. Ils avaient beau dire, hurler : Non, nous ne sommes pas anarchistes; on n'en croyait rien, car, de la plate-forme, on affirmait le contraire, car la cloche présidentielle et les sit down (assis) des trade unionistes couvraient leur voix. Et tous les journaux muaient ces socialistes révolutionnaires en socialistes anarchistes. Si, après cela, le monde entier n'est pas convaincu que la France et la Hollande sont en majorité anarchiste, ce ne sera vraiment pas de la faute de la sociale démocratie. Tout cela froissait, énervait les délégués et se résolvait en bruit qui eût été évité si la sociale démocratie eût agi avec tolérance et, je dirai même, avec habileté.

On a pu juger que la grande caractéristique de ce congrès fut un autoritarisme sans borne et, comme conséquence fatale, une extraordinaire intolérance. Cet autoritarisme se montre dans le comité d'organisation interprétant la résolution de Zurich dans un esprit très étroit, et tentant même de l'appliquer aux syndicats (Lettre W. Thorne, p. 76.). Nous le trouvons dans l'organisation du meeting d'Hyde-Park à

l'égard des socialistes antiparlementaires et trade unionistes de France et de Hollande, à l'égard de Tom Mann. Nous le voyons dans la préparation du meeting du 30 août, qui exclut tout représentant de l'I. L. P. Il est encore dans le vote subrepticement enlevé dans la section anglaise le lundi matin, dans la tentative d'en faire autant le lundi en séance plénière.

Cet autoritarisme éclate aux yeux toutes les journées des mardi et mercredi, sous la présidence de MM. Singer et Hyndman. Il s'étale naïvement lorsque M. Sigg invite le congrès à ne pas entendre les orateurs. Il se montre dans le vote automatique, mécanique des résolutions les trois derniers jours, sans que les opposants puissent exposer leurs idées. Il se glisse, furtif, dans les assertions de M. Plekhanoff, mensongères, selon M. Volkhovsky. Il s'affirme cyniquement dans les altérations et les contre-sens des traductions de madame Marx Aveling. Nous le saisissons dans le vote de la Pologne, lors de la division de la France en deux nationalités. Nous le retrouvons encore dans l'organisation du banquet le samedi soir à Crystal-Palace. Et tous les jours nous le vîmes dans les votes et les actes des social-démocrates allemands, autrichiens.

C'est donc là la grande caractéristique du congrès et c'est la sociale démocratie de toutes les nations qui étalait ainsi son autocratie. Les Allemands étaient les directeurs, ou plutôt c'étaient parmi eux MM. Singer, Liebknecht, Bebel. Aidés de MM. Aveling, Hyndman, Adler, et de madame Aveling, ils étaient les véritables maîtres du congrès. Ils lui ont fait voter ce qu'ils ont voulu, car il leur suffisait de demander la votation par nationalité pour avoir la majorité et

faire accepter ce qu'ils voulaient. Le congrès, après une longue discussion et malgré l'opposition des antiparlementaires, des anarchistes et des syndicats français, vote le mardi l'article 11 qui *interdisait toute modification au règlement*. Le mercredi l'après-midi, sur l'ordre de MM. Singer, Adler, Aveling, le congrès modifiait le règlement en sectionnant la nationalité française. Ce vote a montré les mamelucks de la sociale démocratie allemande, car seuls osèrent ne pas obéir au mot d'ordre les Belges, les Italiens, les Anglais. Je ne parle ni des Français, ni des Hollandais, qui étaient là des trouble-fêtes. Ils gênèrent l'accord et obligèrent à des manœuvres... maladroites de la part des social-démocrates. Ils furent obligés de démasquer leur intolérance, d'exposer leur autoritarisme. Si la Hollande, petite nation avec peu de délégués, eût été seule, tout eût bien marché sans accroc. On eût déclaré que l'article 11 concernait les syndicats, et tous les antiparlementaires eussent été expulsés. Mais la Hollande n'était point seule. Il y avait des trade unionistes anglais qui étaient anarchistes, et les Anglais n'eussent pas permis leur expulsion. Il y avait surtout la France, qui arrivait avec une majorité contre l'article 11, contre la résolution de Zurich. Et cette majorité représentait les 4/5 des groupements corporatifs français. C'était grave et la sociale démocratie n'osa pas appliquer la résolution de Zurich au syndicat; la tentative faite par le comité d'organisation n'avait servi à rien.

C'est la France qui occupa tout le congrès pendant les séances les plus intéressantes, soit qu'on se place au point de vue du progrès du socialisme, soit qu'on considère en penseur les événements qui se déroulè-

rent dans ce congrès. Ce fut la majorité française qui revendiqua hautement, avec énergie la liberté la plus grande, la tolérance la plus large. Ce fut elle seule, aidée par une minorité d'Anglais membres de l'I. L. P, par quelques Italiens et Hollandais, qui pendant trois jours força les Allemands social démocrates et leurs suivants à démasquer leurs agissements, à se montrer autoritaires. Pendant trois jours, ce ne fut que conciliabules, que manœuvres, qu'affirmations contraires à la vérité, que tripotages et tripatouillages entre les chefs. Qu'importait après cela le vote des résolutions ? Ce qui s'était passé les lundi, mardi et mercredi, faisait présager ce qui se passerait pour ces votes. Et d'avance l'on eût pu dire ce qu'ils seraient. Ils n'avaient nulle importance. Le congrès était devenu une chambre d'enregistrement et la majorité française y assistait en spectatrice pour ainsi dire. A quoi bon les quelques discours de MM. Tortelier, E. Guérard ! On ne les écoutait point ; on les traduisait mal. On votait. Les trade unionistes fatigués des débats des trois premiers jours qu'ils comprirent, point ou peu, ne venaient quasi plus. Les membres de l'I. L. P. pour l'honneur luttaient encore ainsi que les fabiens ; mais en réalité c'était bien inutile, les nationalités enregistraient le plus souvent ce qu'avait décidé le bureau. Et le bureau décidait ce que MM. Singer, Adler, Liebknecht voulaient. Les séances du jeudi et des jours suivants étaient vraiment si peu importantes que M. Guesde revint en France dès ce jour, que M. Jourde quitta, lui aussi, le congrès. Le grand débat était vidé par la séance du mercredi soir. Il eût pu se rouvrir le samedi, lors de la votation sur le prochain congrès. Mais ce fut inutile : la sociale

démocratie closait elle-même la série des congrès socialistes pour commencer celle des congrès social démocrates. En effet, elle faisait approuver un règlement obligeant tous les groupes même corporatifs à reconnaître la *nécessité* de l'action parlementaire.

Donc ce congrès, en agréant *toutes* les propositions sociales démocrates ou du « socialisme scientifique » comme prétentieusement il se dénomme, a été le triomphe de la sociale démocratie, dira-t-on? Non, c'est là une apparence. La victoire de la S. D. est une victoire à la Pyrrhus. Les vainqueurs réels sont les socialistes libertaires, antiparlementaires. Nombre d'entre eux ont été expulsés certes, mais ceux qui restaient ont obligé la sociale démocratie à se montrer telle qu'elle est : intolérante, à l'esprit mesquin, étroite, si autoritaire que M. Keir Hardie l'a qualifiée de bismarckienne, de « castiron socialism » (socialisme de fer). Le caporalisme le plus éhonté s'est affiché et cela a révolté la plus grande partie des Anglais. Cette discipline de fer, d'automates n'a point convenu aux Belges dont une minorité forte a l'esprit trop large pour admettre intégralement le credo social démocrate. Les Italiens aussi trouvèrent que vraiment MM. Singer, Aveling, Liebknecht dépassaient les bornes en menaçant de quitter le congrès, si on ne violait pas le règlement et ils désobéirent à la sacro-sainte autorité des députés allemands. C'est là que gît la victoire des socialistes antiparlementaires, libertaires. C'est dans la mise à nu des agissements autocratiques de la sociale démocratie ; c'est dans le discrédit que cette révélation a jeté sur tous les social-démocrates. On dira que c'est là affaiblir le socialisme. Nous ne le pensons point. Sous l'influence des

conditions politiques de l'Allemagne, les socialistes d'outre Rhin se sont vus peu à peu conduits à abandonner, à négliger les principes du socialisme. Ils tendent vers le radicalisme. Par leur souci de diriger le socialisme mondial, ils déterminent chez celui-ci un abandon des principes et l'entraînent vers le radicalisme. La France au congrès de Londres a fait ressortir cela et a arrêté le socialisme mondial dans sa marche rétrograde. Quoique en apparence battus, les socialistes libertaires ont été victorieux. Et la sociale démocratie l'a si bien compris qu'elle a organisé le prochain congrès en Allemagne, avec des conditions telles que ce sera un simple congrès social démocrate.

Donc, au point de vue international, le congrès aura un immense retentissement en bien. L'œuvre commencée continuera et l'influence allemande décroîtra au grand profit du libre socialisme. Au point de vue anglais, les bénéfices du congrès ne seront pas moins grands. La renommée du socialisme allemand acquise par ses succès électoraux lui donnait en Grande-Bretagne une influence qui est maintenant perdue. Les Anglais ont vu à l'œuvre ces social démocrates et ils en ont eu assez. Ils étaient socialistes évolutionnistes, parlementaires; ils le sont restés, mais ils n'aimaient point l'autorité et ils ne l'aiment pas davantage maintenant. Une société social-démocratiquement régie ne leur dit rien qui vaille depuis qu'ils ont vu étouffer les discussions, falsifier les discours, manigancer les votes. L'autoritarisme de certains pontifes ne leur a pas plu, à eux amoureux de liberté, de libre discussion. Aussi avec raison et approbation de la plus grande partie des socialistes, M. R. Blatchford a pu

écrire : « Le mouvement socialiste est démocratique, il faut des démocrates. Trop de chefs, trop de dogmes, trop d'inclinations à établir de saints mystères et à construire des maisons supérieures pour les personnes supérieures. Si le socialisme signifie une croyance de fer administrée par un ou plusieurs dictateurs ou par un clergé de personnes supérieures du type de ceux qui étaient sur la plate-forme du congrès, nous aimons mieux nous mettre avec les tories et agir avec eux. » En Angleterre le règne de la sociale-démocratie finit avant que de commencer, le congrès de Londres l'a tué.

Les vieux trade unionistes se sont presque réjouis des incidents du congrès pensant que ce serait la cause d'un retard dans l'expansion du socialisme. J'estime qu'ils ont eu tort de se réjouir. Il n'y aura aucun retard, il y aura seulement une modification de l'orientation du socialisme. Et cette modification ne sera qu'accélératrice de cette expansion, car elle se fera dans le sens du caractère national anglais. Un socialisme bismarckien, caporaliste ne peut se répandre en un pays où l'éducation politique est faite, où les hommes sont libres. Enfermer le socialisme dans cette règle de fer de la S. D., c'était le condamner à végéter en Grande-Bretagne. Le congrès de Londres a brisé le moule unique où la S. D. voulait couler le socialisme de chaque nation. Et ainsi le socialisme de Grande-Bretagne pourra s'accroître.

Pour la France l'œuvre du congrès n'est pas moins grande. La fraction sociale démocrate française a perdu tout esprit politique et a obligé le congrès à se déjuger à trente-six heures d'intervalle. Par son sectarisme, elle a froissé tous les délégués des groupes

corporatifs; elle a blessé tous les syndiqués en insultant les syndicats. Le souci de gouverner, de faire la loi à tout le monde les a poussés aux actes les plus maladroits. Ils ont conservé en poche des mandats pour ne pas avoir à les exécuter : ainsi agit M. Lafargue avec le mandat de la Fédération socialiste nantaise. Ils ont injurié, insulté leurs amis. Ils ont menti en disant, et plus tard en écrivant, dans un manifeste officiel, que « les anarchistes s'abritaient derrière des groupes corporatifs créés de toutes pièces pour la circonstance ou dont ils avaient surpris le mandat. » Ils ont empêché le congrès de travailler en le retenant deux jours, d'abord par l'incident des députés sans mandats, ensuite par l'incident de la sécession. Ils ont ridiculisé le congrès et particulièrement la sociale démocratie par cette scission même. Voilà l'œuvre de la minorité française et elle a servi on ne peut mieux les socialistes antiparlementaires. Ils en ont eu la preuve, rentrés en France où tous les groupes corporatifs et politiques ont approuvé leurs mandants. Et ce n'est point des groupes fictifs que ceux de la Fédération des Bourses du Travail, des Bourses d'Amiens, de Béziers, de la Fédération du Bâtiment, des syndicats d'ardoisiers, de menuisiers, des instruments de précision, etc. Le discrédit qui rejaillit sur la minorité française fut tel que M. Jaurès en maints articles revint sur les actes de Londres, cherchant à concilier, à réparer le mal causé, non point au socialisme, mais à son influence. Si le congrès était à recommencer, M. Jaurès ne quitterait point la majorité, ont dit certains socialistes de ses relations et nous le croyons sans peine, car la minorité a agi là de la façon la plus légère, sans le moindre esprit politique. Donc,

en France, le socialisme qui aurait pu s'embourber à la suite des parlementaires et oublier ses principes pour prendre seulement les revendications radicales, a échappé à ce danger grâce aux incidents du congrès qui ont éclairé le prolétariat. La marche en avant pour la transformation sociale ne va pas se restreindre à la conquête des pouvoirs publics par la voix parlementaire, légale. Les Guesdistes battus à Londres, *et cela par leur faute*, verront leur influence s'effriter et c'est là un résultat fatal, inévitable.

Le grand défaut de la sociale démocratie a été de vouloir unifier sous une même direction tous les partis socialistes du monde. Il peut y avoir un idéal commun dans ses lignes générales entre des hommes vivant en des pays divers. Il ne peut pas y avoir unité et unification de tactique. Les moyens de réalisation d'un idéal varient avec les individus, les ambiances climatologiques, sociales. Suivant les conditions économiques, suivant les conditions politiques, morales où vivent des peuples, la tactique variera pour réaliser un même idéal. Voilà ce que n'a pas compris la sociale démocratie qui veut imposer aux Allemands militarisés la même tactique qu'aux Anglais libres, qu'aux Français à l'esprit indiscipliné, qu'aux Espagnols au sang bouillant. Dans le socialisme, il doit y avoir un idéal commun, un ensemble de doctrines ayant des grandes lignes communes, mais les partis doivent être libres, libres de leur tactique. Les congrès internationaux ne doivent, ne peuvent imposer une règle à personne. Ils doivent permettre l'échange d'idées et ainsi agir sur toutes les nations. Voilà ce qu'aurait dû être le congrès de Londres et il eût été tranquille et il eût eu un succès énorme.

Le congrès étant international, l'observateur put sur le vif saisir des différences d'attitude entre les nations. On a vu qu'il y eut du tumulte. Il fut ce qu'il a été, ce qu'il est dans les autres assemblées parlantes. Des gazettes ont dit que le bruit, le trouble était sauvage et à nul autre pareil. Il y a là une contre-vérité. Au parlement anglais, il y eut des pugilats comme au congrès socialiste ; les chambres des députés d'Italie, de France sont parfois aussi, sinon plus tumultueuses. Non, en vérité, considéré à ce point de vue, le congrès socialiste fut ce que furent toutes les assemblées parlantes. Et si l'on réfléchit qu'il y avait là une assistance de 800 délégués, parlant des langues diverses, on doit plutôt s'étonner du calme relatif qui régna. Dans ces manifestations bruyantes se montrèrent les différences dues à la nationalité, provenant par conséquent des conditions climatériques, telluriques, des mœurs, de l'éducation. Il est fort difficile de parler des Espagnols ; tous social démocrates, ils obéissaient à M. P. Iglesias et en tout petit nombre ils disparaissaient dans la foule. Les Italiens furent très bruyants, criant et gesticulant, s'emportant en des altercations particulières, parlant dans le bruit bien qu'on ne les entendît point. Les Français étaient à peine moins bruyants, mais ils gesticulaient peut-être moins. Leur tumulte était désordonné. Chez les Anglais au contraire le bruit fut quelquefois plus grand que chez les étrangers. Mais c'était un désordre ordonné. Ils gesticulaient peu ; debout, ils criaient fortement, non des explications, mais quelques mots pour avoir la parole ou pour protester. Ils sont en réunion publique certainement plus froids, plus cal-

mes que les Français, les Italiens, les Belges que l'on peut regarder comme intermédiaires sous cet égard entre les Français et les Anglais. Ce qui surtout distingue les Anglais, c'est leur calme à écouter des idées qu'ils n'ont pas, des assertions fausses. Alors que le Français crie pour affirmer leur fausseté ou pour empêcher l'orateur de continuer, l'Anglais écoute. Après il réfutera et démentira. C'est là une differenciation due à l'éducation plus encore qu'au tempérament. L'éducation politique est en Angleterre en avance sur la nôtre. Ils écoutent parce qu'ils savent qu'ils seront écoutés.

Je ne parle point des Allemands, des Autrichiens ; ceux qui étaient là étaient des soldats bien disciplinés. Ils votaient sur un signe de leurs chefs ; ils applaudissaient, criaient ou gesticulaient sur un signe de ces mêmes chefs. Ce sont des automates et là encore l'automatisme est plus affaire d'éducation que de tempérament. Naturellement froids et lourds, leur éducation politique commence seulement; elle est bien en retard sur la nôtre. Point libres, ils ne conçoivent pas la liberté ni pour eux ni pour autrui. Leur éducation militarisée les imprègne d'autoritarisme d'une part, d'obéissance passive de l'autre. Ainsi M. Landauer, socialiste anarchiste, par suite à idéal libertaire, se montra fort autoritaire en présidant l'une des conférences anarchistes et il n'avait point conscience de cet autoritarisme. Dans l'impudente façon dont certains étalaient leur autocratie sans même garder de simples mesures de courtoisie, il faut peut-être y voir des influences de race. MM. Singer, Adler, madame Aveling, etc., sont juifs et le manque de tact

est une des caractéristiques de la race juive. Peut-être est-ce à cette influence de la race, jointe aussi certainement à l'hypertrophie du moi parce que fille de Karl Marx, qu'il faut attribuer l'inconscience cynique avec laquelle madame Aveling taillait, coupait, altérait, défigurait les discours qu'elle traduisait. Elle eut encore l'inconscience, non pas dans l'atmosphère de la salle échauffée par une discussion violente, mais dans un bureau tranquille, de dire à un délégué français, anarchiste : « Tous les anarchistes sont des fous. » C'était d'un manque de tact absolu. Et comme ce délégué lui observait en riant que ses travaux étaient un sûr garant du contraire, elle ajouta : « c'est encore là un indéniable symptôme de folie ; tous les fous nient qu'ils le soient. » Madame Aveling ne pensait nullement que la même réplique pouvait lui être faite et que, niant qu'elle fût folle, elle prouvait par cela même qu'elle l'était. Il y a là dans ces actes influence de la race jointe à une vanité sans borne. Il faut d'ailleurs aussi tenir compte de l'atmosphère se dégageant de cette foule parlante.

Les assemblées parlementaires et les membres qui y sont agissent plus par sentiments que par raison. Les décisions sont prises sur l'instant; la réflexion fait le plus souvent défaut. La délibération est rapide et insuffisamment élaborée. Entre la perception et l'action il y a souvent si peu de temps que le percipient-acteur n'a point réfléchi, élaboré sa réponse, son acte. L'irritabilité des assemblées parlementaires a été constatée maintes fois et M. Le Bon la note dans sa *Psychologie des Foules*. Eh bien, nous pûmes l'observer là. La foule des assistants était parfois parvenue

à une telle excitabilité que les sentiments seuls la conduisaient sans aucun refrènement de la raison.

On a dit que l'incident qui termina la séance de la nationalité française (lundi après-midi) avait été prémédité. On a écrit que la scission avait été voulue, préparée par ceux qui se retirèrent. Il se peut que d'aucuns parmi eux eussent d'avance envisagé cette attitude, mais nous pensons cependant qu'elle a sa cause dans l'excessive tension résultant de trois heures de discussion entre adversaires d'idées, et souvent adversaires personnels. Nous pensons que la décision fut prise sur le moment, et que vraiment ils se retirèrent pour aviser. Mais encore sous la poussée de leur échec, irritables, mécontents, leur délibération fut apparente, car la raison n'y présida point et elle aboutit à cette faute politique qui fut la scission. Ils avaient agi sentimentalement, et non rationnellement.

Des paroles violentes furent dites de part et d'autre et la cause en est dans l'irritabilité extrême des assistants, dans l'irréflexion qui est la marque de la plupart des actes de ces assemblées en certaines occasions. Il est évident que M. Millerand ne réfléchissait pas, lorsque, le mercredi, il affirmait le contraire de la vérité. Il n'avait certainement pas conscience que là, l'écoutant, il y avait de nombreuses personnes qui pouvaient rétablir la vérité. Il n'avait certainement pas conscience qu'il avait commis, en se scissionnant, une faute politique considérable, qu'il aggravait encore en demandant la confirmation de cette scission. Non, il agissait, poussé par la passion et sa belle tactique à lui, le politique habile, s'envolait comme feuille morte au vent. Au sein de la minorité,

mutuellement, ils se montaient, s'excitaient et l'excitation crut de l'opposition qui fut faite au congrès lorsqu'il voulut prendre la parole. La passion le conduisait, et non point la raison. De même la passion, dénuée de toute réflexion, faisait insulter M. Vandervelde par M. R. Lavigne. De même la passion se révélait dans les bruyantes interruptions de M. P. Lafargue ou de M. Sembat. Il n'y avait plus là aucune décision mûrie, exécutée. C'était une impulsion irrésistible à laquelle l'individu obéissait. Et l'homme le plus pondéré était entraîné dans cette tourmente, du moment qu'il y assistait, qu'il y était plongé. Il n'était plus lui, calme, délibérant ses actes, ses paroles; c'était l'être de passion, à la perception rapide, à la réaction plus rapide encore. Il semblerait que, dans la lutte vive, au sein des assemblées parlantes, on abandonne toute raison pour ne se laisser guider que par les sentiments. Ainsi M. Hyndman, qui est un homme d'une courtoisie raffinée, qui connaît certainement les doctrines diverses du socialisme, a falsifié la vérité dans son discours du mardi matin. La raison était chez lui obnubilée par son souci de triompher, par l'atmosphère qui se dégageait de la salle entière. Il semblait agir en froid et calme Anglais et, à son insu, il était suggestionné par l'assistance. La passion l'égarait.

Le congrès de Londres a été ce qu'ont été toutes les assemblées délibérantes, ce qu'elles seront longtemps encore. Les hommes qui y assistaient sont, pour la plupart, au-dessus de la moyenne intellectuelle. Beaucoup sont des penseurs plus ou moins célèbres. Tous, ou quasi tous, agirent plus menés par la passion que par la raison. Et il en sera toujours

ainsi, à un degré toujours très grand, dans les assemblées délibérantes et législatives ; cet état serait atténué dans les assemblées purement consultatives où l'on échangerait des idées sans fixer des règles.

APPENDICE

APPENDICE

Note 1. — En 1893 il y eut environ 400 candidats socialistes dans toute la France. 49 députés socialistes furent élus. 556,723 voix socialistes se portèrent sur tous les candidats. Les votes se répartissent à peu près ainsi : Paris, 130,000 ; Seine, 50,000 ; Centre, 50,000 ; Sud-Ouest, 75,000 ; Sud et Sud-Est, 125,000 ; Est, 40,000 ; Nord, 75,000 ; Ouest, 30,000. Les anarchistes présentèrent 110 candidats préconisant l'abstention.

En France, d'après une statistique de 1891, par nous reproduite dans la *France sociale et politique* (année 1891), il existait une armée ouvrière composée de un million 100,000 ouvriers et ouvrières de l'industrie minière, usinière, manufacturière ; 210,000 journaliers, gens de peine, etc. ; 1,500,000 ouvriers de la petite industrie ; 350,000 journaliers, etc. ; en tout 3,150,000 environ ouvriers et journaliers des deux sexes.

Il faut aussi tenir compte des 920,000 employés, commis (industrie, transport, etc.), des 225,000 ouvriers des transports et des 450,000 ouvriers et journaliers du commerce. Pour mémoire, il faut noter la petite bourgeoisie

(professeurs, instituteurs), la jeunesse scientifique, littéraire, artistique. On ne doit pas oublier qu'il y a, en France, environ 600,000 ouvriers syndiqués, tous socialistes et même militants socialistes; c'est là un minimum socialiste parmi les ouvriers.

Note 2. — Le comité fut composé de MM. John Anderson, Edward Aveling, Edward Harford, James Macdonald, J. S. Maxwell, Sidney Ollivier, Henry Quelch, A. Smith, W. C. Steadman, William Thorne.

Note 3. — La lettre est du 21 janvier 1895 et porte substantiellement que l'addition au titre officiel déterminé par le congrès de Zurich consiste dans les mots « and Trade Union ». Cette adjonction assurera la représentation nombreuse de trade unions et sera un élément certain du succès et de l'importance du congrès.

Note 3 *bis*. — Il s'agit du P. O. F., qui représentait la France entière pour le comité d'organisation.

Note 4. — Ce comité exécutif fut composé de MM. H. Broadhurst, E. Cowey, W. Inskip, J. Jack, J. Maudsley, Ben Tillett, pour le comité parlementaire; MM. E. Aveling, S. Ollivier, H. Quelch, A. Smith, W. C. Steadman, W. Thorne, pour le comité de Zurich. M. William Thorne fut nommé secrétaire, M. William Inskip, trésorier, MM. Edward Aveling et A. Smith traducteurs. Le comité de Zurich cessa alors de fonctionner et le 12 février 1895 il envoyait à ses mandants, les organisations ouvrières de Grande-Bretagne qui avaient été représentées à Zurich, une longue circulaire-rapport sur son travail.

Note 5. — Nous avons traduit fidèlement la résolution de Zurich, d'après une circulaire anglaise (1895) du comité d'organisation. On observera qu'un point-virgule est mis pour séparer les organisations corporatives des

organisations politiques. Dans une circulaire anglaise de février 1896, le même texte figure. Dans une circulaire française de même époque, reproduction de cette dernière, il y a une légère altération de la résolution de Zurich. Il est dit : « Toutes les chambres syndicales ouvrières seront admises au congrès, *et* aussi les partis et organisations... » On remarquera qu'il y a là seulement une virgule, suivie de la conjonction *et*. Malgré cette altération, on voit que le sens de la résolution n'est pas changé. Dans l'*Agenda* ou *Ordre du jour* publié en mai 1896, cette même résolution figure en anglais avec le point-virgule, en français avec la virgule, suivie de *et*, en allemand, avec la virgule suivie de « ebenso » qui signifie « ainsi, de même que ». Il semble oiseux de s'étendre ainsi sur une virgule; mais on verra, lors du congrès, l'importance que cette virgule avait.

Note 6. — Il y eut notamment des réunions les 25 juillet, 8 août, 5 et 26 septembre 1895. Dans un article (*Temps nouveaux*, 3 août 1895, *Liberty*, septembre 1895) Pierre Kropotkine disait : « Le fait est qu'en Angleterre, comme un peu partout, il y a des compagnons anarchistes qui font partie de groupements ouvriers et qui peuvent être envoyés par leurs unions de métier afin de discuter tous les points du programme du congrès au point de vue anarchiste. Les groupements en question ne peuvent pas assister les bras croisés à l'escamotage du mouvement ouvrier qui se fait en ce moment par les politiciens... L'opinion unanime des compagnons réunis (réunion du groupe *Freedom* le 25 juillet) a été qu'il faut aller au congrès et y aller en masse. Si le congrès s'annonçait comme un congrès de la démocratie sociale, les anarchistes n'iraient évidemment pas... Mais le congrès est annoncé comme un congrès *ouvrier universel* et alors — ou bien les unions de métier, seules, y seront admises, et aucun groupe politique socialiste et révolutionnaire n'y aura accès — ou bien tous les groupes socialis-

tes et révolutionnaires qui tiennent à y venir doivent être reçus... »

Il s'était formé un comité dont le secrétaire était F. S. Paul. Il envoya en septembre un manifeste protestant contre l'exclusion des socialistes qui n'acceptent pas la conquête des pouvoirs publics et invitant les groupes corporatifs à donner mandat à leur délégué de s'opposer à toute exclusion. Ce manifeste fut publié dans *Zukunft* (Vienne), dans *Der Sozialist* (Berlin), *Freedom* et *Torch* de Londres, *La Sociale* (Paris), la *Questione sociale* (Paterson), *Recht Voor allen* (Amsterdam). Il souleva des objections dans *Justice* (Londres), et il s'en suivit une polémique courte avec *Liberty* (Londres) et *Torch*. Le London Anarchist Committee élut : secrétaire, J. Tochatti; secrétaire adjoint, T. Reece; trésorier, W. Wess.

Note 7. — Cette déclaration de Bebel disait : « L'addition proposée ne veut pas dire que chacun de ceux qui viennent au congrès est obligé de prendre part à l'action politique en toute circonstance et dans tous les détails de nos définitions. Cela est seulement la reconnaissance du droit des travailleurs à employer les droits politiques de leur pays, qui, en leur opinion, sont pour promouvoir les intérêts de la classe ouvrière; à se constituer eux-mêmes en un parti politique indépendant. »

Note 8. — Dans le nord Amérique, P. Gori conférenciait un peu partout et invitait les groupes ouvriers à donner mandat à leur délégué de s'opposer à toute exclusion. A Boston. J. H. Kelly, C. W. Mowbray, faisaient la même propagande. *El Despertar* (New-York) insérait huit articles sur le congrès (du 20 décembre 1895 au 30 mars 1896). L'auteur y soutenait que les socialistes parlementaires sont les ennemis des groupements syndicaux, que les organisateurs du congrès ouvrier veulent faire un congrès sans ouvriers, que les socialistes anarchistes doivent prendre part à ce congrès.

Note 9. — Ce comité s'était modifié car, en février

1896, nous trouvons en moins MM. Broadhurst, Ben Tillett et S. Ollivier. Ils ont été remplacés par MM. F. Chandler, Tom Mann et J. H. Wilson.

Note 10. — Cette circulaire disait notamment :

« ... Nous avons reçu des notifications qu'un nombre considérable de corps de métiers ont décidé de tenir des congrès internationaux corporatifs pendant la semaine du congrès international... Le congrès de 1896 siègera le lundi 27 juillet et les cinq jours suivants à Saint-Martin's Town Hall, Charing-Cross Road... Des chambres spéciales seront retenues pour les réunions particulières des délégués de chaque nationalité... Les commissions seront composées de délégués de chaque nationalité et auront à étudier les différents vœux ou résolutions portés à l'ordre du jour... Les travailleurs de la Grande-Bretagne et de l'Irlande envisagent avec joie le plaisir de souhaiter la bienvenue à leurs camarades de tous les pays. Ils montreront aux classes dirigeantes que les travailleurs de toutes les nations sont unies sur les principes qui doivent amener la complète émancipation politique et économique de la classe ouvrière... Chaque nationalité vérifiera et examinera les mandats de ses délégués et préparera une liste de délégués dont les mandats auront été acceptés ou refusés. *Cette liste et les mandats qui s'y rattachent doivent être remis au comité d'organisation* afin de permettre l'impression d'une liste complète de délégués de tous pays. *S'il y a désaccord à propos d'un mandat, la question sera soumise en première instance au Bureau. En cas d'appel contre la décision du Bureau, la question sera décidée en dernière instance par le congrès...* Règlement provisoire du congrès : 1. Une démonstration en plein air aura lieu à Hyde-Park, le dimanche 26 juillet, en faveur du maintien de la Paix internationale. Des représentants des délégations ouvrières seront invités à prendre la parole. 2. Une réception sera donnée par le comité d'organisation aux délégués, à huit heures du soir, le 26 juillet. 3. A neuf heures du matin, le lundi 27 juillet, les délégués des diverses nationalités doivent se réunir, chaque nationalité dans une salle spéciale... Chaque délégation doit : *a)* nommer á l'élection un président et un secrétaire pour sa nationalité. *b)* Doit vérifier les mandats de ses membres et rédiger, pour la remettre au comité organisateur, une liste portant le nom des délégués et des socié-

tés auxquelles ils appartiennent, etc. *c)* Chaque nationalité doit déléguer deux de ses membres pour la composition du Bureau du congrès. *d)* Chaque nationalité doit également déléguer deux de ses membres pour la composition de chacune des commissions qui auront à examiner les vœux et propositions portés à l'ordre du jour. 4. Tous les vœux, résolutions et propositions de discussions doivent être réunis par le comité organisateur du congrès sous diverses dénominations générales. 5. Les vœux ou sujets de discussions qui ne peuvent être compris sous une de ces dénominations générales seront soumis, si le temps le permet, au congrès, après la clôture des débats et votés sur les rapports des commissions. 6. A la première réunion générale du congrès, qui s'ouvrira le lundi 27 juillet à onze heures du matin, un président de langue anglaise nommé par le comité organisateur présidera avec, comme vice-présidents, un délégué de langue française et un délégué de langue allemande, également nommés par le comité organisateur. Le président prononcera une allocution de bienvenue, et les vice-présidents y répondront. La séance d'ouverture sera terminée à une heure et les diverses commissions siègeront l'après-midi. 7. Les autres séances plénières du congrès auront lieu le mardi et jours suivants, de 10 heures du matin à 12 h. 30 et de 2 heures à cinq heures de l'après-midi. 8. A l'ouverture de la séance du mardi matin, le rapport de chaque nationalité sur la composition de sa délégation doit être présenté et le congrès statuera sur la validité des mandats. 9. Cela terminé, les rapports des commissions seront soumis au congrès. 10. Les diverses commissions qui se réuniront séparément l'après-midi du lundi et aussi à d'autres occasions devront étudier et discuter les résolutions ayant rapport au sujet ou à la dénomination générale constituant le titre et l'objet de chaque commission. Il sera du devoir de chaque commission de préparer un rapport et une résolution sur sa question. Si la commission n'est pas unanime, la minorité peut préparer un deuxième rapport et une deuxième résolution. 11. *Aucune proposition tendant à modifier le règlement du congrès et l'ordre du jour ne peut être acceptée* [*ni discutée*] [1] *après le lundi*. 12. La durée des discours ne peut pas dépasser 20 mi-

1. Les mots entre [ ] ne figurent pas dans la circulaire de février 1896, mais figurent dans l'*Ordre du jour* envoyé fin juin 1896 aux organisations.

nutes pour les rapporteurs de commission et 10 minutes pour tous les autres orateurs. Aucun orateur ne doit parler plus d'une fois sur le même sujet. Le congrès, cependant, par un vote spécial, pourra suspendre ce règlement. 13. Les résolutions qui traitent de questions de principes fondamentaux seront votées par nationalités. Pour les questions de détail, le vote sera fait par levée de mains. 14. Le comité d'organisation recommande au bureau du congrès de nommer chaque jour un président d'une nationalité différente. Tout semble indiquer que le congrès international de 1896 sera, par son importance, tout à fait digne des meilleurs congrès précédents. L'Ancienne Internationale a tenu son premier congrès en Angleterre en 1864. Ce congrès a siégé dans l'ancienne salle Saint-Martin's à Londres. Le congrès de 1896 siègera dans la nouvelle salle Saint-Martin's, et nous pouvons espérer qu'il en résultera une nouvelle Internationale destinée à réaliser et à perpétuer la solidarité entre les travailleurs du monde entier.

Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! »

Dans cette circulaire, nous avons mis en italique certaines règles qui, élaborées par le comité organisateur, tombèrent aussitôt en désuétude. Le fameux article 11 est aussi en italique.

Note 11. — Des meetings avaient lieu les 19 et 22 février, 2 mars, 29 avril. Les orateurs furent J. Tochatti, J. Caplan, W. Banham, C. T. Quinn, Frank Kitz, W. Wess, J. Presburg, J. C. Kenworthy, miss Amy Morant, etc.

Note 12. — La première circulaire était en date du 19 mars 1896. La seconde, qui reproduisait l'invitation du comité, était bien plus longue. Datée du 10 avril 1896, elle s'adressait à toutes les sociétés ouvrières d'Espagne, protestait contre toute exclusion, car toutes les écoles avaient droit d'être représentées; tous les hommes sont frères. On doit fraterniser, et non s'excommunier. Le secrétaire de la commission espagnole était Jose Rovira y Llobet.

Note 13. — Dans *El Porvenir Social* (21 mars), *El Corsario* (23, 30 avril, 7 mai), dans la *Idea Libre* (Madrid, 7, 14, 21 mars, 18 avril), on lisait des études sur le congrès. On y conseillait très fortement à tous les anarchistes, à toutes les organisations ouvrières, de prendre part au congrès. On s'élevait avec énergie contre l'hégémonie des social-démocrates Singer, Liebknecht, Aveling et consorts, qui veulent accaparer le socialisme et transformer un congrès international des travailleurs socialistes en un congrès de secte.

Note 14. — Dans l'East End de Londres, où il y a beaucoup de juifs socialistes anarchistes, Liebknecht atténua beaucoup ses dires sur l'anarchisme et s'abstint d'en parler en mauvaise part quand il conférencia dans cette partie de Londres.

Note 15. — *Justice* du 25 juillet ajoutait : « Comme anarchistes, ils sont opposés à toute organisation, à tout ordre, à toute représentation... Un anarchiste ne peut ni déléguer quelqu'un, ni être délégué ; il ne représente que lui-même. » Nous ignorons où l'organe de M. Hyndman a trouvé ces principes des communistes et collectivistes anarchistes. Nous les ignorions, et ce n'est ni dans *Freedom*, ni dans la *Révolte* ou les *Temps nouveaux*, ni dans les œuvres de P. Kropotkine, Jean Grave, etc., qu'il les a trouvés. Jusque à preuve du contraire, nous pensons que c'est par manière de polémique que ces affirmations furent données, bien qu'elles soient absolument mensongères.

Note 16. — Ce supplément du 25 juillet donnait des notes biographiques de quelques « notables anarchistes » : A. Cipriani, A. Hamon, S. Merlino, Bernard Lazare, Louise Michel, Elisée Reclus, Domela Nieuwenhuis. Il y avait un article de Pierre Kropotkine.

Note 17. — L'article de Shaw est dans *Liberty* de juillet. Nous y lisons cette phrase : « La Bloomsbury Socialist Society est un groupe purement imaginaire qui existe seulement pour déléguer M. Aveling au congrès. »

Note 17 *bis*. — Le comité d'organisation envoyait toutes les circulaires, brochures à M. G. Ferri qui n'expédia rien aux organisations ouvrières. Seize jours avant le congrès, la Federazione Italiana delle Camere del Lavoro n'avait rien reçu et priait la Fédération des Bourses du Travail de France de lui envoyer l'ordre du jour.

Note 18. — Il paraîtrait que cette fédération qui annonce l'adhésion d'un très grand nombre de syndicats n'en compte réellement qu'une vingtaine. En tout cas, il est un fait, c'est que lors de la formation de la verrerie ouvrière, cette fédération était opposée à ce que la Verrerie fût Ouvrière ; elle la voulait coopérative ordinaire aux verriers. La Fédération n'ayant pu réussir à entraîner avec elle la masse des syndicats, voulut en faire une verrerie aux verriers. Ce projet échoua tandis que la Verrerie Ouvrière avec l'appui de la grande majorité des syndicats parvint à s'établir.

Note 19. — La question des admissions, écrivait M. Vaillant dans la *Petite République* du 26 juin 1896, a été réglée par avance par la décision du congrès de Zurich et les résolutions et convocations concordantes de la commission organisatrice anglaise : tous les partis et groupes socialistes internationalistes reconnaissant en tant que socialistes la nécessité de la conquête du pouvoir politique pour l'émancipation du prolétariat *et tous les délégués de syndicats, quelles que soient leurs opinions personnelles, qui ne sont pas en cause*, sont admis. » On verra que M. Vaillant entendait la résolution de Zurich dans un sens assez large comme le comprenait M. Bernard Shaw et comme l'indiquait le texte, voyez note 5.

Note 20. — Les résolutions du C. R. C. étaient :

« Sans rien abandonner de l'organisation économique, le but vers lequel doivent tendre les efforts de tous les socialistes est la conquête des pouvoirs publics comme le moyen par excellence d'affranchissement et d'émancipation. C'est pourquoi nous sommes pour l'action politique, pour la conquête du pouvoir politique et pour le maintien de la paix internationale... »

Note 21. — L'ordre du jour des E. C. est le suivant.

« Le groupe des étudiants collectivistes, considérant qu'il est du devoir de tous les véritables socialistes de se placer en toutes circonstances du côté de la majorité du prolétariat conscient et organisé et non pas avec quelques littérateurs plus ou moins décadents ou *indépendants*... de la logique, décide de prendre part au congrès ouvrier international de Londres et d'y envoyer plusieurs délégués. » (*Petite République*, 24 juin 96.)

Le groupe des E. S. R. I. répondit par l'ordre du jour suivant.

« Le Groupe des étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes de Paris, dont un certain nombre de membres du groupe des étudiants collectivistes font partie, constate que l'ordre du jour injurieux pour une partie du prolétariat (*Petite République* du 24 juin) a été voté à l'unanimité des membres du Groupe des étudiants collectivistes deux jours après la séance du groupe des étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes, où ce dernier groupe avait décidé de ne pas adhérer au Congrès de Londres.

Le groupe des étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes invite ceux de ses membres qui font partie du groupe des étudiants collectivistes à désavouer l'ordre du jour de ce dernier groupe. » (*Parti ouvrier.*)

Note 22. — Voici cette circulaire :

PARTI OUVRIER SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

UNION FÉDÉRATIVE DU CENTRE

A nos camarades syndiqués,

Citoyens,

Nous prenons la liberté d'appeler votre attention sur le Con-

grès international de Londres qui est proche, parce que, selon nous, il comporte, pour les Syndicats ouvriers, une question primordiale : la Grève générale.

Les professionnels de la politique ne cachent pas leur intention de s'emparer de ce Congrès pour le faire tourner au profit du parlementarisme.

Aujourd'hui, l'on veut opposer aux Congrès ouvriers, des Congrès de députés qui donneraient, en *directeurs*, la marche à suivre au Prolétariat tout entier, et qui subordonneraient l'émancipation des travailleurs à l'action purement politique, en laissant de côté la question économique qui seule peut captiver l'attention du monde du travail.

Vous ne vous laisserez pas égarer par des citoyens dont la situation particulière est au-dessus de l'intérêt général. Il appartient aux Chambres syndicales, aux groupes corporatifs, de ne pas faire le jeu des politiciens, et de discuter froidement quels sont les moyens les meilleurs, les plus prompts, pouvant amener des résultats en notre faveur dans le système économique qui nous étreint.

La conquête des pouvoirs publics ne donnera jamais que des résultats inefficaces et n'est pas le seul but à atteindre.

Camarades,

Réfléchissez aux Congrès corporatifs futurs; envisagez la situation que veulent vous créer les politiciens qui ont la prétention de diriger le mouvement ouvrier.

Vous prendrez garde au danger que nous vous signalons, et vous affirmerez de nouveau que la Grève générale est le seul moyen pour arriver à une transformation économique pour le bien-être de l'humanité tout entière.

Du reste, les incidents qui résultent des conflits économiques indiquent que, malgré l'opposition, parfois violente, qui lui est faite, la Grève générale se présente comme la seule arme à laquelle le prolétariat, une fois organisé, puisse demander son émancipation. Les défaites éprouvées par les grèves partielles, les « lock-out » patronaux, en forçant les ouvriers à agir sur un plus vaste champ, indiquent aussi que l'heure de la « guerre des bras croisés » ne tardera pas à sonner, et que le monde du travail doit faire appel à toute son énergie.

Nous n'insistons pas, car vous avez certainement compris que

votre devoir est de vous faire représenter au Congrès de Londres, soit effectivement, soit par le délégué d'un autre groupement, pour signifier par votre vote l'idée nette d'écarter à jamais les « divisionnistes » du prolétariat en venant vous prononcer pour la Grève générale, qui sera le facteur de la vraie Révolution sociale.

Vive l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes!

Recevez, camarades, nos fraternels saluts.

Le Parti ouvrier
socialiste révolutionnaire.

Note 23. — Le comité fédéral décida que la journée de 8 heures ne devait être acceptée et soutenue qu'à titre de formule. Il se prononça pour la suppression des armées permanentes et la grève des socialistes. Au lieu de préconiser l'interdiction des immigrations, le congrès doit recommander le développement des associations professionnelles et l'entente entre elles pour que leurs membres ne travaillent qu'au tarif syndical du pays où ils se rendent. Le comité refusa d'examiner la politique coloniale. Au sujet des conflits entre le capital et le travail, il préconisa les grèves et aussi « le mauvais travail », la résistance à la mauvaise volonté ouvrière... Le comité estima qu'il n'est permis à personne d'imposer un credo... « Le citoyen Ferdinand Guérard, représentant la Bourse d'Amiens, flétrit la campagne d'ostracisme que Liebknecht avait faite à Londres contre les communistes libertaires ». Il demanda l'admission sans distinction d'école, ce qui fut voté. Le comité fédéral prit ces décisions dans les séances des 8, 22 mai et 5 juin 1896.

Note 24. — A titre documentaire et comme spécimen nous donnons in extenso le rapport de la commission exécutive de la Bourse du travail de Nantes au sujet du congrès de Londres.

Citoyens,

Ne voyant nullement la nécessité de refaire à nouveau l'historique des congrès, votre commission exécutive vient vous demander purement et simplement l'adhésion de la Bourse du travail au congrès de Londres.

Certains bruits ayant couru que les organisateurs du congrès entendaient y faire de l'exclusivisme en n'admettant que les délégués d'une certaine école socialiste, nous demandons que vous affirmiez une fois de plus vos sentiments d'union et de solidarité en repoussant les discussions de personnes et d'écoles qui nuisent à l'unité d'action des militants, de ne point reconnaître parmi ceux-ci les individualistes qui obéissent à des intérêts égoïstes et bourgeois, défendent l'intérêt particulier au détriment de l'intérêt général et de l'humanité, sont hostiles aussi bien à l'action économique qu'à l'action politique et s'opposent à tous les mouvements d'ensemble qui seuls peuvent faire triompher notre cause.

De repousser également tous les perturbateurs ou agents de désorganisation à quelque parti qu'ils appartiennent ou prétendent appartenir, leur seul but étant de faire échouer les congrès et de stériliser les efforts des militants.

De n'admettre la discussion au congrès que sur le terrain économique, en y écartant la politique qui a toujours jeté la division dans les rangs du Parti Ouvrier.

Ceci dit, nous aborderons les questions à l'ordre du jour.

1° *Cuerre et arbitrage.*

Sur cette question, la Bourse du travail de Nantes se déclare contre toute guerre offensive, qui n'a pour but que la lutte des intérêts de capitalistes qui n'ont qu'une patrie, celle qui leur rapporte les plus gros dividendes.

Se déclare partisan de conseils d'arbitrage pour régler toutes les questions économiques qui peuvent être soulevées dans le régime actuel.

Affirme son principe de l'union internationale des travailleurs et proteste contre les massacres continuels de Malgaches, d'Indiens, de Dahométans, de Tonkinois, etc.

2° *La journée de huit heures.*

Cette question a été assez traitée pour que nous n'ayons pas besoin d'y revenir de nouveau.

Nous maintenons la résolution suivante : Journée de huit heures : minimum de salaire.

3° *Le travail des enfants.*

S'en rapporter entièrement aux décisions des congrès corporatifs qui demandent l'interdiction du travail aux enfants avant l'âge de seize ans et afin d'éviter les réclamations qui, à première vue, paraissent entièrement justes, la Bourse du Travail demande comme corollaire que les veuves et orphelins soient mis à la charge de la commune.

4° *La question agraire.*

La Bourse du Travail ne saurait s'en désintéresser, mais elle laisse le champ libre à la plus large discussion à cette question qui intéresse un nombre considérable de travailleurs, mais elle affirme que l'union des travailleurs des villes et des campagnes est une chose absolument faite par les nécessités de la lutte pour l'existence et par les besoins de lutter contre l'exploitation capitaliste.

5° *Le travail aux pièces.*

Suppression totale dans toutes les branches de l'industrie.

6° *La politique coloniale.*

Cette question est entièrement rattachée à la première.

7° *Les conflits entre le capital et le travail.*

Ces conflits ne disparaîtront que par la suppression complète, non pas des hommes, mais du capital argent, par son remplacement par le *capital travail*, et, comme corollaire, la socialisation des moyens de production et de consommation, qui supprimeront les luttes entre exploiteurs et exploités.

Il est une question que nous regrettons de ne pas voir traiter au congrès, c'est celle de la grève générale ; mais comme, certes, elle sera certainement soulevée par quelques délégués, nous vous demandons également d'affirmer à nouveau votre entière conviction de la nécessité de la révolution des bras croisés, la seule arme à laquelle le prolétariat, une fois organisé, puisse demander son émancipation.

Le citoyen Hamon, de Paris, qui est connu d'un grand nombre d'entre nous, nous ayant offert de représenter la Bourse du Travail au congrès de Londres, et avec un mandat impératif, nous croyons devoir vous proposer d'accepter cette offre, toute de désintéressement.

Nous vous demandons donc, citoyens, de bien vouloir sanctionner, par un vote, les déclarations ci-dessus, et à désigner le citoyen Hamon comme délégué de la Bourse du Travail de Nantes au congrès de Londres.

Nantes, le 13 juillet 1896.

Les Membres de la Sous-Commission,
DENIS, ISAMBART, COLOMBE, LEBRETON, TULÈVE.

Note 25. — Voici cette résolution :

La Fédération du bâtiment, ayant pris connaissance de la circulaire du comité d'organisation du congrès international ouvrier de Londres, notamment du paragraphe annonçant que les délégués n'y seraient admis qu'autant qu'ils représenteraient des organisations préconisant l'action politique et parlementaire pour la conquête du pouvoir politique ;

Considérant qu'il n'y a rien à attendre des pouvoirs publics, quelle qu'en soit la composition, le propre du pouvoir étant d'avoir des intérêts opposés à ceux des travailleurs ;

Que l'action des travailleurs organisés économiquement ne peut être que révolutionnaire et avoir pour but, non la conquête du pouvoir au bénéfice d'un parti, mais l'émancipation *intégrale* des travailleurs de tous pays :

Que laissant les partisans de la conquête des pouvoirs publics libres de suivre telle tactique qu'il leur plaît, elle entend qu'il en soit fait de même à son égard ;

Que l'ostracisme est la négation du but auquel doivent tendre les congrès internationaux, lesquels doivent être l'émanation, non de partisans, mais de travailleurs libres ;

Regrette que les organisateurs du congrès de Londres ou leurs mandants aient cru devoir recourir à des mesures d'exclusivisme contraires aux intérêts véritables du prolétariat universel ;

Et émet le vœu que le congrès, maître de statuer sur les admissions, prononce indistinctement celle de tous les délégués régulièrement mandatés par des organisations ouvrières réelles, sans acception d'école.

Pour la Fédération du bâtiment et par ordre :
L'un des secrétaires,
L. RIOM.

Note 26. — Au sujet de cette somme votée par le conseil municipal, il y eut des incidents suggestifs et peu connus. La demande avait été faite d'abord par un groupement à tendances sociales-démocrates. Il demandait 15,000 francs, paraît-il, et pour envoyer huit délégués. D'autres syndicats, à tendances du P. O. S. R. craignant, dit la rumeur publique, qu'il ne se servît de cet argent pour permettre à des groupes du P. O. F. d'envoyer des délégués, firent à leur tour, au nom de 66 syndicats (Union des syndicats du département de la Seine) une demande de 10,000 francs pour 50 délégués. La Commission du travail du conseil municipal perçut l'antagonisme des groupements et sans doute aussi la tentative d'accaparement du premier groupe. Aussi il vota 10,000 francs qui devaient être remis à la Bourse du Travail de Paris et partagés entre les syndicats légaux ou illégaux, adhérents ou non à ladite Bourse. La décision du conseil était fort large. Les syndicats se réunirent à la Bourse et ne s'entendirent pas, d'abord, chaque adversaire craignant d'être trompé. Enfin le tirage au sort, sur une liste dressée d'accord de 80 syndicats, croyons-nous, fut décidé. Il n'y eut pas besoin d'y procéder, l'argent n'ayant pas été versé.

Note 27. — On trouve l'écho de ces plaintes dans la *Libre Parole*, 13 juillet, *Clarion*, 25 juillet, etc. Le comité de même invita à parler M. Polak, Hollandais représentant le parti social-démocrate, et non un représentant du Socialistenbond, vingt fois plus nombreux.

Note 28. — L'*Ordre du jour* est une brochure, petit in-8 de 40 pages. Il y avait une édition anglaise, une française et une allemande. Il y avait huit rubriques : I. Amendements aux règlements. II. Questions agraires. III. Action politique. IV. Action économique et industrielle. V. Guerre. VI. Education et développement physique. VII. Organisation. VIII. Divers.

Dans la rubrique I, nous remarquons que le Socialistenbond, la Chambre des coupeurs de bouchons (Amsterdam), l'Indépendant tailors, Machinists and pressers Union (London), la Social democratic Federation Reading Branch demandaient une modification du règlement dans le sens de l'acceptation des antiparlementaires. Par contre, l'I. L. P., Maidstone Branch, demandait le maintien de la résolution de Zurich et la Gasworker Union, Sydenham Branch l'aggravait en demandant que « l'action parlementaire soit considérée comme la forme première et la plus essentielle » de l'action politique. Nous devons noter que le délégué de l'I. L. P. Maidstone Branch était le docteur Aveling, mari de Eleonor Marx et que lors des incidents du congrès, plusieurs membres de l'I. L. P. écrivirent que M. Edward Aveling avait été chassé de l'I. L. P. il y avait quelques années (E. Aveling is not a member of the I. L. P. he having been expelled from our organisation several years ago) Extrait de *the Conférence Record*, 30 juillet, *the Justice*, 30 juillet. Dans la rubrique III., nous notons : que le comité révolutionnaire central (France) donne comme but aux efforts du prolétariat la conquête du pouvoir politique, qui est le moyen par excellence de l'émancipation des travailleurs. La S. D. F , branche de Clerkenwell, réclame le suffrage universel, ainsi que la Padiham Weavers Association (tisserands). La Fabian Society demandait que le congrès s'oppose au referendum, à l'initiative populaire, à l'élection des fonctionnaires par le suffrage universel, parce que la minorité intelligente et socialiste pourrait être mise à la merci des masses inconscientes routinières et non organisées. IV. La F. S. demandait au congrès de voter en faveur de la nationalisation immédiate des mines, chemins de fer, canaux, télégraphes, etc. ; de la municipalisation des services d'eau, gaz, omnibus, etc. ; de l'entreprise immédiate de la fabrication et vente du pain, construction de maisons ouvrières,

etc. La Federated trades and Labour council of Yorkshire demandait la nationalisation de la terre, des chemins de fer et des mines seulement. La Branche de Maidstone de l'I. L. P. réclamait du congrès le vote suivant : « Ce que l'on appelle la grève générale est une illusion à la fois inutile et dangereuse ». L'Union générale des charpentiers hollandais désirait la législation fixant un minimum de salaire et un maximum de travail (8 heures). La Gasworkers Union faisait la même réclamation, en ce qui concernait la journée de huit heures. L'I. L. P. était d'un avis semblable et proposait des mesures pour réaliser cette réforme. Il réclamait la prohibition du travail des enfants âgés de moins de seize ans, la nationalisation des terres non cultivées ou vagues, etc. La F. S. faisait sensiblement les mêmes vœux. Au sujet des femmes, la S. D. F., executive Council demande interdiction du travail six semaines avant les couches et un mois après. A travail égal, salaire égal est proposé par la F. S. et par la S. D. F. Battersea Branch. Relativement à l'immigration des ouvriers étrangers, le Leicester Trades Council, l'I. L. P., Maidstone Branch, désapprouvent toutes mesures contre. V. Le conseil exécutif de la S. D. F. demande le referendum pour déclarer la guerre, le Leicester Trades Council préconise l'arbitrage; le P. O. français se borne à demander « la réduction simultanée et graduelle du service militaire dans les armées européennes par voie de convention internationale ». Le Socialistenbond et la Fédération des coupeurs de bouchons (Amsterdam) conseillaient la grève générale et la grève militaire. VI. L'I. L. P., branche de Peckham, était favorable à un système d'éducation technique, laïque, obligatoire et gratuite à tous les degrés ; l'entretien des enfants et jeunes gens à charge aux pouvoirs publics. L'I. L. P. se bornait à réclamer cet enseignement technique jusqu'à l'âge de seize ans, etc.

Note 29. — La carte préliminaire de délégué portait les nom et prénoms du délégué, son adresse, sa profession, le nom de la société locale représentée, l'adresse, le nombre de membres, le nom de l'organisation nationale à laquelle cette société est affiliée, les signatures du secrétaire et président de la société locale.

La carte provisoire avait seulement le nom du délégué, la ville, le pays, la société.

Sur la troisième carte on lisait « International socialist and Trade Union Congress. Queen's Hall Langham Place, Regent Street, London july 27, 1896. Delegate's card of membership. Delegate's name... Town... Country... Society... general secretary : William Thorne ». Cette carte définitive était ornée d'un dessin dû à Walter Crane. Elle était tirée en rouge sur jaune.

Note 30. — Les membres de l'anarchist socialist and antiparliamentary committee étaient MM. H. Stenzleit, J. Caplan, E. Malatesta, W. Wess, F. Kitz, Nettlow et le secrétaire J. Perry.

Les orateurs du mass meeting du 28 étaient MM. F. Pelloutier, Elisée Reclus, Pierre Kropotkine, F. Domela Nieuwenhuis, Keir Hardie, Tom Mann, Bernard Lazare, Amilcare Cipriani, Morrison Davidson, J. C. Kenworthy, A. Hamon, Pietro Gori, Louise Michel, Gustave Landauer, Jean Allemane.

Note 31. — Voici les passages les plus saillants de ce manifeste paru dans le *Parti ouvrier* du 17 juillet :

En attendant ce congrès, qui marquera, peut-être, dans l'histoire de l'émancipation des travailleurs, nous pensons qu'il est utile de bien expliquer quelle est la position des anarchistes vis-à-vis le mouvement ouvrier en général et vis-à-vis ce congrès en particulier.

Dans le but de nous mettre en suspicion auprès des ouvriers et d'avoir la haute main sur le mouvement, les social-démocrates affirment que les anarchistes ne sont pas des socialistes...

Eh bien! s'il y a des anarchistes qui aiment à s'appeler ainsi, et qui ne veulent pas être socialistes, ils n'ont certainement rien à faire dans un congrès socialiste et ils seront les premiers à ne pas vouloir s'en mêler.

Mais nous, les anarchistes communistes ou collectivistes nous voulons l'abolition complète des classes et de toute exploitation et domination de l'homme sur l'homme.

Nous voulons que le sol et tous les instruments de production et d'échange, ainsi que toute la richesse accumulée par le travail des générations passées, deviennent, par l'expropriation des détenteurs actuels, la propriété commune de tous les hommes, pour que tous, en travaillant puissent jouir des produits du travail, en plein communisme.

Nous voulons substituer la concurrence et la lutte entre les hommes par la fraternité et la solidarité dans le travail pour le bonheur de tous. Et les anarchistes ont propagé cet idéal, ont lutté et souffert pour sa réalisation depuis de longues années et, dans certains pays, comme l'Italie et l'Espagne, bien avant la naissance du socialisme parlementaire.

Quel homme de bonne foi et bien renseigné, oserait soutenir que nous ne sommes pas des socialistes?

Ne serions-nous pas socialistes parce que nous voulons que les travailleurs conquièrent leurs droits par les efforts organisés? parce que nous désirons qu'ils ne s'en remettent pas à l'espoir, chimérique selon nous, de les obtenir par les concessions d'un gouvernement quelconque? parce que nous croyons que le parlementarisme, non seulement est une arme impuissante pour les prolétaires, mais encore doit, étant incapable, même sans la résistance de la bourgeoisie et cela de par sa nature même, de représenter les intérêts et la volonté de tous, toujours rester l'instrument de domination d'une classe ou d'un parti? parce que nous croyons que la nouvelle société doit être organisée avec le concours direct de tous les intéressés, de la périphérie au centre, librement, spontanément, sous l'inspiration du sentiment de solidarité et sous la pression des nécessités naturelles et sociales? parce que nous croyons que si au contraire, cette réorganisation était faite à force de décrets par un corps central, élu ou s'imposant lui-même, elle commencerait par être une organisation artificielle, violentant et mécontentant tout le monde, et aboutirait à la création d'une nouvelle classe de politiciens

professionnels, qui accaparerait pour elle-même toutes sortes de privilèges et de monopoles?

Avec bien plus de raison, on pourrait soutenir que nous sommes les socialistes les plus logiques et les plus complets puisque nous réclamons pour chacun non seulement sa part entière dans la richesse sociale, mais encore sa part dans le pouvoir social, c'est à-dire la faculté réelle de faire sentir, comme tous les autres, son influence dans l'administration des affaires publiques.

Nous sommes donc des socialistes. Par suite, il est clair qu'un congrès dont nous serions exclus ne pourrait pas s'appeler, honnêtement, *Congrès international socialiste des travailleurs*. Il devrait alors prendre le titre particulier du ou des partis qui y seraient admis. Ainsi, aucun de nous n'aurait pensé à se mêler d'un congrès qui se serait nommé congrès social-démocrate ou congrès des socialistes parlementaires.

Il est de l'intérêt de tous les ennemis de la société capitaliste que les ouvriers soient unis et solidaires dans la lutte contre le capitalisme. Cette lutte est nécessairement de caractère économique. Ce n'est pas que nous méconnaissions l'importance des questions politiques. Nous croyons non seulement que le gouvernement, l'Etat, est un mal par lui-même; mais aussi nous sommes convaincus qu'il est le défenseur armé du capitalisme. Nous pensons que le peuple ne pourra pas mettre les mains sur la propriété sans passer sur le corps du gendarme — au sens propre ou au figuré, selon les circonstances. Donc, nous devons nécessairement nous préoccuper de la lutte politique contre les gouvernements.

Mais la politique est naturellement une grande cause de division. Sans doute, il en est ainsi à cause des différences des conditions et des tempéraments dans les divers pays, par le fait que les rapports entre la constitution politique d'un pays et les conditions de son peuple sont très complexes, moins saisissables, moins susceptibles d'être traités d'une façon qui semble bonne à tout le monde. De fait, les ouvriers conscients des divers pays, que la lutte économique pourrait facilement réunir et solidariser, sont divisés en maintes fractions à cause de la politique.

Par conséquent, une entente entre tous les ouvriers, qui luttent pour leur émancipation, ne peut avoir lieu que sur le terrain économique. C'est d'ailleurs ce qui importe le plus, puisque l'action politique, parlementaire ou révolutionnaire du proléta-

riat, est également impuissante tant que celui-ci ne constitue pas une puissance économique organisée et consciente.

Toute tentative pour imposer une opinion politique unique au mouvement ouvrier aboutirait à la désagrégation du mouvement et empêcherait les progrès de l'organisation économique.

Les social-démocrates visent évidemment à imposer aux ouvriers leur programme spécial. On dirait qu'ils veulent interdire à ceux qui n'acceptent pas les décisions de leur parti de combattre pour l'émancipation humaine...

Nous ne demandons pas — bien loin de là — que les différents partis et écoles renoncent à leur programme et à leur tactique. Nous tenons à nos idées et nous comprenons que les autres tiennent aux leurs.

Nous demandons seulement qu'on ne porte pas la division sur un terrain où elle n'a pas de raison d'être ; nous demandons le droit pour tout travailleur de combattre contre la bourgeoisie, la main dans la main de ses frères, sans distinctions d'idées politiques. Nous demandons que chacun lutte comme il l'entend, d'accord avec ceux qui l'entendent comme lui, mais que tous soient solidaires dans la lutte économique.

Que, si les social-démocrates veulent persister dans leur tentative d'embrigadement et semer ainsi la division entre les travailleurs, puissent ceux-ci comprendre et faire triompher la grande parole de Marx : Travailleurs du monde, unissez-vous!

E. Malatesta et A. Hamon.

Note 32. — Jusqu'aux mots « pour la défense... » cette proposition était la même que celle faite par le Socialistenbond (Hollande) et la Chambre syndicale des coupeurs de bouchons (Amsterdam).

Note 33. — *Programme and map of London* était une brochure in-8 de 16 pages, avec un plan, couverture rouge. Il y avait : un comité pour la démonstration d'Hyde-Park, un de réception et pour les hôtels, un des fêtes, un d'imprimerie. Il y avait encore de nombreux interprètes.

Note 34. — Ainsi à Barking Broadway le rendez-vous

était à neuf heures ; à Canning Town dix heures ; à Stratford Church neuf heures trente, etc.

Note 35. — Chaque plateforme était simplement une voiture, un grand break dételé. Elles étaient à Hyde-Park établies sur les pelouses, formant un grand fer à cheval. Chaque plateforme a son président et ses orateurs. En voilà la liste :

I. — Président : Ben Cooper, L.C.C. (Président London Trades Council). Orateurs : J. Jenkins (Operative Bakers' Union) (union des Boulangers), J. Hunter Watts (S.D.F.), D. Hennessey (Plasterers' (mouleurs), W. G. Pearson (Dockers), D. F. Ferrer (Espagne), Dr. Adler (député autrichien).

II. — Président : P. Curran (Gas Workers' Union). Orateurs : C. A. Gibson (Brass Workers), H. A. Barker (House Decorators and Painters), Arthur Harris (Labour Protection League), E. Mc Leod (Taillors), E. Vandervelde (député belge).

III. — Président : Herbert Burrows (S.D.F.). Orateurs W. Caiger (Cigar Makers), Mary Gray (S.D.F.), Fred Brocklehurst, B.A. (I.L.P.). Ben Tillett, L.C.C. (Dockers), A. Bebel (député allemand), Mrs. Stetson (Californian Socialists).

IV. — Président : James Macdonald (Secretary London Trades Council). Orateurs : W. Parnell (Cabinet Makers) (ébénistes), F. Rogers (Vellum Binders) (relieurs), J. Verdon (Secretary London Building Trades Federation) (Fédération du bâtiment), J. Murray (Barnsley, Yorkshire Miners' Association), H. Polak (Hollande).

V. — Président : J. E. Williams (S.D.F.). Orateurs : E. Cathery (Seamen and Firemen's Union) (union des marins et chauffeurs), Mrs. Thornton Smith (S. D. F). J. H. Barnes (Woolwich Trades Council), I. Sexton (National Union and Dock Labourers, Liverpool), F. Volkhovsky (Russie).

VI. — Président : W. C. Steadman, L.C.C. (Bargebuilder) (constructeur de bateaux). Orateurs : E. J. Neville (I.L.P.), John Groh (secretary Cabdrivers' Union) (union des cochers), Miss Barry (Women's Trade Union League), W. Small (Scottish Miners' Federation), G. Plechanoff (Russie).

VII. — Président : H. M. Hyndman (S.D.F.). Orateurs : W. Arnold (London Trades Council), Amy Morant (I.L.P.),

Rev. Stewart D. Headlam (London School Board), J. R. Olynes (Oldham Trades Council), A. Millerand (député français), M. Maguire (Nord Amérique).

VIII. — Président : A. Quelch (S.D.F.). Orateurs H. Orbeil (Dockers'), T. Shore (English Land Restoration League), W. Stevenson (Builders' Labourers' Union, secretary), T. Sharp (Scotish Miners' Federation), K. M. Klausen (Danemark).

IX. — Président : Tom Mann (Secretary I.L.P.). Orateur : W. Geard (United Builders' Labourers) (Travailleurs du bâtiment,) G. Bernard Shaw (Fabian Society), J. Holmes (Leicester Hosiery Federation) (F. des ouvriers bonnetiers, A. L. Purcell (Amalgamated Society of French Polishers), Paul Lafargue (France).

X. — Président : E. M. Aveling (Gasworkers). Orateurs : W. Crooks, L.C.C. (Poplar Labour League), M. Shayer (S.D.F.), J. C. Gorden (Tin and Iron Plate Workers' Union) (union des ouvriers en fer blanc). J. Finn (Mantlemakers), Jules Guesde (député français). H. Greulich (Suisse).

XI. — Président : T. Macarthy (Dockers). Orateurs : T. Naynor (I.L.P.); A. Humphrey, L.C.C. (Nawies and Bricklayers' Union); C. Hobson (Sheffield Trades Council); Enid Stacey, B.A. (S.D.F); I. Daszynsky (Pologne).

XII. — Président : Edward Aveling (Zurich Committee). Orateurs : J. H. Wilson, M. P. (Seamen and Firemen); H. Picard (Gasworkers); Edith Lanchester (S.D.F.); Dr. Pankhurst (I.L.P.); Will Thorne (secretary Gasworkers' Union and secretary to the International Congress Committee); W. Liebknecht (député allemand); J. Jaurès (député français).

Note 36. — Un incident au cours de cette manifestation. Dans la voiture de M. Guesde, il fut jeté des exemplaires d'une brochure : *Variations guesdistes*, recueillies et annotées par Emile Pouget. Cet opuscule de trente-six pages à dix centimes venait de paraître à Paris. C'est un recueil d'extraits d'opinions émises par M. Jules Guesde autrefois il y a seize à vingt ans

M. E. Guérard se présenta, paraît-il, à une plateforme pour parler au nom des syndicats de France. La parole

lui fut refusée, parce que seuls devaient parler les orateurs désignés.

A en croire la *Petite République* du 28 juillet et la *Justice* (Londres), M. le député E. Vaillant aurait discouru sur la plateforme, numéro 11. Le programme officiel publié dans le *Conférence Record*, dans *Reynold's Newspapers*, en feuille volante, etc., ne porte pas le nom de M. Vaillant comme orateur. Si cela est, le comité d'organisation a modifié les décisions en ce qui concernait M. Vaillant, député et a refusé de le faire en ce qui concernait M. E. Guérard, délégué des syndicats. Keir Hardie dans le *Labour Leader* du 8 août nous apprit que pour cette manifestation, Tom Mann dut lutter dans le sein du comité pour être inscrit comme un des orateurs; Keir Hardie fut impitoyablement rejeté.

Note 37. — Il y avait 475 délégués anglais se répartissant ainsi : Trades unionist 185; S.D.F. 120; I.L.P. 115; Fabian Society 20; diverses sociétés socialistes 30; Labour Church 3. — Il faut noter que 120 délégués de la S.D.F. représentaient *au plus* 4 à 5000 membres; que les 115 de l'I. L. P. représentaient environ 40.000 membres et que les 185 trade unionistes étaient les représentants de près d'un million d'ouvriers.

Note 38. — La relation de cette séance de la section anglaise est rédigée d'après *Labour Leader* (1er août), *Justice* (26 juillet), *Daily chronicle* (28 juillet). Le vote de la section anglaise au sujet de Zurich étant étudié on voit qu'en dehors des 120 délégués de la S.D.F., il y eut 103 partisans de la résolution. C'étaient des délégués de trade union et une quinzaine de l'I. L. P.

Note 39. — Il importe de remarquer que M. J. Guesde qui voulait faire voter le principe de la délégation permanente des élus, sans mandat, est lui-même un élu, député et qu'il était mandaté et avait déposé son man-

dat. Nous devons noter encore que 3 députés avaient inscrit sur leurs cartes préliminaires : MM. Viviani et Millerand groupe socialiste de la chambre, M. Jaurès Parti ouvrier français. Ces députés étaient donc mandatés. D'ailleurs, ils dirent qu'ils avaient sur eux des mandats réguliers et M. G. Renard l'enregistre dans la *Revue socialiste* (n° d'août, p. 195). Des délégués de groupes corporatifs, dont des anarchistes ayant mandat de ne repousser que les perturbateurs et les individualistes votèrent pour l'admission de ces citoyens et formèrent la majorité en se séparant pour ce vote des autres délégués corporatifs.

Note 39 *bis*. — Sources : *Réveil des Travailleurs de la voie ferrée*, Rapport de M. F. Pelloutier au comité Fédéral de la Fédération des bourses du Travail de France, mes notes, la *Sociale*, *Matin*, *Parti ouvrier*, les *Débats*, le *Temps*.

Note 40. — Les autres personnes anglaises présentes sur la plateforme étaient MM. James Maudsley, W. C. Steadman, David Holmes, Edward Harford, S. Woods, Tom Mann, le docteur et madame Aveling. Ils y étaient sans doute pour le comité d'organisation ou en vertu de leur propre volonté, car la section anglaise ne les avait pas désignés. Il y avait aussi des traducteurs, madame Clara Zetkin, M. Adolphe Smith, Bouillon, etc. Il se peut que madame Marx Aveling y fut comme traductrice. Tous les discours prononcés en une langue étaient traduits, résumés en les deux autres langues. Les trois langues admises étaient l'anglais, l'allemand et le français. M. Cowey qui présidait ne prononça pas le mot de socialisme dans son discours ainsi que l'observa M. Bourdeau, le correspondant du *Journal des Débats*. Au dire du *Labour Leader*, ce speech ne fut pas très heureux car M. Cowey avait dit que « les partis politiques sont souvent mus par l'ambition et l'esprit d'hostilité. » M. Cowey n'est

pas socialiste depuis longtemps et son socialisme pourrait bien se résumer en la journée légale de huit heures et autres mesures semblables.

Note 41. — Cette explication est erronée en ce qui concerne l'envoi des résolutions du P.O.S.R. de France. Le comité les reçut avant le 1er mai, imprimées; elles lui furent confirmées par lettre le 5 mai. Il paraît probable qu'il y eut plutôt mauvaise volonté parce que le P.O.S.R. protestait contre la résolution de Zurich.

Note 42. — Dans le *Reynold's Newspapers* du 2 août, M. J. Maudsley rendant compte de l'incident écrivit que l'opinion de M. Frank Smith « n'était pas dans les vues de ceux qui étaient à l'entour car l'ex-leader de l'armée du salut fut bousculé et repoussé. » Sans doute, il y a des questions de personne en jeu, car M. Maudsley erre absolument lorsqu'il écrit cela. M. F. Smith fut approuvé et *tous* ceux qui étaient près lors de l'incident trouvèrent lâche et brutal l'assaut de M. Bouillon: Celui-ci reconnut d'ailleurs ses torts et à la sortie de la séance et l'après-midi dans la réunion de la section française. Les faits exposés d'une façon partiale, faussés par M. James Maudsley ont été rectifiés par moi dans le *Reynold's Newspapers* du 9 août. Nous ajouterons qu'il est regrettable que M. J. Maudsley membre du comité parlementaire des Trade unions, oublie à ce point les règles du parlementarisme le plus élémentaire, pour approuver la brutalité de M. Bouillon. Il est libre à chacun d'approuver et de défendre l'action parlementaire, mais cela ne vous autorise pas à donner des comptes-rendus inexacts, ce qui, hélas, est le cas de celui de M. J. Maudsley.

Note 43. — Cette omnipotence du bureau creva littéralement les yeux de tous. Nul homme de bonne foi n'osera nous contredire. M. Eugène Guérard écrivit à ce

sujet dans le *Réveil des Travailleurs de la voie f… ée* (17 août) :

« J'eus ainsi l'avantage (étant du Bureau) de voir de très près les intrigues et les procédés employés par les dirigeants du parti social démocrate pour faire adopter leurs vues. J'aurai dans ce compte rendu à en faire mention plusieurs fois »... (la séance de lundi est levée sans qu'une décision soit prise), ce qui permet aux leaders du parti social-démocrate de s'aboucher avec les leaders de chaque nationalité pour que, à la prochaine séance qui aura lieu le lendemain matin l'article 11 soit enlevé sans difficulté. C'est ainsi qu'on procédait chaque fois que, dans le congrès, une résistance se manifestait contre les vues des organisateurs. Tout va bien du côté de la plupart des nationalités, mais la délégation française n'a pas de leader, car il n'entre pas dans notre tempérament de nous laisser conduire en laisse; aussi rencontrera-t-on un obstacle de notre côté, mais *on avisera...* »

Note 44. — Pour la liste des commissions, voir note 28, les commissaires élus furent :

I Pete Curran (I.L.P.), Herbert Burrrows (S.D.F.); II Dr Watts (I.L.P.), Pearson (S.D.F.); III Lansbury (S.D.F.), Glasier (I.L.P.); IV Hyndman (S.D.F.), Tom Mann (I.L.P.); V Barwick (S.D.F.), Mrs Pankhurst (I.L.P.); VI Sidney Webb (F.S.), Miss E. Stacy (I.L.P.); VII Murray (I.L.P.), Gibson (S.D.F.); VIII Bruce Glasier et Frank Smith de l'I.L.P.

On remarquera que pas un seul commissaire était du vieil trade unionisme. Quelques-uns délégués de l'I.L.P. et aussi de la S.D.F. étaient encore représentants du nouveau trade unionisme. — Consulter *Justice* (26 juillet), *Labour Leader* (1er août), *Reynold's Newspapers* (2 août).

Note 45. — En 1882 au congrès de Saint-Etienne, M. Rouanet était communiste révolutionnaire; il votait toujours avec le Dr Ferroul son ami qui s'affirmait lui anarchiste. MM. Rouanet, Allemane, Tortelier, qui étaient encore au congrès de 1896, assistaient comme

délégués au congrès national du Parti ouvrier en 1882 à Saint-Etienne. Il y avait aussi là MM. Lafargue, Guesde, Dormoy, Pedron. MM. Rouanet, Tortelier, Allemane votèrent un ordre du jour — après que 23 dissidents se furent retirés — qui déclarait : ces dissidents avaient essayé d'imposer au Parti la domination marxiste qui désorganisa l'internationale ; ils voulaient imposer le mode d'action d'une coterie et pour cela, ils n'avaient pas hésité à calomnier les groupes et les hommes, en conséquence MM. Guesde, Lafargue, Deville, Dormoy, etc., sont expulsés du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire français. Cela fut voté le 25 septembre 1882 au congrès de Saint-Etienne (voir le compte-rendu officiel).

Note 46. — M. G. Deville et E. Malatesta faisaient partie d'un même groupe parisien, le fameux groupe du ... en 1879. M. Malatesta était alors anarchiste communiste, comme maintenant ; M. G. Deville était lui socialiste révolutionnaire très ardent. Entre les deux, il n'y avait pas à cette époque grande différence, non seulement sur le but mais encore sur les moyens pour y arriver.

Note 47. — M. Bourdeau dans les *Débats* fit observer que l'argumentation de M. Guesde fut affaiblie par ce fait qu'il avait lui-même soutenu la thèse contraire autrefois. On en trouvait la preuve dans *Variations guesdistes*. — En séance, pour ne pas soulever d'incidents personnels les adversaires de l'action politique s'abstinrent de combattre M. J. Guesde en lisant M. J. Guesde.

Note 48. — Quelques-uns des membres de la commission de vérification des mandats étaient montés sur l'estrade, au bureau, pour pointer les noms sur leurs listes. M. Pédron était secrétaire de la section.

Note 49. — Inscrits, 123. Votants, 112. Majorité, 57.

Abstentions, 3. Absents, 8. Une nouvelle vérification avec un pointage strict donna 57 *non*, 55 *oui*. M. Herminot avait voté deux fois!!! La majorité réelle était 2 voix. Dans les 57, nous relevons les noms de 43 délégués de groupes corporatifs. En voici les noms : MM. Banham, Bouanchaud, Bourdet, Braun, Broca, Darène, Delesalle, Delurier, Dubois, Dupac, Faberot, Gallau, Girard, Goursaud, Gros, Eugène Guérard, Ferdinand Guérard, Guérineau, Paul Guyon, A. Hamon, Keufer, Lorcin, Malatesta, Charles Martin, Louis Meyer, Montagard, Parsons, Pascal, F. Pelloutier, Emile Pouget, Léon Rémy, Paul Robin, Rozier, Simon (de Lyon), Steens, Terrioux, Thierrart, Tortelier, Toussaint, Vaquette, madame Meynet, mesdemoiselles Corn et Collot. Les 14 délégués de groupes politiques étaient : MM. Jean Allemane, L. Boicervoise, Bouillon, Chaughi, Dejeante, Fagnot, Ferrer, L. Jerrold, J. B. Lavaud, Marchand, Maréchal, Museux, Pierrot, Thomas. MM. Argyriadès. Faillet et Groussier s'abstinrent. On remarquera que MM. Dejeante, Faberot, Toussaint, sont membres de la Chambre des députés. M. Ferrer, qui vota contre l'article 11, représentait un groupe du P. O. F. (Guesdiste par conséquent). M. Thierrart est adhérent au P. O. F , mais il se sépara de ce parti dans le vote. Il a répété à divers délégués des paroles que M. J. Guesde aurait prononcées à un déjeuner à l'hôtel des Vrais Amis, à Londres, déjeuner auquel assistait M. Thierrart. Elles sont les suivantes, en substance : « Nous avons obtenu des résultats considérables aux élections. Il faut encore mieux et pour cela nous devons supprimer le mot révolutionnaire, ne plus nous en servir. *Nous n'en avons pas besoin, on sait que nous le sommes.* Nous aurons plus de voix. » M. Thierrart aurait alors brusquement déposé sa serviette et serait parti en disant que « c'était indigne ». Le délégué des Bourses de Lyon et Grenoble, M. Guiat, vota *pour* l'article 11, bien qu'il eût man-

dat (Bourse de Lyon) de voter *contre* l'exclusion. Les délégués des Bourses du Travail qui votèrent contre sont ceux de : Amiens, Perpignan, Le Mans, Cognac, Angoulême, Nantes, Boulogne-sur-Mer, Issy-les-Moulineaux, Niort, Clichy, Marseille, Béziers. La Bourse de Limoges (M. Lavigne, délégué), vota *pour*.

En se reportant à la liste complète des délégués, avec les organisations qu'ils représentaient, on pourra juger de l'importance des groupes corporatifs qui votèrent contre l'article 11.

Note 50. — En 1894, au congrès corporatif de Nantes, la minorité guesdiste se retira ; elle se composait des mêmes personnes. (Voir le compte-rendu officiel de ce congrès). En 1882, à Saint-Etienne, le même fait se passa, ainsi qu'on le voit dans cet extrait d'un compte-rendu officiel : « Le président consulte l'assemblée sur le point de savoir si elle veut entendre la lecture immédiate du rapport du comité national. La grande majorité des délégués se prononce pour la lecture immédiate. Les membres des groupes dissidents se lèvent en protestant et contestent la valeur du vote Le président rétablit l'ordre et consulte l'assemblée une seconde fois, quoique le résultat du premier vote n'ait pas été douteux. A ce moment les délégués des groupes dissidents, voyant que la majorité ratifiait son vote et que l'on allait procéder à la lecture du rapport, quittent bruyamment la salle ». C'étaient MM. J. Guesde, P. Lafargue, Dormoy, etc.

Note 51. — Parmi eux étaient MM. Cougny, Degay, Dubreuilh, Létang, Turot, Vaillant ; puis MM. Sembat, V. Dalle. Quant à M. Brousse, s'il se retira avec la minorité, il ne siégea pas avec elle, pas plus qu'avec la majorité, d'ailleurs.

Au sujet de cette séance, M. Eugène Guérard écrit : « Cet incident, qui était à coup sûr prémédité, met en relief l'incorrection absolue des politiciens qui se récla-

ment du parlementarisme. La bonne foi exige lorsqu'on accepte de participer à un vote, de s'incliner devant la majorité. »

Madame Meynet dans le *Parti ouvrier* (31 juillet) écrit : « Le président Vaillant a montré un sang-froid et une impartialité qui ont mérité l'approbation générale. ». C'était là l'expression de l'opinion de toute la majorité.

Note 52. — « Ce procédé brutal (celui de M. Dormoy), indique bien, au dire de M. E. Guérard, qu'à ce moment déjà la décision de la minorité était prise et qu'elle se retirait, *non pour aviser*, mais pour se séparer définitivement de l'élément syndical... »

Note 53. — Sont nommés : MM. I. A. Hamon, Simon, madame Meynet; II. Allemane, Guesde, Turot; III. Tortelier, Vaillant, Sembat ; IV. Lavaud, Jaurès. Eugène Guérard. V. Boicervoise, Longuet fils, Ferdinand Guérard; VI. Paul Robin, G. Deville, Argyriadès ; VII. Keufer, Raymond Lavigne, F. Pelloutier ; VIII. Toussaint, P. Brousse, V. Dalle. Le troisième nom pour chaque commission était celui du suppléant qui siégea, ainsi que la suite le montra.

Note 53 *bis*. — Sources : *Réveil des travailleurs de la Voie Ferrée*, *Echo des Travailleurs Municipaux*, *Matin*, *Parti ouvrier*, les *Débats*, le *Temps*, la *Sociale*, la *Revue Bleue*, Rapport de M. F. Pelloutier, mes notes.

Note 54. — Voici, d'après la *Petite République* du 31 juillet, le compte-rendu de cette réunion :

« M. Jaurès a la parole. Il explique les raisons impérieuses qui ordonnent aux socialistes de n'accepter, même une heure, aucun contact avec les anarchistes. Aucune collaboration n'est possible entre les socialistes et les anarchistes, qui n'ont même pas l'excuse de la sincérité dans l'aberration, et qui sont venus désorganiser le congrès comme ils désorganisent les syndicats, au

grand profit de la réaction bourgeoise. M. Vaillant déclare qu'il a, lui aussi, la haine de l'anarchie. Il est prêt, pour la combattre, à employer tous les moyens ; mais il n'y a pas à se retirer. D'ailleurs, on peut faire appel du vote de la section française au congrès. M. Jaurès réplique qu'il ne veut rien demander de pareil au congrès. Cohabiter avec les anarchistes qui ont usurpé par la fraude des mandats syndicaux, c'est reconnaître qu'ils peuvent être délégués, à un titre quelconque, des syndicats ; on ne peut leur laisser prendre ce titre. La déclaration que nous donnons ci-après fut adoptée à l'unanimité; les blanquistes s'étaient retirés. On décide en outre de réclamer du congrès la formation d'une autre section française, la section socialiste qui ne peut et ne veut avoir aucun contact, *même physique*, avec les hommes de l'anarchie. » — Nous ne pensons pas que M. Jaurès ait dit que « *les anarchistes avaient usurpé par la fraude des mandats syndicaux*, *car alors il aurait proféré un mensonge*, explicable par ce fait qu'il ignorait les noms des mandants. Quelques exemples pour illustrer ces contre-vérités : M. Delesalle, collaborateur des *Temps Nouveaux*, anarchiste communiste notoire, est ouvrier en instruments de précision, et c'est son PROPRE syndicat qui le délègue. Ce syndicat l'a aussi délégué au comité d'action de la *Verrerie ouvrière* et là M. Jaurès a contact *physique* avec cet anarchiste quand il va audit comité. MM. Jean Grave et E. Malatesta étaient délégués du syndicat des métallurgistes d'Amiens ; on avouera qu'il est difficile à ces anarchistes communistes de cacher leur opinion, et si le syndicat les a choisis, c'est qu'il voulait bien les avoir, quoique ou parce que anarchistes. M. Gros, délégué de l'Union des chambres syndicales ouvrières des Bouches-du-Rhône (Bourse du travail), est un anarchiste socialiste notoire à Marseille et la Bourse, dont il est un des administrateurs, l'a délégué! M. A. Hamon est aussi fort connu comme socialiste anarchiste, il est collaborateur des *Temps Nouveaux* et la Bourse du travail l'a délégué, sachant qui elle déléguait ; M. Hamon, étant de Nantes, y est très connu. M. F. Pelloutier collabore aux *Temps Nouveaux*, et la fédération des Bourses, dont il est secrétaire, le délégua ; il est probable qu'elle le connaît, de même que la Verrerie ouvrière, dont il est aussi secrétaire. M. Emile Pouget, directeur de la *Sociale*, autrefois *Père Peinard*, est célèbre comme anarchiste, et pourtant trois syndicats le déléguèrent et l'un d'eux avait soin de mettre sur le

mandat « Emile Pouget, directeur de la *Sociale* »; il est difficile de voir là de la fraude. M. Simon est si peu connu comme anarchiste socialiste que tous les journaux en parlèrent lors de son voyage en Amérique aux frais du gouvernement français, comme délégué de syndicats. Il est cordonnier, réside à Lyon, et son syndicat le délégua à Londres, à Zurich. De M. Tortelier, je puis dire la même chose, car il est connu comme anarchiste et c'est son propre syndicat qui le délégua. Etc., etc. Ces anarchistes étaient des délégués dûment mandatés de syndicats et c'est mentir que d'affirmer le contraire.

M. Raymond Lavigne a donné de cette réunion, dans le *Réveil social* du 23 août, un compte rendu détaillé que nous résumons ci-après.

Les 56 étaient au grand complet ; il y avait même des délégués étrangers. M. Millerand préside, M. Pedron est secrétaire.

« M. Jaurès rappelle, écrit M. R. Lavigne, que tantôt nous » nous sommes trouvés en face d'une coalition fort naturelle : » d'un côté l'esprit de réaction avec ceux qui ne veulent pas de » la solution socialiste, de l'autre les anarchistes introduits *hy-* » *pocritement* sous la forme de mandats quelconques; entre eux » une autre fraction qui, reniant ce qui est l'*essence* même du » socialisme, voudraient faire renoncer la France Ouvrière à » l'action politique, instrument nécessaire de son émancipation. » Nous avons le devoir de protester par un manifeste.

» M. Jaurès donne lecture d'un projet et M. Vaillant explique » sa conduite et celle de ses amis.

» En restant, dit-il, nous n'avons pas entendu renier l'action » politique qui est pour nous supérieure à l'action corporative. » Nous pensions que vous quittiez la salle pour délibérer, non » pour rompre.

» Du reste, si la majorité française a pris cette décision, je suis » convaincu que le congrès la cassera. Nous devons le lui de- » mander.

» Je pense que nous devons rester à la section française et au » congrès, pour y faire prévaloir nos idées.

» M. Millerand dit que Vaillant et ses amis font partie de la

» minorité des 56 qui ont soutenu le principe de l'action politi-
» que. Il les engage donc à rester solidaires avec nous.

» M. Delory. — Si le congrès se déclare pour les anarchistes
» contre nous, nous devrons nous retirer. Je me retirerai quant
» à moi.

» M. Rouanet. — Les anarchistes se sont efforcés de dissimu-
» ler leurs théories pour pouvoir mieux pénétrer parmi nous,
» en obtenant des mandats syndicaux; mais nous savons que
» s'ils restaient avec nous, dès le lendemain leur campagne de
» haine et d'injures recommencerait. Rien de bon ne sortirait de
» la concession que nous leur ferions. Mais par contre nous
» permettrions à la presse bourgeoise d'exploiter contre nous
» ce rapprochement. Il faut faire savoir si oui ou non, nous au-
» rons avec les anarchistes aucune communauté d'idées ou de
» tactique. Socialistes nous sommes, socialistes nous devons
» rester.

» M. Jaurès répondant à Vaillant, dit : Nous n'avons pas à
» faire une pareille demande au congrès. Le socialisme doit
» être largement international, mais il ne peut pas être l'étouf-
» fement des tactiques nationales. Ce n'est pas en l'implorant
» du congrès international, c'est ce soir, par nous-mêmes, que
» le socialisme français doit être délivré des mains anarchistes
» par les mains socialistes. Je regretterai que Vaillant et les siens
» ne puissent pas nous suivre. Nous voilà donc réduits, par son
» obstination, à risquer de nous brouiller avec des amis anciens,
» parce que nous avons voulu *définir* et sauvegarder le socia-
» lisme? Comment pourrons-nous collaborer sérieusement avec
» les Pelloutier et les Collot, avec les Tortelier et les Malatesta!
» (Applaudissements).

» M. Vaillant se défend du reproche de vouloir humilier la
» section française devant le congrès. En appeler à lui est la
» seule méthode régulière de trancher les différends entre dé-
» légués.

» J'aurais préferé que nous restions tous au congrès. Mais,
» quoi qu'en ait dit Jaurès, si vous partez, je le déclare, nous
» ne vous suivrons pas Je demande qu'on attende à demain
» pour prendre une décision.

» Ceux qui ont quitté la section française semblent *avoir fait*
» *scission avec les syndicats*... (Cette insinuation soulève des
» protestations dans toute l'assemblée). Nous ne pouvons pas

» faire cause commune dans cette manifestation, notre tactique
» étant différente.

» MM. Delory, Delon, Lavigne, Dormoy, déclarent que si
» nous avions le moindre contact avec les anarchistes, la propa-
» gande en province deviendrait impossible. MM. Gérault-Ri-
» chard, Millerand, Rouanet, insistent auprès de M. Vaillant.

» MM. Paul Brousse, Jourde, affirment la nécessité d'exposer
» les faits qui motivent leur départ. Si le congrès, dit ce dernier,
» déclarait que les anarchistes sont admis, nous ne pourrions
» pas y rester. Je n'admettrais pas cette promiscuité générale. »

» M. Jaurès donne lecture du manifeste rectifié pour que M. Vaillant le signe.

» M. Vaillant. — Nous ne pouvons pas signer ce manifeste. Nous ne sommes pas pour les anarchistes, *mais nous voulons respecter la liberté des syndicats, sans examiner l'opinion de leurs délégués.*

» M. Rouanet s'étonne de l'attitude de Vaillant. Nous avons protesté ensemble contre la bombe et contre le vol. Les docteurs de l'anarchie n'ont pas désavoué ces théories abominables. Malgré toutes nos protestations on nous a solidarisés avec eux. Nous avons trop souffert de ces assimilations pour nous y exposer à nouveau. Je vous en supplie, sortons énergiquement de cette fausse situation.

» M. Jaurès. — Le socialisme français est dans une situation toute particulière. Il faut un acte éclatant de rupture. C'est déjà trop que cette promiscuité de quelques heures!

» M. Turot veut examiner s'il n'y aurait pas moyen de trouver un joint... (Ses amis le font taire aussitôt. Il se tient coi).

» M. Guesde. — Il ne peut pas y avoir la moindre erreur. *Tout le monde savait que la résolution de Zurich fermait la porte du congrès aux anarchistes.* Lorsqu'on a refusé de poser la question préalable avant de valider les mandats, on a rouvert la porte à l'anarchie. Tous ceux qui ont voté cela ont pris une grave responsabilité. Vous l'avez, gardez-la!

» M. Millerand résume les débats et il conclut qu'à son avis il faut faire voter le congrès sur l'exclusion catégorique des anarchistes. Et alors, s'ils restent au congrès en vertu de la subtilité de leurs mandats syndicaux, ils n'en auront pas moins *été exclus moralement.*

» On passe au vote par appel nominal pour savoir ceux qui veulent signer le manifeste.

» Les citoyens Cougny, Dalle, Degay, Dubreuilh, Létang, Renaud, Turot, Vaillant, Sembat, répondent non. Tous les autres ont répondu oui. M. Vaillant et ses amis quittent la salle.

» M. Guesde propose que la déclaration soit remise dès demain matin au bureau du congrès, *en lui demandant de reconnaître comme étant la véritable section socialiste française, la minorité qui s'est séparée des anarchistes.* Et que l'on constitue d'ores et déjà la section en désignant les deux membres qui iront la représenter au sein du bureau général, de même qu'en nommant les délégués aux diverses commissions. Cette proposition est adoptée et les choix sont faits. Ce sont MM. Millerand et Pédron qui sont délégués au bureau général. La séance est levée à onze heures et demie. »

Nous ferons remarquer les déclarations nettes de MM. Delory, Jourde, Jaurès, qui parlent de se retirer du congrès si la thèse de M. Vaillant était acceptée. Notons qu'elle le fut par le congrès et que ces messieurs ne se retirèrent point...

Note 54 *bis.* — Son titre est :

AUX SOCIALISTES.

MANIFESTE DES DÉLÉGUÉS SOCIALISTES

AU CONGRÈS DE LONDRES.

Citoyens, hier, dans la réunion préparatoire de la section française au congrès de Londres, les socialistes ont été mis en échec par 57 voix contre 56. Une coalition de conservateurs comme Keufer et d'anarchistes comme Malatesta a déclaré que le prolétariat devait et pouvait renoncer à l'action politique. Ce serait l'abdication de la France socialiste, le suicide de la classe ouvrière; et dès aujourd'hui nous vous dénonçons la manœuvre réactionnaire et le péril.

Certes, nous sommes partisans énergiques de l'action syndicale et corporative. Il faut que partout les travailleurs se groupent pour défendre leurs intérêts économiques immédiats; et toutes les fois que le régime capitaliste a suscité des conflits

entre les ouvriers et les patrons, nous avons fait tout notre devoir. Mais si les travailleurs renonçaient à conquérir le pouvoir, s'ils n'arrachaient pas à la bourgeoisie capitaliste le bouclier gouvernemental dont elle couvre ses privilèges économiques, s'ils ne l'expropriaient pas politiquement pour l'exproprier économiquement, ils se trouveraient à jamais dans l'impuissance, voués à la servitude, sous la risée de leurs maîtres.

Que les gouvernementaux détournent les travailleurs de l'action politique, c'est leur rôle; que les anarchistes, sous le couvert de quelques mandats syndicaux, tentent de désorganiser le socialisme et de rejeter le prolétariat en plein chaos, c'est encore leur rôle; mais nous, nous serions coupables si, par notre silence, nous paraissions accepter même un moment le désarmement de la France ouvrière.

C'est pourquoi nous sommes sortis de la section française en rompant avec sa pseudo-majorité, comme nous sortirions maintenant du congrès si, par impossible, en ne maintenant pas l'action politique nécessaire, il livrait le socialisme à l'ennemi.

Tel était ce manifeste signé par 46 délégués dont MM.

Chauvin, G. Deville, Gérault-Richard, Jules Guesde, Jaurès, Jourde, Millerand, Sauvanet, Rouanet, Viviani, députés.

Bertrand, Carré, madame Clerc-Carré, Delcluze, conseiller municipal; Delory, maire, Dr Delon, Dormoy, maire et conseiller général; Gil Dard, Decock, adjoint; Henri Ghesquière, conseiller général; Guiat, Hemery, Hellime, Paul Lafargue, Raymond Lavigne, Alex. Lavigne, Lecoq, Longuet, Mahieu, conseiller d'arrondissement; Miguet, Pedron, G. Renard, Salembier, maire, Roussel, maire, Sicaud, Dr Moret, R. Simon, etc.

Ce manifeste renferme des contre-vérités. Lors de la rédaction de ce manifeste, on voulait mettre au lieu de « conservateurs » le terme « gouvernementaux ». M. Millerand s'y opposa formellement. Un membre du conseil supérieur du travail n'est pas à cause de sa fonction, gouvernemental, puisque lui, Millerand, est de ce conseil; on ne pouvait donc dire cela de M. Keufer. Il n'y avait pas coalition d'anarchistes et de conservateurs, mais coalition de délégués de syndicats avec des délégués du P.O.

S.R. (voir la note 49), tous ou presque tous ayant des mandats *impératifs*. La majorité n'avait pas déclaré que le prolétariat devait renoncer à l'action politique. Elle avait déclaré qu'elle ne voulait pas l'exclusion de ceux qui renoncent à l'action parlementaire. Nous ne relevons pas les appréciations, seulement les assertions de fait. Plus loin le mot « gouvernementaux » remplace les « conservateurs » de tout à l'heure. Cette fois le nom de M. Keufer n'y est pas accolé, on peut l'employer sans crainte. Les anarchistes sous le couvert de quelques mandats syndicaux ne tentaient pas de désorganiser le socialisme. Ils votaient *conformément* à leurs mandats, et, si désorganisation il y avait, c'étaient les groupes corporatifs qui en étaient les auteurs ainsi que les membres du P.O.S.R. dont le manifeste ne soufflait mot. Il n'y avait pas une pseudo-majorité, mais une majorité réelle, dont les 4/5 étaient des syndicaux; 20 sur ces 43 syndicaux étaient des anarchistes notoires, désignés par les bourses et les syndicats quoique ou parce que anarchistes.

Note 55. — Les dix signataires (Vaillant, Sembat, Turot, etc.), de ce nouveau manifeste déclarent :

qu'après avoir affirmé la nécessité de l'action politique, leur énergique réprobation de l'anarchie et l'antagonisme absolu qui oppose les hommes de la Révolution sociale à l'individualisme anarchiste, ils sont restés dans la salle de la délégation française après le vote, parce que toute participation à un vote implique forcément la possibilité d'être mis en minorité, ainsi que la validité du vote auquel on a collaboré.

Il leur a paru parfaitement injuste et dangereux de considérer, par leur retraite, les organisations corporatives les plus importantes du prolétariat français comme solidaires d'une douzaine au plus d'anarchistes. Ces organisations syndicales ont simplement voulu, par leur vote, maintenir contre toute ingérence des groupes politiques le droit absolu des syndicats ouvriers, que ne limite jusqu'ici aucune décision du congrès international.

Les signataires affirment qu'au lieu d'atteindre les anarchistes par un ricochet qui frappe d'abord les organisations ouvrières, il faut les rejeter hautement par un texte formel qui les exclue. Il termine en disant :

« Ainsi le propose la section suisse, appuyée par les sections anglaise et allemande. Ainsi nous voterons, nous qui sommes restés au poste pour y défendre nos idées, convaincus que dans un congrès socialiste, l'anarchie ne doit pas pénétrer et que le congrès doit affirmer avec une force nouvelle la nécessité de l'action politique, électorale ou révolutionnaire, pour l'émancipation des travailleurs par la conquête du pouvoir politique, que nous tenons pour le moyen essentiel de la victoire de la Révolution. »

Nous ajouterons que l'individualisme anarchiste n'avait aucun représentant dans le sein de la délégation française. Il ne pouvait d'ailleurs en avoir puisque les principes de l'individualisme anarchique s'opposent à toute délégation.

Note 56. — En vertu de quel droit le bureau en avait-il décidé ainsi ? Nul ne le sut. Il agissait en maître. Cela est *quia nominor Leo*. M. E. Guérard signale là une incorrection : « C'est au nom de la délégation française que M. Jaurès paraissait prendre la parole, alors que la majorité de la France était d'un avis opposé à celui qu'il exprimait. » Je fus certainement l'interprète de toute la délégation régulière française quand j'écrivis dans le *Reynold's newspaper* (8 août) : « La délégation française a été grossièrement insultée par le bureau du congrès. C'est une règle parlementaire que lorsqu'un orateur parle au nom de son pays, il exprime au moins l'opinion de la majorité de ses concitoyens. Mais quand M. Jaurès parla il représentait seulement la minorité des sécessionnistes. Dans cette discussion aussi importante, aucun représentant de la majorité française ne put prendre part, c'est là un complet manque d'egards pour les syndicats français. »

Note 57. — M. Tom Mann est un grand orateur, un vrai tribun comme l'écrivit M. De Seillac dans la *Revue Bleue* (8 août 1896, p. 184). Il souleva l'enthousiasme même de ceux qui ignoraient la langue dans laquelle il parlait (l'anglais). Sa parole vibre, ses gestes sont violents, entrainants, son émotion déborde et il émeut ses auditeurs rien que par sa mimique. Jamais encore il ne nous avait été donné d'entendre un tribun si puissant, un orateur si chaleureux. M. Tom Mann qui a quarante ans fut apprenti mineur, puis fondeur, il est maintenant secrétaire général de l'I. L. P., etc.

Note 58. — Il est très important de remarquer cette *décision* du bureau du congrès composé en majeure partie de social démocrates. Elle était en contradiction absolue avec la thèse soutenue par MM. Guesde, Deville, etc., dans le sein de la nationalité française. Elle était conforme avec l'interprétation de MM. Vaillant, Sembat, Turot et des anarchistes qui, pour éviter toute discussion sur leur personnalité, avaient eu soin de n'être mandatés que par des syndicats. La restriction du bureau fit que comme l'avait dit Domela, on n'excluait pas ceux que l'on voulait exclure. Pourquoi le bureau a-t-il pris cette décision? Il est à présumer que l'attitude de la France y est pour quelque chose. Si la théorie de M. Deville avait été endossée par le congrès, la quasi totalité des syndicats français fussent sortis du congrès ; les syndicats hollandais aussi, ainsi que d'autres d'Italie, d'Espagne et beaucoup de trade unions anglaises. C'était mettre à la porte du congrès une centaine de délégués. Il ne fallait pas songer à cela d'autant plus que d'autres délégués avaient mandat de se retirer en cas d'expulsion

Note 59. — Vingt-six membres de l'I.L.P. entre autres MM. Arthur Field, Aveling, J. Burgess, Shaw Maxvell, F. Brocklehurst, J. R. Macdonald, L. M. Byles, F. Lessner, Miss Enid Stacy, etc., protestèrent contre l'attitude

et les discours de MM. Keir Hardie et Tom Mann. « Ils n'ont pas de sens officiel comme représentant la politique générale de l'I.L.P., la question n'ayant pas été soumise aux branches. Un grand nombre de délégués de l'I.L.P. sont opposés à la politique défendue par Keir Hardie et Tom Mann. » Cette protestation en amena une autre de MM. J. Connell, W. Parker, Tom Mc Carthy, madame P. Campbell, etc. : « L'attitude et les discours de Keir Hardie et Tom Mann, au sujet de l'admission des anarchistes sont en conformité avec la décision prise par notre national administrative council et approuvée par les délégués de l'I.L.P. au meeting de dimanche soir. Nous affirmons que plusieurs de ceux dont les noms figurent au bas de la protestation (ci-dessus) assistaient à ce meeting et ils savent que l'assertion du caractère non officiel des discours de nos camarades n'est pas vraie. Nous ajouterons qu'un des signataires le Dr Aveling a été chassé de l'I. L. P. il y a déjà quelques ans. » M. A. Field (I.L.P.) secrétaire de la branche de Maidstone écrivit que M. Aveling est bien de l'I.L.P. et que la branche de Maidstone dont M. Connell est délégué est pour la résolution de Zurich, M. Keir Hardie s'explique dans le *Labour Leader* (8 août), maintenant que son attitude était conforme aux résolutions prises par le N.A.C; il disait que la question serait discutée à la conférence prochaine de l'I.L.P. Quelques membres peuvent quitter l'I.L.P. et ils feraient une bonne chose pour l'I.L.P. Dans le *Parti ouvrier* du 20 août Tom Mann écrivit que la protestation de quelques membres de l'I.L.P. ne le ferait changer ni de principes, ni d'attitude.

Note 60. — Les nations qui votèrent pour l'article 11 sont : Grande-Bretagne, Belgique, Etats-Unis du Nord Amérique, Australie, Allemagne, Roumanie, Bulgarie, Pologne, Autriche, Norwège, Bohême, Suède, Espagne,

Portugal, Danemark, Russie, soit seize *nations*; dans plusieurs il y avait une minorité contre. L'Italie étant également partagée était neutre. La Hongrie n'était pas représentée. La France et la Hollande se prononcèrent contre. En somme il y a 16 pour et 2 contre; mais le bureau considéra la Hongrie et l'Italie comme ayant voté pour, car il annonça 18 pour.

On a tout le temps du congrès parlé de M. Aveling comme représentant de l'Australie. C'était une erreur, il était représentant d'un groupe de Nouvelle Zélande. C'est ce qui le constituait en nationalité!! M. Bruce Glasier dans le *Labour Leader*, M. Bernard Shaw dans le *Star*, s'en amusèrent fort ainsi que la plupart des assistants, à l'exception toutefois des intransigeants de la sociale démocratie. Beaucoup aussi se demandaient quelles étaient ces nationalités : Pologne, Bohème, Hongrie? D'autres plaisantaient l'importance socialiste de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Suède-Norwège. Jusqu'à la fin du congrès ce furent des quolibets sur la géographie sociale démocrate.

Notre compte-rendu de la séance du matin (mardi 28 juillet) a été fait d'après nos notes, *Justice* (29 juillet), *Conférence Record* (29 juillet), completé à l'aide du *Labour Leader*, *Temps*, *Débats*, *Revue Bleue*. la *Sociale*, et le *Daily Chronicle*.

Note 61. — La remise des cartes permanentes à la nationalité française fut la cause d'un incident comique. M. Eugène Guérard, comme représentant la France au bureau, M. Lavaud, comme secrétaire de la nationalité, se rendent au secrétariat réclamer les cartes. Ils sont accompagnés de M. A. Hamon. Au secrétariat, personne ne parle français. En un mauvais anglais on s'explique mal et M. W. Thorne refuse de délivrer les cartes. Enfin arrive un interprète, M. A. Smith. Il déclare que M. Thorne ne veut donner à la majorité française que

57 cartes. M. Lavaud refuse et veut toutes les cartes. M. Guérard proteste contre cette prétention et M. Smith traduit. M. Thorne refuse toujours, un peu ébranlé, cependant. Alors M. Hamon, s'exprimant dans un mauvais anglais, dit que c'est ridicule, qu'on est dans un congrès parlementaire et que, par suite, les règles du parlementarisme doivent être suivies. Or, la règle est que ce soit le secrétaire de la nationalité qui reçoive *toutes* les cartes. M. Lavaud est le secrétaire, donc il faut les lui donner. Le secrétariat du congrès n'a pas à s'occuper s'il y a, dans la section française, une minorité et une majorité. Cela existe dans toutes les sections. M. Thorne, concevant la justesse du raisonnement, va céder, il y a seulement quelque discussion sur le nombre des cartes, quand arrivent MM. Jaurès et Millerand. Tout change, car M. Millerand déclare qu'il vient chercher les cartes de la section française, 56 cartes. Il y a une légère discussion entre les Français présents. M. E. Guérard dit : « Alors, c'est la scission que vous cherchez, » et en vain il tente de modifier leurs sentiments. Rien n'y fait et M. Millerand déclare qu'il ne veut rien avoir de commun avec notre délégation. Pour lui, elle n'existe pas ; les dissidents seuls forment la vraie délégation française. Il refuse de recevoir les cartes de la main de M. Lavaud. Enfin, par condescendance, MM. E. Guérard et Lavaud cèdent ; M. Millerand emporte ces 56 cartes et M. Lavaud les 57. Il en reçut d'autres, ultérieurement.

Note 62 — L'incorrection des traductions de madame Aveling fut publique. Lorsqu'elle traduisit le discours de M. Domela Nieuwenhuis, elle le falsifia (*Labour Leader*, 1er août). Elle fit de même lors de la traduction de celui de M. Landauer. Elle traduisait fort bien les discours des social-démocrates. Madame Marx Aveling a d'étranges façons de comprendre la mission d'un traducteur, à moins qu'elle n ignore les langues qu'elle traduit.

En tout cas, selon M. J. Bruce Glasier, c'étaient des manières qui n'étaient pas pour honorer le congrès. Un autre traducteur, M. A. Smith, aussi très social démocrate, se bornait à atténuer lorsqu'il traduisait, il adoucissait les angles ; enfin, il n'altérait pas. Madame Zetkin non plus, mais elle résumait beaucoup ce qui était contraire à la sociale démocratie. M. J. Sigg, qui ne traduisit que dans les derniers jours, le fit beaucoup plus nettement. Ces procédés ne s'expliquent guère que par l'emportement des passions. En effet, dans l'assistance, il y avait toujours beaucoup de personnes qui parlaient ou deux des langues ou les trois. Il en résultait donc qu'on savait nécessairement les falsifications des discours. Alors à quoi bon?

Note 63. — Les altérations voulues ou non des traductions, le vague, le plus souvent, qu'elles revêtaient, font que les délégués votaient beaucoup sans savoir ce qu'ils votaient. Le *Labour Leader* le constate pour les Anglais et nous pouvons l'assurer pour les Français. Les Allemands, eux, savaient très bien ce qu'ils votaient, car ils regardaient leurs chefs, MM Singer, Bebel, et suivant les signes faits ils votaient. Tout le monde put le constater M. Bernard Lazare *(Echo de Paris*, 2 août) a écrit justement que les trade unionistes anglais ont toujours voté l'expulsion, croyant qu'il s'agissait d'anarchistes individualistes. La plupart d'eux ignorait et ignore ce que désiraient les socialistes antiparlementaires et anarchistes. Le *Daily Chronicle* (29 juillet) a dit faussement que le rapport des S. D. allemands avait été accepté unanimement.

Note 64. — Ils se répartissaient comme on le voit note 37. Les trente sociétés socialistes se divisaient : Parliamentary committee, 13, Organisation committee, 12, diverses sociétés, 6.

Note 65. — Il représentait un groupe de quatre membres qui avait délégué deux membres. Un fut accepté, l'autre rejeté.

Note 66. — Parmi les délégués citons : MM. E. Vandervelde, E. Hardijns, L. Bertrand, Oscar Gilbert, Oscar Fay, E. Vinck, etc.

Note 67. — Le rapporteur de la France attendait sur la plate-forme que le président Singer lui donnât la parole pour son rapport. Dans la section française, on s'étonnait puis s'amusait de ce retard voulu, car des conciliabules avaient lieu publiquement sur la plate-forme. Aussi M. Sembat, à l'appel d'une nouvelle nationalité, par manière de plaisanterie, cria : Le Dahomey ! C'étaient parmi les Français, des rires, des brocarts continuels. Là-bas, derrière la table présidentielle, sur les gradins de l'estrade, MM. Millerand, Deville, Liebknecht, conféenciaient. M. Vandervelde venait se joindre au groupe, puis M. Adler, après M. Ferri. Nous apercevons d'aucuns, parmi eux, qui viennent parler à l'oreille de M. Singer, le président. Que se passe-t-il donc ? La majorité française le soupçonne, mais l'ignore, car nous voyons seulement. Ecoutons donc M. Eugène Guérard qui, au bureau, à côté de M. Vaillant, voit tout et entend, aidé par M. Vaillant, qui parle anglais et allemand : « Le tour de la France est déjà passé, écrit M. E. Guérard, cependant le président Singer est informé qu'elle est prête à donner son compte-rendu ; mais madame Marx Aveling se penche à son oreille et lui dit en allemand de s'arranger pour que le rapport vienne tout à la fin de la séance pour éviter une discussion. Par deux fois, je rappelle au président que la France est prête, mais il me répond que l'on épuise d'abord les petites nationalités... Nous assistons à des conciliabules... M. Liekbnecht vient alors nous demander de ne pas soulever d'incidents : il serait déplorable, dit-il, que nos amis Millerand et Jau-

rès ne soient pas admis et il ne faut pas que votre rapport entraîne un débat. Je l'informe que le rapporteur de la France se bornera à dire que tous les mandats sans exception ont été validés au nombre de 123, même ceux qui n'avaient pas de mandats. Nouveaux conciliabules, on est inquiet .. » Les social-démocrates craignaient un incident et voulaient gagner du temps. M. Singer dit : « Vous n'aurez pas le temps de lire votre rapport », mais M. E. Guérard insiste. Le président dit : « Alors, ils sont acceptés. » « Mais oui, répond M. Guérard, la section les a acceptés tous. » Un peu rassuré, M. Singer donna la parole au rapporteur français.

Note 68. — Le congrès ne comprit pas du tout ce qu'il votait lors du rapport de M. Plekhanov. En effet les comptes-rendus de *The Conférence Record*, *The Justice*, *The Daily Chronicle*, pour la séance du 28 juillet après-midi, ne disent pas la même chose. *Justice*, *Conférence Record*, confirmées par mes notes disent 7 délégués reçus, *un* refusé parce qu'il s'agit d'un petit groupe de réfugiés russes à Berne. Il s'agit de M. Rappoport, ce que confirme M. Bernard Lazare dans l'*Echo de Paris*. D'autre part le rapport de M. F. Pelloutier confirmé par le *Daily Chronicle*, l'*Echo des Travailleurs municipaux* dit 8 délégués reçus, *un* refusé; celui-là venait de Paris. Il ne s'agit peut-être plus de M. Rappoport, mais de M. Serebryakov; cependant M. Rappoport habite Paris aussi.

On voit que c'est passablement confus, et le congrès a voté sans comprendre quoi que ce soit à ce qu'il votait. Dans le *Labour Leader* du 8 août nous trouvons une très intéressante lettre de M. F. Volkhovsky sur ce sujet. M. Volkhovsky est un réfugié russe habitant Londres, rédacteur en chef de *Free Russia*, l'organe de la Société anglaise des amis de la liberté russe. M. Volkhovsky occupe donc dans la société russe de Londres une si-

tuation très importante. C'est un socialiste, je crois même un social démocrate. Ceci dit, voici des extraits de sa lettre. Il a été heureux des applaudissements unanimes qui ont accueilli l'annonce du réveil du prolétariat russe qui réjouissait tous les socialistes. « Les moins contents ont été les Russes, car ils ont eu conscience que le speech du camarade Plekhanov, comme orateur de la section, était loin d'avoir le même caractère large, impartial, pur. L'esprit de parti conduisait ses actes qui, nous en sommes sûrs, seront désapprouvés p r ses propres disciples. Nous Russes qui avons au cœur la cause de la liberté russe et de la justice et qui avons travaillé pour cela, savons parfaitement bien que toutes les fractions du socialisme russe, et même tous ceux qui quoique avancés ne s'appellent pas socialistes, ont également travaillé à produire le réveil du prolétariat russe dont les grèves de Saint-Pétersbourg sont le résultat. Or l'orateur de la section russe a parlé des social démocrates, comme les seuls qui étaient sur le champ de bataille. Il décrit le camarade Serebryakov comme représentant seulement les revenants de la vieille organisation du parti de la Narodnaiya Volya, *ne mentionnant pas* que son mandat lui était aussi donné par divers groupes, de Saint-Pétersbourg et de Moscou, du même parti, aussi actif que la S. D. Il parla de ce parti comme un du passé, pendant qu'*en fait* il était celui qui fraternellement aidait les S.D. de Saint-Pétersbourg en imprimant, dans leur imprimerie secrète, quelques-unes des publications sociales démocrates. Une autre injustice était le traitement du camarade Rappoport rejeté parce que son mandat avait seulement cinq signatures, alors que c'était *en fait* les signatures d'un comité agissant pour un groupe important de socialistes russes résidant à l'étranger (leur nom est socialistes révolutionnaires russes), publiant une feuille pour les ouvriers et ayant des amis et cotravailleurs en Russie... En introduisant l'intolérance et l'esprit

de parti dans la question de la représentation et de la relation des affaires russes, le camarade Plekhanov crée de très graves causes de difficultés. Je suis sûr que ses partisans n'endosseront pas sa politique. Ils aiment trop la cause pour cela. » M. Serebriakoff écrivit une lettre : « Malgré mes instances reitérées d'avoir la parole pour protester contre les assertions de M. Plekhanov, le président me l'a refusée. Etant ainsi privé de la possibilité d'exercer mon... devoir, je trouve ma présence au congrès comme leur délégué (russe) parfaitement inutile. » Comme délégué français, à cause de la division, il estime de même et se démet de ses pouvoirs.

Note 69. — La délégation française se composait à ce moment de 123 délégués. Six vinrent se joindre plus tard à la délégation qui eut un total de 129 membres. Nous donnons ci-après la liste complète de cette délégation avec l'indication de ceux qui votèrent contre l'article 11 (A) et de ceux qui votèrent pour (B). La lettre (M) indique les membres de la délégation régulière pendant que (N) indique les membres de la délégation dite de Navarre. Nous avons joint la liste des organisations adhérentes.

Agresti, cercle du travail de Morez affilié au P.O.S.R. (M). — Jean Allemane. P.O.S.R, Fédération du centre, groupe central du XXe arrondissement de Paris, groupe du XXe arr., groupe de Saint-Denis (Seine), groupe de l'Ecole de Propagande. groupe de Chambon-sur-Vorieize (A. M). — Argyriadès, Comité central du C.R.C., groupe du XVIe arr., groupe d'Etudes sociales de la *Question sociale* (M). — Banham, Bourse du travail d'Angoulême, (A. M.). — Bertrand, agglomération parisienne, maison du peuple du XVIIe arr. P.O.F. (B. N.). — Boicervoise, ligue intransigeante socialiste, Comité républicain socialiste révisionniste de Saint-Ouen (Seine) (A. M.). — Bonnier, P.O.F., agglomération toulousaine, fédération du Nord, groupe de Vanves (Seine) (B. N.). — Bouanchaud, union des syndicats du département de la Seine, union fédérative des syndicats ouvriers de la

4e catégorie des tissus, Bourse du travail de Niort, société générale des ouvriers chapeliers de France (A. M.). — Bouillon, ligue démocratique des Ecoles (Paris) (A. M.). — Bourdet, Chambre syndicale ouvrière de l'Industrie Florale (Paris), syndicat des ouvriers fleuristes, feuillagistes et plumassiers de Paris (A. M.). — Braun, fédération nationale des ouvriers métallurgistes de France, Chambre syndicale des tourneurs en optique (Jumelles) (A. M.). — Broca, groupe corporatif des ouvriers menuisiers de Lyon (A. M.). — Paul Brousse. F.T..S. Comité fédéral, groupe la Goutte d'or (Paris) (B.). — Emile Carré, P.O.F. groupe du IIe arr. (B.N.). — Madame Carré, P.O.F. groupe La Couture (Paris) (B. N.). — Chaughi, bibliothèque sociologique du XIIe arr. (A. M.). — René Chauvin, Conseil National du P.O.F., fédération des ouvriers mégissiers de France, (B. N.). — Mademoiselle Collot, Chambre syndicale des ouvrières tapissières de Paris (A. M.). — Mademoiselle Corn, Bourse du travail d'Issy-les-Moulineaux (Seine) (A. M.). — Cougny, C.R.C. fédération du centre (Commentry) (B.M.). — Victor Dalle, Comité fédéral de la F.T.S. de France, fédération nationale des employés, chambre syndicale des employés de Paris, fédération des ouvriers et ouvrières des manufactures des tabacs de France, cercle des originaires de la Vienne, groupe la Sentinelle du XIIe arr. (B.M.). — Dard P.O.F., agglomération parisienne (B. N.). — Darène, syndicat des travailleurs du gaz de Paris, (A. M.). — Degay, Comité central du C.R.C. (B. M.). — V. Dejeante, groupe socialiste révolutionnaire du XXe arr. (A. M.). — Dekock, P.O.F. section Roubaisienne (B. N.). — Delcluze, P.O.F. agglomération Cambrésienne, union socialiste Dunkerquoise, groupe la Bataille de Calais, syndicat des ouvriers tailleurs de Calais (B. N.). — Delesalle, Chambre syndicale des ouvriers en instruments de précision (Paris), union syndicale des ouvriers et ouvrières en cuirs d'Amiens, (A. M.). — Dr Delon, P.O.F. cercle de l'union socialiste d'Anduze, cercle socialiste d'Alais, groupes d'études sociales de Serres, d'Avèze, de Vauvert, de Pompignan, groupe socialiste de Clarensac, les agriculteurs socialistes de Saint-Hilaire de Brethmas (B. N.). — Delory, P.O.F., section Lilloise (B. N.). — Delurier, l'Avenir de Plaisance, l'Union des travailleurs d'Arcueil Cachan, l'Utilité sociale (trois coopératives de consommation) (A.M.). — G. Deville, fédération républicaine socialiste de la Seine (B. N.).

— Dormoy, conseil municipal de Cerilly, id. d'Archignat, id. de Chamberat, La Chapelande, Désertines, Estivareilles, Huriel, Lignerolle, Meaulue, Saint-Victor, Urcay, Viplaix (Allier) et de Roanne (Loire) (en tout 14 mandats de conseils municipaux), P.O.F. cercle républicain des ouvriers de Montluçon, union républicaine, socialiste des ouvriers de Commentry, comité socialiste d'Ainay-le-Château, fédération républicaine socialiste de Montluçon, chambre syndicale de la Métallurgie de Montluçon, idem des employés de bureau de Montluçon, idem des ouvriers verriers de Montluçon, idem des ouvriers de la ville de Montluçon, idem des ouvriers mineurs de Bézenet, section de Montluçon des ouvriers du livre, union des chambres syndicales ouvrières de Montluçon, groupe de Montluçon du syndicat national des chemins de fer français, idem groupe de Cosne-sur-l'Œil, (B. N.). — Dubois, fédération nationale des corporations ouvrières du bâtiment, chambre syndicale des tailleurs et scieurs de pierre (Seine) (A. M.). — Dubreuilh, C.R.C. comité central, groupe d'action révolutionnaire du XXe arr., idem du XVe, idem des Ternes, groupe de Boulogne-sur-Seine, groupe des originaires de l'Allier (Paris), ligue de la révision par le peuple, chambre syndicale ouvrière de la cordonnerie de France, (B. M.). — Dupac, fédération des travailleurs municipaux de Paris (A.M.). — Dupied, chambre syndicale ouvrière de l'Industrie textile de Lille (B. N.). — Fabérot, chambre syndicale des ouvriers et ouvrières en chapellerie de Paris, idem des ouvriers mouleurs de Nouzon, idem de l'Industrie lainière de Daigny, idem des ouvriers mouleurs de Charleville, P.O.S.R. groupe de Balan (A. M.). — Fagnot, cercle des prolétaires positivistes de Paris (A. M.). — Faillet, groupe socialiste révolutionnaire central du Xe arr. (M.). — Ferrer, P.O.F., groupe du IVe arr. de Paris (A. M.). — Fontaine, comité socialiste indépendant des ouvriers tailleurs de la Seine (B. M.). — Fucho-Fafin, P.O.P., section calaisienne, union des chambres syndicales ouvrières de Calais (B. N.). — Gallau, Bourse du travail de Cognac (A. M.). — Genty, secrétariat national du travail de France, union syndicale des ouvriers menuisiers de la Seine (M.). — Gérault-Richard, groupe central socialiste du Mans (B. N.). — Ghesquière, P.O.F. section lilloise (B. N.). — Girard, union syndicale des ouvriers du bronze de Paris, chambre syndicale des ouvriers ferblantiers de la Seine, chambre syndicale des coupeurs che-

misiers de Paris (A. M.). — GOURSAUD, chambre syndicale des bûcherons d'Indre-et-Loire, F.T.S. de France, région de l'Ouest (A. M.). — JEAN GRAVE, syndicat des ouvriers métallurgistes d'Amiens (M.). — GROS, union des chambres syndicales ouvrières des Bouches-du-Rhône (A M.). — GROUSSIER, groupe socialiste révolutionnaire central du Xe arr. (M.). — EUGÈNE GUÉRARD, syndicat national des travailleurs des chemins de fer français, chambre syndicale des cochers de Paris et de la Seine, union syndicale des ouvriers menuisiers de la Seine, fédération des ouvriers mouleurs de France, verrerie ouvrière d'Albi (Tarn), confédération générale du travail, Chevaliers du travail français (A. M). — FERDINAND GUÉRARD, Bourse du travail d'Amiens, Bourse du travail de Montpellier, Bourse du travail de Béziers, syndicat des employés du département de la Seine, chambre syndicale des ouvriers tapissiers d'Amiens, groupe les Pionniers du IVe arr., Paris. (A. M.). — GUÉRINEAU, chambre syndicale des ouvriers polisseurs sur métaux, de Paris (A. M.). — JULES GUESDE, P. O. F., Conseil national, arr. de Rochefort (B. N.) — GUIAT, Bourse du travail de Lyon, idem de Grenoble (B. N.). — P. GUYON, comité d'organisation de la grève générale (Paris) (A. M.). — A HAMON, Bourse du travail de Nantes, groupe les Pionniers du travail du IVe arr., Paris (A. M.). — HÉMERY, P. O. F., agglomération parisienne (B. N.). — HERMINOT, chambre syndicale des ouvriers tullistes de Calais (B. N.). — L. JERROLD, groupe l'*Art social* de Paris (A. M.). — JAURÈS, (B. N.). — JOURDE, P. O. F., fédération girondine (B. N.). — KEUFER, Fédération des travailleurs du Livre, union des chambres syndicales de Boulogne-sur-mer (A. M.). — PAUL LAFARGUE, P. O. F., conseil national, union syndicale des colons et agriculteurs de la Loire-Inférieure (B. N.). — J. B. LAVAUD, P. O. S. R., secrétariat général, groupe les Egalitaires de Clichy, idem des Ternes (Paris), groupes corporatifs de Clichy, idem du canton de Sèvres, chambre syndicale des ouvriers passementiers à la barre (Paris) (A. M.). — ALEXANDRE LAVIGNE, P. O. F., fédération girondine (B. N.). — RAYMOND LAVIGNE, P. O. F., Association des républicains socialistes de Libourne, union républicaine socialiste de Limoges, Bourse du travail de Limoges (B. N.). — LECOQ, P. O. F., cercle de la Santé (Paris) (B. N.). — LETAILLEUR, P. O. F., section Caudrésienne (Nord), chambre syndicale des ouvriers tullistes de Caudry (Nord) (N.). — LÊTANG,

C. R. C , fédération de Commentry, (B. M.). — JEAN LONGUET, P. O. F., fédération socialiste Bas-Normande (B. N.). — LORCHE, P. O. F., Maison du peuple de Lyon et Villeurbanne (B. N.). — LORCIN, Bourse du travail de Perpignan (A. M.). — MATHIEU, P. O. F., fédération socialiste Bas-Normande (B. N.). — E. MALATESTA, syndicat des ouvriers métallurgistes d'Amiens (A. M.). — MARCHAND, P. O. S. R., groupe de l'hôpital Saint-Louis (Paris) (A. M.). — MARÉCHAL, ligue intransigeante socialiste (A. M.). — MARIETTON, P. O. F., agglomération lyonnaise (N). — CHARLES MARTIN, chambre syndicale des ouvriers boulangers de la Seine (A. M.). — JULES MARTIN, chambre syndicale des ouvriers tullistes de Calais (N.). — MEYER, comité de vigilance des conseillers prud'hommes ouvriers de l'alimentation (Paris), chambre syndicale des pâtissiers de la Seine, fédération ouvrière des cuisiniers, pâtissiers et confiseurs de France, chambre syndicale ouvrière des limonadiers restaurateurs de Paris, association mutuelle des boulangers du département de la Seine, ligue pour la suppression des bureaux de placement (Paris) (A. M.). — Madame MEYNET, P. O. S. R., groupe les chaisières de Tarbes (A. M.). — A. MILLERAND, (B. N.). — MILLET, fédération des organisations ouvrières de l'Aube, fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs de France (B. N.). MONTAGARD, union des chambres syndicales ouvrières des Bouches-du -Rhône (A. M.). — MUSEUX, union socialiste révolutionnaire du VIe arr. de Paris (A. M.). — PACINI, P. O. S. R., groupe de Septmoncel (Jura) (M.). — PARSONS, fédération des chambres syndicales et groupes corporatifs de Clichy (A. M.). — PASCAL, chambre syndicale ouvrière du cartonnage de Paris (A. M.). — ETIENNE PÉDRON, fédération nationale des syndicats et groupes corporatifs de France, fédération des organisations ouvrières de l'Aube, fédération du P. O. F. socialiste de la Marne (B. N.). — PAUL PÉDRON, fédération des organisations ouvrières de l'Aube (N.). — PELLETIER, chambre syndicale des ouvriers tailleurs de Paris, idem de Grenoble (B. N.). — FERNAND PELLOUTIER, fédération des Bourses du travail de France et des colonies, syndicat des ouvriers teinturiers et apprêteurs d'Amiens, Bourse du travail du Mans (Sarthe), verrerie ouvrière d'Albi (Tarn) (A. M.). — Docteur PIÉROT, P. O. S. R., groupe de Sens (Yonne) (A. M.). — EMILE POUGET, chambre syndicale ouvrière de la métallurgie de Beauvais, chambre syndicale des

ouvriers ardoisiers d'Angers. — Trelazé, chambre syndicale des ouvriers maçons et tailleurs de pierre de Cognac (A. M.). — Reece, P. O. S. R., union socialiste de la Charente (section d'Angoulême) (M.). — L. Remy, chambre syndicale des ouvriers et ouvrières tisseurs d'Amiens ; P. O. S. R., groupe le Réveil Amienois ; groupe du Ve arr., Paris (A. M.). — Georges Renard, C. R. C., comité électoral socialiste révolutionnaire du XXe arr., Paris (B. N.). — Renaud, chambre syndicale des ouvriers jardiniers de la Ville de Paris ; C. R. C., comité du XVIIIe arr. (B. M.). — Rieussec, P. O. S. R., groupe de Plaisance, Paris (M.). — Rivière, P. O. F., groupe du XIIIe arr., Paris, groupe des étudiants collectivistes, Paris (B. N.). — Paul Robin, société de propagande socialiste par la scienee et l'art, Paris, l'union sociale, coopérative de consommation, Paris (A. M.). — Gustave Rouanet, comité républicain socialiste de Clignancourt (B. N.). — Roussel, P. O. F., groupe d'Ivry-sur-Seine (N.). — Rozier, chambre syndicale des ouvriers estampeurs et découpeurs sur métaux de la Seine (A. M.). — Salembier, P. O. F., section calaisienne ; union des chambres syndicales ouvrières de Calais (B. N.). — Sauvanet, conseil municipal d'Huriel (Allier), P. O. F., cercle républicain des ouvriers de Montluçon; chambre syndicale de la métallurgie de Montluçon, idem des employés de bureaux de Montluçon ; idem des ouvriers verriers de Montluçon ; idem des ouvriers de la ville de Montluçon ; section de Montluçon des ouvriers du livre ; union des chambres syndicales ouvrières de Montluçon (B. N.). — Séchaud, P. O. F., groupe La Couture, Paris (B. N.). — Marcel Sembat, fédération des syndicats ouvriers d'Indre-et-Loire, fédération des socialistes indépendants, Paris (B. M.). — Sérébriakoff, syndicat des journalistes socialistes de Paris. — Sicaud, P. O. F. de Grenoble (B. N.). — Simon, chambre syndicale des ouvriers cordonniers de Lyon, groupement des ouvriers en cuirs et peaux de Lyon (A. M.). — Rodolphe Simon, fédération des conseillers municipaux socialistes de France, Maison du Peuple de Paris (B. N.). — Steens, chambre syndicale ouvrière textile d'Amiens (A. M.). — Terrioux, chambre syndicale des cantonniers de la Ville de Paris (A. M.). — Thierrart, chambre syndicale ouvrière de l'industrie textile de Reims, syndicat des ouvriers menuisiers-ébénistes de Reims, groupe républicain socialiste de la Suippe (Marne) (A. M.). — Thomas, comité central socialiste du

XVIII[e] arr. de Paris (A. M.). — TOCATTI, P. O. S. R., groupe la Lumière de Maromme (Seine-Inférieure) (M.). — TORTELIER, chambre syndicale des ouvriers menuisiers en bâtiment de la Seine (A. M.). — TOUSSAINT, P. O. S. R., groupe central du XI[e] arr., chambre syndicale des courtiers, receveurs et employés d'abonnement de la Seine (A. M.). — HENRI TUROT, C. R. C., comité central, fédération républicaine socialiste de Saint-Quentin et de l'Aisne, chambre syndicale des ouvriers bûcherons de Vierzon-Village (B. N.). — EDOUARD VAILLANT, C. R. C., comité central, groupe du XX[e] arr. 2[e] circonscription, groupe de Belleville, groupe des Lilas, chambre syndicale des ouvriers métallurgistes réunis de Vierzon, cercle de l'union républicaine socialiste de Toulouse (B. N.). — VALAT, P. O. F., Maison du Peuple de Lyon et de Villeurbanne (N.). — VAQUETTE, société de résistance des ouvriers imprimeurs-lithographes de la Seine, chambre syndicale ouvrière des relieurs doreurs (Paris) (A. M.). — VOURET, fédération socialiste révolutionnaire de la 5[e] circonscription de Saint-Denis (B. N.). — RENÉ VIVIANI, (B. N.). — WARNANSKI, union des socialistes révolutionnaires d'Issy-les-Moulineaux (B. N.).

La délégation régulière française (M) se composait de 57 A, 10 B, 7 absents au moment du vote, 3 abstentionnistes, en tout 77 délégués représentant à peu près 150 organisations, dont 62 groupements politiques, et 88 groupements syndicaux.

La délégation N, dite navarraise, se composait de 45 B, de 6 absents, au moment du vote, soit 51 délégués représentant environ 90 organisations, dont 67 groupements politiques et 23 groupements syndicaux. Après la scission, il vint divers délégués se joindre à la délégation N; ils étaient au nombre de 4 ou 5. Nous ignorons et leur nom et les organisations qu'ils représentaient. MM. Jaurès, Millerand, Viviani, ayant remis leurs mandats à la section N. il s'ensuit que nous ignorons quelles organisations les déléguaient. Sur leurs cartes préliminaires envoyées au comité d'organisation, il y avait pour M. Jaurès, P. O. F., et pour MM. Millerand et Viviani, groupe socialiste de la Chambre des députés. Dans le

relevé ci-dessus des organisations, nous n'en tînmes pas compte. M. G. Renard est le seul délégué d'un groupement affilié au C. R. C. qui soit resté avec la minorité. Sur la carte préliminaire, M. Renard est porté comme délégué du groupe d'études sociales de la *Revue Socialiste.*

Dans la série des mandats de conseils municipaux, (MM. Dormoy et Sauvanet délégués), il y en a de curieux. Presque tous sont au polycopie, avec la formule « Nous soussigné... de la commune de... conférons nos pouvoirs et déléguons le citoyen... pour nous représenter au congrès... national, qui se tiendra à... » L'un d'eux est rempli par le maire de Cérilly, qui, à lui tout seul probablement, délègue M. Dormoy. Un autre, d'Huriel, est ainsi fait : « Nous soussignés, maire, adjoints et conseillers municipaux de la commune... » déléguons MM. Dormoy et Sauvanet. Le mandat porte 5 signatures, dont l'une est celle du maire, M. Sauvanet. Il semblerait que MM. Dormoy et Sauvanet sont, de ce chef, délégués par 4 personnes ! ! ! Beaucoup de mandats du P. O. F. ont cette formule finale « .....pour prendre toutes décisions qu'il croira utiles au développement du parti ». — M. Serebriakoff résilia ses pouvoirs et ne fut d'aucune section (Voir note 68).

Note 70. — C'est là l'affirmation d'une contre-vérité. Il suffit de se reporter à la relation de la séance de lundi matin, nationalité française. Les orateurs furent contre l'admission, MM. E. Guérard, J. Allemane, Faberot, Dalle; *pas un anarchiste.*

Note 71. — A ce sujet M. E. Guérard écrit : « On espère pouvoir dans la soirée gagner quelques leaders et obtenir le lendemain un vote favorable. »

Note 72. — La raison pour laquelle le congrès fut remis au mercredi après-midi, *en violation du règlement*

que le congrès avait fixé lors du vote de l'article 11, est que MM. Singer et Liebknecht avaient des engagements qui les retenaient ce matin-là hors du congrès ! (*Labour Leader*, article de Keir Hardie, 8 août).

Note 73. — Sources : *Justice, Conférence Record, Labour Leader, Journal des Débats, Réveil des travailleurs de la voie ferrée, Sociale, Echo de Paris, Daily Chronicle*, Rapport de M. Pelloutier, mes notes. La partialité du bureau est signalée dans la *Revue Bleue* au sujet de cette discussion. Toute la partie relative aux trois députés français sans mandats est passée presque sous silence par *Justice* et *Conférence Record*.

Note 74. — L'assistance remarqua que le tour de présidence était à un Français, mais le bureau désigna de sa propre autorité un Anglais, un social démocrate très autoritaire. Les Anglais se demandèrent pourquoi M. Hyndman et pas Tom Mann ou Keir Hardie ou un trade unioniste. Dans l'*Echo de Paris*, M. B. Lazare observa que « la sociale démocratie sait choisir ses présidents. »

Note 75. — Au sujet de l'admission des trois délégués sans mandats, « les Anglais se sont montrés intraitables ; il paraît même qu'ils ont déclaré que si les députés français étaient admis sans mandat, toute la délégation anglaise se retirerait pour protester contre une semblable irrégularité. » (E. Guérard, *Réveil des travailleurs de la voie ferrée*).

Note 76. — La *Petite République* du 30 juillet dit : « La majorité prononce l'admission des citoyens Jaurès, Viviani, Millerand, Rouanet et Gérault-Richard, « qui ont reçu de leurs électeurs un mandat supérieur à tout autre. » L. D. — Il y a là affirmation de contre-vérités. M. Rouanet avait déposé *de suite* un mandat ; M. Gérault-

Richard avait déposé le sien après la séance du lundi matin de la nationalité française. MM. Jaurès, Millerand, Viviani vinrent seuls devant le congrès. Celui-ci *les obligea* à déposer un mandat. — On peut juger quelle créance on peut accorder à la *Petite République* pour le compte-rendu du congrès de Londres. Primitivement, M. Dubreuilh en était chargé mais après le lundi soir, M. Millerand l'avisa que cette fonction lui était retirée. M. Dubreuilh était resté avec la majorité.

Note 77. — Il était dans la minorité de la délégation française. M. Michalkowsky est un social démocrate. Le lendemain, dans le congrès, on distribuait en français et en anglais la *Défense* de ce délégué; c'était l'extrait de la lettre de M. Lavroff que M. Vaillant n'avait pu lire. Cette *défense* était signée : La minorité social démocrate de la délégation polonaise.

Ci-après, une partie du rapport de M. P. Lavroff :

« La réunion des démocrates socialistes polonais et russes, tenue à Zurich, le 27 août 1893, s'est adressée à moi avec prière d'examiner et de résoudre la question si la déclaration faite, au dire des membres de cette réunion — par la délégation polonaise au bureau du congrès de Zurich — visant le citoyen Michalkowski et consistant en ce que : 1° il était employé d'une société *russe*; 2° qu'il aurait joué un rôle compromettant dans l'affaire Handelsmann-Sawitzki — avait un bien fondé et que, par conséquent, le mandat signé par lui ne peut pas être validé. Le citoyen Michalkowski s'est également adressé à moi avec la même prière.

J'ai accepté cette mission en écartant consciemment toute autre question et j'ai réuni des renseignements détaillés sur la personnalité du citoyen Michalkowski, sur son passé, sur sa réputation dans le milieu socialiste, sur la *Société Russe*, son emploi dans celle-ci paraissant quelque chose de compromettant aux yeux des auteurs de la déclaration, et enfin sur sa participation dans l'affaire Handelsmann-Sawitzki.

Je m'adressai avec mes questions surtout à des socialistes polonais, à des personnes présentant toutes les garanties d'une

attitude impartiale, et compétentes dans l'affaire, à des personnes n'appartenant pas à la même nuance socialiste que le citoyen Michalkowski, et enfin à des personnes jouissant, grâce à leur caractère et à leur passé, de l'estime générale dans les groupes socialistes polonais et russes.

Toutes les opinions que j'ai reçues caractérisent le citoyen Michalkowski comme un homme d'une honnêteté sans tache, comme « l'un des organisateurs du parti social démocrate polonais », comme « l'un des personnages les plus influents dans le milieu ouvrier de Lodz et de Varsovie », comme un homme qui « avait joué un rôle important dans l'organisation l'*Union des travailleurs polonais*, et jouissait de l'estime générale, qui avait passé onze mois en forteresse et qui y montra toute son inflexibilité et son honnêteté. »

Les renseignements constatent le fait qu'il jouissait de la « meilleure réputation » dans le milieu socialiste, on le considérait comme un bon militant socialiste. Les renseignements, fournis par les amis de feu Sawitzki constatant « les termes respectueux » que Sawitzki employait en parlant du citoyen Michalkowski et que leur connaissance personnelle n'a fait que renforcer cette bonne opinion, fondée auparavant sur ce que lui avaient conté des amis communs.

En me basant sur tous mes renseignements, je crois avec la plus grande conviction avoir le droit de déclarer que, non seulement, il n'y a dans le passé du citoyen Michalkowski aucune donnée qui puisse permettre de se méfier de lui, mais que, au contraire pour évoquer un soupçon, il aurait fallu présenter des preuves très fortes et ne permettant aucun doute.

En ce qui concerne les renseignements sur la société russe dans laquelle son emploi paraissait suspect aux yeux des auteurs de la déclaration, je crois devoir affirmer que cette société avait et a un caractère purement commercial ; que l'emploi dans cette société ayant pour but de se procurer par son travail des moyens d'existence ne peut être un reproche pour personne au nom de ses convictions et que par conséquent, on ne peut que regretter que les paroles de la déclaration « ein Beamter einer russischen gesellschaft » peuvent être considérées comme quelque chose de suspect.

Signé : P. Lavroff.

Note 78. — Ce délégué était M. Fernand Pelloutier, mandaté par la Federazione italiana delle Camere del Lavoro. Le congrès ne se prononça pas sur la mise en demeure de l'Italie et M. Pelloutier siégea aux deux nations. M. Aveling votait comme anglais et comme représentant l'Australie. M. Malatesta était délégué français et délégué espagnol. La question de principe a donc été résolue en fait : un délégué peut être à la fois dans plusieurs nationalités.

Note 79. — L'exclusion des socialistes anarchistes, en dehors de l'opposition de la majorité française et hollandaise, motiva deux protestations. L'une est signée de MM. Gabriel et J. R. Littler (Lithographie artit's society, London), W. Wess (Hebrew compositors association, London; International cigarette makers-union de Glasgow), W. K. Hall (Harness and sadlers union Edinburgh), J. Presburg (international Journeyman's Upper machinist union), J. Connel (Deptford I.L.P.), Nellie Campbell (East Dulwich I.L.P.), Amy C. Morant (I.L.P.). J. Sexton (Ashton Branch I.L.P.), E. Halford (Labour Church union), W. Parnell (alliance cabinet makers), Tom Mc Carthy (Dock, Wharf, Riverside and G. L. U. London), W. Arnold (Shop assistants' union), W. F. Rean (Plymouth Branch I.L.P.), Paul Campbell (exécutive London fédération I.L.P.), H. Roland (international Branch amalgameted society of Tailors). Cette protestation émanant de trade unionistes et socialistes anglais disait : « Nous protestons... contre la violation du principe originel de la vieille association internationale des travailleurs formulé... en 1866... ainsi conçu : « L'assujettissement des ouvriers au capital est la source de toute servitude...; le premier but à atteindre est donc l'émancipation économique à laquelle le mouvement politique doit être subordonné. » Selon les circonstances les ouvriers de chaque pays jugent par eux-mêmes des moyens et de la tactique à employer... Nous répétons

notre protestation contre l'exclusion de ceux qui... s'appellent anarchistes communistes ou communistes antiparlementaires et qui néanmoins croient en l'action directe des organisations ouvrières pour l'émancipation économique du travail. Par cette exclusion... ce congrès a enlevé au mouvement socialiste sa grande pureté et son non sectarisme qui était sa caractéristique. Il a établi un type autocratique de socialisme qui nécessairement convertira le parti socialiste en un parti parlementaire, réformiste dépourvu de toute activité révolutionnaire. »

Cette protestation imprimée en trois langues fut largement distribuée dans le congrès. La moitié des italiens en fit une autre adressée « au congrès international social démocrate et des Trade unions ». Elle disait : « ... protestent énergiquement contre cette tentative de monopolisation du mouvement ouvrier international essayé par les... social démocrates et se réservent d'agiter la classe ouvrière... contre ce courant réactionnaire... » Les signataires étaient F. Cini, Pietro Gori, E. Malatesta, F. Pelloutier (Bourses du travail d'Italie).

Note 80. — Dans le *Journal des Débats* M. Bourdeau écrit : « Les social démocrates allemands ne cachaient pas leur intention de suivre les guesdistes français dans leur retraite. »

Note 81. — Sources : *The Daily Chronicle*, *The Justice*, *The Conference Record*, *The Star*, *Journal des Débats*, la *Sociale*, la *Libre Parole*, la *Petite République*, *Labour Leader*, le *Réveil des travailleurs de la voie ferrée*, *Weekly times and Echo*, l'*Echo des travailleurs municipaux*, le rapport de M. F. Pelloutier, mes notes. — Dans cette séance, M. Millerand put parler plus de cinq minutes sans être interrompu par la cloche du président ; M. Vandervelde, les cinq minutes terminées, dut clore son discours au son de la cloche ! — M. Jaurès interviewé aussitôt après la séance dit :

« La séance de ce soir me remplit de satisfaction... Quand l'anarchisme se montrera à découvert, nous discuterons avec lui. S'il évolue; si, par l'acceptation des syndicats et des congrès, il s'achemine à compter avec l'action politique en reniant ainsi son passé et sa doctrine et son nom, il est possible que nous soyons appelés à prendre acte de sa conversion. Mais s'il essaie de se glisser dans les congrès socialistes et qu'il prétende, sous un déguisement, à y faire la loi, c'est une comédie à laquelle nous n'avons pas le droit de nous prêter.

» Je sais bien qu'on dira qu'en répudiant les anarchistes du congrès, nous répudions aussi les syndicats qui leur ont donné mandat. Nous sommes des partisans très décidés de l'action politique et syndicale; nous l'avons prouvé chaque fois qu'il s'est agi de défendre les droits syndicaux, mais il ne peut dépendre de quelques syndicats de fausser ou d'arrêter le mouvement socialiste par le fait qu'ils auront choisi leurs délégués hors du socialisme. »

M. Jaurès montrait, par ces assertions erronées, son ignorance de l'histoire du socialisme en France. Les socialistes anarchistes ont toujours accepté les congrès et les syndicats (voir les conférences anarchistes de 1871, 1881, 1892, 1893, les congrès socialistes de 1882, 1888 (Londres), 1889, 1891, 1893 et 1896). Le socialisme anarchique ne renie pour cela ni son nom ni sa doctrine. Les syndicats qui avaient choisi des délégués communistes anarchistes ne les avaient pas pris en dehors du socialisme. — Les polonais étaient *contre* la division mais ils votèrent *pour* afin d'éviter le départ de la minorité française et par discipline. L'un d'eux me le dit nettement le samedi à Crystal Palace.

Note 82. — Le jeudi, M. Keir Hardie ne motionna pas ; il préféra laisser s'achever la farce, comme il le dit.

Note 83. — Sources : *Libre Parole*, la *Sociale*. Rapport de M. Pelloutier, mes notes.

Note 84. — Voici cette « déclaration de la section française régulière aux camarades du congrès ».

« Camarades, nous tenons à vous exposer brièvement, comme membres, au nombre de 72, de la délégation française régulière, les faits exacts qui se sont passés dans l'intérieur de notre délégation. Vous ne connaissez pas ces faits, car c'est en adversaire partial que le citoyen Millerand les a exposés. Le citoyen Vandervelde ne pouvait parler que de la question de principe. Au début, lundi, c'est à l'unanimité que furent désignés les membres du bureau provisoire, les citoyens Vaillant et Pédron et les membres de la commission de vérification des mandats. De même, à l'unanimité, furent désignés ultérieurement, pour siéger au bureau du congrès, les citoyens Vaillant et Eugène Guérard.

Une première discussion eut lieu sur la proposition du citoyen Gabriel Deville, demandant que tout délégué, même mandaté par une organisation corporative, fût interrogé sur son adhésion à l'action politique, avant toute validation. La majorité se prononça contre la proposition Deville : personne ne se retira. Dans l'après-midi, la même discussion fut reprise sur l'initiative du citoyen Delory. Il fut proposé que la France votât au congrès *pour l'article 11*, et les décisions de Zurich qu'il entraînait.

Mais ici, camarades, nous signalons à votre attention le fait capital du débat. Le citoyen Gabriel Deville, le citoyen Jules Guesde affirmèrent de la façon la plus formelle que la décision du congrès de Zurich impliquait l'exclusion du congrès de tout délégué, même mandaté par une organisation corporative, qui refuserait d'adhérer à la conquête des pouvoirs publics. C'est sur cette affirmation que le vote eut lieu contre l'article 11. Il signifiait uniquement que la majorité de la section française entendait garantir l'entière liberté des organisations ouvrières.

Or, le lendemain, au nom du bureau du congrès, le président Singer, appuyé par le citoyen Vandervelde, déclara officiellement que le congrès de Zurich n'avait jamais entendu atteindre les mandats syndicaux et que tout représentant d'une organisation ouvrière régulièrement mandaté, serait admis au congrès. Ainsi donc, le congrès confirmait le vœu réel de la section française, qui n'avait jamais demandé autre chose. Ainsi donc, le vote de

notre section avait été vicié dans sa forme par l'interprétation erronée contre laquelle on avait voté.

Après le vote de notre section, le lundi, une partie de la minorité se retira, déclarant rompre avec la majorité ; le secrétaire se retirant fut remplacé par le citoyen Lavaud. Un délégué de la minorité essaya même d'enlever violemment le dossier des mandats.

En présence de la déclaration officielle au sujet du congrès de Zurich qui détruisait la prétention de la minorité, que commandait la bonne foi ? De reconnaître qu'on avait induit en erreur la section française et de rentrer au milieu d'elle. Au lieu de cela, la minorité, persistant dans son attitude de révolte contre la majorité, sollicita du congrès la scission en deux fractions de la délégation française, *malgré le vote de l'article 11, qui ne permettait plus aucune modification au règlement.* Le congrès a voté sans connaître la tromperie dont la majorité avait été victime, *sans avoir entendu un seul représentant de cette majorité.*

Le vote préparé par des conciliabules entre les représentants de la minorité et les leaders du parti social-démocrate allemand, fut enlevé par ces derniers. Et l'on vit des nationalités telles que la Bulgarie, la Roumanie, la Bohême, etc., faire échec aux nations où le mouvement socialiste est le plus développé, l'Angleterre, la France, l'Italie, la Belgique, la Hollande, représentées non pas par quelques délégués, mais par des centaines. Voilà les faits.

Camarades, on a fait perdre le temps du congrès par une discussion qui a commencé par une tromperie et s'est continuée par amour-propre blessé ou par calcul.

Nous affirmons :

Que la délégation française n'a jamais voulu qu'une chose, le maintien absolu du droit des organisations ouvrières, contre toute pression politicienne ;

Que lors de la délivrance des cartes définitives, le secrétaire de la délégation, le citoyen Lavaud a déclaré qu'aucune carte ne serait remise à un délégué d'un groupe anarchiste.

On veut accréditer cette opinion que la majorité de la délégation française est composée d'anarchistes ou d'alliés anarchistes : c'est faux.

Cette majorité est composée de délégués de groupes politiques socialistes et de groupements corporatifs qui, les uns et

les autres, ont déclaré qu'ils se conformeraient strictement au mandat qui leur a été donné par leur organisation.

Camarades, vous jugerez !

Pour l'unanimité de la délégation française régulière,

Ed. Vaillant,
Eugène Guérard.

Note 85. — Sources : mes notes.

Note 86. — *Conference Record*, *Justice*.

Note 86 *bis*. — M. Vaillant confirma ces machinations et ces tromperies dans une lettre que M. de Seillac publia dans la *Revue Bleue* du 29 août.

Note 87. — Voici les résolutions votées. J'ai mis entre parenthèses les additions faites sur la proposition de M. Paul Lafargue.

« Les maux toujours croissants que (la monopolisation de la terre et) l'exploitation capitaliste de l'agriculture entraînent pour le cultivateur du sol et pour la société tout entière ne disparaîtront complètement que dans une société où le sol aussi bien que les autres moyens de production appartiendront à la collectivité, qui les fera exploiter dans l'intérêt commun en employant les procédés de culture les plus perfectionnés.

» Le mode de possession de la propriété foncière et la division en catégories (*a*) de la population agricole dans les différents pays présentent une diversité trop grande pour qu'il soit possible d'adopter une formule générale qui s'imposerait à tout le parti ouvrier et qui serait applicable à toutes les classes qui ont intérêt à la réalisation de l'idéal commun.

» Mais il y a pour chaque parti ouvrier une tâche essentielle et primordiale : l'organisation du prolétariat rural contre ceux qui l'exploitent.

» En conséquence, le congrès déclare qu'il y a lieu de laisser aux différentes nationalités le soin de déterminer les moyens d'action les mieux adaptés à la situation de chaque pays ; d'éta-

(*a*). Le texte de la commission portait : « La condition économique et la division en classes de... »

blir des relations internationales entre les commissions d'études créées ou à créer dans les différents pays, afin de centraliser les documents statistiques et autres travaux se rapportant à la question agraire. »

Note 88. — Sources : *Justice*, le *Congrès de Londres*, par E. Guérard, et surtout le rapport de M. Pelloutier, reproduit presque en entier.

Note 89. — Sources : *Justice, Conférence Record, Report of the proceedings of the workers congress* (*Labour Leader*), *Star*. — M. David Holmès, délégué de tisserands (environ 9,000) exprime cette opinion que les trade unions ne seraient plus représentées dans ces sortes de congrès. L'œuvre du congrès avait sans doute été entravée par la querelle des délégués rivaux. Mais les trade unions étaient venues pour travailler, et non pour entendre parler de ces éternelles rivalités socialistes. A propos du droit accordé à la minorité de la délégation française, il disait que la délégation anglaise était virtuellement divisée en sections infinies. Il prédisait la faillite matérielle du congrès. En conclusion le congrès international n'était qu'une farce internationale, et l'était devenu par les stupidités socialistes.

Note 90. — Sources : *Conférence Record*, *Daily Chronicle, Justice*, *Labour Leader*, *Star*, *Temps Nouveaux*, le *Matin*, le *Journal des Débats*, rapport de M. F. Pelloutier, le *Congrès de Londres*, par Eugène Guérard.

Note 91. — Sources : *Conférence Record*, *Labour Leader.*

Note 92. — *Justice*, *Labour Leader.*

Note 93. — Le *Daily Chronicle* critique ces assertions. Il demande si le délégué de l'Australie représentait un groupe militant ; le leader du Parti du travail dans le

parlement de Victoria. M. Trenwith était là comme spectateur, mais il n'a pas éclairé la question. En tout cas, son vote pèse autant que celui des 475 délégués anglais. Il cite la déclaration de la section régulière française (distribuée à cette séance) comme preuve de divisions et parle de la démission de M. Maudsley dans la section anglaise.

Note 94. — Le *Star* nous apprend que le discours de M. Webb, ayant été mal traduit en français, la Fabian Society protesta au bureau et les passages enlevés au discours de M. Webb furent remis dans la traduction du discours de M. Keir Hardie. M. Bernard Shaw ajoute : « Il y aurait un article à écrire sur les traductions — sans parler des points oubliés, enlevés, des contresens, des erreurs, des modifications de toute sorte — au sujet du parti pris des traducteurs dont l'un, au lieu de : Le délégué dit..., disait une fois : « Le délégué dit *justement.* »

Note 95. — Sources : *Daily Chronicle*, *Conférence Record*, le *Congrès de Londres*, par E. Guérard, le *Temps*, le *Star*, le rapport de M. F. Pelloutier.

Note 96. — Sources : *Star*, mes notes.

Note 97. — Voici le texte de ce rapport :

1° Dans l'opinion de ce congrès, on doit s'efforcer de créer un comité international permanent avec un secrétaire responsasable, comité qui siégerait dans une des parties de l'Europe les plus propres à son action ;

2° Un comité restreint doit être nommé par le congrès pour rédiger des propositions dans le but d'amener la résiliation du vœu présenté au 1°, et d'en faire un rapport au congrès ;

3° Le comité en question doit avoir le pouvoir d'agir comme comité provisoire, pour le mouvement qui aura lieu entre la date actuelle et le prochain congrès ; toute nationalité qui n'est pas représentée dans ce congrès, peut envoyer au comité, par

voie élective, un représentant pour agir jusqu'à la réunion du prochain congrès ;

4° Ce congrès reconnaît la nécessité de plus en plus grande d'informations sur le mouvement économique international, et invite toutes les nationalités à faire tous leurs efforts pour réaliser les résolutions de Bruxelles et de Zurich, au sujet des bureaux internationaux d'informations ;

5° En raison des grandes émigrations d'Europe en Amérique et autres continents, ce qui donne à un capitalisme extrêmement concentré le moyen de réduire les salaires du travail, et de triompher des résistances des ouvriers à l'oppression et à la dégradation ;

En vue aussi du fait que beaucoup des émigrants qui étaient, auparavant, attachés aux partis ouvriers et aux organisations des pays d'où ils venaient, n'arrivent généralement pas (surtout à cause de leur ignorance de la langue anglaise), à entrer en relations avec des groupes ouvriers de leur pays d'adoption, de sorte que les forces perdues pour le mouvement européen par l'émigration sont de même complètement perdues pour le mouvement international ;

Le congrès recommande que l'on s'arrange entre l'Europe et l'Amérique, et les continents transocéaniques, pour distribuer parmi les émigrants, dans les ports européens et à bord des bateaux d'émigrants, des bulletins contenant les indications nécessaires.

Note 98. — Suit le rapport, tel qu'il fut adopté :

En période capitaliste, les causes principales des guerres ne sont pas les différences religieuses ou nationales, mais les antagonismes économiques auxquels les classes dirigeantes des divers pays sont poussées par le mode de production.

De même qu'elles sacrifient sans cesse la vie et la santé des travailleurs sur le champ de bataille du travail, elles n'éprouvent aucun scrupule à faire couler leur sang, en vue de nouveaux profits à obtenir par la conquête de nouveaux débouchés.

La classe laborieuse de tous les pays a donc le devoir de s'élever contre l'oppression militaire au même titre que contre toutes les autres formes d'exploitation dont elle est victime de la part de la classe possédante.

Dans ce but, elle doit conquérir la puissance politique pour abolir le mode de production capitaliste, et refuser, simultanément dans tous les pays, aux gouvernements, instruments de la classe capitaliste, *les moyens de maintenir* l'ordre de choses actuel.

Les armées permanentes, dont l'entretien épuise déjà les nations en temps de paix et dont les frais sont supportés par la classe ouvrière, accroissent le danger de guerre entre les nations et favorisent surtout l'oppression toujours plus brutale de la classe ouvrière de chaque pays. C'est pourquoi le cri de : « Bas les armes ! » n'est pas plus entendu que les autres appels aux sentiments humanitaires des classes capitalistes.

La classe prolétarienne seule peut avoir la volonté sérieuse et le pouvoir de réaliser la paix du monde ; elle réclame :

1° La suppression *simultanée* des armées permanentes et *l'armement général du peuple.*

2° L'institution d'un *tribunal arbitral nommé par le peuple,* chargé de régler pacifiquement et *sans appel* les conflits entre nations :

3° La décision définitive sur la question de guerre ou de paix laissée directement au peuple pour le cas où les gouvernements n'accepteraient pas la sentence arbitrale ;

4° Et elle proteste contre le système des traités secrets.

Mais la classe prolétarienne ne pourra en cette matière, comme en n'importe quelle autre revendication ouvrière, arriver réellement à son but qu'en conquérant une action maîtresse sur la législation et en s'alliant au socialisme international seul à même d'assurer la paix et d'amener la véritable fraternité des peuples.

Nous avons mis en italique les modifications provenant de l'adoption des amendements.

Note 99. — Voici ce rapport :

I. Dans l'opinion de ce congrès, les ouvriers de toutes les nations doivent faire des efforts continus, comme classe, pour la socialisation de tous les moyens de production, de transport, de distribution et d'échange ; le tout devant être contrôlé par une organisation complètement démocratique dans l'intérêt de la communauté tout entière, de manière à émanciper la classe ou-

vrière et le peuple tout entier de la domination du capitalisme.

Ce congrès considère que l'action nationale et internationale dans ce sens de socialisme complet devient de jour en jour plus nécessaire, vu la disparition de la concurrence libre et la croissance rapide de monopoles nationaux et internationaux contrôlés par des organisations vastes de la classe capitaliste. L'huile de pétrole, le coton à coudre, certains minéraux, la fonte des métaux en grandes pièces, etc., sont aujourd'hui déjà contrôlés par des combinaisons de capitalistes qui aspirent à fixer les prix et les salaires en ce qui touche ces articles. Des organisations tellement puissantes ne peuvent être utilement combattues par des syndicats ordinaires de travailleurs ni par une action politique isolée. Une organisation plus complète des ouvriers est indispensable pour résister avec succès aux manœuvres de ces grandes compagnies ; et ce congrès recommande que des mesures soient prises pour organiser une agence internationale chargée d'appeler l'attention sur les agissements de ces corporations, qui souvent ont recours à des intrigues politiques pour arriver à leurs fins, et insiste sur la nécessité d'amener la socialisation de ces entreprises par décrets nationaux et internationaux.

Dans d'autres directions, la puissance sans cesse augmentant de l'humanité dans la production des denrées, au lieu d'être utilisée pour le bien de la communauté, se montre la cause de rengorgements de denrées. de crises commerciales nationales et internationales. Les travailleurs en charbons, en fer, en cuir, en coton et dans d'autres industries sont dans tous les pays jetés sur le pavé et privés de leur emploi par l'opération de causes économiques qu'ils ont jusqu'à présent été dans l'impuissance de contrôler. Dans tous les pays civilisés, la nécessité absolue de la substitution de la propriété publique à un système tellement désordonné vient à être reconnue ; et les grandes mines houillères, les grandes fonderies et les usines chimiques, les chemins de fer et les usines principales sont tous arrivés à un état où leur socialisation et leur nationalisation ne présentent aucune difficulté au point de vue économique.

Ce congrès appelle donc les travailleurs du monde à se mettre immédiatement à appuyer des mesures bien définies de socialisation, de nationalisation et de communisation dans leur pays, ayant soin dans chaque pays de tenir au courant de leurs

actions chacun des autres pays, afin que la tactique adoptée soit poursuivie autant que possible simultanément partout.

II. La lutte économique et syndicale des ouvriers est indispensable pour combattre la toute-puissance du capital et améliorer la situation des ouvriers dans la société actuelle. Pas de syndicats ouvriers, pas de salaires suffisants, pas de réduction des heures de travail. Mais cette lutte économique ne peut pas supprimer l'exploitation capitaliste ; elle ne fait que l'adoucir. L'exploitation des ouvriers ne prendra fin que lorsque la société elle-même aura pris possession de tous les moyens de production, y compris le sol et les moyens de transport. Cette socialisation des moyens de production a comme condition *sine qua non* tout un système de mesures législatives. Ces mesures ne seront réalisées que si la classe ouvrière possède le pouvoir politique. Mais ce pouvoir politique ne peut être conquis qu'au fur et à mesure que la classe ouvrière sera organisée. Les syndicats constituent la classe ouvrière en puissance politique en organisant les ouvriers. L'organisation de la classe ouvrière est incomplète et insuffisante tant qu'elle n'est organisée que politiquement.

Mais la lutte syndicale des ouvriers exige aussi l'action politique de la classe ouvrière. Ce que les ouvriers ont conquis par la lutte syndicale contre leurs exploiteurs, ils doivent toujours l'assurer par des mesures législatives pour le maintenir définitivement. Dans d'autres cas, les réformes législatives conquises évitent des conflits économiques. Une entente et une action communes internationales de la classe ouvrière de tous les pays quant à la lutte économique et syndicale et quant à la législation protectrice du travail devient d'autant plus une nécessité, que les relations économiques du marché international capitaliste se développent de plus en plus, et avec elles en même temps les conflits des industries des pays différents.

Dans l'avenir, une action internationale du prolétariat dans le sens suivant est de toute nécessité :

1° Suppression des droits douaniers et des octrois, des impôts sur les vivres et des primes d'exportation ;

2° Mise en vigueur d'une législation internationale protectrice du travail. En maintenant les résolutions respectives du congrès international de Paris, le congrès recommande de concentrer l'action tout d'abord sur la conquête des réformes suivantes :

a) La fixation légale de la journée de huit heures ;

b) La suppression du sweating-system et la création d'une législation protectrice efficace en faveur des ouvriers et ouvrières de l'industrie domestique ;

c) L'interdiction du travail de la femme au moment de ses couches et son entretien par l'Etat six semaines avant et six semaines après.

d) Le droit de coalition, d'association et de réunion absolument libre pour les deux sexes.

La réalisation de ces réformes rend indispensable le concours de l'action syndicale et de l'action politique du prolétariat.

En conséquence, le congrès, en maintenant les résolutions du congrès de Bruxelles et de Zurich sur la question, déclare :

L'organisation des ouvriers en des syndicats est de première nécessité pour la lutte émancipatrice du prolétariat. Il considère comme un devoir de tous les ouvriers voulant l'émancipation du travail du joug capitaliste, qu'ils appartiennent au syndicat de leurs camarades de profession.

Pour rendre possible et pour faciliter une action économique efficace, les organisations syndicales doivent se réunir en des fédérations s'étendant sur tous les pays. Tout éparpillement des forces par de petites organisations particulières est à rejeter. Dans la lutte économique, la conviction politique des ouvriers ne doit pas constituer une raison de séparation ; mais il est du devoir des organisations ouvrières — devoir résultant de la lutte de classes prolétariennes — de faire de leurs membres des socialistes convaincus. De plus, c'est un devoir des syndicats d'accepter comme membres les femmes travaillant avec des hommes dans une même industrie, *de constituer les apprentis en groupes distincts* et d'aspirer à réaliser le principe du salaire égal à travail égal pour les deux sexes.

A côté de la lutte pour des meilleures conditions de travail et pour la hausse des salaires les syndicats doivent surveiller l'application des lois protectrices du travail ; ils doivent s'efforcer à amener la suppression des méthodes industrielles nuisibles à la santé, du marchandage (*sweating*) et du truck-system.

Dans les fabriques, la femme ne pourra être occupée qu'à 16 ans et non 14.

Le congrès considère que la grève et le boykott sont des moyens nécessaires à la réalisation des fins syndicales. Mais il ne voit pas la possibilité d'une grève générale internationale. La

nécessité la plus urgente est l'organisation syndicale des masses ouvrières, car c'est de l'étendue de l'organisation que dépend l'étendue des grèves dans des industries entières et dans des pays entiers.

Pour rendre possible une action syndicale internationale il est à créer dans chaque pays un comité syndical central. Ces comités doivent dresser dans la mesure du possible des statistiques concernant le marché du travail. Ils doivent se communiquer mutuellement ces statistiques, de même que des rapports réguliers et de tous les événements importants de leur pays pour la vie syndicale.

C'est surtout un devoir des syndicats de tous les pays de s'occuper de ce que les ouvriers étrangers immigrants adhèrent au syndicat du pays où ils travaillent, et qu'ils ne travaillent pas à un salaire plus bas que les ouvriers indigènes.

L'Etat aura l'obligation d'occuper les sans travail ou de leur procurer de la besogne.

En cas de grève, de lock-out ou de boykott, les syndicats de tous les pays ont le devoir de se soutenir mutuellement dans la mesure de leurs forces.

III. Le développement économique et industriel avance avec une telle rapidité qu'une crise peut avoir lieu dans un temps relativement court. Le congrès insiste donc auprès du prolétariat de tous les pays sur la nécessité d'apprendre, en citoyens conscients de leur classe, à administrer leur pays respectif dans l'intérêt commun.

La résolution (*c*) et les passages en italique constituent les amendements votés par le congrès. Le dernier (travail des femmes) est *en contradiction* avec l'article 5 des résolutions de la commission d'éducation.

Note 100. — Considérant qu'en France, dans plusieurs congrès nationaux : à Marseille (1892), Paris (1893), Nantes (1894) et Limoges (1895), les travailleurs syndiqués se sont prononcés en faveur de la grève générale de tous les métiers, comme étant un moyen d'affranchissement ;

Qu'en Belgique une grève générale, même imparfaitement organisée, a beaucoup aidé à arracher le droit du vote à la bourgeoisie ;

Que la Suède et l'Autriche, luttant pour obtenir ce même droit, ont préconisé le même moyen ;

Que si, a priori, la grève générale internationale ne paraît pas possible, il en est différemment d'une grève générale nationale ;

Mais que, actuellement, la question de la grève générale n'a pas été, dans tous les pays, l'objet d'une étude suffisante;

Le congrès invite les travailleurs de toutes les nations, et en particulier les syndicats, à étudier cette importante question, qui pourra être résolue dans un prochain congrès international.

Note 101. — Le congrès affirme le droit imprescriptible de la liberté de conscience, d'opinion et de presse, ainsi que le droit d'association et de manifestation publique dans tous les pays, pour tous les travailleurs et toutes les sections de la communauté ;

Le congrès engage les travailleurs de tous les pays à user des efforts les plus énergiques, pour obtenir l'amnistie des prisonniers politiques.

Il exprime son mépris pour le système de provocation policière, souvent employé dans le but d'arriver à la répression de mouvements avancés et engage les travailleurs à faire tout leur possible pour découvrir et exposer publiquement tous les actes de provocation de ce genre.

Le fait de mettre en rapport les salariés avec les employeurs ne saurait faire l'objet d'aucune spéculation ni d'aucun commerce; c'est un service public qui doit être organisé par les travailleurs, et à leur profit.

Considérant, en outre que les bureaux de placement. dirigés par des particuliers, donnent lieu à des abus et à une incessante corruption, le congrès demande que ces bureaux cessent d'être libres et qu'ils soient, à l'avenir, des institutions gratuites et placées sous la direction des municipalités ou des institutions syndicales.

Vu que les sections allemande, autrichienne, espagnole et autres n'ont pas nommé de délégués à la commission instituée pour la question de la langue internationale, la commission a jugé inutile de présenter un rapport, mais elle demande que le président fasse voter au congrès, par nationalités, sur la question de savoir laquelle des trois langues, allemande, anglaise

ou française, il serait désirable de voir adopter. mais en décidant que les délégués des trois nationalités ne votent pas lorsque l'emploi de leur langue respective sera soumis au vote.

Note 102. — Le bureau du congrès est chargé de rédiger l'invitation au prochain congrès en faisant exclusivement appel :

1° Aux représentants des groupements qui poursuivent la substitution de la propriété et de la production socialiste à la propriété et à la production capitaliste, et qui considèrent l'action législative et parlementaire, comme l'un des moyens nécessaires pour arriver à ce but.

2° Aux organisations purement corporatives qui, bien que ne faisant pas de politique militante, déclarent reconnaître la nécessité de l'action législative et parlementaire. En conséquence, les anarchistes seront exclus.

La vérification du mandat des délégués sera faite par leurs nationalités respectives, sauf recours *devant une commission spéciale*, élue par toutes les nationalités représentées au congrès.

Les mandats de toutes nationalités représentées par moins de cinq délégués seront soumis au comité de vérification des mandats ainsi que les mandats douteux.

Le congrès décide que le prochain congrès aura lieu en Allemagne pendant le courant de l'année 1899. En cas d'empêchement à la tenue du congrès en Allemagne, il est résolu que le congrès se réunira à Paris en 1900.

M. E. Guérard, dans sa brochure, dit que cette proposition fut rédigée par M. Vandervelde et amendée par M. Millerand. Elle remplaçait, écrit-il, « une autre résolution *que les parlementaires, au dernier moment, n'osèrent pas faire connaître au congrès*, mais dont je possède cependant un exemplaire » ; en voici le texte :

« Le congrès décide : Le prochain congrès international socialiste aura lieu en l'année 1900. Y auront accès, les représentants des partis socialistes et des organisations ouvrières, qui se tiennent sur le terrain de la lutte de classes, reconnaissent la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière comme nécessaire à leur libération. Pour arriver à ce but, ils considèrent comme un des moyens essentiels, l'action législative et parle-

mentaire. Ceux qui ne possèdent pas le suffrage universel doivent faire tous leurs efforts pour le conquérir.

Les anarchistes *et leurs alliés*, même s'ils s'appellent communistes antiparlementaires ne peuvent prendre part à ce congrès, *à quelque organisation qu'ils appartiennent.* »

Tel était le texte français, mais les textes allemand et anglais disaient : « Même s'ils s'appellent communistes antiparlementaires, *ou toute autre dénomination.* »

Voici, à titre documentaire, les noms des signataires de cette proposition :

Bebel, Fischer, W. Liebknecht, Singer, Schonlank (Allemagne). Adler, K. Kautsky, T. Resef (Autriche). Sigr. Olden, Spensen (Danemark). Josef Hybes (Bohême). Aloys Fauquez, Herman Greulich, P. Brandt, Karl Bürkli (Suisse). P. T. Troelstra, H. van Kol (Hollande). Joan Aucel (Hongrie). Chas. F. Berthold, Mathew Maguire, Lucien Sanial, Arthur Keep (Amérique). Witold Todko, Ignar Dassynskiy (Pologne). Hjalmar Branting (Suède). Georg Plechanoff (Russie). Charlotte Perkins, Stecson, Emile Zein et Peourlo Soldi (Italie). L. Bertrand (Belgique).

Note 103. — Sources : le *Temps*, le *Congrès de Londres*, par E. Guérard, *Matin*, Rapport de M. Pelloutier, mes notes.

Note 104. — Voici la traduction de cette lettre :

« Permettez-moi de dire, en mon nom et en celui des collaborateurs du *Clarion*, que nous considérons le traitement des anarchistes au congrès comme mesquin et injuste. Nous pensons que... le congrès en les expulsant, a chassé plusieurs des meilleurs socialistes d'Europe. Si j'avais pu parler français, j'aurais exprimé ma sympathie verbalement avec les amis français et hollandais. Comme je ne pouvais pas leur parler au congrès, lisez-leur, je vous prie, cette protestation contre la mesquinerie et l'intolérance si malheureusement manifestées par le congrès.

» R. Blatchford. »

Note 105. — Sources : *Labour Leader, Justice, Conference Record.*

Note 106. — Voici les points les plus saillants de cette proposition :

« Considérant que tous les anarchistes socialistes agréent que l'émancipation des classes ouvrières par la lutte organisée contre le capital au moyen de la grève générale est absolument impossible sans une lutte systématique contre l'Etat monopolisé : cette conférence décide d'étudier un plan pratique de campagne permanente contre l'Etat ; considérant que la source du pouvoir politique repose... dans les droits politiques de chacun (tout adulte composant la population d'un pays) ; que les électeurs se privent de leur propre droit de contrôle sur la machine corrompue de l'Etat ; que le gouvernement ne peut user des pouvoirs politiques sans l'argent qu'il reçoit de la population, la conférence recommande : 1° Tous les citoyens adultes doivent réclamer du gouvernement, et par tous les moyens d'agitation et de répression, le referendum obligatoire pour... les budgets annuels, les crédits de guerre, toutes les mesures d'impôts. 2° De persuader aux électeurs de limiter les mandats de leurs députés (s'ils en nomment) en les privant du droit de voter finalement sur les lois économiques. 3° De refuser de payer les impôts qu'ils ne sont pas moralement obligés de payer, par leur approbation préalable. 4° D'organiser tous les combattants contre le capital pour une grève générale politique contre l'Etat, monopolisé par la classe capitaliste, jusqu'à ce que le peuple reçoive le droit de direct et plein contrôle sur les fonctions économiques de l'Etat. »

Note 107. — Sources : *Report of the Proceedings of the workers congress held in London, july 1896*, — *Sociale.*

Note 108. — Sources : *Conference Record, Justice*, les notes de M. Toussaint.

Note 109. — Sources : *Conference Record, Justice.*

FIN DE L'APPENDICE

TABLE DES MATIÈRES

Imprimerie Générale de Châtillon-sur-Seine. — A. Pichat.

[illegible]

